

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11315 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 17 JUIN 1981

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

EN CHINE

La démission du président Hua Guofeng serait imminente

LIRE PAGE 6

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Cinq ans après Soweto

Les Noirs d'Afrique du Sud commémorent, ce mardi 16 juin, le cinquième anniversaire du début d'une vague de violence s'étalant sur cinq mois, dont le bilan officiel avait été de près de six cents morts et de quelque quatre mille blessés. A l'époque, on avait pu croire le régime de l'apartheid sérieusement ébranlé, tant il apparaissait que la brutale répression policière, notamment dans la cité dortoir noire de Soweto, ne résoudrait aucun des graves problèmes que crée la sujétion imposée à vingt-deux millions de Noirs par quatre millions de Blancs.

Force est de constater, aujourd'hui, que les promesses de réformes de Pretoria n'ont guère modifié l'environnement social sud-africain. Si le « petty apartheid », la discrimination raciale « mesquine », tend à disparaître dans les grands centres urbains et dans le domaine des sports, les Noirs demeurent parqués dans des « townships » qui leur sont réservées. L'humiliante obligation des laissez-passer continue à peser sur leur vie quotidienne. Pretoria leur refuse toujours la nationalité sud-africaine pour leur imposer celle de bantoustans noirs — patries fictives et déshéritées qui n'occupent que 13 % du territoire de la République et avec lesquelles la grande majorité des Noirs n'a plus d'attaches depuis plusieurs générations.

Le gouvernement de M. Pieter Botha ne manque pas, pour expliquer la modestie des changements, d'invoquer l'hostilité d'une fraction importante de son électorat, comme l'ont encore démontré les résultats des élections législatives d'avril. L'extrême droite afrikaner, au sein du parti nationaliste au pouvoir, comme à sa frange, s'oppose d'autant plus à tout assouplissement de l'apartheid que la République Sud-Africaine connaît, depuis l'an dernier, un « boom » économique sans précédent. D'un autre côté, tout en renforçant la base du gouvernement « réformiste » de M. Botha, l'attitude « amicale » de la nouvelle administration américaine, qui met en avant l'intérêt stratégique de l'Afrique du Sud pour justifier le rapprochement avec Pretoria, offre aux dirigeants sud-africains un répit supplémentaire, y compris sur le plan intérieur.

Parce que leur économie a besoin d'une main-d'œuvre noire de plus en plus qualifiée et qu'ils se rendent compte, peu à peu, que les bantoustans risquent de devenir de dangereuses enclaves de misère, les Blancs d'Afrique du Sud commencent à s'interroger sur la perspective d'une économie intégrée globalement, comme le souhaite M. Oppenheimer, le plus grand homme d'affaires du pays. Rien n'indique encore, en dépit de quelques réformes constitutionnelles sans conséquence, que les Afrikaners soient prêts à renoncer à la moindre parcelle du pouvoir politique qu'ils monopolisent depuis 1948. Dans de telles conditions, même un système policier extrêmement efficace ne constitue pas une garantie contre d'autres Soweto.

(Lire page 5.)

LES ÉTATS-UNIS ACCORDENT AU PAKISTAN UNE AIDE DE 3 MILLIARDS DE DOLLARS SUR SIX ANS ET S'ENGAGENT A DÉFENDRE SON INTÉGRITÉ TERRITORIALE

(Lire page 6.)

La France demande à l'ONU de condamner le raid israélien contre le centre nucléaire irakien

Huit jours après la destruction, par Israël, du réacteur nucléaire irakien Osirak, le gouvernement français a riposté sur un double plan, à l'ONU et à Paris, lundi 15 juin, aux multiples déclarations de M. Menahem Begin reprochant à la France d'assumer une grave responsabilité dans le péril que courrait Israël du fait de la bombe atomique que Bagdad aurait été sur le point de réaliser.

D'une part, Paris a demandé au Conseil de sécurité de condamner le raid israélien. D'autre part, le gouvernement français a autorisé le Commissariat à l'énergie atomique à révéler certaines clauses du contrat conclu avec l'Irak, qui rendent toute exploitation militaire de Tamuz impossible.

Le C.E.A. a, ainsi, opposé un démenti cinglant aux affirmations de M. Begin sur l'existence de « laboratoires secrets » à Tamuz. Il a indiqué, surtout, que la France devait rester associée à l'exploitation de Tamuz jusqu'en 1989. Cette clause secrète avait évidemment une connotation politique puisqu'elle retirait à l'Irak toute possibilité de détourner les installations à des fins militaires.

Cette affirmation explique l'assurance avec laquelle, au Conseil de sécurité de l'ONU, le représentant de la France, M. Jacques Leprette, évoquant les grandes lignes d'un projet de résolution, s'est élevé « *contre les allégations du gouvernement israélien* » et a réclamé la « *condamnation de l'action militaire israélienne* », et « *la juste réparation des destructions et des dommages dont Israël a publiquement reconnu être responsable* ».

« *Il nous est permis de parler en connaissance de cause des réacteurs Tamuz I et Tamuz II, puisqu'ils sont l'exacte réplique des réacteurs Isis et Osiris construits pour les besoins du programme civil français, en service au centre de Saclay*, a dit M. Leprette, qui a ajouté : *Tamuz est un réacteur exclusivement conçu pour la recherche scientifique. Toute tentative de l'utiliser pour produire du plutonium à des fins militaires... obligerait à modifier profondément l'installation et à manipuler plusieurs tonnes de matières dangereusement irradiées.* »

Renouveau juif a publié ce mardi à Paris un communiqué exprimant « *surprise, étonnement et inquiétude* » devant le projet de résolution dont la France souhaite l'adoption. Le communiqué rappelle que « *le dossier du contrat nucléaire irakien n'a jamais été soumis au Parlement, ce qui aujourd'hui encore justifie toutes les craintes* ».

(Lire page 4.)

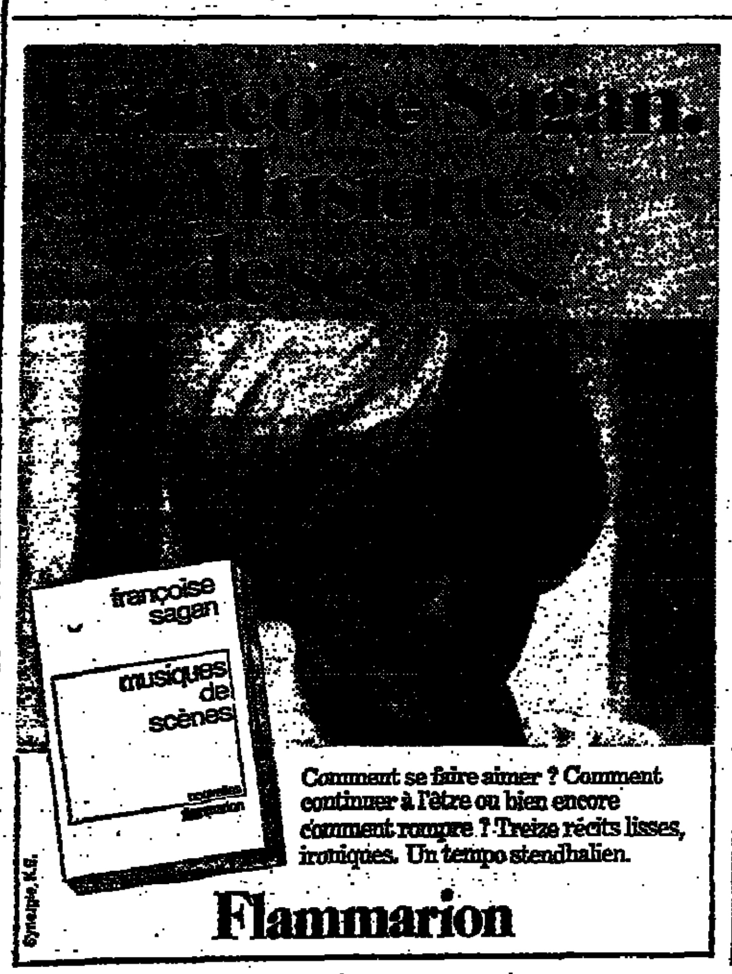
AU JOUR LE JOUR

Politique marine

Raz de marée socialiste, reflux communiste, lame de fond de la gauche, marée rose, abstentions et « effet canne à pêche », voiles gonflées de la caravelle du P.S. : les éditorialistes rivalisent de métaphores maritimes pour décrire et commenter le succès des amis de M. Mitterrand.

Personne pourtant n'a donné la véritable explication de ce raz de marée. C'est parce que, pour la première fois dans l'histoire de la République, il y a au gouvernement un ministre de la mer...

FRANÇOIS GROSRICHARD.



Le gouvernement va accorder aux entreprises des facilités financières

Le conseil des ministres doit examiner, le mercredi 17 juin, le troisième volet du programme économique du gouvernement de M. Mauroy : la politique industrielle et les mesures d'aide au développement des entreprises. Le 3 juin, les ministres avaient examiné les diverses mesures dites de solidarité (hausse du SMIC, allocations vieillesse, logement, etc.). Une semaine plus tard, c'était l'adoption d'un plan de création de cinquante-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix emplois dans le secteur public et les collectivités locales, avec, en corollaire, son financement.

M. Delors, ministre de l'économie et des finances, et M. Joxe, ministre de l'industrie, feront chacun une longue déclaration. Le premier présentera les diverses dispositions qui seront mises en œuvre pour soutenir l'investissement des entreprises et donner des ballons d'oxygène à celles qui connaissent de sérieuses difficultés.

Ce sera l'objet de mesures concernant le crédit à moyen et à long terme, qui comprendront notamment le lancement d'une première tranche de l'emprunt franco-allemand. Mais seront également annoncées des mesures portant sur le crédit à court terme, bon nombre d'entreprises connaissant des problèmes aigus de trésorerie et ayant besoin d'avances à bas taux d'intérêt. Enfin, les crédits bancaires accordés aux entreprises à des conditions particulièrement intéressantes passeront de 13 milliards de francs (enveloppe prévue par le gouvernement Barre) à 17 milliards de francs.

(Lire page 48.)

La transition socialiste française

I. — EST-CE POSSIBLE ?

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (*)

De la joie ? Plutôt de l'angoisse. Mais d'abord, de grâce, de la science. 1924, 1936, 1946, 1956, 1968, 1981 : tous les dix ans ou un peu plus, la France tente une poussée à gauche. Mais cette flambée d'espoir est feu de paille, bien qu'elle nous lègue souvent quand même un bilan positif et durable de mesures sociales et de hausse des bas revenus.

D'autres peuples se donnent d'ailleurs, dans le même temps, des coups au cœur semblables, plus ou moins intenses, débouchant parfois sur mieux qu'au début, mais d'autre fois hélas ! sur bien pis : Angleterre en 1929, 1945 et 1974, Suède en 1934, Australie et Chili en 1972, Portugal en 1975, Brésil, Argentine, Indonésie, au début des années 60, la Jamaïque récemment, etc.

Mais ces sursauts de justice qui scandent la vie du capitalisme moderne et répètent son histoire passée et future esquissent son devenir sans le réaliser. En aucun cas, la politique de gauche n'a duré plus de trois ans : ou le gouvernement socialiste a cédé la place par les urnes ou les armes, ou il n'a pu survivre qu'en restaurant une politique de droite. Alors, une fois de plus cette vieille histoire, ou début d'un processus nouveau ?

(*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

(Lire la suite page 42.)

Réalisme à la Bourse

Accentuant sa timide reprise de la veille, la Bourse de Paris a enregistré, le 16 juin, une vive avance des valeurs françaises. En hausse de plus de 2 % dès l'ouverture, l'indicateur instantané connaissait un gain de 3,3 % environ après une demi-heure de transactions. De nombreux titres, y compris parmi les valeurs « nationalisables », obtenaient 7 % à 8 % de hausse. Toutefois, compte tenu du faible volume des ventes, il suffisait de quelques ordres d'achat pour « faire monter les cours ».

Singulier contraste en tout cas, si l'on se remémore le véritable effondrement qui avait suivi le scrutin présidentiel, quand il avait fallu s'y reprendre à trois séances pour essayer de déterminer une cotation sur des titres qui accusaient finalement des chutes vertigineuses de 20 % de moyenne.

En réalité, la véritable réaction du marché à la poussée de la gauche s'était produite la semaine précédente, surtout au cours de la séance du vendredi 12 juin, lorsque les cours avaient chuté de plus de 2,2 % alors que circulaient des informations sur les intentions de vote que le scrutin devait confirmer.

D'ores et déjà, le second tour n'est plus abordé que comme une simple formalité dans l'esprit des boursiers, l'essentiel pour eux étant la levée définitive de l'hypothèque que constitue encore l'entrée ou non de ministres communistes dans le gouvernement. Au vu du schéma du premier tour, l'appoint électoral du parti communiste est considéré comme de moins en moins nécessaire. Cet élément est jugé particulièrement rassurant non seulement pour les boursiers parisiens mais également pour la clientèle étrangère.

La réaction du marché aux développements politiques et économiques devrait s'opérer maintenant par étapes au fur et à mesure de l'examen de ce que la Bourse considère comme les véritables échéances : le dossier des nationalisations, le maintien ou non de l'avoir fiscal et, surtout, la composition définitive du gouvernement et la place qu'y tiendra le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors.

La double dissidence

par ANDRÉ FONTAINE

1956 : la Hongrie défie Moscou. La France et la Grande-Bretagne, en intervenant à Suez, passent outre à la volonté du protecteur américain. Sanglant dans un cas, prenant la forme d'un chantage financier dans l'autre, le rappel à l'ordre est immédiat.

1968 : la Tchécoslovaquie défie à son tour Moscou. La France se paye, en toute ignorance de ses limites, un joli mois de mai dont le succès ne pourrait manquer de remettre totalement en cause l'ensemble stratégique auquel elle appartient. A Prague, le rappel à l'ordre, pour être moins sanglant qu'à Budapest, n'en est pas moins brutal. A Paris, de Gaulle lui-même finit par reprendre les choses en main. Mais le stock de devises et de métal précieux patiemment accumulé, qui étayait sa résistance aux Etats-Unis, a été dilapidé par deux mois de grèves. Et quelque chose a été brisé en lui-même. A la brève exception de l'époque où Michel Jobert était aux affaires étrangères, la France n'a plus guère contesté depuis lors les volontés américaines.

1981 : c'est au tour de la *Pologne* de placer la direction soviétique devant le dilemme : intervenir, au risque de briser la *détente*, voire de provoquer une action américaine contre Cuba, ou ne pas intervenir, au risque de laisser se consolider au cœur de l'empire une hérésie vouée, selon toute vraisemblance, à faire tache d'huile. De son côté, la France porte à sa tête un président de gauche, appuyé sur une majorité où cohabitent socialistes, radicaux et communistes, huit mois après l'élection par les Américains du président le plus conservateur qu'ils aient connu depuis un demi-siècle.

L'histoire ne se répète jamais tout à fait. On ne voudrait donc pas déduire des expériences parallèles de 1956 et de 1968 l'idée que l'environnement international a toutes chances de mal tolérer le double défi que la Pologne et la France portent aujourd'hui, chacune à sa manière, à l'ordre établi. Disons seulement que tous les regards sont tournés vers elles et que lorsqu'ils émanent de leurs chefs de file à l'une et à l'autre, ces regards sont facilement soupçonneux.

Touchant la Pologne, ce n'est pas la peine d'y insister. Au fur et à mesure que s'approche le rendez-vous fatidique du congrès du parti, convoqué — date symbolique — pour le 14 juillet, le grand frère soviétique supporte de plus en plus mal les constantes reculades des dirigeants de Varsovie devant Lech Walesa et ses camarades. Ceux-ci sont en effet passés maîtres dans l'art de retourner contre ses inventeurs la tactique dite *du salami*, qui consiste, lorsqu'on ne peut avoir le saucisson en une fois, à se l'approprier tranche par tranche.

Touchant la France, le climat est fort différent, quand ce ne serait que parce que tout ne fait que commencer et que les Américains, en tout état de cause, n'ont pas l'habitude d'envahir le territoire de leurs alliés d'Occident quand ceux-ci se mettent à ruer dans les brancards. C'est seulement dans le tiers-monde, jusqu'à présent, qu'ils sont intervenus par la force, soit ouvertement, soit par le biais de ces *covert actions* qui, de Saigon à l'Amérique latine, ont fait tant de victimes. Mais il existe mille et un moyens de pression plus discrets, notamment sur le plan économique, auxquels ils ont rarement hésité à recourir dans le passé quand ils le jugeaient nécessaire.

(Lire la suite page 5.)

CINÉMA D'ANIMATION A ANNECY

Le souffle court

Le cœur n'y était pas vraiment. Malgré le beau temps, il y avait une certaine *morosité* dans l'air tout au long des treizièmes JICA (Journées internationales du cinéma d'animation) qui viennent de se terminer à Annecy. Ça *manquait* de punch. Pourtant, les vieux habitués du Festival étaient là, les jeunes aussi. La salle était bien remplie au long des six jours de projections intensives. Tout s'est pourtant bien passé. Mais alors, cette *morosité*, est-elle due à l'institution ? à la production ? Aux deux sans doute.

La *production* traverse, à l'évidence, une mauvaise période. Le manque de moyens financiers, l'absence de soutien *moral*, l'intérêt très limité manifesté en général *par* la critique cinématographique pour ce genre un peu spécial, justifient en grande partie cette crise, mais pas entièrement. Car ce sont des données anciennes, bien qu'elles se soient aggravées, notamment avec la suppression des courts métrages dans les salles de cinéma. Les cinéastes d'animation ont peu de chance de voir leurs films projetés en dehors des festivals, qui ne sont pas si nombreux.

A Annecy, on a pu constater que ce n'est pas toujours faute d'appui et d'argent que le cinéma d'animation manque aujourd'hui de souffle. Les pays qui ont d'importantes écoles, comme le Canada ou l'Union soviétique, et de gros moyens techniques, n'accouchent plus de petits chefs-d'œuvre. Les films peuvent être bien faits, très professionnels, mais ils manquent souvent d'inspiration. En fait, rares sont les films qui, à la fois, font preuve d'originalité et de capacité à tenir sur une longue distance : dix minutes pour un film d'animation, souvent c'est long.

Entre le gag, l'idée exploitée en une minute et beaucoup de banalités de vingt minutes, il n'y avait pas tellement le choix pour établir le palmarès des films en compétition.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 21.)

Le Monde

idées

LA NOUVELLE OPPOSITION

L'union pour la nouvelle majorité n'est déjà plus qu'une union pour la nouvelle opposition. Raison de plus pour donner la parole à deux de ses représentants : le gaulliste Claude Labbé, tout en exprimant ses raisons d'inquiétude, rejette l'esprit du « recours » ; le C.D.S. Jacques Barrot revendique la place de ses amis dans le débat qui ne peut manquer de s'engager sur la mise en œuvre des options socialistes. Philippe Saint-Marc pose, de son côté, des questions au pouvoir sur sa politique économique.

Le pouvoir égaré

par CLAUDE LABBÉ (*)

LE pouvoir nous a échappé par inadvertance. A l'issue d'une lente érosion qui a plus affecté les hommes et les comportements que la politique proprement dite. C'est pourquoi le danger n'a pas été suffisamment perçu. La bonne conscience porte à négliger les apparences. la rigueur devient mépris, le style l'emporte sur l'intention, la manière sur le fond.

Il n'est pas sage de contester les faits. Il n'est jamais inutile de les analyser. La différence qui a permis la « victoire » socialiste n'est pas suffisamment courte pour en minimiser l'effet. Elle n'est pas assez forte pour sous-tendre un renversement des tendances politiques constantes dans notre pays depuis deux décennies.

François Mitterrand a reçu les clés d'une nation en ordre. L'acquis constitutionnel intact, une défense n'ayant subi aucune dégradation, des relations internationales stables malgré l'épreuve du flou, une monnaie maintenue. Le chômage et l'inflation ne constituent certes pas des phénomènes liés à la seule conjoncture, de nature extérieure et passagère. Ils ne mettent rien en cause, pour autant, dans un régime qui saurait, comme nous le proposions, trouver les moyens et la volonté de les maîtriser.

Le président de la République et son premier ministre auraient tort d'exploiter abusivement *« l'état de la France »*, pour se dégager du poids de leurs responsabilités nouvelles. Sans même attendre les actes, l'image qu'ils projettent d'eux-mêmes a suscité un courant de défiance. Il nous fallait une nouvelle confiance, clé du redressement. Ainsi, en un mois, un climat de faillite s'est installé au milieu d'une fête naïve. La contradiction, l'irresponsabilité se manifestent déjà sans oublier quelques solides arrière-pensées qui percent ici ou là sous les propos voulus rassurants.

Si, comme le rappelle M. Mermaz *« la politique ne se fait pas à la corbeille »*, cela n'empêchait nullement le général de Gaulle de produire un effet stimulant sur la bourse. François Mitterrand, lui, provoque manifestement l'effet inverse. Et quand M. Mauroy dit qu'il lui faudra deux ou trois ans pour remettre sur pied un pays qui n'était pas à terre, on ne peut oublier que le général de Gaulle trouvant une France décomposée, l'avait relevée en quelques semaines.

Sans revenir sur la baisse des valeurs, l'amputation d'un quart de nos réserves de change et le taux du crédit, la menace de prélèvements fiscaux de diverses natures affole l'ensemble de la population. Nul n'ignore que la formule « faire payer les riches » aboutit toujours à frapper les classes moyennes — plus nombreuses et mieux saisissables — et finalement tout le monde. Ce sont les petits ruisseaux qui alimentent le mieux le fleuve de l'impôt.

La déstabilisation

En parcourant la banlieue je vois encore sur les murs les slogans de l'« opposition » : *« Non au chômage »*, *« Non à la hausse des prix »*. Comment des partis qui se sont toujours nourris de contestation vont-ils négocier leur virage ? Combien plus forte serait leur position s'ils s'étaient montrés dans le passé moins abrupts dans leurs jugements, s'ils avaient consenti à se comporter en adversaires moins négatifs, en un mot, s'ils avaient « joué le jeu » au lieu de préférer le confort dans l'irresponsabilité.

Une chose est de prendre le pouvoir, une autre de le conserver.

On évoque à tort et à travers l'alternance. Elle ne saurait exister qu'entre deux tendances bien résolues à ne jamais pratiquer la politique du tout ou rien.

Je ne crois ni à la fatalité ni à la nécessité d'un changement qui comporte un risque quelconque d'égarement et d'échec. Un système se révèle bon. Il faut le conserver sans complexes. Une politique ne parvient pas à résoudre certains problèmes, modifions-la sans engager une révision de la société. La cinquième République a apporté à la France l'essentiel de ce qui lui convenait grâce à un système original fondé à la fois sur l'initiative responsable et la planification raisonnée. Cette politique a réussi au-delà des espérances de ses initiateurs. Il ne faut rompre ni son équilibre ni sa continuité.

Voilà le véritable « état de la France » qui ne justifiait aucune remise en cause lyrique mais imposait un solide redressement. Nous voici à présent livrés plus à l'imaginaire qu'à l'imagination.

Notre inquiétude, qui croît et se précise chaque jour, ne porte pas sur un changement de politique mais sur une déstabilisation. C'est à cela, en effet, que mène cet irrérístible goût des doctrinaires d'imposer leurs choix à la France au lieu de se soumettre à ses exigences. La différence entre « eux » et « nous » c'est que, depuis 1958, jamais nous n'avons connu de pouvoir partisan, un président issu d'un « appareil », membre d'une internationale et tenant à le montrer dès son arrivée à l'Elysée.

A ce risque s'ajoute la pesanteur du parti communiste, qu'il occupe ou non des postes du gouvernement, car la présence extérieure des communistes serait aussi dangereuse. Leur soutien « sans participation » leur permettrait d'obtenir, grâce à un désengagement tactique l'essentiel de leurs exigences sans pour autant se départir d'une fort utile attitude contestataire.

Au lendemain de deux élections majeures, en quatre tours de scrutin, les communistes auront permis d'assurer le succès de François Mitterrand, puis l'élection des députés socialistes. On imagine mal, dès lors, qu'une facture en bonne et due forme ne soit pas opportunément présentée, ce qui serait d'ailleurs parfaitement conforme à la morale politique.

Pour ce qui nous concerne nous voyons clairement quelle peut être notre action dans ce contexte.

Il suffit pour cela de ne pas méconnaître notre vocation et nos sources.

C'est le désintéressement au profit de la nation, la volonté de tout subordonner au seul bien de la France, le refus de spéculer sur ses malheurs et le rejet de l'esprit du « recours » qui conduit à la satisfaction perverse d'émerger un jour des décombres, en disant : *« Nous vous l'avions prédit ! »*

Notre stratégie ne doit être fondée ni sur la nostalgie, ni sur l'obstruction, ni sur le désir d'abattre — quel qu'en soit le prix — un pouvoir indésirable.

Ce comportement n'exclut nullement la forte et vive détermination de reprendre le plus rapidement possible un pouvoir égaré que nous voudrions en de plus sûres mains.

(*) Conseiller politique du R.P.R., président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale.

Le « mal-aimé » de la gauche

par PHILIPPE SAINT-MARC (*)

DEPUIS le début du vingtième siècle, aucune expérience de gauche en France n'a pu dépasser deux ans. Chaque fois, elle a été brusquement interrompue par la crise financière qu'elle avait provoquée.

Pour sauver le franc, deux ans après la victoire, le Cartel des gauches doit faire appel en 1926 à Poincaré, le Front populaire en 1938 à Paul Reynaud. Le dernier gouvernement socialiste de la IVe République — celui de Guy Mollet — où M. Mitterrand était garde des sceaux — tombe en 1957 ; un an après son investiture, le Front républicain passe la main en 1958 au général de Gaulle, qui ramène M. Pinay pour rétablir la situation financière.

Le franc a toujours été le mal-aimé de la gauche, qui l'a chaque fois sacrifié à des revendications sociales ou idéologiqus excessives ; mais chaque fois la chute du franc a entraîné la défaite de la gauche.

Toute économie se compose de deux systèmes différents mais liés : les échanges intérieurs, les échanges extérieurs. Le pouvoir d'intervention de l'Etat est fort sur le premier, mais faible à l'égard du second.

Toute la politique socialiste se fonde sur l'idée que l'économie française serait un système autonome, fermé sur lui-même, où l'Etat peut équilibrer les charges de sa politique sociale par la manipulation du budget, des prix, des cotisations sociales et des impôts. Alors que notre économie dépend étroitement de l'étranger par des échanges massifs de produits et de capitaux.

Le déficit de la balance des comptes

La France est d'ailleurs bien plus dépendante de ses échanges extérieurs qu'en 1936. La majeure partie de son énergie doit aujourd'hui être importée au lieu de provenir, comme autrefois, du charbon national. Notre pays est devenu le troisième exportateur mondial, et un Français sur quatre vit de nos ventes à l'étranger. Nos réserves en devises sont constituées, pour une large part, de dépôts étrangers, notamment arabes.

Or nos relations économiques internationales posent trois questions fondamentales auxquelles les dirigeants socialistes n'ont pas répondu : *« Comment maintenir la valeur du franc par rapport aux autres monnaies ? Comment équilibrer nos importations par nos exportations ? Comment protéger l'emploi en France contre la concurrence étrangère ? »*

Depuis la fin d'avril, la France a perdu 30 milliards en soutenant le franc : le quart de ses disponibilités en devises. Elle n'a arrêté l'hémorragie de capitaux qu'en portant les taux d'intérêt à un niveau anormalement élevé. D'où la paralysie des emprunts de particuliers pour leur consommation et d'entreprises pour leurs investissements. Et l'alourdissement dramatique des charges de trésorerie pour les entreprises en difficulté multipliera les faillites. Mais sans des taux d'intérêt élevés la crise de confiance à l'égard du gouvernement socialiste mène inéluctablement à une nouvelle chute du franc, suivie d'une dévaluation qui relancera la hausse des prix.

La politique socialiste accroîtra considérablement le déficit de notre balance des comptes. Il était en 1980 de 30 milliards de francs. La hausse du dollar le majore maintenant de 40 milliards par an. Le seul accroissement du pouvoir d'achat résultant des mesures sociales en cours (hausse des salaires liée à l'augmentation du SMIC, augmentation des allocations familiales et des retraites, recrutement de fonctionnaires) entraînera au moins 30 milliards de francs d'importations supplémentaires : chaussures italiennes, textiles asiatiques, motos japonaises, vacances aux Baléares...

Comment M. Mauroy compte-t-il payer ce déficit annuel de 100 milliards de francs qui aura épuisé en juin prochain la totalité de l'encaisse de la France en devises étrangères ? Mystère... Et ce déficit s'accroîtra bien plus vite encore si les importations sont augmentées par de nouvelles injections de pouvoir d'achat et par une relance des investissements et si nos exportations militaires sont fortement réduites.

L'emploi en France dépend largement de la compétitivité de nos producteurs à l'égard de leurs concurrents étrangers sur les marchés extérieurs et sur notre propre marché. Si nos prix augmentent plus que ceux de nos rivaux, non seulement nos exportations baisseront, mais les ventes de nos entreprises sur le marché français diminueront elles aussi, avec comme conséquence une montée du chômage.

Les hausses de salaires et de charges sociales déjà décidées vont entraîner de fortes hausses des prix, très néfastes pour la compétitivité des producteurs français. La situation sera encore plus grave si la semaine de trente-cinq heures et la cinquième semaine de congés payés majorent encore fortement le coût de l'heure de travail.

Avant deux ans, la politique socialiste aura provoqué l'effondrement de l'économie. Que les électeurs y songent, le 21 juin, avant de donner un blanc-seing aux mirages socialistes.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Tenir compte des réalités et regrouper les compétences

par JACQUES BARROT (*)

LA modification du paysage politique français, qui résulte du choix fait les 10 mai et 14 juin par le corps électoral, invite les responsables à renouveler leurs réflexions. La complexité de la société française, de ses composantes, de ses tempéraments et de ses sensibilités trouve son expression dans des consultations à l'issue desquelles le tri doit être fait entre les infléchissements durables et les mouvements d'humeur, entre les vagues de fond et les déplacements conjoncturels, entre les choix mûris et les impulsions superficielles. Bref, le corps électoral redistribue des cartes dont les hommes politiques doivent savoir comment les interpréter et comment les utiliser.

En la matière, admettons que rien n'est évident ou simple. Les Français ont changé de président, mais pour quels changements ?

Je ne suis pas sûr que l'« état de grâce » dans lequel certains se complaisent à croire plongé le pays débouche sur un consensus social et un projet politique cohérent et unanime. Je crois, au contraire, que les réveils vont être brutaux, et que toutes les ambiguïtés accumulées depuis des semaines vont apparaître à l'épreuve des faits. Il faut s'y préparer et il faut que dans ce pays des hommes et des femmes responsables soient prêts à promouvoir le meilleur et éviter le pire.

Il y faut ténacité, clairvoyance, compétence, dans un esprit de dialogue et de rapprochement. Nous avons trop montré notre volonté d'action pour nous laisser décourager.

Il est plus facile de creuser un fossé que de construire un pont, et nous avons mieux à faire que de contempler ou déplorer le présent.

Sortir des ambiguïtés

La France aura besoin de tenir compte des réalités, de sortir des ambiguïtés et de regrouper les compétence :

1) Tenir compte des réalités, c'est se rappeler que la France se trouve confrontée à l'espace économique international, dans le concert des grandes nations. Elle ne peut ni l'oublier ni refuser d'en tenir compte.

Nous avons mis vingt-cinq ans à sortir du protectionnisme et à ouvrir la France aux échanges internationaux pour le plus grand bénéfice de notre industrie. Nous refuserons que soit anéanti en quelques mois cet immense effort d'adaptation par le repli égoïste sur nous-mêmes, la fermeture des frontières et, inéluctablement, la régression du niveau de vie.

Le programme socialiste suscite à cet égard des inquiétudes légitimes, en tournant le dos aux solutions qui ont fait leurs preuves dans les grandes économies modernes. Il propose des remèdes qui ont échoué partout où ils ont été appliqués. Faut-il rappeler l'exemple de la Grande-Bretagne et de la Belgique où le chômage atteint les records européens ?

Les réalités, ce sont les entreprises industrielles, artisanales, commerciales ou agricoles. L'entreprise crée l'emploi, et non l'Etat qui doit avoir une politique d'incitation sans se substituer à l'initiative individuelle. Le chef d'entreprise a besoin d'un arrêt de la progression des charges fiscales et sociales ; il n'a que faire de fonctionnaires supplémentaires qu'il faudrait bien payer par des prélèvements nouveaux. Le chef d'entreprise a besoin de banques qui prêtent sur les capacités des hommes et pas seulement sur les garanties qu'ils peuvent offrir ; il n'a que faire d'une nationalisation totale du système bancaire, car il sait bien que jamais l'alourdissement du poids de l'Etat n'a rendu une entreprise plus responsable. Le chef d'entreprise a enfin besoin d'une école ouverte sur la vie économique, alors que, au nom de l'idéologie, elle cultive trop souvent la méfiance vis-à-vis de ceux qui prennent des risques.

2) Refuser les ambiguïtés, ou croire qu'elles ne peuvent se perpétuer, c'est admettre qu'à court ou moyen terme le parti socialiste devra faire des choix et décider lequel des multiples visages qu'il présente au pays prévaudra. Tout le monde actuellement se trompe ou est trompé. Entre le projet socialiste tel qu'il a été élaboré depuis des années, discuté dans les fédérations, approuvé par les congrès et la politique qui sera mise en œuvre, y a-t-il simplement des nuances de détail portées par l'opportunisme, ou des différences fondamentales provoquées par les contraintes de l'exercice du pouvoir ?

Veut-on ou non nationaliser et quoi ? Veut-on ou non supprimer l'école libre et pourquoi faire ? Veut-on ou non changer les structures de l'entreprise et de l'exploitation agricole et au bénéfice de quelle idéologie ? L'unité factice affichée par le parti socialiste dans l'opposition éclatera au pouvoir comme la vague sur le rocher — à moins qu'elle ne soit arrachée — au parti communiste dans l'exercice des responsabilités. Tout cela aussi sans préjudice du rôle reconnu et éventuellement sollicité des syndicats dans l'élaboration des décisions et dans leur mise en œuvre.

Le socialisme à la française risque d'être introuvable au milieu d'un kaléidoscope d'arrière-pensées et dans la trame d'un arc-en-ciel de fausses convergences. Le romantisme jauressien s'accommodera-t-il du dogmatisme marxiste ?

Dans tous ces débats qui s'annoncent nous revendiquons notre place. Nous sommes de ceux qui refusons l'idée qu'il s'agit d'un problème interne au parti socialiste ou exclusivement relatif à ses rapports avec le P.C. D'une part parce que nous affirmons notre vocation sociale et humaniste de justice sans en laisser le monopole à quiconque, d'autre part parce que nous serions tous concernés par le naufrage du nouveau pouvoir élyséen.

3) Issus d'une tradition, forgée sur le terrain, de tolérance par le respect de l'autre, d'efficacité par la recherche des convergences, de liberté par la défense de la personne, de justice par la lutte contre les inégalités, nous entendons mettre plus que jamais au service des Français nos compétences et nos convictions.

Une génération d'hommes capables de relever les défis qui s'annoncent existe. Elle a assumé, au gouvernement, au Parlement, dans les instances régionales et locales les chocs de la crise internationale. Elle est crédible parce qu'elle a déjà conduit et gagné des combats, par exemple pour engager les industriels dans une concurrence stimulante, pour amener l'Europe à développer l'aide aux pays pauvres, pour construire une agriculture tournée vers l'exportation, pour introduire la gestion dans le domaine social, de façon à répondre aux vraies priorités...

Elle est décidée, à la fois par sa compréhension des difficultés du monde d'aujourd'hui et par sa fidélité à ses traditions, à imprimer sa marque sur l'avenir. Elle est fidèle à ses alliances et à ses idées. Mais elle n'a rien à voir avec une société crispée dans laquelle elle ne se reconnaît pas, ou avec la défense de privilèges qu'elle n'admet pas.

Le chemin propre de ces hommes et femmes dépasse l'échéance du deuxième tour. Ils sont capables d'inspirer une politique réaliste et généreuse. Demain, ils seront une force moderne, avec laquelle il faudra compter.

(*) Membre du bureau national du C.D.S.

هكذا من الاهمال

Le Monde

étranger

EUROPE

Turquie

Le général Evren interdit aux dirigeants des partis de se présenter aux élections

De notre correspondant

Ankara. — Le général Evren, chef de l'Etat, entouré de quatre commandants des forces armées, membres du Conseil national de sécurité (C.N.S.), vient de commémorer à Amasya la révolte de Mustapha Kemal, en 1932, contre l'occupant franco-britannique. Il a clairement affirmé à cette occasion que les chefs de partis politiques de même que les cadres dirigeants en place lors de l'intervention militaire du 13 septembre *« ne siégeront ni à la Constituante ni au premier Parlement qui sera, par la suite, élu »*.

Dans son réquisitoire, le président du C.N.S. s'en est surtout pris, sans toutefois les nommer, à MM. Demirel et Ecevit auxquels il reproche entre autres d'essayer de *« mobiliser l'opinion internationale »* contre le pouvoir actuel *« alors qu'ils se sont comportés pendant plusieurs années en spectateurs tandis que le pays allait vers l'abîme »*.

« Nous allons résoudre les problèmes du pays et regagnerons ensuite nos casernes. En tant que soldats nos n'avons aucune ambition de nous éterniser au pouvoir », s'est exclamé le général Evren.

Si durs qu'aient été les propos du général, ceux-ci révèlent quand même un recul par rapport à l'interdiction décrétée par le C.N.S. en janvier dernier et qui frappait tous les élus sans exception de l'Assemblée dissoute (*le Monde* du 17 janvier). Au lieu de décréter une mise au ban générale, le pouvoir militaire préfère redonner leurs chances aux anciens élus à condition qu'ils n'aient pas appartenu aux équipes dirigeantes. Les généraux semblent espérer que le renouvellement des dirigeants de la classe politique, surtout au niveau des instances nationales, contribuera à effacer l'influence prédominante des anciens chefs.

Les promesses de l'armée

L'amertume est très grande aussi bien chez M. Demirel, du Parti de la justice, que chez M. Ecevit, du Parti républicain du peuple, dont il a d'ailleurs abandonné la présidence depuis plusieurs mois. Ils estiment que leur élimination, même temporaire, de la vie politique active ne devrait nullement dépendre du bon vouloir des militaires, alors qu'aucun chef d'accusation légal ne pèse sur eux. *« C'est au peuple seul que devrait appartenir la décision de nous éloigner de la politique »*, entend-on dans les conversations privées. Les mêmes milieux prennent acte de l'intention ferme de l'armée promettant le retour rapide à la démocratie. *« Mais quel sera le contenu de cette démocratie ? Nous manquons de précisions »*, soulignent-ils.

L'homme de la rue, apparemment satisfait du retour à l'ordre et du rétablissement de l'autorité de l'Etat, n'est pas très attentif aux soucis démocratiques des leaders et dirigeants des partis politiques. Une partie des intellectuels continuent à dénoncer la pratique de la torture à l'encontre des prévenus et la détention des principaux dirigeants de la centrale progressiste, la Disk, toujours suspendue de fonctionnement. Le haut commandement, pour sa part, affirme qu'il réprouve toute atteinte à la dignité de l'homme et que les membres des forces de l'ordre qui se rendent coupables de pratiquer la torture sont énergiquement poursuivis.

Le général Evren a également indiqué que le Conseil national de sécurité demeure *« très sensible »* à toute tentative de pression émanant des pays étrangers. *« Le délai de garde à vue de quatre-vingt-dix jours a été institué en raison de la période exceptionnelle que le pays traverse. A la première occasion, il sera réduit progressivement à une durée normale »*, a-t-il dit.

« Cependant, a-t-il poursuivi, *nous pourrions revenir sur notre intention pour ne pas précisément donner au pays l'impression que nous avons été contraints à réduire le délai de garde à vue sous les pressions venues de l'étranger. »* Il a donné l'exemple d'une région en état de siège où sur quelque 5 247 personnes placées en garde à vue, 5 143 y sont restées entre un jour et un mois au maximum, et seulement 64 ont été maintenues pendant quatre-vingt-dix jours. Le général Evren, sans les nommer, a critiqué les récentes décisions du Bundestag liant la poursuite de l'aide économique à la Turquie au rétablissement des libertés démocratiques (*le Monde* du 9 juin).

« Nous ne sommes pas prêts à vendre l'honneur et l'amour-propre de la Turquie », a-t-il affirmé.

Se félicitant du ralentissement du taux d'inflation qui, de plus de 100 % en 1980, serait descendu à 35 % environ en fin d'année, le général a estimé que la Turquie, après trois ou quatre années d'effort national, sortirait de la crise actuelle.

ARTUN UNSAL.

Irlande du Nord

Londres envisage de débloquer la situation de la province par de nouvelles initiatives

Le résultat des élections législatives organisées, jeudi 11 juin, en République d'Irlande, constitue pour le gouvernement britannique un nouveau souci. D'une part en raison du relatif échec de M. Haughey et de *ses* amis du Fianna Fail, considérés comme des interlocuteurs possibles (sinon toujours faciles) dans le débat sur l'Irlande du Nord. D'autre part et surtout, à cause du succès remporté par la candidature des neuf membres de l'IRA et de l'INLA (Irish National Liberation Army, ancienne dissidence de l'IRA provisoire), auxquels, bien qu'ils soient des ressortissants de l'Ulster donc du Royaume-Uni, et incarcérés, la loi de la République d'Irlande permettait de se présenter aux législatives. Deux d'entre eux ont en effet été élus, MM. Paddy Agnew et Kiernan Doherty, et les sept autres ont obtenu des résultats non négligeables pour des candidats que l'on considérait, même chez les nationalistes, comme marginaux, au moins en termes électoraux.

Cette double élection va poser un problème juridique et diplomatique complexe. Londres ne peut évidemment pas permettre aux deux nouveaux députés de la République d'Irlande d'aller siéger au Dail, le Parlement de Dublin. Mais le nouveau gouvernement irlandais ne pourra, de son côté, se dispenser de certaines démarches pressantes auprès des autorités britanniques.

La situation se complique encore du fait que l'un des deux élus poursuit, comme cinq autres détenus de la prison de Maze, une grève de la faim dont l'expérience récente a montré qu'elle risquait fort d'être poussée jusqu'au bout, autrement dit jusqu'à la mort du détenu. Dublin pourra-t-il alors se contenter de déplorer en termes diplomatiques le décès de l'un de ses députés dans une prison nord-irlandaise, même s'il s'agit d'un suicide par la faim ? Cela lui serait d'autant plus difficile que, pour les animateurs du courant nationaliste du Sud, une telle mort, même s'il s'agit au sens propre d'un suicide, reste un crime.

D'une manière générale, on redoute, du côté britannique, que le début de l'été ne soit endeuillé, en Irlande du Nord, par une nouvelle série de morts chez les grévistes de la faim emprisonnés. Sans doute le décès des quatre premiers prisonniers — victimes de l'intransigeance de Londres pour les uns, de la nouvelle stratégie de l'IRA contre la majorité protestante pour les autres — n'avait-il finalement pas donné lieu, à Belfast ou à Londonderry, à l'explosion tant annoncée.

Une certaine forme de gouvernement local

Mais Londres n'ignore pas que l'IRA et ses partisans ont, en revanche, très largement gagné cette phase de la « guerre des médias » à laquelle se livrent Britanniques et nationalistes irlandais. On a le sentiment, du côté des autorités d'Irlande du Nord, qu'à défaut d'avoir réellement réussi son offensive sur le terrain, l'organisation a marqué des points en faisant venir à Belfast les journaux, radios et télévisions du monde entier pour les obsèques de Bobby Sands, et qu'il est temps de lancer une contre-offensive en direction de l'opinion.

« Dans cette affaire beaucoup plus compliquée qu'on ne veut bien le dire chez les extrémistes des deux communautés, une chose, au moins, est claire : le gouvernement britannique ne cédera pas », assurait récemment un important représentant du Northern Ireland Office. Il semble acquis, de fait, que Londres n'envisage pas de désamorcer la bombe irlandaise en accordant le statut de prisonnier politique aux détenus de l'IRA. En revanche, les Britanniques cherchent un moyen de débloquer la situation sur le terrain politique, dans deux directions au moins.

D'une part, ils s'interrogent sur la possibilité de rétablir, fût-ce par paliers, une certaine forme de gouvernement local, considérant que l'administration directe par Londres ne donne finalement satisfaction à personne et prend parfois des allures « coloniales » qui donnent des arguments à l'IRA. En outre, le retour à un pouvoir plus local valoriserait le suffrage universel, expression d'une opinion publique où le loyalisme à l'égard du Royaume-Uni reste largement majoritaire.

D'autre part, on va chercher à rapprocher les deux communautés, à la fois par certaines mesures concrètes (concernant le logement et l'emploi, par exemple) et par des mesures plus directement politiques : si un gouvernement local pouvait enfin être rétabli, assure-t-on du côté britannique, les catholiques y auraient toute leur place et leurs droits y seraient garantis statutairement. Les conseils locaux, où la coopération entre les deux communautés est souvent bonne, verraient leurs pouvoirs étendus. Certaines personnalités acceptables par les catholiques comme par les protestants pourraient être chargées de missions de conciliation et de rapprochement.

En outre, Londres souhaiterait beaucoup convaincre les Américains d'origine irlandaise de cesser d'aider financièrement l'IRA et d'autres organisations nationalistes. On considère du côté britannique que le volume de cette aide a beaucoup baissé en quelques années. On ne l'estime plus qu'à quelque 500 000 livres par an, comme quatre à cinq fois plus, il y a dix ans. *« Mais cela fait encore beaucoup de fusils et de bombes, donc beaucoup de morts »*, souligne-t-on au Northern Ireland Office.

« Il n'y a pas de solution à court terme », estimait récemment un officiel britannique, mais il y a malgré les affaires récentes certaines raisons d'espérer à plus longue échéance. Parmi celles-ci, un fait que les événements du printemps ont fait oublier : la violence, statistiquement parlant, a baissé en Ulster en 1980.

BERNARD BRIGOULEIX.

Union soviétique

MOSCOU A ACHETÉ 12 MILLIONS DE TONNES DE CÉRÉALES A L'ARGENTINE DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Moscou (*A.F.P.*). — L'Union soviétique a acheté à l'Argentine 12 millions de tonnes de céréales depuis le début de l'année en cours, ce qui représente déjà près de trois fois le minimum prévu annuellement par les accords passés entre les deux pays. Cette précision a été donnée le 15 juin au cours d'une conférence de presse tenue par M. Carlos Garcia Martinez, ministre argentin du commerce extérieur, qui vient de passer six jours en Union soviétique. La commission économique mixte soviéto-argentine, qui s'est réunie à cette occasion, a été sanctionnée par la signature d'un protocole, qui comporte trois points principaux :

- L'Union soviétique a fait part de son intention d'étudier un relèvement des quantités minimales de céréales qu'elle est contractuellement tenue d'acheter chaque année à l'Argentine. Ce minimum est actuellement de 4,5 millions de tonnes ; mais la conjoncture internationale et surtout l'embargo décrété au début 1980 par l'administration Carter ont fait que ces quantités ont été largement dépassées. En contrepartie, l'Argentine s'est engagée à accroître ses achats à Moscou. Aucune précision n'a été donnée sur leur nature. Buenos-Aires serait surtout intéressé par l'achat d'équipements et de machines-outils.
- L'Argentine ratifiera un protocole sur la pêche. Celui-ci porte exclusivement sur la pêche du « kril », un petit crustacé très abondant dans l'Atlantique sud et qui possède une très haute vertu nutritive. L'U.R.S.S. s'est portée cliente pour les excédents argentins.
- L'Argentine accepte l'échange de représentants chargés sur place de l'exécution d'accords passés sur le fret maritime.

M. Garcia Martinez a encore indiqué que le problème de la coopération nucléaire n'avait pas été spécifiquement évoqué en raison de son caractère hautement technique, mais que l'Argentine pourrait faire, dans un avenir prochain, de nouvelles acquisitions en Union soviétique pour mener à bien son programme nucléaire.

● *Ouverture du procès de M. Brailovski.* — Le procès du mathématicien Victor Brailovski, animateur du séminaire des « exclus de la science » (qui réunit des chercheurs empêchés d'exercer leur métier pour avoir demandé à émigrer), arrêté en novembre 1980 et inculpé de « diffamation de l'Etat soviétique », devait s'ouvrir mercredi 17 juin à Moscou, a indiqué à Paris le Conseil national français pour la protection des droits des juifs d'U.R.S.S.

Pologne

APRÈS LA LECTURE DE L'ACTE D'ACCUSATION

Le procès des dirigeants de la Confédération de la Pologne indépendante serait ajourné jusqu'en juillet

Le procès des quatre dirigeants de la Confédération de la Pologne indépendante (K.P.N.) s'est ouvert lundi 15 juin, à 9 h. 30, à Varsovie. Les quatre accusés, MM. Moczulski, Stanki, Szeremietiew et Jandziszak, avaient été arrêtés à l'automne dernier et emprisonnés sous l'inculpation de complot en vue de renverser le régime. Vendredi 5 juin, la Cour suprême avait ordonné la mise en liberté surveillée des quatre dissidents.

Avant d'entrer dans la salle du tribunal, M. Moczulski, chef du mouvement nationaliste, avait déclaré aux journalistes que la lecture de l'acte d'accusation prendrait trois jours et que le procès serait ajourné mercredi jusqu'en juillet. Cette première séance s'est déroulée sans incidents. Cent cinquante personnes environ arboraient, à l'entrée du tribunal, le drapeau national et une banderole dénonçant les procès politiques. Un public nombreux a pu être admis dans le prétoire.

L'agence officielle polonaise PAP a annoncé, lundi, que deux cent quarante-cinq responsables ont été exclus du parti ouvrier unifié polonais et, que, mille quatre cent vingt-deux autres font actuellement l'objet d'une enquête pour leur responsabilité dans la crise économique et politique. L'agence ajoute qu'ils ont été limogés *« pour avoir tiré avantage de leurs postes à des fins de profit personnel »*.

Le syndicat Solidarité a fait état lundi dans le nord-est du pays d'une nouvelle profanation de monument à la mémoire des troupes soviétiques, après celle découverte samedi à Lublin. D'autres incidents semblables ont été signalés dans le sud.

Une nouvelle fois, M. Walesa a demandé qu'il soit mis fin à la confrontation entre Solidarité et les autorités : *« Finissons-en avec la voie incertaine de la confrontation, laissons le gouvernement et le parti en paix »*, a-t-il dit selon la radio de Varsovie.

D'autre part, M. Olszowski, secrétaire du comité central et membre du bureau politique, a commenté les résultats du onzième plenum : *« Le vote du comité central a obligé le bureau politique à travailler dans sa composition actuelle jusqu'au neuvième congrès. »* Selon lui la tâche la plus importante du parti à l'heure actuelle est *« la confirmation de la crédibilité de la Pologne en tant que maillon indéfectible de la communauté socialiste »*.

Pékin dénonce l'intervention « scandaleuse » de Moscou

A Pékin, le *Quotidien du peuple* a accusé, mardi 16 juin, l'Union soviétique d'être intervenue de façon *« scandaleuse »* dans les affaires intérieures de la Pologne en envoyant une lettre de *« menace »* au POUP. *« L'attitude de la clique de Brejnev, qui se comporte comme un parti patriarcal en donnant des ordres au parti polonais, dément une nouvelle fois sa propagande, selon laquelle il existerait une égalité entre les divers membres de la communauté socialiste »*, ajoute le commentateur.

A Sofia, en revanche, l'hebdomadaire *Pogled* écrit : *« L'accalmie* (en Pologne) *n'est qu'une ombre sous laquelle croît le pouvoir du mal et de l'obscur »*, ajoutant que *« « la plupart des médias en Pologne sont aux mains des centres antiparti et propagent ouvertement des conceptions révisionnistes et opportunistes de droite »*.

République démocratique allemande

LES ÉLECTIONS A BERLIN-EST

Les Occidentaux protestent auprès de Moscou contre la violation de l'accord quadripartite de 1971

La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont adressé une note de protestation au gouvernement soviétique après l'organisation d'élections, au suffrage universel direct, dans le secteur oriental de Berlin par les autorités de la R.D.A. (« le Monde » du 16 juin). Les Occidentaux, qui ont transmis cette note par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs à Moscou, nous signale notre correspondant Daniel Vernet, estiment que la nouvelle procédure électorale revient à faire de Berlin-Est une partie intégrante du territoire est-allemand, en contradiction avec l'accord quadripartite de 1971.

Selon cet accord, les représentants de Berlin (Est et Ouest) ne doivent pas être élus directement, mais nommés conformément aux documents signés par les quatre puissances occupantes.

Le « piège » de la télévision ouest-allemande

De notre correspondant

Bonn. — Jamais jusqu'ici les autorités responsables de la propagande dans la R.D.A. n'ont été « piégées » de façon aussi spectaculaire qu'à propos des élections du dimanche 14 juin à la Chambre populaire de Berlin-Est.

Il est déjà surprenant que les dirigeants est-allemands s'emploient à dépasser les pourcentages obtenus lors des référendums du III[e] Reich en proclamant que 99,8 % des citoyens avaient voté pour la seule liste de candidats qui était offerte à leur choix. Certains responsables ont cependant fait de leur mieux pour tenter de convaincre les correspondants de la presse occidentale que les élections de dimanche étaient parfaitement « démocratiques ». L'argumentation est d'ailleurs bien connue : les candidats uniques se sont présentés dans les entreprises et dans les assemblées locales, où leurs qualifications ont été abondamment discutées. Aussi l'élection de la Chambre populaire ne serait-elle, somme toute, qu'un « couronnement » du processus démocratique. Pourquoi, alors, les citoyens éprouveraient-ils le besoin de recourir à l'isoloir avant de mettre leur bulletin dans l'urne ?

Les reporters de la deuxième chaîne de télévision ouest-allemande les ont donc pris au mot. Ils ont enregistré très consciencieusement les explications officielles sur le fonctionnement de la démocratie populaire en R.D.A. Après quoi, ils ont tout simplement interviewé un certain nombre de citoyens à la sortie des bureaux de vote. Comment les autorités de la R.D.A. auraient-elles pu éprouver la moindre inquiétude à ce sujet ? Chacun, en République « démocratique », sait qu'il est pour le moins prudent de ne pas violer les règles du comportement électoral. De fait, personne ne s'y est risqué... volontairement. L'astuce des reporters de la télévision ouest-allemande a été simple : à la sortie des bureaux de vote, ils ont demandé aux électeurs pour qui ils venaient de voter. Aucun d'entre eux n'a été capable de citer le nom du candidat placé en tête de la liste à laquelle il avait donné sa voix !

JEAN WETZ.

● *Un fugitif est-allemand grièvement blessé à la frontière.* — Un jeune Allemand de l'Est a été grièvement atteint alors qu'il s'enfuyait de R.D.A., mais a quand même réussi à passer en Allemagne fédérale, où il a été hospitalisé. Un porte-parole du ministère des relations interallemandes a exprimé la *« consternation »* de Bonn à la suite de cet incident. — (*A.F.P.*)

PROCHE-ORIENT

Libye

Le colonel Kadhafi cherche à se réconcilier avec Rabat, Ryad et Bagdad

M. Yasser Arafat est arrivé, ce mardi 16 juin, à Bagdad. Il a été reçu lundi par le président Assad, après s'être entretenu, à Tripoli, avec le colonel Kadhafi, qui lui avait demandé d'aider à aplanir les différends entre la Libye et plusieurs pays arabes, dont le Maroc. M. Arafat a déclaré que sa mission de bons offices a été « positive », mais Alger et Rabat portent des jugements plus nuancés. Par ailleurs, le colonel Kadhafi a déclaré à l'hebdomadaire allemand « Quick » que son pays adhérerait au pacte de Varsovie « si les Etats-Unis devenaient une véritable menace pour la Libye et si l'Egypte et le Soudan se mettaient au service de l'OTAN ».

De notre correspondant

Alger. — M. Yasser Arafat s'est entretenu deux fois durant le week-end avec le président Chadli Bendjedid. Entre ces conversations, il s'était rendu à Rabat pour rencontrer samedi soir 13 juin le roi Hassan II. Rien n'a filtré des discussions avec le chef de l'Etat algérien, qui auraient porté sur la situation au Proche-Orient après le raid isaélien contre le centre de recherches nucléaires irakien de Tamuz, et sur le Sahara occidental.

Selon des informations diffusées par la radio libyenne et l'agence Jana, le responsable palestinien aurait été chargé par le colonel Kadhafi de tenter un rapprochement entre Tripoli, Rabat, Ryad et Bagdad, car *« l'heure n'est plus aux dissensions arabes »* et les circonstances exigent *« une totale mobilisation pour faire face aux entreprises sionistes »*. Le chef de l'O.L.P. était bien placé pour cette médiation, car son organisation ne reconnaît pas la République arabe sahraouie et a gardé ses distances avec le Front Polisario.

La vaste offensive diplomatique menée par le Maroc contre la Libye, accusée de mener, en Afrique, pour le compte de Moscou, une entreprise de subversion, paraissant avoir produit quelques fruits, notamment aux Etats-Unis, le colonel Kadhafi mettrait à profit le raid israélien contre l'Irak, qui a suscité une vive émotion, pour tenter, à l'approche du sommet africain de Nairobi, de donner une image moins radicale et de faire tomber certaines préventions à son égard.

Le Polisario tient, lui aussi, le langage de la modération et de la solidarité arabe. Dans un communiqué publié samedi à Alger, il proclame *« l'urgente nécessité de mettre fin à la guerre du Sahara occidental, celle-ci opposant des frères »* et affirme sa *« disponibilité »* à cet égard. Il invite le Maroc à *« abandonner toute diversion contraire aux intérêts de la nation arabe qui ne sert que des plans impérialistes et sionistes »*. Il confirme enfin sa décision de libérer dans un proche avenir un certain nombre de prisonniers marocains afin de prouver sa bonne volonté.

Les Sahraouis ont également annoncé qu'ils élargiraient, mercredi 17 juin, les quarante-huit pêcheurs sud-coréens qu'ils détiennent depuis l'été 1980, à la suite de l'arraisonnement de deux bateaux dans les eaux territoriales de la R.A.S.D. Ces prisonniers seront remis à un délégué de la Croix-Rouge internationale, M. Peter Kung, qui a conclu dimanche un accord à ce sujet avec un représentant du Croissant-Rouge sahraoui, M. Cheikh Doua.

DANIEL JUNQUA.

Israël

L'opposition accuse M. Begin d'avoir fait baisser artificiellement le taux de l'inflation

De notre correspondant

Jérusalem. — Tout semble réussir à M. Begin. Même l'inflation serait en voie d'être jugulée. C'est du moins ce que prétend le gouvernement après la publication, lundi 15 juin, de l'indice des prix du mois précédent. A deux semaines des élections, il apparaît que les prix n'auraient augmenté en mai que de 3,3 %, pourcentage le plus bas enregistré depuis deux ans. On en oublierait presque que, pour le seul mois d'avril, l'augmentation avait été de 10,7 % et de plus de 130 % pour l'ensemble de l'année 1980.

L'opposition dénonce, bien sûr, la *« fabrication »* de cet indice providentiel. *« Il n'est pas douteux que ce chiffre est artificiel car, pour faire baisser subitement les prix de notre production, le ministère des finances ne cesse de diminuer les taxes et de multiplier les subventions et interventions de toutes sortes. »* Ainsi le gouvernement pratique-t-il une politique inverse de celle qu'il avait choisie quatre ans plus tôt, l'Etat déversant sur l'économie un flot considérable de monnaie qui ne fera que relancer l'inflation plus tard... *« après les élections »*, soulignent les travaillistes, mais aussi les dirigeants de la Banque d'Israël, qui dénoncent la surchauffe de la planche à billets et affirment qu'en mai l'équivalent de 450 millions de francs a été mis en circulation.

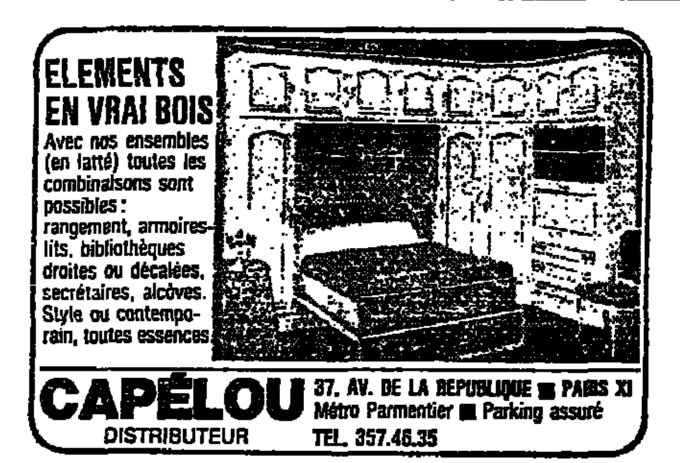
Pour l'ancien ministre des finances, M. Ygal Horowitz, l'inflation ainsi alimentée dépasserait 200 % à la fin de l'année. Selon d'autres experts, pour financer sa *« politique pré-électorale »*, le gouvernement aurait dépensé en quelques mois le dixième du montant du P.N.B. Mais, de tout cela, le grand public ne se soucie guère pour l'instant. Les baisses de prix soudainement pratiquées depuis le mois de mars ont été les bienvenues et expliquent en grande partie la remontée spectaculaire de M. Begin et du Likoud dans les sondages. Le dernier réalisé pendant la première semaine de juin et publié récemment dans le *Jerusalem Post* (*le Monde* du 13 juin) montre que le Likoud accroît son avantage sur le parti travailliste. Et encore cette enquête ne pouvait-elle pas tenir compte du succès considérable que représente aux yeux d'une grande partie de l'opinion israélienne le raid sur le centre nucléaire irakien.

M. Begin sait ce qui plaît et le ton qu'il faut employer. Il continue sur sa lancée, mais semble parfois emporté par son élan. Ainsi a-t-il commis à propos de l'opération contre Bagdad plusieurs erreurs fâcheuses qui affaiblissent la thèse israélienne (*le Monde* daté du 14-15 et du 16 juin).

M. Begin a peut-être commis une autre erreur — dont les conséquences, comme pour la baisse des prix, ne pourront être ressenties qu'après les élections — en s'adressant directement à la population américaine pour lui demander de *« soutenir Israël »*, c'est-à-dire de protester contre la condamnation du raid sur Bagdad prononcée par le gouvernement de Washington et contre l'embargo provisoire sur les livraisons d'avions F-16 à Israël. Il s'agit d'une véritable campagne. Déjà, le 14 juin, un message de M. Begin à ses *« amis américains »* a été lu lors d'un grand rassemblement à New-York.

De l'avis de nombreux observateurs, l'initiative est maladroite même si les pratiques du lobby sont admises aux Etats-Unis. M. Begin risque fort cette fois d'indisposer gravement l'administration de M. Reagan, pourtant, *a priori*, plus réceptive aux thèses israéliennes que celle de M. Carter. Le risque est d'autant plus grand que le gouvernement Reagan était déjà irrité par la reprise des raids israéliens contre les Palestiniens au Liban durant la mission de médiation de M. Habib et les interventions au Congrès du lobby pro-israélien contre la vente des avions AWACS à l'Arabie Saoudite.

FRANCIS CORNU.



DÉMENTANT L'EXISTENCE D'UN LABORATOIRE SECRET AU CENTRE DE TAMUZ

Le C.E.A. révèle que la France avait un droit de regard sur l'utilisation des réacteurs

Huit jours après la destruction, par Israël, du réacteur nucléaire Osirak, le Commissariat à l'énergie atomique a, pour la première fois, donné à la presse des précisions importantes sur un contrat qui, depuis sa signature, n'a cessé de soulever de nombreuses oppositions.

Le nouveau gouvernement a notamment autorisé le C.E.A. à opposer un démenti cinglant aux affirmations de M. Begin sur l'existence de « laboratoires secrets », et surtout à indiquer qu'il était prévu que la France garde, jusqu'en 1989, un « pied » à Tamuz. Cette clause, jusqu'ici secrète, des accords franco-irakiens, se justifiait d'abord pour des raisons techniques : un réacteur comme Osirak pose des problèmes non négligeables de sûreté de fonctionnement ; ils exigent que soit réalisée, avant chaque nouvelle campagne d'expérimentation, une analyse complète de nombreux paramètres.

Elle avait surtout une connotation politique, puisqu'elle retirait à l'Irak toute possibilité de détourner secrètement les installations : il lui aurait d'abord fallu « mettre les Français à la porte », ce qui serait revenu à annoncer publiquement ses intentions belliqueuses.

Révélé dès le début du « problème irakien », cet accord aurait permis de lever bien des doutes sur un dossier controversé. Les gouvernements du précédent septennat ne l'avaient pas voulu. Et, aujourd'hui, il est trop tard. De toute façon, il est probable que cela n'aurait rien retiré à la détermination des Israéliens, qui, en tout état de cause, ne pouvaient pas accepter que se crée, chez leurs ennemis, une compétence technologique.

X. W.

Aux termes d'un accord signé en 1979 avec la commission irakienne de l'énergie atomique, le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) devait avoir, jusqu'en 1989, un droit de regard sur les installations nucléaires construites par la France à Tamuz, a révélé, lundi 15 juin à Paris, M. Michel Pecqueur, administrateur général délégué du C.E.A. Entouré, notamment, de M. Jean-Bernard Ouvrieu, directeur des relations internationales du C.E.A., et représentant de la France au conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), et de responsables de Technicatome, filiale du C.E.A. qui a construit le centre nucléaire de Tamuz, M. Pecqueur, qui s'adressait à quelques journalistes, a longuement exposé les raisons, notamment techniques, pour lesquelles le contrat franco-irakien n'était pas, selon lui, à l'origine de risques particuliers de prolifération d'armes atomiques.

Les installations qu'a, dimanche 7 juin, presque totalement détruites l'aviation israélienne devaient en effet, a précisé M. Pecqueur, être exploitées suivant des procédures et servir à des programmes d'expérimentation élaborés en commun par un comité de liaison réunissant des représentants du C.E.A. et de son homologue irakien, et présidé à tour de rôle par le président de la commission irakienne à l'énergie atomique et par le haut commissaire (français) à l'énergie atomique (il s'agit actuellement de M. Jean Teillac). L'accord resté secret, prévoyait aussi que des techniciens français participeraient à l'exploitation des deux réacteurs nucléaires.

Ces dispositions, assurant à la France, jusqu'en 1989, une présence constante sur le site de Tamuz, ainsi que les contrôles et les vérifications exercés par des inspecteurs de l'A.I.E.A., devaient, a souligné M. Pecqueur, interdire à l'Irak — si ce pays en avait eu l'intention — de se servir des installations fournies par la France pour se procurer les matières de base, uranium très enrichi ou plutonium, nécessaires à la fabrication d'engins explosifs.

Les techniciens français, tout comme les inspecteurs de l'A.I.E.A., auraient, dans tous les cas, facilement détecté les opérations — détournement de combustible ou irradiation de grandes quantités d'uranium — que les Irakiens auraient dû mettre en œuvre pour arriver à leurs fins. Dans les deux cas, la réaction immédiate de la France aurait été, toujours selon M. Pecqueur, l'arrêt immédiat de livraisons d'uranium très enrichi. Les quantités laissées sur place auraient été insuffisantes pour fabriquer une bombe. De plus, il aurait alors fallu que les Irakiens réalisent des opérations très difficiles de retraitement. D'autre part, les quantités de plutonium qu'il est possible de fabriquer durant la durée de vie d'une charge du réacteur (très courte puisqu'elle n'est que de vingt jours à pleine puissance) sont, elles aussi, très insuffisantes *(lire ci-dessous)*.

Pour un pays qui veut se doter de l'arme nucléaire, devait encore affirmer M. Pecqueur, il existe des voies autrement plus rapides et moins chères que le détournement de réacteurs de recherche, comme Osirak, et, par exemple, l'utilisation de la centrifugation gazeuse pour obtenir de l'uranium à haut degré d'enrichissement ou, pour avoir du plutonium, l'appel à des réacteurs à uranium naturel, qui peuvent être déchargés en fonctionnement, ce qui en rend très difficile le contrôle.

M. Pecqueur a, d'autre part, déclaré que les affirmations suivant lesquelles existaient, à Tamuz, des laboratoires secrets souterrains, relevaient de *« la plus haute fantaisie »*. Le premier ministre israélien, M. Begin, avait affirmé, jeudi 11 juin, que l'aviation israélienne avait, lors du raid, détruit de telles installations (*le Monde* du 13 juin). Les projectiles avaient apparemment pour seul objectif le réacteur Osirak, a souligné M. Pecqueur, qui a rappelé que ce réacteur était équipé de salles souterraines, parfaitement connues, et contrôlées par l'A.I.E.A. M. Ouvrieu a, à ce propos, souligné qu'Israël, qui est membre de l'agence, n'avait, à ce jour, remis aux organes directeurs de l'A.I.E.A. aucun document pouvant servir à justifier le raid du 7 juin.

● *Les obsèques de Damien Chaussepied*, le technicien français tué lors du bombardement du centre nucléaire irakien de Tamuz, ont eu lieu lundi 15 juin à Pérignac (Charente-Martime). Divers personnalités, dont l'ambassadeur d'Irak en France, M. Nouri Al Wais et plusieurs de ses collaborateurs, un représentant du ministère des relations extérieures, le préfet de Charente-Maritime et le sous-préfet de Saintes ont assisté aux obsèques.

Une éventuelle production de plutonium ne serait pas passée inaperçue

Une estimation grossière, faite à partir de données concernant le réacteur Osiris de Saclay nous conduisait à estimer (le Monde *du 11 juin*) *que le réacteur Osirak — Tamuz-1 dans sa dénomination irakienne — pouvait produire une vingtaine de kilogrammes de plutonium par an, soit trois* « quantités significatives » *(1) pour utiliser le langage de l'A.I.E.A. Dans une étude plus détaillée diffusée le même jour, trois physiciens trouvaient une production théorique de 35 kilogrammes, mais compte tenu de diverses difficultés pratiques réduisaient cette valeur à 5 ou 10 kilogrammes par an.*

Le 12 juin, le Dr Sigvard Eklund, directeur général de l'A.I.E.A., exposait aux gouverneurs de cette agence que « des quantités de plutonium atteignant peut-être une quantité significative par an pourraient être produites si le cœur du réacteur était entouré d'une couverture d'éléments fertiles faite d'uranium naturel ou appauvri » *mais que* « la taille et l'emplacement de cette couverture seraient tels que les inspections visuelles ordinaires révèleraient sa présence ». *Tamuz-1 est en effet une pile-piscine, dont le cœur et son entourage sont constamment visibles.*

D'après le Commissariat à l'énergie atomique, la quantité maximale de plutonium produit par an serait de 2,4 kilogrammes dans Osiris, et plus faible dans Tamuz-1 dont le cœur est moins accessible. La mise en place d'une couverture fertile influerait sur le bilan neutronique du cœur et entraînerait une forte diminution de flux de neutrons.

De plus, cette couverture d'uranium, même si elle était mise en place clandestinement en remplaçant par de l'uranium les matériaux dont l'irradiation est prévue par le programme expérimental, serait détectable par deux effets. L'échauffement de l'uranium exigerait que des mesures soient prises pour le refroidir, ce qui entraînerait des modifications visibles ; d'autre part la durée de vie du cœur, c'est-à-dire le laps de temps après lequel il faut remplacer le combustible, serait fortement réduite. Les autorités françaises refuseraient dans cette hypothèse de fournir les combustibles de remplacement. — M. A.

(1) C'est-à-dire la quantité nécessaire à la fabrication d'une bombe, voisine de 8 kilogrammes.

AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

La France demande la condamnation du raid israélien

Les travaux du Conseil de sécurité, qui devaient reprendre ce mardi 16 juin, ont été marqués lundi par l'intervention du représentant de la France, M. Jacques Leprette, qui, soutenu par le délégué britannique, a demandé la condamnation du raid israélien contre le centre de recherches nucléaires irakien. *« Mon gouvernement s'élève contre les allégations du gouvernement israélien selon lesquelles le réacteur de Tamuz « avait pour objet » de produire des bombes atomiques ». Cet amalgame entre utilisations pacifiques et militaires de l'énergie nucléaire est inadmissible. Le réacteur de Tamuz a pour seul but la recherche scientifique, et les accords passés entre la France et l'Irak excluent toute exploitation, même indirecte, à des fins militaires »*, a-t-il affirmé.

Après avoir souligné qu'il parlait *« en connaissance de cause »*, M. Leprette a ajouté : *« La responsabilité du Conseil est en jeu, et il ne saurait s'y soustraire sans que son autorité soit atteinte. Il est important qu'une résolution ferme apporte une conclusion à nos débats. Cette résolution devrait à notre sens comporter les éléments suivants :*

» ● La condamnation de l'action militaire israélienne ;

» ● Un appel solennel lancé à Israël de mettre un terme à de telles actions militaires ;

» ● La juste réparation des destructions et des dommages, dont Israël a publiquement reconnu être responsable... »

Au-delà de cette éventuelle condamnation d'Israël, *« c'est à l'avenir de la paix dans la région que nous devons penser*, a poursuivi M. Leprette. *Nous avons maintes fois affirmé et nous réaffirmons notre attachement à la sécurité d'Israël. Nous sommes convaincus que le recours à la force ne sert pas à long terme ni cette sécurité ni celle des Israéliens. La véritable solution réside dans un règlement juste et négocié du conflit du Proche-Orient, pour cette génération et pour celles qui suivront. Il faut que cesse l'enchaînement de la violence et des représailles. »*

M. Leprette a conclu : *« Ce n'est pas en ignorant les garanties apportées à la communauté internationale et les efforts que celle-ci déploie pour parvenir à la paix qu'Israël se fera reconnaître par ses voisins comme un partenaire digne de confiance. Or, n'est-ce pas à quoi aspirent tous les peuples de la région ? La paix et la sécurité par la confiance. »*

M. Philip Habib, envoyé spécial du président américain Ronald Reagan, est arrivé lundi après-midi — où il effectue sa quatrième visite — venant de Ryad, pour poursuivre ses consultations avec les dirigeants syriens sur la crise entre Damas et Jérusalem. Sa mission ne semble, toutefois, guère progresser, et le chef de l'opposition israélienne, M. Pérès, a estimé qu'elle *« est vouée à l'échec »*.

Dans le même temps, Israël a occupé des terrains d'une superficie de 200 000 mètres carrés appartenant aux « wakfs » islamiques (biens religieux) à Chebaa, dans le secteur est du Sud-Liban. Les correspondants de presse dans la région rapportent le fait en précisant que les Israéliens ont détruit une mosquée et transformé une pinède en zone militaire. — *(A.F.P.)*

Syrie

DAMAS ENTEND SE DOTER D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE

Damas (*Reuter, A.F.P.*). — La Syrie construira avant 1999 une centrale nucléaire pour la production d'électricité afin de réduire ses importations pétrolières, a déclaré, lundi, M. Omar Yousef, ministre syrien de l'énergie électrique, à l'ouverture de la première conférence arabe sur l'énergie atomique, qui se tient une semaine après le raid israélien contre le centre nucléaire irakien de Tamuz.

Outre la Syrie, onze pays arabes participent à cette rencontre qui durera jusqu'au 19 juin : l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Liban, la Jordanie, la Libye, le Yémen du Nord, l'Algérie, la Tunisie, Le Maroc, le Soudan et l'Etat des Emirats arabes unis. La France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la Belgique, la Suisse, l'Italie, le Japon, l'Inde et l'Iran sont représentés à la conférence, de même que la Ligue arabe, l'Organisation des pays arabes exportateurs du pétrole (OPAEP), le Fonds arabe pour le développement économique et l'Agence internationale pour l'énergie atomique.

Les grands thèmes abordés sont : l'énergie nucléaire dans la production de l'électricité, les questions économiques liées au combustible atomique, la nature, l'entretien et la sécurité des centrales nucléaires.

Le Monde

publiera demain

- DEUX ENTRETIENS :
  - Avec M. Guy de Rothschild, président du Fonds social juif unifié.
  - Avec M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État chargé des DOM-TOM.
- IDÉES : Vivre autrement : La démocratie sociale (Robert Chéramy) ; La santé (José Aboulker) ; Le temps libre (Jean Guiloineau).
- AU NICARAGUA, début d'une enquête de F. Pisani.
- « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES » : Bob Dylan en France (C. Fléouter, Y. Simon) ; Dossier sur l'état de la culture : l'architecture (F. Edelmann, M. Champenois).

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

LA CRISE POLITIQUE EN IRAN

• L'iman Khomeiny fait avorter la grande manifestation en faveur de M. Bani Sadr
• Le Parlement examine une motion recommandant la déchéance du chef de l'État

De notre envoyé spécial

Téhéran. — L'opposition iranienne a subi, le lundi 15 juin, une défaite cuisante dont elle ne se remettra pas de sitôt. Qu'on en juge : sur l'initiative du Front national (mossadeghiste), une grande manifestation devait se tenir dans l'après-midi pour protester contre l'interdiction de journaux, dont celui de M. Bani Sadr, et, d'une manière plus générale, contre la répression sous toutes ses formes.

Un comité de coordination clandestin préparait ce rassemblement depuis une quinzaine de jours. Quatre millions de tracts avaient, dit-on, été imprimés et distribués. L'imam Khomeiny y était pris à partie nommément pour la première fois, le Front national l'accusant de *« soutenir catégoriquement ceux qui font régner l'anarchie et la terreur dans notre pays »*. Randjbar (maoïste) le dénonçait comme un *« dictateur »* qui imposait sa volonté à *« 90 % du peuple, favorable à M. Bani Sadr »*. Les Moudjahidine du peuple publiaient un communiqué proclamant, de même, leur solidarité avec le président de la République menacé de destitution. Dimanche, la veille de la manifestation, un député « banisadriste » a lu, à la tribune de l'Assemblée, la proclamation du chef de l'Etat invitant le peuple à *« résister au despotisme, alors qu'il en est encore temps »*, celle-là même qu'il avait tenté, en vain, de faire diffuser vendredi (*le Monde* du 14 juin). Des millions d'Iraniens prirent ainsi connaissance du texte, les séances parlementaires étant ici diffusées en direct par la radio.

Rien ne paraissait devoir entraver une manifestation qui devait rassembler un large éventail de formations des royalistes aux « gauchistes », ainsi qu'une très grande variété de mécontents, des « bazaristes », commerçants lésés ou menacés par les mesures de nationalisation, aux chômeurs qui se comptent par millions. *« Tous à la place Ferdoussi, à 16 heures, lundi ! »*, proclamaient tracts et graffiti.

Cependant, une courte allocution de l'imam Khomeiny deux heures seulement avant la manifestation devait susciter un renversement spectaculaire de la situation. Le fondateur de la République islamique, faisant preuve d'une habileté consommée, s'est tout d'abord livré à une manœuvre qui divisa aussitôt le front uni de l'opposition. Sur un ton apparemment conciliant, mais en réalité menaçant, il s'est étonné que de *« bons musulmans »*, pour lesquels il *« conservait malgré tout de l'affection »*, aient pu se coaliser avec le Front national et des *« pseudo-nationalistes »* liés à l'impérialisme américain, des *« ennemis de l'islam »* qui cherchaient à renverser la République islamique. Il invitait ces brebis égarées à venir à la radio pour proclamer leur repentir et leur loyalisme.

La réaction des « bons musulmans » ne s'est pas fait attendre : M. Mehdi Bazargan, ancien premier ministre et chef du Mouvement de libération de l'Iran (M.L.I.), se précipita au micro de Radio-Téhéran pour affirmer qu'il n'avait ni pris contact avec le Front national ni appelé à la manifestation. Pourtant, le matin même, il avait protesté du haut de la tribune du Parlement contre la fermeture de son journal, *Mizan*, et annoncé que, sa vie étant menacée, il n'assisterait qu'exceptionnellement aux séances de l'Assemblée. De même M. Bani Sadr, qui s'est réfugié pour le moment dans un lieu inconnu à Téhéran, s'est dissocié des organisateurs du rassemblement projeté tout en faisant remarquer que ses adversaires ne s'étaient pas privés, ces derniers jours, de manifester et d'agresser impunément ses partisans. La loi n'était-elle pas égale pour tous ?

Des « chefs de gang »

La question n'était, de toute évidence, qu'une clause de style. Avant même que l'imam ne termine son allocution, des rassemblements se constituaient dans divers points de la ville : des cortèges d'hommes, jeunes pour la plupart, de femmes en tchador, d'enfants en bas âge, par dizaine de milliers, brandissant des portraits de l'imam Khomeiny, entonnaient en chœur des chansons révolutionnaires et convergeaient vers la place Ferdoussi. Le terrain étant conquis et occupé avant l'heure prévue du rassemblement de l'opposition, celle-ci ne donna aucun signe de vie.

Le sort du Front national, qui n'a pas répondu à l'appel du guide de la révolution était scellé d'avance. Dans son allocution, l'imam avait qualifié ses dirigeants de *« chefs de gang »*, qui, depuis l'époque de Mossadegh, n'ont cessé d'*« insulter l'islam, le Coran et le clergé »*. Ce sont non seulement des *« apostats »*, mais également, au fond d'eux-mêmes, des royalistes. *« Jusqu'à la chute de la monarchie, ils me conseillaient avec insistance de conserver le chah sur le trône ! »*, s'est exclamé le chef religieux.

La condamnation de M. Bani Sadr est tout aussi catégorique, mais pour des raisons différentes : le président de la République, a-t-il déclaré, a violé la Constitution et les lois du pays ; il a paralysé les institutions de l'Etat, notamment le Parlement, le gouvernement, le pouvoir judiciaire, tout en portant atteinte au moral de l'armée : il refuse de se plier aux décisions de la commission d'arbitrage, dans laquelle il est pourtant représenté ; il se contente de *« phrases creuses et de slogans »* pour critiquer tous les aspects de la conjoncture, que ceux-ci soit négatifs ou positifs ; il entretient, enfin, l'agitation dans le pays par des discours et des écrits incendiaires.

Malgré tout, l'imam Khomeiny donnait à M. Bani Sadr une chance de se racheter : il devait reconnaître publiquement qu'il avait violé son mandat présidentiel et la Constitution, ainsi que son serment de la respecter devant Dieu et le peuple. Il devait aussi *« clarifier sa position à l'égard des contre-révolutionnaires »* qui soutiennent ses activités séditieuses.

Loin de se soumettre, le président Bani Sadr a contre-attaqué dans des termes jugés « insolents » par l'entourage de l'imam. Dans les deux messages successifs qu'il a fait parvenir au guide de la révolution dans l'après-midi et la soirée de lundi, le chef de l'Etat avait, certes, pris des précautions de style, assurant qu'il ne *« trahirait jamais l'imam, même si celui-ci devait le frapper de sa colère »*. Mais il reproche à son *« père spirituel »* d'avoir couvert de son autorité, par la faute d'un *« entourage malveillant »* nombre *« d'illégalités et d'injustices »*. Ce sont les institutions de l'Etat — le Parlement, le gouvernement, la Cour suprême — qui violent la Constitution. *« mais c'est moi que l'on désigne comme le coupable »*, ajoute-t-il. La commission d'arbitrage est *« scandaleusement partiale »*. Ce sont ces organismes qui sont à l'origine de la crise et non pas les partis politiques, comme le croit, à tort, l'imam. M. Bani Sadr insiste : *« Il est de mon droit constitutionnel et de mon devoir de bon musulman d'appeler le peuple à résister à l'arbitraire, ce qui ne saurait être assimilé à une rébellion. »*

L'imam Khomeiny n'a apprécié de toute évidence ni le fond ni le ton des missives de l'homme qui est doublement son subordonné, tant sur le plan religieux que constitutionnel. La marée humaine qui a déferlé lundi après-midi, dans les rues de Téhéran, le peuple des mosquées et les « mostazafin » (les déshérités) se sont chargés de notifier à M. Bani Sadr le sort qui l'attend. Les slogans rimés, scandés sur l'air des lampions, ne laissent pas place à l'équivoque : *« L'Iran ne sera pas le Chili »* ; *« Mort à Bani Sadr-Pinochet »* ; *« A bas le moi-je »* (allusion au « narcissisme » de M. Bani Sadr) : *« A bas le nouveau chah »* ; *« Jugez Bani Sadr, exécutez-le ! »*

Une manifestation analogue se déroulait, mardi matin, aux portes du Parlement. Par 138 voix contre 43, les députés ont décidé de débattre, dès mercredi matin, d'une motion recommandant la déchéance du président de la République.

ERIC ROULEAU.

● *Un mandat d'arrêt* a été lancé contre M. Mehdi Bazargan, le premier chef de gouvernement de l'Iran révolutionnaire, déclarait-on de source proche de sa famille, mardi 16 juin.

Le mandat d'arrêt a été lancé par l'ayatollah Moussavi Ardabili, procureur général, on ne dispose pour le moment d'aucune indication sur les charges qui seraient retenues contre l'ancien dirigeant. *(Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● L'ASEAN A REJETE LES PROPOSITIONS INDOCHINOISES SUR LE CAMBODGE (*le Monde* du 16 juin). M. Romulo, ministre philippin des affaires étrangères et président du comité permanent de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, a affirmé qu' *« il n'y avait pas de marchandage possible sur certains principes »* et que le problème cambodgien n'était pas une affaire régionale, mais devait être réglé par une conférence internationale. D'autre part, à Paris, M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), a demandé à ses compatriotes de *« cesser de se calomnier et de se diviser »*, de le *« soutenir inconditionnellement »* et d'abandonner tout projet de formation d'un autre front de libération. — *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*

Espagne

● UNE FEMME POLICIER a été tuée ce mardi 16 juin, à Zarauz, dans la province basque de Guipuzcoa, au cours d'une opération menée par les forces de l'ordre contre des membres présumés de l'E.T.A. militaire, apprend-on de source policière. C'est la première fois en Espagne qu'une femme policier est tuée par des terroristes. — *(A.F.P.)*

Gabon

● LE PRESIDENT BONGO A LA MAISON BLANCHE. — Le président Reagan s'est entretenu, lundi 15 juin, à la Maison Blanche, avec le président du Gabon, M. Omar Bongo, actuellement en visite privée aux Etats-Unis.

Au cours de sa visite, le président du Gabon a également rencontré M. Walter Stoessel, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques (le plus haut fonctionnaire du département d'Etat en l'absence du secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, qui se trouve à Pékin, et de son adjoint, M. William Clark). M. Bongo s'est également entretenu à la Maison Blanche avec le vice-président, M. George Bush. — *(A.F.P.)*

Namibie

● ACCROCHAGES DANS LE NORD. — Douze maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont été tués par les troupes sud-africaines au cours de différents accrochages pendant le week-end, a-t-on officiellement annoncé lundi 15 juin à Windhoek. Ces incidents se sont déroulés en Ovamboland, partie septentrionale de la Namibie. D'autre part, M. Mudge, président du « conseil des ministres » de Windhoek, a estimé qu'une solution au conflit *« pouvait être trouvée »* à la suite de la visite en Namibie, vendredi, de M. Clark, sous-secrétaire d'Etat américain (*le Monde* du 16 juin). Cette visite a suscité une protestation du comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine, qui s'est réuni la semaine dernière à Arusha (Tanzanie). — *(A.F.P., Reuter.)*

Nicaragua

● SIX PERSONNES ONT ETE TUEES et onze autres blessées le lundi 15 juin, à Pitiya, à 120 kilomètres au nord de Managua, lors de l'attaque d'une camionnette du ministère de la réforme agraire par un groupe de contre-révolutionnaires, apprend-on de source officielle dans la capitale. Les attaquants, qui étaient au nombre de soixante-dix, selon les témoignages parvenus de Pitiya, ont ouvert le feu sur le véhicule où se trouvaient vingt-deux personnes, des membres des services de sécurité et des paysans du Front sandiniste. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Le cinquième anniversaire des émeutes de Soweto

Deux autobus ont été incendiés, lundi matin 15 juin, à Soweto, par un groupe de Noirs. Personne n'a été blessé au cours de cet incident.

D'autre part, à l'université de Durban-Westville, la police anti-émeutes, armée de fouets et de gaz lacrymogènes, a dispersé les étudiants qui stationnaient sur le campus où ils boycottent les cours, exigeant notamment de ne pas passer d'examens le 16 juin, date d'anniversaire des émeutes de 1976. — (A.F.P.)

« Ils n'apprendront jamais rien... »

De notre correspondant

Johannesburg. — Il avait treize ans et portait des culottes courtes : Hector Petersen est mort, tué d'une balle par un policier le 16 juin 1976 dans une allée poussiéreuse de Soweto, le ghetto noir de Johannesburg. Il fut la première victime innocente des émeutes qui, durant quatre longs mois, allaient ensanglanter les « townships » noires et métisses d'Afrique du Sud.

Hector ne parlait pas l'afrikaans, cette langue proche du hollandais que les maîtres blancs de la République avaient soudainement décidé d'imposer à l'école. Avec dix mille de ses camarades, ce jour-là, il manifestait pacifiquement contre la mesure, quand la police ouvrit le feu. Peu après, deux automobilistes blancs furent lynchés par la foule en colère. Un infernal engrenage s'amorçait. La grève des lycéens de Soweto fit tache d'huile et gagna bientôt tous les établissements scolaires non blancs du pays. Manifestations, incendies de bâtiments publics, répression policière, jets de pierres contre balles de fusils.

Le 6 juillet 1976, le gouvernement de M. Vorster révoqua la mesure concernant l'afrikaans. Trop tard, trop de morts. Trop d'arrestations... Parmi les manifestants figuraient désormais des adultes et des « politiques ». Ils réclamaient le droit de circuler sans laissez-passer, la fin des arrestations arbitraires et des détentions sans procès, l'arrêt des déportations massives dans de lointains et misérables bantoustans, la libération des détenus, la suppression des « bannissements », la justice sociale, le droit syndical, le droit de vote... Bref, les Noirs, rejoints par les Métis et les Indiens, exigeaient désormais le démantèlement du système de l'apartheid.

La répression fut sanglante. De juin à octobre 1976, officiellement, cinq cent soixante-quinze personnes, dont cinq Blancs, trouvèrent la mort dans les émeutes. La plupart d'entre elles était tombées sous les balles de la police et l'on dénombra, en outre, trois mille neuf cent sept blessés. Soulevée par une colère qui semblait avoir atteint son paroxysme, la population non blanche avait ruiné deux mythes qui ont la vie dure en Afrique du Sud : l'invincibilité blanche et la docilité noire.

Aujourd'hui, Soweto se souvient. Des services religieux sont prévus dans toutes les « townships » du pays. Depuis trois semaines, les principaux leaders étudiants et bon nombre de syndicalistes ont été mis sous les verrous. De nombreuses mères de famille blanches ont décidé de garder leurs enfants à la maison pour leur éviter d'éventuels mauvais coups. Depuis le week-end dernier, on ne pénètre plus dans Soweto sans subir fouilles et interrogatoires. En quarante-huit heures, cent quarante-quatre personnes ont été arrêtées. La police et l'armée cernent pratiquement cette cité dortoir de 85 kilomètres carrés qui abrite plus d'un million d'habitants. Les autorités ont promis d'éviter toute provocation inutile et se sont, il est vrai, abstenu cette année d'interdire les cérémonies.

En 1980, à la même époque, plusieurs dizaines de morts avaient été dénombrés à la suite des interdictions gouvernementales. On comprend que les populations, sans distinction de couleur, vivent aujourd'hui des heures d'angoisse. A l'exception du droit syndical, qui commence à leur être parcimonieusement accordé, les vingt-deux millions de non-Blancs sud-africains peuvent, demain, réclamer, violemment, exactement les mêmes mesures qu'il y a cinq ans. Une situation que le docteur Motlana, principal dirigeant encore en liberté de Soweto, résume de la manière suivante : *« Ils n'apprendront jamais rien... »*

PATRICE CLAUDE.

Maroc

Cinq dirigeants américains se sont succédé à Rabat en moins de trois mois

De notre correspondant

Rabat. — Bien que l'ambassade des Etats-Unis au Maroc soit sans titulaire depuis l'entrée de M. Reagan à la Maison Blanche, elle n'a jamais déployé autant d'activité : depuis mars, son chargé d'affaires, M. Peter Sebastian, n'a pas reçu moins de cinq visites de hautes personnalités américaines, sans compter une délégation d'hommes d'affaires qui a séjourné au Maroc du 31 mai au 7 juin.

Ouvrant la série, le 21 mars, le général Walters, émissaire présidentiel, auquel les Marocains attribuent le rôle d'un *« nouveau Kissinger »*, a été suivi, le mois suivant, de M. Francis West, assistant du secrétaire d'Etat à la défense, que Hassan II a reçu le 25 mai. Le 10 juin, M. James B Edwards, secrétaire à l'énergie, également reçu par le roi, déclarait à son arrivée : *« Le président Reagan accorde une importance exceptionnelle au développement des relations maroco-américaines »*. Enfin, le secrétaire à la défense, M. Frank C. Carlucci, et le sous-secrétaire adjoint à l'agriculture, M. Thomas Hammer, accompagnés d'importantes délégations, ont fait un séjour dans le royaume.

Le journal *le Matin du Sahara* vient de consacrer à ces visites un éditorial intitulé : « Maroc-Etats-Unis : des alliés traditionnels », dans lequel M. Moulay Ahmed Alaoui, ministre du tourisme, rappelle la décision du Pentagone, prise en mars dernier (*le Monde* du 4 mars), de livrer au Maroc des avions de reconnaissance OV-10, des chasseurs F-5 et une centaine de chars M-60. L'éditorialiste mentionne aussi comme *« très important »* l'accord signé le 16 mars concernant la coopération bilatérale pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Selon le chargé d'affaires américain, ce traité est *« le premier accord de coopération nucléaire entre les Etats-Unis et un pays arabe ou africain* (1) ».

Les marques d'intérêt prodiguées par les Américains ont, pour la plupart, suivi de peu l'élection de M. Mitterrand à la présidence. *« Il s'agit d'un pur hasard et les Etats-Unis sont très heureux de la coopération franco-marocaine dans tous les domaines »*, affirme M. Sebastian. Il n'en reste pas moins que la coïncidence est troublante.

ROLAND DELCOUR.

(1) Un accord semblable a été signé le 7 juin avec l'Egypte (*le Monde* des 9 et 10 juin).

ASIE

Chine

Le comité central du P.C. pourrait entériner la démission de M. Hua Guofeng

La Chine attend les décisions du sixième plénum du comité central qui devrait entériner la démission de M. Hua Guofeng. Celui-ci pourrait être remplacé, à la présidence du P.C., par M. Hu Yaobang, actuel secrétaire général.

Le comité central devrait aussi approuver un document faisant une « évaluation » — probablement nuancée — du rôle de Mao Zedong depuis la fondation de la République populaire.

Pékin. — La réunion du sixième plénum du comité central du parti communiste, dont la convocation était attendue depuis des mois, serait imminente, estimait-on, lundi 15 juin, à Pékin. Selon certaines sources, les travaux de cette importante session, au cours de laquelle doit être entérinée la démission de M. Hua Guofeng de la présidence du parti, auraient même déjà commencé lundi après-midi.

Selon d'autres informations, les membres du comité central seraient effectivement entrés en délibération. Mais dans le cadre d'une conférence préparatoire élargie destinée à déblayer le terrain avant la réunion proprement dite qui ne commencerait qu'au début de la semaine prochaine et durerait quatre jours.

Quoi qu'il en soit, il ne fait plus guère de doute maintenant que l'heure des décisions approche. Celles-ci, assurément, marqueront une date dans l'histoire de la Chine post-maoïste. L'ordre du jour présumé du plénum permet de mieux en mesurer la portée. Selon des informations concordantes, le comité central devrait en effet approuver un document faisant une évaluation de l'expérience historique de la République populaire depuis sa fondation, en 1949, et du rôle de Mao Zedong, procéder au remaniement de la direction du parti, réaffirmer la politique de réajustement économique et, pense-t-on, fixer la date du douzième congrès du parti.

C'est en décembre 1978, lors du troisième plénum du comité central, que fut exprimée, pour la première fois, la nécessité pour le parti communiste de se livrer à une analyse attentive du rôle historique de Mao Zedong et de sa pensée dans la révolution chinoise et l'édification de la nouvelle République populaire.

Résultat d'un compromis entre des groupes qui n'allaient pas tarder à s'entredéchirer. La résolution, adoptée à l'époque, indiquait qu'il convenait de mener cet examen « sans précipitation ».

On ne peut, de fait, prétendre que les dirigeants chinois aient montré dans cette tâche une hâte excessive, puisqu'il leur aura fallu finalement deux ans et demi de discussions acharnées, entrecoupées d'affrontements personnels sans merci, pour la mener à bien.

Deux ans et demi marqués d'événements tumultueux (la floraison démocratique du « Printemps de Pékin », puis son écrasement), spectaculaires (le procès de Mme Jiang Qing et de ses compagnons) ou plus obscurs (comme la réhabilitation et la libération de centaines de milliers de victimes de l'ère précédente).

De notre correspondant

Mais, au fil de ces événements, on discerne une pensée directrice qui pourrait se résumer comme suit : volonté de faire éclater le corset idéologique maoïste, tout en assurant, simultanément, le maintien, voire le renforcement de l'autorité du parti en tant qu'instrument collectif du pouvoir de la dictature du prolétariat et ossature irremplaçable de l'unité du pays dans la nouvelle phase de son développement économique orienté vers une modernisation accélérée.

Rassurer les vieux cadres

A la veille du bilan que s'apprête à dresser le comité central, peut-on affirmer que le groupe dit des « pragmatiques », à la tête duquel se trouve M. Deng Xiaoping, a atteint son but ?

Le jugement doit être mitigé, mais la tâche, il est vrai, était immense. Sur quelque trente-huit millions de membres que compte le parti communiste, plus de dix-neuf millions sont des cadres entrés dans l'organisation, pour la majorité d'entre eux, pendant la révolution culturelle. C'est d'abord cette armée de fonctionnaires politiques, d'apparatchiks, dirait-on ailleurs, qu'il s'agissait de convaincre de faire aujourd'hui le contraire de ce qu'ils avaient fait la veille.

Opération, on l'imagine, difficile à mener, d'autant que, comme le notait *le Drapeau rouge*, l'organe théorique du parti, en mars dernier, pendant dix ou vingt ans ce sont les idées gauchistes qui ont prévalu et que tous les cadres, à des degrés divers, sont frappés par ce virus.

Il a donc fallu à la fois rassurer, ne pas s'aliéner au-delà du supportable, ce corps extrêmement jaloux de ses pouvoirs et de ses privilèges, et manifester la ferme détermination d'établir une certaine légalité socialiste, une « *vie du parti plus saine* ». D'où, d'une part, l'étouffement de toute contestation marginale, la suppression des quatre grandes libertés, dont celle d'afficher des *dazibaos* (affiches en grands caractères), d'autre part le remplacement de certains responsables du parti et de l'armée en province et l'envoi sur le terrain de groupes spéciaux d'enquête afin d'éclaircir les situations litigieuses et de faire sentir le poids du « centre ».

Dans le même temps où ce travail était mené à la base, M. Deng Xiaoping et ses amis se débarrassaient progressivement au sommet des hommes qui représentaient à leurs yeux une entrave au cours nouveau. Ainsi disparaissaient plusieurs membres du bureau politique, tandis que des figures nouvelles (M. Zhao Ziyang, futur chef du gouvernement) ou des revenants d'une autre époque (M. Peng Zhen, ancien maire de Pékin, débouloné pendant la révolution culturelle, ou M. Hu Yaobang) étaient promus à des fonctions de premier plan.

Pour couronner le tout, le parti organisait en février 1980 une étrange cérémonie funèbre en l'honneur de l'ancien président de la République, Liu Shaoqi, qui consacrait de façon éclatante sa réhabilitation posthume. Restait M. Hua Guofeng. Arrivé au pouvoir en avril 1976 à la faveur de circonstances encore mal éclaircies, l'homme avait ses mérites (il avait fortement contribué à l'élimination de la band des quatre), mais, trop lié à la politique maoïste du passé, il représentait un obstacle de choix pour les partisans du changement. Alors commença, d'abord insidieusement puis de plus en plus ouvertement, une campagne qui devait déboucher en novembre 1980 sur la mise en minorité au bureau politique — ce successeur trop fidèle de Mao.

Un distinguo subtil

On lui reprocha d'avoir toléré le culte de sa propre personnalité, d'avoir laissé exposer un peu partout dans le pays des calligraphies de sa main et des photos ou des peintures le montrant aux côtés du Grand Timonier, d'avoir eu un style de travail gauchiste, des idées irréalistes en économie, d'avoir tardé à associer de nouveau à la direction en 1977 MM. Deng Xiaoping et Chen Yun, de s'être opposé à la réhabilitation du maréchal Peng Dehuai, éliminé par Mao en 1959, et les événements de la place Tian-Anmen d'avril 1976.

De plus en plus isolé, celui à qui Mao avait, paraît-il, confié : « *Avec toi aux affaires, je suis tranquille* », ne pouvait plus mener qu'une bataille d'arrière-garde. Le combat fut vif. l'affrontement idéologique des derniers mois l'atteste, mais vain. Afin de faciliter un règlement du problème, M. Deng Xiaoping, fort habilement, eut la sagesse de ne pas exiger la mort (politique) du patient, mais simplement sa rétrogradation. Il n'est pas encore absolument certain que, revenu dans le rang, M. Hua Guofeng soit remplacé à la présidence du parti — ce qui serait à son égard un geste supplémentaire. — le futur numéro un pouvant très bien être, comme cela est le cas dans nombre d'autres partis communistes, le secrétaire général, en l'occurrence M. Hu Yaobang.

Consciente par ailleurs des conséquences d'une démaoïsation trop poussée, la direction chinoise a fini par relativiser sa critique du Grand Timonier. En premier lieu, un distinguo subtil a été établi entre Mao et sa pensée, voire entre la pensée de Mao et ses idées, certaines de celles-ci pouvant avoir été erronées. Sa pensée, qui, à la limite, ne lui appartenait plus, était, en revanche, inattaquable. Création collective de millions de communistes chinois, « *cristallisation de l'expression des luttes révolutionnaires du peuple chinois* », elle constitue désormais un pilier indispensable de la nouvelle société. Quant à l'évaluation des idées et des actions de Mao, la direction s'est rangée à l'opinion émise par M. Deng Xiaoping, selon laquelle il fallait considérer qu'aucun autre communiste chinois n'égalait ce grand révolutionnaire, et que ses mérites dépassaient — « *de loin* », ajoutait-on dernièrement — ses erreurs.

Certaines de celles-ci ont été graves, mais elles ont été commises pour l'essentiel dans les dernières années de sa vie, alors que, atteint par la maladie, il ne disposait plus de tous ses moyens. Elles doivent être mises au compte d'un excès de précipitation dans la volonté de construire la société socialiste et d'une exagération de la lutte des classes. Jusqu'en 1966, toutefois, c'est-à-dire jusqu'au déclenchement de la révolution culturelle, malgré un cheminement tortueux et quelques erreurs, mineures, la ligne suivie a été « *fondamentalement correcte* » (Guangming Ribao, 14 mai).

Ayant ainsi trouvé une ligne médiane — la campagne anti-droitière de 1957 ne devrait pas être formellement condamnée, — M. Deng Xiaoping paraît avoir réussi, après des mois d'explications laborieuses, à réunir sinon l'unanimité du parti, du moins un large consensus sur ces positions.

Une fois cette victoire remportée, il lui restera à prouver que sa politique est vraiment la meilleure pour s'attaquer aux véritables problèmes de la Chine, en particulier pour mener, à bien la modernisation de cet immense pays sans troubles sociaux trop graves et en préservant la cohésion nationale.

MANUEL LUCBERT.

Népal

Après les élections du 9 mai

M. SURYA BAHADUR THAPA CONSERVE LE POSTE DE PREMIER MINISTRE

Katmandou (A.F.P.-UPI). — *Le* roi Birendra a nommé, mardi 16 juin, M. Surya Bahadur Thapa, premier ministre avec la charge des affaires extérieures et royales. Il avait recueilli le soutien de cent vingt et un des cent quarante membres du Parlement élus le 9 mai. L'Assemblée procédait, pour la première *fois*, en vertu de la nouvelle Constitution, à l'élection du chef du gouvernement. M. Thapa était le seul candidat. Il a constitué un gouvernement dont la plupart des membres sont des nouveaux venus.

M. Thapa, qui est âgé de cinquante-trois ans, a été déjà premier ministre à deux reprises, de 1967 à 1968, sous le roi Mahendra, le père de l'actuel souverain, et de 1979 à mai 1981. En 1979, le roi Birendra avait fait appel à lui après la chute du gouvernement Bista provoquée par l'agitation estudiantine. Il est considéré comme une personnalité libérale favorable au système de représentation directe qui introduit une prudente démocratisation ne permettant cependant pas aux partis de participer en tant que tels aux élections générales. Les principaux mouvements de l'opposition avaient, pour ces raisons, boycotté la récente consultation (le Monde du 9 mai et du 2 juin).

Philippines

En dépit de l'appel au boycottage du scrutin par l'opposition

La réélection du président Marcos ne fait aucun doute

Les résultats définitifs de l'élection présidentielle, aux Philippines, qui s'est déroulée ce mardi 16 juin, ne devraient pas être connus avant la fin de la semaine. Cependant, comme l'écrit notre envoyé spécial, la réélection de M. Marcos ne fait aucun doute. Cinq personnes ont été tuées pendant la campagne. Quatre ont été victimes de la police alors qu'elles participaient à une manifestation appelant à boycotter le scrutin. — (A.F.P., U.P.I.)

De notre envoyé spécial

Manille. — L'utilisation par le président Marcos d'une ancienne déclaration papale pour menacer du « *jugement divin* » les Philippins qui s'opposeraient au jugement des urnes a provoqué une riposte de l'archevêque de Manille, Mgr Jaime Sin, actuellement hospitalisé. A quelques jours de l'élection présidentielle de ce mardi 16 juin, où il a fait pratiquement cavalier seul, mais qu'un large front d'opposition avait appelé à boycotter, M. Marcos avait cru pouvoir tirer argument d'une mise en garde de Pie XII pour affirmer que toute abstention équivaudrait à un « *péché mortel* ». Les propos de l'ancien souverain pontife avaient été présentés à une population profondément catholique comme tirés d'une encyclique — ce qui est inexact — et hors de leur contexte historique : celui de l'Italie où, à la veille des élections de 1948, le Saint-Siège redoutait une victoire des communistes. Mgr Sin a rappelé ces circonstances particulières et a établi la distinction, en matière de suffrage, entre les devoirs dictés par la conscience et ceux imposés par l'Etat.

« *Toute référence au péché mortel est déplacée. Si un citoyen, en toute conscience, estime qu'il doit s'abstenir de voter, l'Etat doit respecter cette décision et ne pas empêcher son libre exercice* », a déclaré l'archevêque. Se référant implicitement à la situation de monopole électoral prévalant aux Philippines, Mgr Sin a estimé que l'abstention était justifiée « *lorsque le vote apparaît comme une violation de la morale et quand l'électeur a acquis la conviction que le processus électoral est manipulé pour produire des résultats prédéterminés* ».

Cette mise au point a été distribuée dimanche dans les églises de la capitale. Contrairement aux allégations initiales de M. Marcos, elle a été ignorée par la quasi-totalité des moyens d'information, étroitement contrôlés par le pouvoir. Cependant, quel que soit son impact, elle a constitué un double revers pour le président. D'abord dans sa tentative d'utilisation de l'Eglise à des fins électorales (ce qui fut déjà le cas lors du voyage de Jean-Paul II aux Philippines en mars).

Ensuite dans sa décision d'engager des poursuites judiciaires contre les abstentionnistes. Inversement, les partisans du boycottage électoral s'étaient trouvés confortés par cette prise de position de l'Eglise contre l'Etat qui les lavait *a priori* de tout péché et justifiait leur campagne de désobéissance civique. En effet, le vote est obligatoire. Il y a quelque temps Mgr Sin avait estimé que la campagne présidentielle serait avant tout « *un exercice coûteux et futile* », sentiment largement partagé ici. Dans cette consultation, imposée par le président Marcos pour légitimer la perpétuation, en principe illimitée, du pouvoir quasi absolu qu'il détient depuis seize années, l'important n'était pas tant sa réélection, dont personne ne doute, que le degré de participation. Faveurs, menaces, assauts de démagogie et promesses de dernière heure se sont multipliés pour tenter de mobiliser une population désabusée et rendue cynique par plus de huit années de loi martiale, de népotisme, de corruption, de maintien du sous-développement, de violence et de répression.

L'opposition, qui a regroupé pour la première fois des partis et organisations allant des conservateurs traditionnels aux néo-révolutionnaires, avait appelé au boycottage. Ce large front, dans lequel militent divers groupes de catholiques radicaux, avait estimé que le maintien au pouvoir de M. Marcos n'était légitime que dans la mesure où cet ancien avocat s'était habilement doté d'une législation et d'« *institutions sur mesure* », avec le soutien actif des oligarchies civile et militaire dont il a favorisé l'essor. Faute d'avoir pu obtenir des élections « *libres, honnêtes et démocratiques sous contrôle d'une commission électorale indépendante et impartiale* », l'opposition traditionnelle avait refusé d'engager un candidat et choisi le recours au déni de légitimité par voie d'abstention.

Certains estiment qu'elle a, malgré tout, laissé passer l'occasion. Ses dirigeants affirment qu'ils n'avaient pas la moindre chance. « *Marcos a non seulement confisqué tous les atouts du jeu démocratique mais il en a faussé toutes les règles à son avantage et il joue avec un pistolet à la main* », a affirmé l'ancien sénateur Diokno, pour résumer la situation. Se basant sur les résultats du plébiscite organisé en avril (quelque neuf millions d'abstentions et de votes négatifs sur vingt-cinq millions d'électeurs), l'opposition espérait saper substantiellement la base populaire du régime, ternir son image à l'étranger et justifier la poursuite après le 16 juin d'une campagne de désobéissance civile.

Face à cette tactique M. Marcos a voulu donner l'illusion d'une course à la présidence en bonne et due forme ; contraindre la population à se rendre massivement aux urnes, et diviser une opposition hétéroclite, circonstancielle et affaiblie par ses contradictions politiques.

Le premier impératif était entaché de dérision tant il manquait de crédibilité. L'un des deux candidats qui affrontaient le président sortant, M. Santos, général en retraite, passe pour avoir été choisi, et financé, par l'entourage présidentiel afin d'éviter à M. Marcos d'être le seul candidat à sa propre succession. Le second, M. Cabangbang ne prêtait pas moins à sourire : pour sauver la nation du sous-développement et du communisme, il préconisait l'intégration des Philippines aux Etats-Unis, ancienne puissance coloniale, comme cinquante et unième Etat. Pour donner quelque consistance à ces « *rivaux* », M. et Mme Marcos se sont emportés publiquement contre certains de leurs propos...

L'appareil d'État mobilisé

En revanche, pour s'assurer du soutien populaire, pour obliger les électeurs à faire leur devoir plutôt que d'écouter leur conscience et les sirènes abstentionnistes, le pouvoir n'avait pas lésiné sur les moyens, ce qui avait fait dire à ses détracteurs qu'il se sentait réellement menacé. Tout l'appareil de l'Etat, l'administration, l'armée, la presse, la télévision, les groupes para-militaires, les conseils villageois, les clients du régime, les corps constitués, les bateleurs et metteurs en scène de la « *nouvelle société* » ont battu la campagne et même les bidonvilles de la capitale, donnant ici de la carotte, là du bâton sur le thème « *Pas d'alternative à Marcos* », c'est Ferdinand ou le chaos. Le vote étant obligatoire, au terme d'une loi que M. Marcos a fait agrémenter de décrets répressifs, le régime avait menacé les abstentionnistes de toutes sortes de représailles. Pour l'exemple quelques personnalités, dont l'ancien sénateur Gerardo Roxas, fils d'un ancien président, ont fait l'objet de poursuites judiciaires.

La réélection de M. Marcos ne fait aucun doute. Toute la question est de savoir dans quelle mesure les résultats officiels refléteront la réalité du scrutin et si le Front du refus gardera sa cohésion après le 16 juin. La présence en son sein d'éléments conservateurs plus opposés au régime pour des questions de prestige et d'intérêts financiers qu'attachés à une véritable transformation de la société et à une réduction de ses vertigineuses inégalités pourrait faciliter une récupération par M. Marcos.

Quoiqu'il en soit, ce dernier, immédiatement après le « *verdict populaire* » se verra conférer une nouvelle légitimité internationale par le secrétaire d'Etat américain, M. Haig, les ministres des affaires étrangères des pays de l'A.S.E.A.N. (1), du Japon, de l'Australie et du Canada, qui doivent tenir leur réunion annuelle à Manille, à la fin de cette semaine.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Pakistan

Les Etats-Unis accordent une aide de trois milliards de dollars sur six ans à Islamabad et s'engagent à défendre l'« intégrité territoriale » du pays

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis ont fait connaître, lundi 15 juin, le montant de l'aide économique et militaire qu'ils fourniront au Pakistan pour permettre à ce pays de se défendre contre « *des menaces sans précédent* ». Le régime du général Zia-Ul-Haq recevra 3 milliards de dollars, répartis sur six ans, et sera autorisé à acheter diverses armes américaines, dont des avions F-16. Ces précisions figurent dans une déclaration commune, concluant la visite à Islamabad de M. James Buckley, sous-secrétaire d'Etat pour l'aide à la sécurité (*le Monde* daté 14-15 juin).

On ne connaît ni le nombre des F-16 promis ni leur date de livraison. Rien n'est dit non plus sur « *les équipements sélectionnés* » dont les forces pakistanaises auraient « *un urgent besoin* ». Il a été précisé, en revanche, que les deux tiers environ de la somme promise seront des crédits militaires et que le Congrès américain devrait redonner son feu vert à chaque échéance annuelle.

Une nouvelle phase s'ouvre ainsi dans les rapports entre Washington et Islamabad. Ils avaient été excellents jusqu'au début des années 60 quand le Pakistan, craignant le voisin chinois, militait activement dans l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, maintenant dissoute). Par l'accord bilatéral de 1959, les Etats-Unis s'étaient engagés à défendre leur allié contre toute agression communiste. L'engagement ne s'appliquait donc pas aux conflits avec l'Inde. Les Pakistanais ne devaient jamais pardonner à l'Amérique d'avoir décrété, en 1965, l'embargo sur les livraisons d'armes aux deux nations en guerre, comme si elles étaient égales à ses yeux et militairement du même niveau. D'où l'acceptation d'une médiation soviétique — après un rapprochement avec la Chine — et, pour finir, une entrée officielle dans le camp des non-alignés.

Mais l'accord de 1959 restait en vigueur. Avec des hauts et des bas, l'aide économique et militaire se poursuivait. M. Carter dut la suspendre en 1979, conformément aux lois des Etats-Unis, car le Pakistan cherchait à se doter d'armes nucléaires. L'invasion de l'Afghanistan obligea le président américain à reconsidérer d'urgence sa décision et à proposer 400 millions de dollars (pour 1981 et 1982) au général Zia, qui estima la somme ridicule et refusa de telles « *broutilles* ».

Un régime répressif consolidé ?

Arrivé au pouvoir, M. Reagan a voulu se montrer plus généreux, d'autant que toute sa politique étrangère se fonde sur l'endiguement de l'« *expansionnisme soviétique* ». Le Pakistan est considéré aujourd'hui à Washington comme « *un pays de première ligne* ». Les Etats-Unis se sont engagés, le 15 juin, à défendre « *sa souveraineté et son intégrité territoriale* », menacées par « *la présence de troupes étrangères en Afghanistan* ». La déclaration précise néanmoins que Washington ne cherche ni des bases militaires dans ce pays ni une alliance militaire avec lui. On s'en tient donc au traité de 1959, même si beaucoup de choses ont changé dans l'intervalle : le non-alignement du Pakistan, son islamisme *militant*, la perte de sa province orientale (aujourd'hui le Bangladesh) et l'antagonisme sino-soviétique.

Le général Zia peut être satisfait de l'accord conclu. M. Reagan lui accorde plus du double des « *broutilles* » de M. Carter, et, surtout, il s'engage pour six ans. Reste à éviter les réactions des Indiens ou des Soviétiques.

L'Inde a obtenu bien davantage de l'U.R.S.S. et dispose d'une nette supériorité militaire. Pour ce qui est des Soviétiques, on souligne ici trois menaces : l'invasion du Pakistan — à laquelle personne n'arrive à croire, — des opérations frontalières qui prendraient prétexte de la présence de plus d'un million de réfugiés afghans, ou des manœuvres pour pousser à la sécession des minorités comme les Baluchis. Le général Zia, craignant des représailles, n'avait donc guère apprécié que l'administration Reagan évoque une aide aux résistants afghans à partir du territoire pakistanais.

Il paraît acquis que le Congrès votera une première tranche de 500 millions de dollars. Pour la suite, il garde — et, à travers lui, la Maison Blanche — un moyen de pression sur Islamabad. La thèse officielle est qu'un Pakistan fort, assuré d'être défendu par les Etats-Unis, pourrait renoncer à fabriquer l'arme nucléaire (attendue dans les trois ans à venir). En fait, chacun sait qu'il n'y renoncerait que si l'Inde en faisait autant ou si Washington étendait son engagement d'assistance à une agression indienne.

Fallait-il s'engager pour six ans auprès d'Islamabad sans exiger d'ores et déjà une contrepartie ? Certains parlementaires américains se demandent si on ne va pas permettre au général Zia de consolider un régime répressif, sans base populaire véritable et accroché à une économie incertaine. L'ombre du chah est toujours présente dans les esprits, surtout quand il s'agit des voies d'accès au golfe Persique.

ROBERT SOLÉ.

Inde

M. RAJIV GANDHI FILS DU PREMIER MINISTRE FAIT SON ENTRÉE AU PARLEMENT FÉDÉRAL

New-Delhi *(Reut., A.F.P., U.P.I.)* — M. Rajiv Gandhi, fils du premier ministre, a été élu, dimanche 14 juin, député de la circonscription d'Amethi (Uttar-Pradesh) au Parlement fédéral. Le siège était auparavant détenu par son frère Sanjay, qui a trouvé la mort il y a un peu moins d'un an dans un accident d'avion.

M. Rajiv Gandhi a été élu avec une très large majorité : plus de 237 000 voix d'avance sur son plus proche rival. Le chef du gouvernement avait mené une campagne active en sa faveur, et notamment appelé, en tant que mère, les électeurs à voter pour son fils.

Agé de trente-sept ans, M. Gandhi, seul enfant vivant du premier ministre, s'était, jusqu'à une date récente, tenu à l'écart de la vie politique. *(le Monde* du 14 mai) ; il apparaît désormais en position de prétendre à la direction du parti gouvernemental, le Congrès-I. Cette formation a remporté quatre autres élections partielles sur les sept ayant eu lieu dimanche au niveau national, ainsi que la plupart des 22 sièges à pourvoir, le même jour, dans plusieurs assemblées législatives régionales.

Etats-Unis

L'UNION DES LIBERTÉS CIVIQUES PART EN GUERRE CONTRE L'ÉTAT D'ARKANSAS

New-York. — L'Union américaine des libertés civiques (ACLU), puissante organisation fondée en 1920 pour faire respecter la Constitution, a intenté un procès contre l'Etat d'Arkansas, auquel elle reproche de vouloir *imposer* les vues des fondamentalistes religieux dans ses écoles publiques et de récuser la théorie darwinienne de l'origine des espèces.

Les avocats de l'ACLU, soutenus par un groupe important de représentants des diverses religions, plusieurs scientifiques de renom, l'Association des éducateurs d'Arkansas et l'Association nationale des professeurs de biologie, accusent les législateurs locaux de mettre en péril la liberté religieuse et le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, *« les deux plus anciennes traditions américaines »*.

Les élus de l'Etat viennent, en effet, de voter une loi obligeant les professeurs d'histoire naturelle à consacrer autant de temps à l'explication divine de la création qu'aux lois de l'évolution. Ce n'est pas la première fois que l'Arkansas, dont la tradition sudiste est très enracinée, tente de faire pénétrer l'enseignement religieux dans ses écoles publiques, au mépris du premier amendement à la Constitution.

Ce n'est pas, non plus, le premier cas de ce genre qui est porté à l'attention de l'opinion depuis le retour en force, ces derniers mois, de l'intégrisme religieux chrétien aux Etats-Unis : En mars, un procès a opposé le *fondateur* d'un centre de recherches sur la création à l'Etat de de Californie, qu'il accusait de favoriser, dans ses écoles publiques, l'enseignement d'une religion singulière. Le juge ne lui a pas donné raison, mais il a demandé aux auteurs de livres de classe d'éviter le dogmatisme quand ils évoquent l'origine de l'homme.

Le « procès du singe »

L'Union des libertés civiques, qui est financée par les syndicats et de nombreuses organisations libérales, a lancé une contre-offensive en rappelant le cas demeuré fameux du « *procès du singe* », une affaire qui fit couler beaucoup d'encre, en 1925, au

De notre correspondante

Tennessee et assura le premier succès de l'ACLU.

A l'époque, un jeune professeur de biologie, John Scopes, avait été arrêté pour avoir enfreint une loi de l'Etat interdisant l'enseignement, dans les écoles publiques, de *« toute théorie niant l'histoire de la création divine de l'homme telle qu'elle est enseignée dans la Bible, et expliquant que l'homme descend d'une espèce animale inférieure »*. Le procès a attiré dans la petite ville de Dayton d'innombrables champions, sérieux ou farfelus, des deux causes. Après onze jours de débats *tumultueux*, *Scopes fut* déclaré coupable et condamné à 100 dollars d'amende. Le verdict devait être annulé par la cour suprême du Tennessee pour vice de forme. Mais ce n'est qu'en 1966, quand la Cour suprême *fédérale annula une loi de* l'Arkansas, similaire à celle du Tennessee, que le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans l'enseignement public fut réaffirmé. Un an plus tard, la loi du Tennessee était abrogée.

Cette fois-ci, les avocats de l'ACLU font valoir que la loi votée par le Congrès d'Arkansas est « *hâtive et mal conçue* ». Il n'y a eu ni audition sérieuse de témoins, ni études législatives approfondies, ni consultation avec le département de l'éducation de l'Etat. L'ACLU a l'intention de donner le maximum de publicité *à cette* affaire *pour tenter* d'enrayer un courant qui inquiète de plus en plus les libéraux. En quinze mois, divers groupes fondamentalistes ont réussi à faire déposer dans quatorze Etats des projets de loi condamnant plus *ou moins* le darwinisme. Aucun n'a été voté. Mais au Texas, où le mouvement intégriste est vigoureux, certains livres de biologie ont réduit d'une façon spectaculaire leurs chapitres consacrés à la vie de Darwin et à *ses théories*. Ailleurs, les auteurs de livres de classe ont remplacé le mot *évolution* par celui de *changement*. Récemment, un juge de l'Etat de Georgie, M. Braswell Deen, a déclaré : *« La mythologie darwinienne, selon laquelle l'homme descend du singe, est responsable de notre société de tolérance, du laxisme des mœurs, de l'utilisation des pilules contraceptives, des perversions en tout genre, des grossesses hors mariage, des avortements, de l'expansion de la pornographie et de la prolifération de la criminalité. »*

NICOLE BERNHEIM.

La Barbade

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 JUIN

Le premier ministre, M. Tom Adams devrait être reconduit

Des élections législatives pour pourvoir les vingt-sept sièges du *Parlement doivent* avoir lieu le 18 juin à la Barbade, petite île des Antilles (deux cent cinquante mille habitants, 430 km2) située au nord du Venezuela. Deux grands *partis s'affrontent*, le B.L.P. (parti travailliste barbadien) du premier ministre M. Tom Adams, et le D.L.P. (parti travailliste démocratique).

Le 29 mai, le premier ministre a, en effet, dissous l'Assemblée de manière anticipée, à la suite de la publication par le quotidien *The Nation* de sondages prédisant une large victoire de son parti. Il avait présenté auparavant un dernier budget, jugé électoraliste par l'opposition, qui renforce de manière sensible le système de protection sociale en introduisant par exemple l'allocation chômage.

Dans une région sujette à de nombreuses crises politiques tout semble réussir à cette ancienne colonie britannique, qui poursuit sans heurt apparent un développement que lui envie, par exemple, l'Etat voisin de Trinité-et-Tobago, disposant pourtant *d'importantes ressources d'hydrocarbures*.

Consacrée presque exclusivement par le colonisateur à la culture de la canne, la « petite Angleterre » a servi pendant plusieurs siècles de *plaque tournante* à l'administration des petites Antilles qui l'avait dotée d'une excellente infrastructure. La densité très élevée de la population a depuis longtemps favorisé l'émigration et le contrôle des naissances. L'île ne connaît donc pas d'explosion démographique.

La crise de l'économie sucrière traditionnelle a été plus que compensée par le développement du tourisme (trois cent soixante-dix mille visiteurs en 1979) et de l'industrie légère. La Barbade jouit d'un des niveaux de vie les plus élevés d'Amérique latine. L'analphabétisme a pratiquement disparu.

Depuis l'indépendance obtenue en 1966 par l'ancien premier ministre, M. Errol Barrow, chef du D.L.P., aucune crise n'a troublé le fonctionnement d'un système parlementaire calqué sur les institutions britanniques. Avec la victoire de son parti, le B.L.P., aux élections législatives *de 1976, M. Adams est devenu* premier ministre. Sous sa direction, le « miracle » barbadien semble s'être conforté puisque le taux de chômage a diminué de moitié et que le revenu par tête a doublé. Seul point noir : le taux d'inflation qui devrait atteindre 15 % cette année.

Les élections du 18 juin ne devraient rien changer à la politique extérieure du gouvernement barbadien, très favorable à l'Occident. Peu de différences idéologiques séparent en effet les deux partis, tous deux modérés. Située à quelques encâblures de Grenade, dont les liens avec Cuba inquiètent les Américains, cette petite île stable joue le rôle de gendarme des Petites Antilles, plus que Trinité-et-Tobago, dont l'avenir reste imprévisible après la mort du premier ministre Eric Williams. Avec l'aide des Britanniques, M. Adams a constitué une petite force navale, et les gendarmes barbadiens sont déjà intervenus en décembre 1979 pour mater la sécession d'une île dépendant de Saint-Vincent.

PIERRE-MARIE THIVOLET.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt en date du 15 octobre 1980, la 1re Chambre de la Cour d'Appel de PARIS, faisant droit à la *demande de la société* ROJA-GARNIER, ayant pour Avocat Maître Jean-Marie DEGUELDRE, à :

— Confirmé le jugement du Tribunal de commerce de Paris en date du 29 avril 1979, retenant la responsabilité de la société TF1.

Pour les propos tenus par Madame Annick BEAUCHAMPS dans le cadre de l'émission « A la bonne heure » destinée à l'information des consommateurs, propos qui, joints à une mise en scène, constituaient un dénigrement des Bains moussants OBAO diffusés par la société ROJA-GARNIER.

— Et a condamné la société TF1 à payer à la société ROJA-GARNIER la somme de 400 000 F. à titre de dommages et intérêts.

— Et a ordonné la publication de la décision intervenue.

DIPLOMATIE

La visite à Moscou du ministre belge des affaires étrangères

Les Soviétiques précisent leur position sur le « moratoire » des fusées à moyenne portée

De notre correspondant

Moscou. — Outre la signature de deux accords bilatéraux, l'un sur la coopération culturelle et scientifique pour 1981 et 1982, l'autre sur la coopération dans le domaine de la santé et de la médecine, la visite, à Moscou, du ministre belge des affaires étrangères, M. Charles Ferdinand Northomb, a été dominée, lundi 15 juin, par des entretiens sur la situation en Europe. Deux chapitres ont été essentiellement traités : les armes nucléaires de théâtre et la conférence de Madrid.

Sur ce dernier point, M. Gromyko s'est borné à réaffirmer sa volonté d'aboutir rapidement à un accord pour la convocation d'une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe, sans apporter d'élément nouveau. A propos des euro-fusées, M. Gromyko s'en est pris en termes très vifs aux Américains. Certes, il s'est prononcé — d'accord en cela avec son collègue belge, — pour la poursuite du dialogue entre l'Est et l'Ouest, mais, selon lui, les Etats-Unis refusent des pourparlers, parce qu'ils ont décidé d'exécuter, coûte que coûte, les plans d'installation en Europe occidentale de nouveaux missiles. C'est à cela et non aux pourparlers qu'ils donnent la priorité.

M. Northomb a pour sa part réaffirmé la position de l'OTAN et de son gouvernement, qui a réservé sa réponse sur le déploiement en Belgique des engins américains. « *L'abandon unilatéral de l'effort, au nom d'un pacifisme illusoire, n'aboutirait qu'à la destruction des équilibres sur lesquels repose la paix* », a notamment déclaré le chef de la diplomatie belge.

Le ministre soviétique a repris la proposition de M. Brejnev d'un « moratoire » sur les euro-fusées, déjà repoussée par les pays de l'OTAN, et affirmé que ces derniers disposent déjà en Europe de 50 % d'ogives nucléaires de plus que l'U.R.S.S. « *Pour ce qui est des vecteurs nucléaires à moyenne portée* », a-t-il ajouté, « *si on considère tout ce qui s'y rapporte au lieu de séparer arbitrairement un seul type, il existe entre l'OTAN et l'U.R.S.S. une parité approximative.* »

L'U.R.S.S. peut-elle encore faire des concessions pour attirer les Américains à la table de négociations, et surtout tenter d'approfondir les dissensions entre les Etats-Unis et leurs alliés européens ? M. Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada à Moscou, qui venait de participer à une réunion de la commission Palme sur le désarmement, en avait donné l'impression dimanche au cours d'une conférence de presse. Il avait en effet indiqué que si les négociations sur les euro-fusées commençaient, l'U.R.S.S. ne déploierait pas de nouveaux missiles SS-20 jusqu'en 1983 et qu'elle n'insisterait pas pour que les Etats-Unis arrêtent la production d'armes similaires pendant cette période.

Certains avaient cru voir dans ces déclarations un nouvel éclairage de la proposition de M. Brejnev. Au vingt-sixième congrès de son parti, le chef de l'Etat soviétique avait, en effet, déclaré que le moratoire signifiait la fin de tous les préparatifs en vue du déploiement des fusées à moyenne portée, le gel au niveau quantitatif et qualitatif actuel des installations existantes. L'exégèse de M. Arbatov précise que les Soviétiques font une distinction entre la production des fusées Pershing-2 et des missiles de croisière (dont ils admettent la poursuite), d'une part, les préparatifs en vue d'installer ces engins sur le terrain, d'autre part, — le moratoire s'appliquant à ces seuls préparatifs.

La commission internationale indépendante pour les problèmes du désarmement et la sécurité, dite commission Palme, du nom de son fondateur, a tenu à Moscou, du 12 au 14 juin, sa cinquième session qui a été consacrée à la défense antimissiles et au contrôle de l'exécution des accords sur le désarmement. La commission, à laquelle participaient, outre M. Palme et M. Arbatov, MM. Cyrus Vance et David Owen, anciens chefs de la diplomatie américaine et britannique, ainsi que M. Egon Bahr, ancien secrétaire général du S.P.D. et proche collaborateur de M. Willy Brandt, s'est prononcée pour la reprise rapide des négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements. M. Palme doit remettre au printemps prochain un rapport sur les problèmes du désarmement, avant la deuxième assemblée générale extraordinaire des Nations unies consacrée à ce problème.

DANIEL VERNET.

L'Assemblée de l'U.E.O. examine le problème des euromissiles

L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale a ouvert à Paris lundi 15 juin une session de quatre jours marqués par l'absence de nombreux parlementaires français, retenus par les élections législatives et de plusieurs de leurs collègues italiens, en raison de la crise ministérielle à Rome. C'est néanmoins un député socialiste français sortant, M. Maurice Brugnon, qui, à soixante-dix-sept ans, est le doyen d'âge de l'assemblée, et qui ne se représentant pas devant ses électeurs a prononcé le discours d'ouverture. Rappelant que « *plusieurs de ceux qui, en France au moins, ont participé au gouvernement qui élabora et négocia ce traité* (le traité de Bruxelles de 1948, révisé en 1954, qui donna naissance à l'U.E.O.) *viennent depuis peu de reprendre au gouvernement une place dont ils s'étaient trouvés écartés pendant près d'un quart de siècle* », M. Brugnon a pris vigoureusement la défense de l'institution, « *fondement essentiel de l'équilibre et de la coopération entre ses signataires, en même temps qu'anticipation audacieuse de l'organisation internationale, qui conserve toute sa portée* ».

M. Douglas Hurd, ministre d'Etat britannique pour les affaires étrangères, a présenté le rapport annuel du conseil de l'U.E.O., insistant sur la nécessité pour l'Europe occidentale de posséder « *une force de dissuasion crédible* ». Quant au président de l'assemblée, le député travailliste britannique, M. Fred Mulley, qui a été réélu par acclamations, il a souhaité que la France puisse « *jouer un plus grand rôle dans l'intégration des plans de défense européens au sein de l'OTAN* ».

L'assemblée devait entendre ce mardi le général Rogers, commandant suprême des forces alliés en Europe, puis aborder notamment le problème des armes nucléaires de théâtre en Europe, sur la base d'un rapport de M. Mommersteeg, démocrate-chrétien néerlandais.

La visite du vice-président égyptien en France

M. MAUROY SOULIGNE L'AMPLEUR DE LA COOPÉRATION AVEC LE CAIRE

Le vice-président égyptien, M. Hosni Moubarak, a eu un entretien, lundi après-midi 15 juin, avec M. Pierre Mauroy, qui s'est déroulé dans une atmosphère « *très cordiale* ». M. Mauroy a indiqué qu'il avait examiné avec son hôte le statut de Jérusalem. Il a déclaré qu'il était « *difficile d'imposer une solution à ce problème* » et qu'il était « *indispensable que cette solution soit negociée* ».

« *J'ai dit au vice-président égyptien*, a ajouté M. Mauroy, *combien le gouvernement français saluait les efforts du président Sadate pour arriver à la paix dans cette région si troublée.* » Il a ensuite rappelé les « *relations excellentes* » entre la France et l'Egypte et a souligné qu'un « *très grand programme de coopération* » était en cours.

La double dissidence

(Suite de la première page.)

Au point où en sont les choses, de toute façon, les dirigeants de Washington se sont bien gardés de porter sur la nouvelle équipe française les jugements publics qui auraient pu fournir des arguments à la gauche de la gauche avant les législatives. Notant le positif d'un côté, le négatif de l'autre, ils attendront que les deux colonnes soient pleines pour faire un premier bilan et déterminer leur politique.

Côté positif : le soutien donné par M. Mitterrand à l'implantation des euromissiles. M. Giscard d'Estaing, toujours soucieux de ne pas braquer les Soviétiques, observait de Conrart, sur ce sujet délicat, le silence prudent. La prise de position du nouveau chef de l'Etat est importante, dans la mesure où il existe au sein des partis socialistes européens un courant de gauche opposé auxdits euromissiles. Elle aide ceux qui donnent raison aux Etats-Unis, comme Helmut Schmidt, de vouloir équilibrer la menace des SS-20 soviétiques par l'installation en Europe occidentale d'armes de théâtre.

Côté positif encore, une position plus nette que sous l'ancien régime contre l'invasion de l'Afghanistan, la sympathie manifestée, au moins jusqu'au raid contre l'Irak, à l'égard d'Israël, l'attachement répété à l'Europe communautaire et à l'alliance atlantique. Cela dit, les protestations de fidélité à une alliance n'ont jamais suffi à apaiser la méfiance de ceux qui craignaient de la voir remise en cause. Dubcek et Kania n'ont pas cessé de tresser des couronnes au pacte de Varsovie.

Côté négatif : le tiers-mondisme du ministre des relations extérieures, dont la philosophie profonde prend à rebrousse-poil le libéralisme viscéral et le mépris pour les pauvres de l'équipe Reagan. Ajoutons la netteté avec laquelle les socialistes français ont dénoncé la politique américaine au Salvador, la présence de la veuve de Salvador Allende et de champions latino-américains des droits de l'homme au déjeuner d'inauguration de M. Mitterrand, auquel n'assistait, en revanche, aucun contestataire de l'Est, et celle de Régis Debray à son cabinet : c'est assez pour inquiéter un certain nombre de gens à Washington et ailleurs.

Côté négatif encore : la pensée économique du nouveau gouvernement, dont l'attachement aux vues de Keynes et aux nationalisations ne peut manquer de heurter de front les disciples de Milton Friedmann, qui dominent à la Maison Blanche et au Trésor. D'autant plus qu'il n'y a pas que la doctrine : il va de soi que les multinationales seront moins heureuses en France sous un gouvernement de gauche qu'auparavant.

Des ministres communistes ?

Reste enfin la question des ministres communistes, qui ne se pose évidemment plus dans les mêmes termes depuis le premier tour des législatives. Les dirigeants américains se gardent d'en parler : c'est un progrès par rapport à l'époque qui suivit l'adoption, le 31 juillet 1975, de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Celui-ci proscrivait toute forme d'ingérence que ce soit dans les affaires des autres. Le général Haig, à l'époque commandant suprême des troupes atlantiques en Europe, n'en avait pas moins déclaré publiquement que les Etats-Unis verraient d'un mauvais œil la participation des communistes au pouvoir en France ou en Italie. Henry Kissinger et le président Ford lui avaient emboîté le pas.

Jimmy Carter, alors candidat à la présidence, avait critiqué comme il convenait cette intervention dans les problèmes intérieurs des alliés. Il devait pourtant, une fois président, encourager son ambassadeur à Rome à tenir des propos du même ordre, en un moment où le « compromis historique » paraissait près de voir le jour.

Aujourd'hui, M. Haig ne souffle mot de cette question qui est sur toutes les lèvres. Mais il y a tout lieu de penser que, si le remaniement ministériel annoncé par M. Mitterrand pour après les élections devait faire une place aux amis de M. Marchais, les doutes qui existent à Washington quant aux intentions du nouveau pouvoir, et dont le correspondant du *Sunday Times*, Henry Brandon, écrit qu'ils ne sont pas « *aisés à dissiper* », se verraient renforcés. La communication des informations militaires à la France serait réduite au minimum.

Aussi bien les Soviétiques, après avoir joué à fond, dans le passé, contre l'union de la gauche, et fait connaître ostensiblement leurs préférences pour M. Giscard d'Estaing, ne découragent-ils aucunement à présent le P.C.F. de demander des portefeuilles : ils espèrent bien que les relations franco-américaines en pâtiront. Et pas seulement elles : à Bonn aussi on a tendance à voir rouge, c'est le cas de le dire, chaque fois qu'un communiste pointe son nez. De son côté, le dernier numéro de *Géopolitique du pétrole* rapporte en ces termes les confidences d'un « *représentant des gros investisseurs arabes en Europe* » : « *C'est simple*, dit-il, *des ministres communistes à Paris et nous retirons tous nos avoirs de France.* »

Cela étant dit, M. Mitterrand, s'il décidait en fin de compte de faire sa place au P.C.F. dans le gouvernement, se trouverait en infiniment meilleure position de ce point de vue qu'il ne l'aurait été s'il l'avait emporté en 1974 ou aux législatives de 1978. Les communistes sont maintenant demandeurs. Ils n'ont aucune chance — et l'ont admis — de faire s'aligner les socialistes sur leurs propres positions, ni d'obtenir, comme ils le réclamaient il y a quelques années, autre chose que ce que l'*Economist* appelle joliment des « *non-sensitive posts* », des postes secondaires. Le président de la République peut se présenter en homme qui a tenu bon en 1977 et 1978 face à leurs exigences, et dont la stratégie, clairement exposée devant l'Internationale socialiste dès l'époque de la signature du programme commun, a entraîné le plus fort recul électoral du P.C depuis cinquante ans. Et surtout ce recul signifie qu'une proportion importante de l'électorat communiste n'a pas repris à son compte le leitmotiv de Georges Marchais jusqu'au premier tour de l'élection présidentielle : le « *refus de cautionner une gestion social-démocrate de la crise* ».

Ce dernier aspect des choses ramène au cas de la Pologne. Rêvons un peu. Est-il absolument interdit d'imaginer qu'une double consolidation des expériences en cours à Varsovie et à Paris matérialise, enfin, sur le plan idéologique une « détente » qui n'a guère abouti, jusqu'à présent, qu'à consacrer le partage de l'Europe ? Que quelques communistes participent au pouvoir de ce côté du rideau de fer et quelques non-communistes de l'autre, quel meilleur signe pourrait-il y avoir que la guerre froide a du plomb dans l'aile ?

Inversement, il va de soi que si les Soviétiques se décidaient finalement à régler leur compte aux espoirs des Polonais, les chances d'une cohabitation durable s'en trouveraient réduites entre les socialistes et les communistes français, sauf pour ces derniers à se désolidariser sans ambages de l'attitude de ceux dont ils ont approuvé l'intervention en Afghanistan. Après tout, c'est la détérioration de la situation internationale, beaucoup plus que des considérations purement nationales, qui a entraîné, après la Libération, le départ des ministres communistes des gouvernements des pays libérés.

Mais le succès d'une entreprise non conformiste, et donc dérangeante, n'est pas concevable, surtout dans un monde en crise, sans que dirigeants et dirigés rivalisent d'intelligence, d'ardeur et de mesure. Comme le rappelle justement Alfred Sauvy dans une lettre à M. Mitterrand publiée par *l'Expansion*, « *la clé de nos ennuis et de nos réussites futures est dans nos échanges extérieurs. On peut tout faire dans un pays, excepté consommer durablement plus qu'on ne produit* ». Si la gauche a été chassée du pouvoir au Chili en 1973 et au Portugal deux ans plus tard, c'est parce qu'elle avait déjà perdu la partie sur le plan économique : les putschistes dans un cas, le centre dans l'autre, n'ont eu qu'une pichenette à donner pour faire s'écrouler leurs adversaires.

La Pologne, de ce point de vue, nous offre le type même de l'exemple à ne pas suivre : criblée de dettes, dont le service accapare l'essentiel du produit de ses exportations, obligée d'acheter une grande partie de ce qu'elle mange, elle vit, littéralement, de la charité publique, essentiellement de celle de l'Occident, l'U.R.S.S. ayant trop à faire avec ses armements pour se permettre de beaucoup subvenir aux besoins d'un pays pourtant réputé frère.

Si jamais des imprudences de gestion devaient conduire la France sur ce sentier dangereux, ses créanciers manifesteraient sans doute moins d'indulgence que ceux de la Pologne. A preuve la fin de non-recevoir opposée par Washington aux objurgations de ses alliés contre ses taux d'intérêt. On nous laissera faire peut-être, on ne nous aidera sûrement pas. « *Au club des grands*, disait le général de Gaulle, *j'ai rencontré autant d'égoïsmes sacrés que de membres inscrits.* » M. Mitterrand fera-t-il la même constatation lorsqu'il participera, en juillet, à Ottawa, au sommet des pays industrialisés ?

ANDRÉ FONTAINE.

LA RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA C.E.E.

Les Dix vont définir une position commune à l'égard des États-Unis

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Deux des dossiers traités le 15 juin par les ministres des finances des Dix concernent les relations avec les Etats-Unis. La Communauté européenne commence ainsi à se préparer en vue du sommet des sept principaux pays industrialisés qui se tiendra les 20 et 21 juillet à Ottawa. La position prise par le ministre français de l'économie, M. Delors, dans ce débat révèle son souci de voir la C.E.E se montrer, vis-à-vis des Etats-Unis, ferme et unie, mais en se gardant d'attitudes systématiquemnet négatives.

Les Dix défendront une position commune à Ottawa à propos des taux d'intérêt élevés pratiqués par les Etats-Unis, de la hausse du dollar qui s'ensuit et des inconvénients qui en résultent pour la Communauté. Décider de parler d'une seule voix lors du sommet économique constitue déjà un résultat non négligeable, dans la mesure où certains Etats membres — l'Allemagne fédérale et surtout le Royaume-Uni, — sans nier que la politique américaine gêne l'Europe, manifestent de la compréhension pour les raisons qui incitent les autorités de Washington à agir de la sorte. Il est clair que l'attitude que le conseil des ministres a été chargé de mettre au point devra tenir compte également de la proposition de ceux qui prêchent ainsi une grande modération à l'égard des Américains.

M. Delors souligne d'ailleurs à l'envi qu'il n'est d'aucune manière question dans son esprit de préparer un affrontement et qu'il faut tenir compte de toutes les données du dossier. « *On a reproché aux Américains pendant des années*, souligne-t-il, *de ne rien faire pour enrayer l'inflation chez eux : on ne peut pas non plus complètement l'oublier aujourd'hui.* » Il s'agit pour le ministre français « *de pouvoir examiner avec les Américains dans quelles conditions les conséquences des pratiques actuelles pourraient être atténuées* ». La prise de position commune qui va être mise au point par le comité monétaire sera examinée par les ministres des finances des Dix lors de leur réunion du 6 juillet.

Le conseil n'a pas à proprement parler ouvert le dossier des crédits à l'exportation sur lequel les Etats-Unis et la Communauté s'opposent depuis de longs mois. Les Américains voudraient que les pays industrialisés relèvent de façon substantielle les taux pratiqués afin de les mettre en harmonie avec ceux du marché (*le Monde* daté 7-8 juin). La Communauté s'y oppose, surtout à cause des Français qui ont peu envie de voir entravée par ce biais leur liberté d'exportation. M. Brock, représentant spécial du président Reagan pour les négociations commerciales, avait indiqué, lors de son passage à Bruxelles, que c'était une question que la nouvelle administration avait particulièrement à cœur de voir réglée. Lundi M. Delors a demandé qu'on lui laisse un répit pour examiner l'affaire ; mais il apparaît qu'il s'apprête à le faire avec le souci de rendre possible un compromis.

« *Chaque fois que je pourrai*, a-t-il dit, *faire un pas dans un sens qui constitue une ouverture vers les positions des pays partenaires, je le ferai. C'est nécessaire pour permettre à la Communauté d'échapper au scepticisme. C'est là une attitude générale d'esprit qui, évidemment, ne peut aller jusqu'à la naïveté.* » M. Delors a ajouté que le « *mandat du 20 mai* », c'est-à-dire le rapport que doit bientôt remettre la Commission sur la réorganisation de la C.E.E., la réforme de la politique agricole commune et les moyens à mettre en œuvre pour mieux intégrer le Royaume Uni, serait abordé par la France avec cette même approche constructive.

Les ministres se sont aussi entretenus de la préparation du Conseil européen des 29 et 30 juin. Les chefs de gouvernement consacreront une partie de leurs délibérations à l'examen de la situation économique et sociale. M. Delors a demandé que les principales suggestions faites lors du Conseil conjoint économique et social de la semaine passée — dont bon nombre, il est vrai, par lui-même — soient transmises au Conseil européen.

Enfin les ministres n'ont pas pris de décision concernant le déplacement du Nouvel instrument communautaire (NIC) ou « facilités Ortoli ». Grâce au NIC, un milliard d'ECU (6 milliards de francs) — ce qui constitue le plafond fixé par le conseil des ministres, — ont été empruntés sur les marchés des capitaux par la Communauté et reprêtés aux Etats membres afin de faciliter des investissements, essentiellement dans le secteur de l'énergie. Tout le monde est à peu près d'accord, puisque le système a bien fonctionné, pour donner à la Commission la possibilité d'emprunter davantage, mais il subsiste des divergences quant aux modalités, les Allemands souhaitant que l'opération soit attentivement contrôlée. Les décisions nécessaires seront sans doute prises le 6 juillet.

PHILIPPE LEMAITRE.

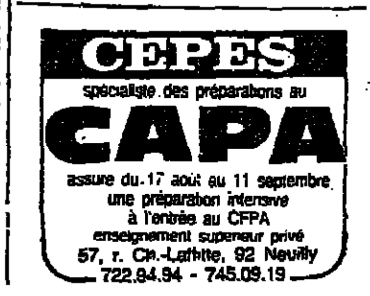
● *M. Claude Cheysson* a reçu, lundi 15 juin, son collègue M. Willibald Pahr, ministre autrichien des affaires étrangères, avec lequel il a évoqué les problèmes du Proche-Orient et du dialogue Nord-Sud (l'Autriche est, avec le Mexique, l'initiateur du sommet Nord-Sud qui doit se tenir à Cancun au Mexique le 23 octobre).

ENTRETIENS ENTRE LE ROI KHALED D'ARABIE ET LE ROI JUAN CARLOS A MADRID

Madrid (*A.F.P.*) — L'état de santé du roi Khaled d'Arabie Saoudite a imposé quelques modifications au programme de sa visite officielle de quatre jours en Espagne, entamée lundi 15 juin, a-t-on appris de source sûre. Les déplacements du roi Khaled hors de Madrid ont été supprimés et il restera la plupart du temps dans sa chambre d'hôtel. A son arrivée à l'aéroport de Madrid-Barajas, le roi Juan Carlos d'Espagne a dû aider le souverain arabe à descendre d'avion. Plusieurs entretiens en tête à tête sont prévus entre Juan Carlos et le roi Khaled.

Les relations économiques entre les deux pays constitueront le principal thème des conversations que doivent avoir les ministres saoudiens et espagnols. L'Espagne, qui importe 12 millions de tonnes de pétrole saoudien par an, espère obtenir la fourniture de 3,5 millions de tonnes supplémentaires pour cette année et l'année prochaine. Par ailleurs, l'Espagne espère participer à plusieurs projets du plan quinquennal d'Arabie Saoudite, notamment dans les domaines des transports ferroviaires, la construction et la planification agricole.

● RECTIFICATIF. — Dans la première édition du *Monde* daté 16 juin, un « mastic » a rendu incompréhensible un commentaire de M. Cheysson à l'issue de la visite du roi Khaleb. Il fallait lire : « *Nous estimons*, a-t-il dit, *que le droit du peuple palestinien à vivre en paix (...) est un droit sacré. Faute du respect de ce droit, il n'y a pas de paix possible au Proche-Orient.* »



هكذا من الاهل

Le Monde

politique

Après le premier tour des élections législatives

P.C.F. : M. Fiterman annonce l'ouverture d'un débat au sein du parti

Quarante-six des quatre-vingt-six députés communistes sortants (qui sollicitaient tous le renouvellement de leur mandat) ont été devancés, au premier tour de scrutin, par les candidats socialistes. Sept députés communistes sortants ont été réélus le 14 juin ; trente-trois autres ont été placés en tête des candidats de gauche et sont en mesure de l'emporter au second tour. Le P.C.F. étant en bonne position pour gagner deux autres circonscriptions (la première de la Corrèze et la première de la Loire), sa représentation dans la future Assemblée nationale dépasserait légèrement le chiffre de quarante députés.

Les dirigeants communistes estiment qu'ils subissent l'effet de l'attrait exercé sur les électeurs par le parti du président, effet aggravé par le mode de scrutin. Ils indiquent que, à la représentation proportionnelle, le nombre de voix obtenu par le P.C.F. lui assurerait une représentation de quatre-vingts députés. En outre, le scrutin majoritaire favoriserait, comme pour l'élection présidentielle, un réflexe de « vote utile » en faveur du candidat qui paraît le mieux placé pour l'emporter au second tour.

Ce phénomène, qui aurait profité, dans la majorité des cas, aux candidats du P.S., aurait joué aussi en faveur de vingt-six députés communistes sortants, recensés par *l'Humanité* de mardi et qui, réélus, placés en tête de la gauche ou devancés, ont amélioré leur score par rapport au premier tour des élections législatives de mars 1978. La campagne du P.C.F., avant le 14 juin, axée sur son appartenance à la majorité présidentielle, aurait donc, selon cette explication, porté quelques fruits.

Les responsables du parti communiste ne semblent pas, cependant, vouloir limiter à cette première analyse l'examen de la situation de leur parti après l'élection de M. Mitterrand et celle d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central, a indiqué, lundi 15 juin, sur Europe 1, qu'un débat aura lieu au sein du parti pour « *tirer toutes les conclusions* » des résultats obtenus par le P.C.F. le 26 avril et le 14 juin.

M. Fiterman a évoqué, à ce propos, la nouvelle disposition, introduite dans les statuts du parti en mai 1979, qui permet explicitement l'ouverture de tribunes de discussion dans la presse communiste en dehors des périodes de préparation des congrès. M. Fiterman a précisé, toutefois, que ce débat devrait, selon lui, confirmer la « *politique des vingt-deuxième et vingt-troisième congrès* », c'est-à-dire la ligne suivie depuis la rupture de l'union de la gauche, en septembre 1977, et confirmée au vingt-troisième congrès, en 1979. Le prochain congrès du parti doit être convoqué normalement en 1982, mais M. Fiterman a indiqué qu'il entendait ne pas préjuger « *des décisions que pourront prendre les organismes dirigeants* ».

Le débat va porter, en premier lieu, sur l'importance du « phénomène présidentiel » pour expliquer les résultats électoraux du P.C.F. S'il apparaissait que le parti communiste est perdant dans une élection ayant pour enjeu le pouvoir au plus haut niveau, mais qu'il demeure un parti puissant dans les élections ayant pour enjeu une fonction de représentation nationale ou de gestion locale, les communistes pourraient estimer que leur campagne présidentielle a été une grave erreur de parcours, mais qu'il n'a pas été porté atteinte à l'essentiel de leur implantation dans la société française.

Les résultats du premier tour des élections législatives ne vont pas, cependant, dans le sens d'une telle explication. Si le P.C.F. a amélioré ses résultats par rapport au premier tour de l'élection présidentielle dans quarante-cinq départements métropolitains (entre + 0,04 et + 9,12 points), il est en recul, par rapport au 26 avril, dans les cinquante et un autres départements (entre — 4,17 et — 0,24 point.

La discussion annoncée par M. Fiterman peut-elle avoir, en second lieu, des conséquences au niveau de la direction du parti ? Sur les sept membres du secrétariat du comité central, cinq étaient députés dans la précédente Assemblée. M. Georges Marchais, arrivé en tête de la gauche dans la première circonscription du Val-de-Marne, sera vraisemblablement réélu le 21 juin, mais MM. Fiterman (Val-de-Marne, 2[e]), Paul Laurent (Paris, 29[e]), Mme Gisèle Moreau (Paris, 14[e]) et M. Maxime Gremetz (Somme, 1[re]) ont été devancés par leur concurrent socialiste. Il en va de même pour deux autres membres du bureau politique, MM. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité* (Seine-Maritime, 3[e]) et Pierre Juquin (Essonne, 3[e]).

La question d'éventuels « cadeaux » du P.S., qui aurait retiré ses candidats au profit de ces dirigeants du P.C.F., n'a pas été évoquée au cours de la rencontre des délégations des deux partis, lundi. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'État à la recherche et à la technologie, chef de file, au sein du P.S., du CERES, s'était prononcé, au cours du journal de la mi-journée sur Antenne 2, pour de tels « cadeaux », mais la délégation socialiste, conduite par M. Jean Poperen, n'en a pas fait la proposition aux communistes, qui, de leur côté, n'étaient pas demandeurs.

Une telle démarche, de leur part, aurait été humiliante, sans compter que l'écart entre les candidats socialistes et les sortants communistes qui auraient pu bénéficier de ces « cadeaux » est tel que la direction du P.S. aurait probablement eu du mal à faire accepter à ses militants, aux électeurs et aux candidats eux-mêmes une telle décision.

PATRICK JARREAU.

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.F. : les conséquences négatives d'une situation électorale favorable au P.S.

Le bureau politique du parti communiste a publié, lundi 15 juin, un communiqué dans lequel il déclare notamment : « *La caractéristique de l'élection présidentielle s'est trouvée encore accentuée au profit du parti socialiste par un vote immédiat pour le parti du nouveau président de la République et par le* scrutin *majoritaire en vigueur aux élections législatives.*

» *Avant même d'en venir à une analyse et une réflexion plus approfondies et nécessaires sur ses résultats, il est clair que notre parti subit de plein fouet toutes les conséquences négatives de cette situation électorale.*

» *Il est d'ailleurs caractéristique qu'il enregistre de très loin ses meilleurs résultats là où il dispose d'une influence très importante. C'est ce qui explique l'élection de sept députés communistes au premier tour contre quatre en 1978. Au scrutin proportionnel et malgré son recul, le parti communiste disposerait de près de quatre-vingts sièges à l'Assemblée nationale.* »

Le bureau politique ajoute : « *Elire tous les candidats communistes placés en tête, assurer la victoire d'une large majorité de gauche, telle est la tâche du moment pour créer les conditions de l'existence d'une majorité cohérente et durable traduite aussi dans l'existence d'un gouvernement de toute la gauche, où le parti communiste français aurait sa place.* »

Le P.S. et le P.C. appliqueront la règle du désistement automatique

Ainsi qu'ils en étaient convenus lors de la dernière rencontre, le 4 juin, le P.S. et le P.C. ont repris contact lundi 15 juin afin de préparer le second tour des élections législatives. Deux délégations, composées, pour le P.S., de MM. Jean Poperen, Michel Charzat, secrétaires nationaux, Roger Fajardie, membre du comité directeur, Jean-Marcel Bichat et, pour le P.C.F., de MM. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central, Mme Madeleine Vincent, MM. Claude Poperen, André Lajoinie, se sont rencontrées pendant une heure. Elles ont décidé d'appliquer strictement, sans exception, la règle du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé à l'issue du premier tour.

Dans l'appel commun que les deux partis ont rendu public, les deux délégations enregistrent « *avec satisfaction la confirmation des succès de la gauche aux présidentielles et la défaite de la droite* » « *Elles invitent leurs fédérations départementales, leurs candidats et leurs militants à appliquer dans toutes les circonscriptions concernées cet accord de désistement. Partout où les fédérations le souhaitent, des meetings communs ou autres initiatives pourront être décidés.*

» *Elles appellent les électrices et les électeurs à se mobiliser pour prolonger et amplifier le courant du premier tour. Elles les appellent à battre la droite en votant massivement dans chaque circonscription pour le candidat de la nouvelle majorité présidentielle. La victoire d'une large majorité de gauche le 21 juin permettra de poursuivre et de développer la politique nouvelle que les Françaises et les Français ont choisie en élisant François Mitterrand.* »

La même délégation du P.S. a ensuite reçu deux représentants du Mouvement des radicaux de gauche, MM. Roger-Gérard Schwartzenberg et Jean Béranger, vice-présidents de cette formation. Les représentants des deux partis n'ont eu, pratiquement, qu'à examiner un seul cas vraiment litigieux, celui de la 3[e] circonscription de la Côte-d'Or, dans laquelle M. Patriat, ex-P.S., a devancé M. Pierre Charles, ancien député, M.R.G., investi par le parti socialiste. M. Jean Poperen a assuré que la direction du P.S. s'efforcera d'obtenir le retrait de M. Patriat.

● *Le bureau exécutif du P.S.*, réuni lundi 15 juin, a analysé les résultats du premier tour des élections législatives. Le succès enregistré confirme, déclare-t-il, « *les données politiques du premier tour de l'élection présidentielle et amplifie la montée sans précédent du parti socialiste* (mais il) *n'est pas encore la victoire. Des dizaines de sièges de députés socialistes dépendront de quelques centaines de voix* ». Le bureau exécutif demande « *à tous les militants et à tous les élus socialistes de développer, et même d'intensifier, leurs efforts jusqu'au dernier tour* ».

Il en appelle aussi à tous ceux qui, restés sur la réserve dimanche 14 juin, auront à cœur de participer par leur vote au grand mouvement national pour le changement et d'assurer définitivement la majorité de la France dans la nouvelle Assemblée nationale.

● *M. Eric Hintermann*, secrétaire général du P.S.D. : « *Deux faits donnent au scrutin une importance historique : les Français ont choisi le réformisme avec François Mitterrand et le parti socialiste. Un réformisme qui, en raison même de l'attitude rétrograde de la droite française, devra aller assez loin. Une social-démocratie française sera de ce fait plus à gauche que la social-démocratie allemande par exemple ; les données du problème communiste sont changées par la création d'un rapport de forces très favorable au socialisme démocratique, installé à la tête de l'Etat pour sept ans, majoritaire au Parlement, au sein de la gauche et dans la classe ouvrière.* »

OUTRE-MER : regain socialiste, nouveaux chambardements

Singuliers et imprévisibles électeurs des départements et territoires d'outre-mer ! Après avoir donné à leur soutien massif à M. Giscard d'Estaing, le 10 mai, au moment où la métropole élisait M. Mitterrand, l'ampleur d'un raz de marée à contre-courant, voilà qu'ils se rallient à la victoire socialiste !

C'est à Mayotte que le renversement est le plus spectaculaire. Alors que M. Mitterrand n'avait recueilli dans l'île que 263 voix au premier tour de l'élection présidentielle et 1 403 voix au second, c'est un mitterrandiste très discret jusqu'ici, M. Jean-François Hory, secrétaire général du conseil général, membre du Mouvement populaire mahorais, principal courant local de l'U.D.F., qui est élu sous les couleurs du P.S. avec l'appui de son parti, en recueillant dès le premier tour 72,89 % des suffrages exprimés (7 403 voix).

A la Réunion aussi, le vent politique a tourné très vite puisque la gauche obtient la majorité absolue des suffrages exprimés dans les trois circonscriptions (73 667 voix, 50,64 %), alors que M. Mitterrand n'y avait recueilli que 61 904 voix le 10 mai (36,82 %). Du coup, le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Wilfrid Bertile, se retrouve en position d'enlever à l'U.D.F. le siège de la troisième circonscription (Saint-Pierre) que détenait le président du conseil général, M. Pierre Lagourgue, lequel, trop sûr de lui sans doute, s'en était allé dans la première circonscription (Saint-Denis) défier M. Michel Debré, député R.P.R. sortant. Il rassemble 10 478 voix (28,44 %) contre 6 343 voix (11,60 %) à M. Mitterrand le 26 avril.

Le P.S. réussit également une percée dans les deux autres circonscriptions, totalisant sur l'ensemble de l'île 25 973 voix, soit 17,85 % des suffrages exprimés. Il peut désormais prétendre rivaliser avec le R.P.R., qui a recueilli, pour sa part, 27 416 voix (18,84 %), tandis que le parti communiste réunionnais (P.C.R., autonome) reste, avec 47 694 voix (32,78 %), le parti dominant de la gauche bien qu'il perde 1,63 point par rapport à 1978. Pour la majorité sortante, qui redevient minoritaire après avoir recueilli en 1978 55,78 % des suffrages, et, surtout pour les giscardiens qui paraissaient destinés à tenir un rôle de plus en plus prépondérant après le net succès de l'ancien chef de l'État le 10 mai (63,17 % des suffrages), la chute est rude.

Les gaullistes humiliés

Les deux départements antillais ne sont pas épargnés par ce regain socialiste. En Guadeloupe, les trois candidats mitterrandistes réalisent globalement un score de 23,53 % des suffrages exprimés, ce qui place le P.S. presque au même niveau que le R.P.R. (27, 51 %) et le parti communiste guadeloupéen (P.C.G.), alors que son influence s'était réduite à presque rien au deuxième tour de l'élection présidentielle. M. Mitterrand n'avait recueilli, en effet, que 21,51 % des voix sur l'ensemble du département.

Le leader socialiste local, M. Frédéric Jalton, est en position de prendre sa revanche, dans la deuxième circonscription, sur M. Mariani Maximin (R.P.R.), qui l'avait battu en 1978. Mais en Guadeloupe, contrairement à ce qui se passe à la Réunion, l'U.D.F. se défend bien puisque deux de ses candidats, M. Bernier, président du conseil général, et M. Esdras, président du conseil régional, ont pris un avantage décisif non seulement sur leurs adversaires mais aussi sur leurs rivaux gaullistes, dont les trois députés sortants, victimes de querelles intestines, connaissent l'humiliation d'être éliminés pour n'avoir pas atteint le seuil de 12,5 % des inscrits requis pour se maintenir au second tour. Aux Antilles, le mouvement gaulliste est en train de boire le calice jusqu'à la lie.

M. Camille Petit sera sans doute le seul député R.P.R. antillais à préserver son siège dans la première circonscription de la Martinique. En revanche, M. Aimé Césaire, que l'on disait menacé après l'excellent score réalisé par M. Giscard d'Estaing à Fort-de-France, a dominé largement son principal adversaire, M. Max Elizé, qui n'a recueilli que 33,89 % des suffrages (9 549 voix contre 17 039).

Le président du parti progressiste martiniquais, dont les lieutenants locaux n'avaient que mollement soutenu le candidat socialiste avant le premier tour, a grandement bénéficié de la dynamique présidentielle, de même que M. Louis-Joseph Dogué dans la troisième circonscription, où celui-ci aura néanmoins du mal à renverser M. Victor Sablé, député apparenté U.D.F. sortant. Le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Siméon Salpétrier, gagne, quant à lui, plus de 20 points par rapport à 1978 et devance le candidat communiste.

Au total, le P.S recueille en Martinique 44,25 % des suffrages exprimés : 24,82 points de mieux que M. Mitterrand le 10 mai.

Le souci de conformité

Le fait présidentiel a aussi modifié la situation politique en Guyane, où le député sortant, M. Hector Rivierez (R.P.R.), est en difficulté face au candidat de la gauche, M. Elie Castor (div. g.), président du conseil général, alors que le 10 mai M. Giscard d'Estaing avait largement distancé M. Mitterrand (66,35 % contre 33,64 %).

De même, à un degré moindre toutefois, à Saint-Pierre-et-Miquelon, où le candidat soutenu par le P.S., M. Albert Pen, a dominé celui de l'U.D.F. (38,89 % contre 31,49 %), alors que M. Giscard d'Estaing avait obtenu 69,47 %.

Intervenant un mois et demi après la vague déferlante pro-giscardienne, ces brusques retournements, qui provoquent donc, déjà, de nouveaux chambardements dans plusieurs DOM et à Mayotte, procèdent, au fond, d'une cause unique : c'est par besoin de s'identifier à la légitimité nationale que les électeurs de l'outre-mer, dans leur majorité, avaient plébiscité M. Giscard d'Estaing ; c'est dans le même souci de conformité qu'ils commencent à rectifier leur vote précédent. Il ne s'agit pas d'opportunisme. Pour la plupart des électeurs des DOM-TOM, le président de la République est avant tout le garant des institutions. Tout vote en sa faveur a valeur d'attachement au maintien des liens politiques actuels entre la métropole et les terres d'outre-mer.

Les résultats du scrutin indiquent aussi que les premières explications du nouveau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli, réélu au premier tour député des Landes, ont contribué déjà à dissiper certains malentendus sur les intentions gouvernementales des socialistes.

Il ne fait également aucun doute que les populations de l'outre-mer n'ont pas été insensibles aux premiers gestes accomplis depuis le début du nouveau septennat à destination des citoyens des DOM-TOM : l'hommage rendu au Panthéon par M. Mitterrand à Victor Schoelcher, auteur du décret d'abolition de l'esclavage (27 avril 1843), l'application immédiate, outre-mer, des premières mesures sociales prises par M. Pierre Mauroy, la décision de commémorer par un jour férié et chômé la libération des derniers esclaves. Autant d'encouragements à persévérer pour un P.S. qui apparaît politiquement ressuscité quelques jours à peine après avoir essuyé outre-mer ses plus grandes déconvenues.

ALAIN ROLLAT.

M. JEAN-FRANÇOIS HORY (souf. P.S.) NOUVEAU DÉPUTÉ DE MAYOTTE

M. Jean-François Hory est né le 15 mai 1949 à Neufchâteau (Vosges). Après des études de droit public il a exercé au ministère de l'intérieur avant d'être nommé, en 1976, directeur des finances à Mayotte. Après s'être démis de cette fonction, il est devenu, en 1978, secrétaire général du conseil général. Membre du Mouvement populaire mahorais (M.P.M.), qui avait soutenu M. Giscard d'Estaing, il avait fondé, avant le premier tour de l'élection présidentielle, un comité de soutien à M. Mitterrand. Sa candidature était appuyée par le M.P.M.



Les résultats

LE PREMIER TOUR

	TOTAL			OUTRE-MER			METROPOLE		
Inscrits	36 257 433			721 392			35 536 041		
Votants	25 508 800 (70,35 %)			326 538 (45,26 %)			25 182 262 (70,86 %)		
Abstentions	10 748 633 (29,64 %)			394 854 (54,73 %)			10 353 779 (29,13 %)		
Suffr. expr.	25 141 190			318 125			24 823 065		
PARTIS	Nombre de candidats	Nombre de voix obtenues	%	Nombre de candidats	Nombre de voix obtenues	%	Nombre de candidats	Nombre de voix obtenues	%
Extr. gauche	503	334 674	1,33	5	4 330	1,36	498	330 344	1,33
P.C.	483	4 065 540	16,17	9	62 515	19,65	474	4 003 025	16,12
P.S. + M.R.G.	532	9 432 362	37,51	10	55 509	17,44	522	9 376 853	37,77
Div. gauche	130	183 010	0,72	14	41 372	13,00	116	141 638	0,57
Ecologistes	174	271 688	1,08	2	896	0,28	172	270 792	1,09
R.P.R.	299	5 231 269	20,80	10	38 375	12,06	289	5 192 894	20,91
U.D.F.	280	4 827 437	19,20	7	70 934	22,29	273	4 756 503	19,16
Div. droite	148	704 788	2,80	13	43 798	13,76	135	660 990	2,66
Extr. droite	170	90 422	0,35	1	396	0,12	169	90 026	0,36
TOTAL	2 719			71			2 648		

Les résultats ci-dessus, communiqués, lundi 15 juin, par le ministère de l'intérieur, portent sur les quatre cent quatre-vingt-huit circonscriptions où le scrutin était organisé le 14 juin. Dans les trois autres circonscriptions — deux en Polynésie française et une à Wallis et Futuna — le scrutin est fixé au 21 juin.

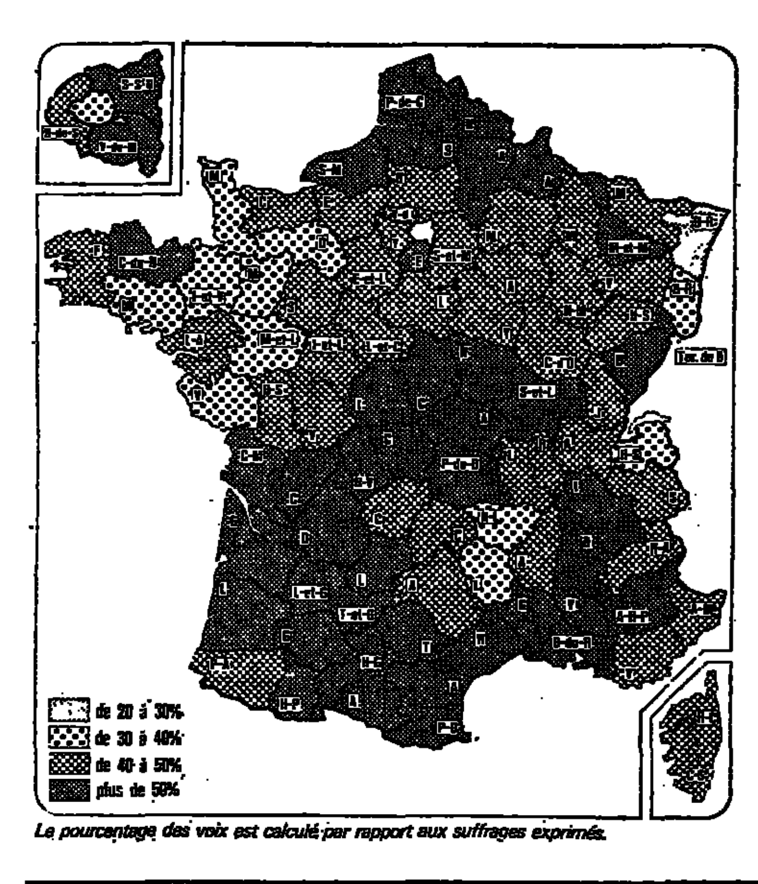
LES TROIS DERNIERS SCRUTINS LÉGISLATIFS (Métropole : premiers tours)

	1981 (14 juin)		1978 (12 mars)		1973 (4 mars)	
Inscrits	35 536 041		34 394 378		29 901 822	
Votants	25 182 262 (70,86 %)		28 656 845 (83,31 %)		24 289 285 (81,23 %)	
Abstentions	10 353 779 (29,13 %)		5 737 533 (16,68 %)		5 612 537 (18,76 %)	
Suff. expr.	24 823 065		28 098 113		23 751 213	
PARTIS	Nombre de voix obtenues	%	Nombre de voix obtenues	%	Nombre de voix obtenues	%
Extr. gauche	330 344	1,33	910 054	3,27	778 195	3,28
P.C.	4 003 025	16,12	5 791 525	20,61	5 085 108	21,41
P.S. + M.R.G.	9 376 853	37,77	7 018 915	24,98	4 559 241	19,20
Div. gauche	141 638	0,57	808 577	2,88	3 647 881 (2)	15
Ecologistes	270 792	1,09	611 210	2,18	—	—
R.P.R.	5 192 894	20,91	6 303 611	22,43	5 684 396	23,93
U.D.F.	4 756 503	19,16	5 738 988 (1)	20,42	2 548 152 (3)	10,69
Div. droite	660 990	2,66	906 283	3,22	784 735	3,30
Ext. droite	90 026	0,36			671 565	2,83

(1) Nombre de voix obtenues par les candidats du C.D.S., du parti républicain et les autres candidats de la majorité investis par l'U.D.F.
(2) Parmi ces suffrages figurent les 2 979 781 voix (12,55 %) obtenues par les candidats du Mouvement réformateur qui se situait alors dans l'opposition au pouvoir gaulliste.
(3) Nombre de voix obtenues par les candidats « Républicains indépendants » et ceux du Centre démocratie et progrès (C.D.P.).

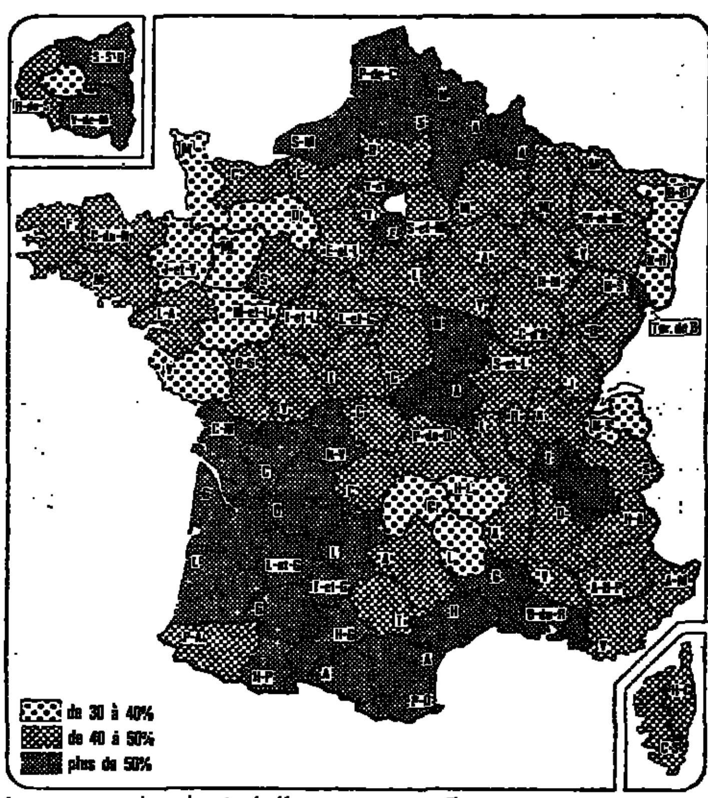
La gauche

12 mars 1978 : P.S. + P.C. + M.R.G. + extrême gauche



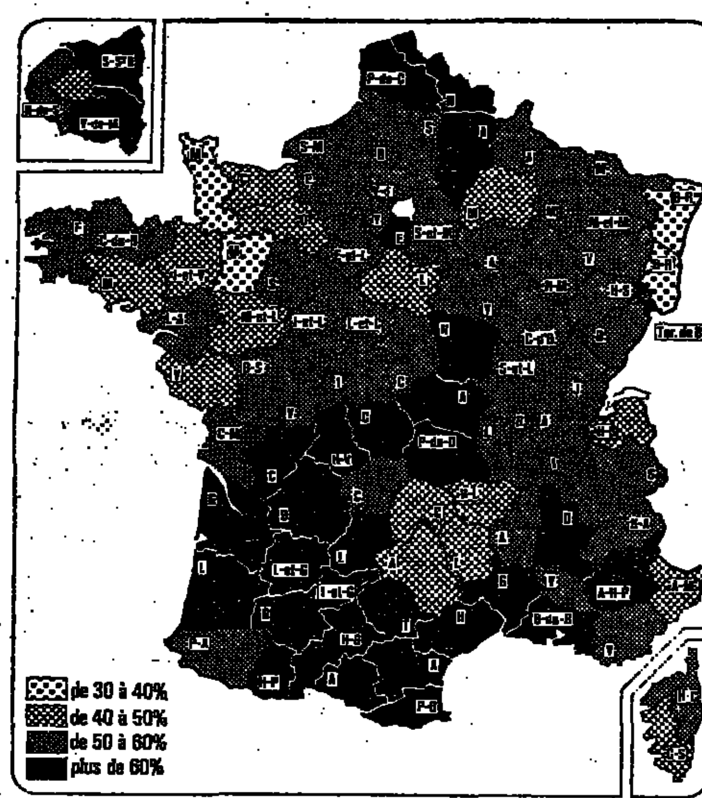
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

26 avril 1981 : M. Mitterrand + M. Marchais + M. Crépeau + Mlle Laguiller + Mme Bouchardeau



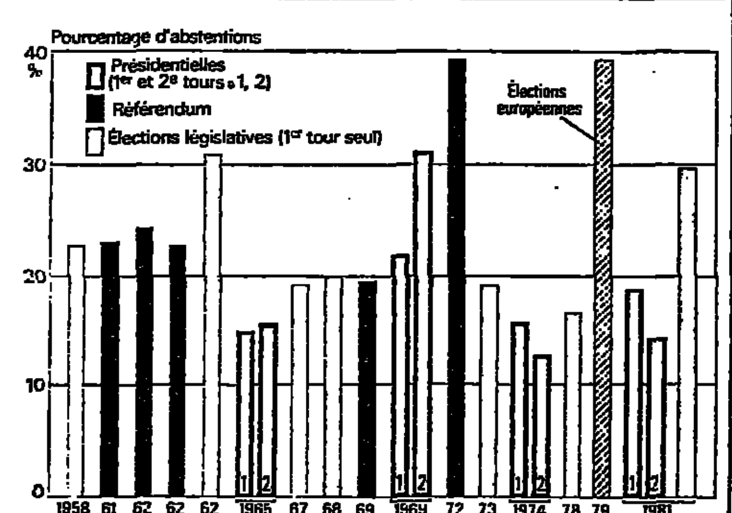
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

14 juin 1981 : P.S. + P.C. + M.R.G. + extrême gauche + divers gauche



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

Les abstentions



ON VOTERA LE 21 JUIN DANS TROIS CENT TRENTE-CINQ CIRCONSCRIPTIONS

Toutes les circonscriptions de neuf départements (Aude, Deux-Sèvres, Gers, Haute-Loire, Lot, Lozère, Maine-et-Loire, Mayenne et Territoire-de-Belfort) ont été pourvues dès le premier tour de scrutin, ainsi que celle de Mayotte, collectivité territoriale, ce qui représente vingt-cinq circonscriptions. Au second tour, les électeurs seront donc appelés à voter dans quatre-vingt-sept départements métropolitains, cinq départements d'outre-mer et un territoire d'outre-mer, soit dans trois cent trente-deux circonscriptions. En outre, le premier tour se déroulera dimanche 21 juin dans les deux circonscriptions de Polynésie française et dans celle de Wallis-et-Futuna.

● *Aujourd'hui l'Ecologie* a précisé, lundi 15 mai, que ses candidats ont obtenu un score moyen de 3,57 % des suffrages exprimés dans les quatre-vingt-une circonscriptions où ce mouvement était représenté. Ce résultat « *n'est pas très bon* », constate Aujourd'hui l'Ecologie, qui l'explique par « *la dynamique majoritaire du 10 mai, l'abstention de nombreux électeurs écologistes lassés de ne pouvoir exprimer que des votes symboliques* ».

● ERRATUM. — Une grossière confusion de chiffres nous a fait écrire (*le Monde* du 16 juin, p. 3) que la gauche avait obtenu, le 14 juin, avec 55,77 % des suffrages exprimés, des résultats supérieurs à ceux qu'avaient recueillis le 21 octobre 1945 et le 2 juin 1946 le P.C.F., la S.F.I.O. et le parti radical. En fait, lors de ces deux scrutins, les trois formations avaient totalisé 60 %, puis 58,30 % des suffrages exprimés. — R. B.

Rectificatifs

Quelques erreurs ont été commises dans la publication des résultats complets, dans *le Monde* du 16 juin :

● AIN, 3e circ. — M. C. Millon, d. s., m. de Belley, U.N.M.-P.R. (et non U.N.M.-R.P.R.), 34 128, REELU.

● FINISTERE. — Dans le commentaire sur le Finistère-Sud, il est fait, à tort, référence à M. Marc Bécam, ancien secrétaire d'Etat et sénateur, au lieu de M. A. Gérard (R.P.R.). M. Becam n'était que le suppléant de M. A. Gérard. Il fallait donc lire : Avec 41,80 % des voix, M. Bernard Poignant fait beaucoup mieux que M. Mitterrand (28,5 % le 26 avril) et talonne M. A. Gérard (R.P.R.) (43,40 %).

● INDRE-ET-LOIRE, 1re circonscription (Saint-Pierre-des-Corps, Tours-Sud). M. Olivier, P.S.U., était soutenu par le groupe Aujourd'hui l'écologie. Il se désiste pour le candidat socialiste, M. Lussault.

● ISERE. — 4e circ. : M. Hannoun, m. de Voreppe, et non M. Hannoum, M. de Voreppe.

● LOIRET, 3e circ. — Les résultats sont les suivants : MM. R. Alaux, m. de Fontenay-sur-Loing, c. gén., P.S., 19 006 ; J.-P. Charie, U.N.M.-R.P.R., 18 918 ; Mme C. Brunel, U.N.M.-P.R., 12 514 ; M. A. Avril, c. mun. de Pithiviers, P.C., 5 434. BALLOTTAGE.

● MANCHE. — 3e circonscrip. : M. H. Baudouin, d.s., U.N.M.-P.R., 23 249. REELU et non M. H. Haudouin

● MAYENNE. — 1re circ. : le commentaire faisait état d'une progression de 3,7 points du candidat socialiste. Il fallait lire : « *d'une progression de plus de 9 points* ». Ce n'est donc pas le candidat socialiste de la 3e circonscription qui a fait le plus progresser son parti en Mayenne, mais celui de la première.

● MORBIHAN (1re circonscription). M. Raymond Marcellin (U.N.M.-P.R.) l'a emporté avec 59,11 %, et non 52,11 % comme nous l'avons écrit. Le score réalisé par son prédécesseur, M. Paul Chapel (U.D.F. - P.R.) (65,05 %), l'avait été au second tour et non au premier comme notre commentaire pouvait laisser l'entendre.

● VAL-DE-MARNE. — 4e circ. (Alfortville, Charenton-le-Pont, Maisons-Alfort- : c'est par erreur que M. Alain Griotteray, ancien député, maire de Charenton, U.N.M.-P.R., a été présenté comme ancien secrétaire d'Etat, dans les résultats de ce département (*le Monde* du 16 juin). S'il est vrai que M. Griotteray a gagné deux mille voix par rapport au candidat U.D.F. de 1978, il faut noter qu'il était, cette fois, le seul représentant de la majorité sortante alors qu'il y avait un candidat R.P.R. il y a trois ans.

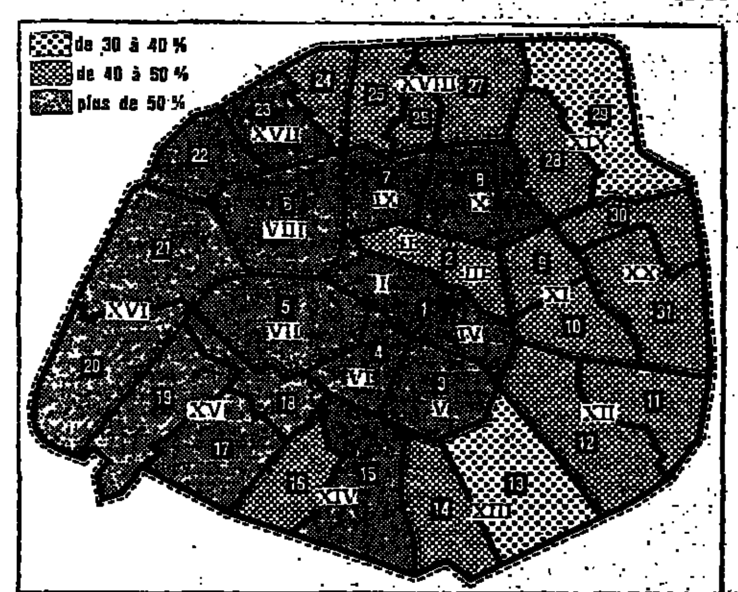




هكذا من الاصل

A Paris

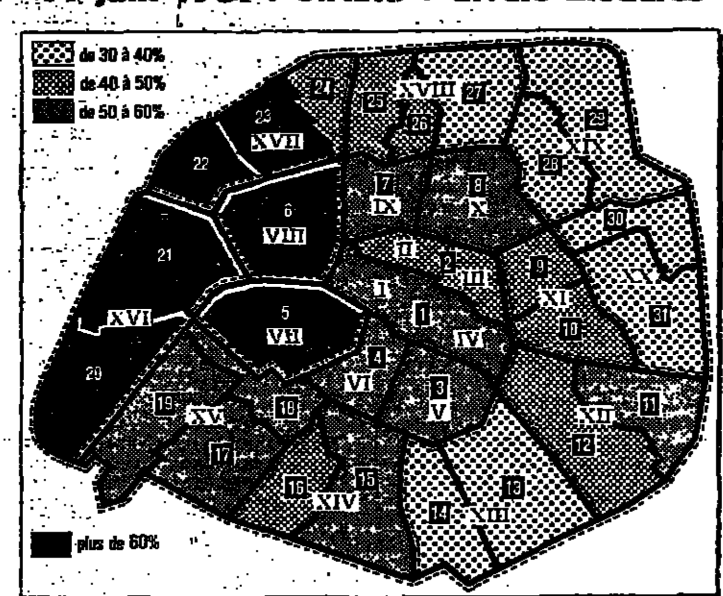
12 mars 1978 : R.P.R. + U.D.F. + divers modérés



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

Dans la 16e circonscription de Paris, le Conseil constitutionnel avait annulé le scrutin de mars. Lors du premier tour de l'élection partielle qui s'était ensuivie, la majorité avait obtenu 39,29 %.

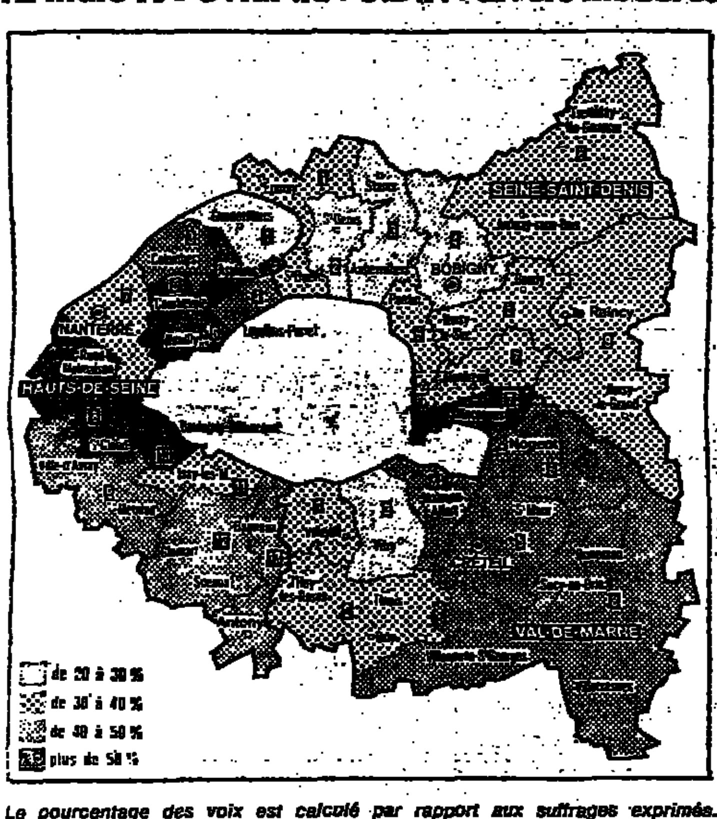
14 juin 1981 : U.N.M. + divers modérés



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

Dans la petite couronne

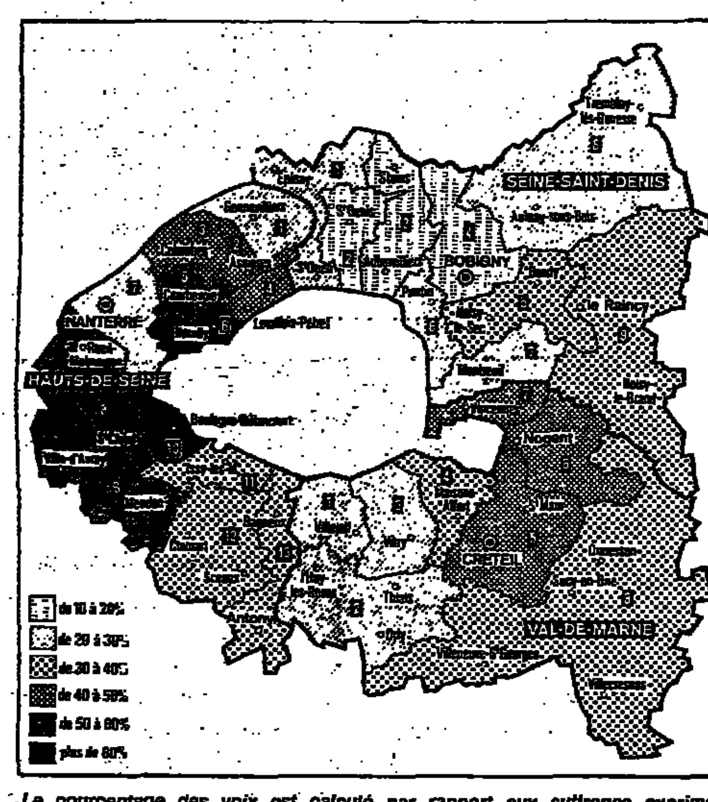
12 mars 1978 : R.P.R. + U.D.F. + divers modérés



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

Dans la 9e circonscription de la Seine-Saint-Denis, le Conseil constitutionnel avait annulé le scrutin de mars. Lors du premier tour de l'élection partielle qui s'était ensuivie, la majorité avait obtenu 47,19 %.

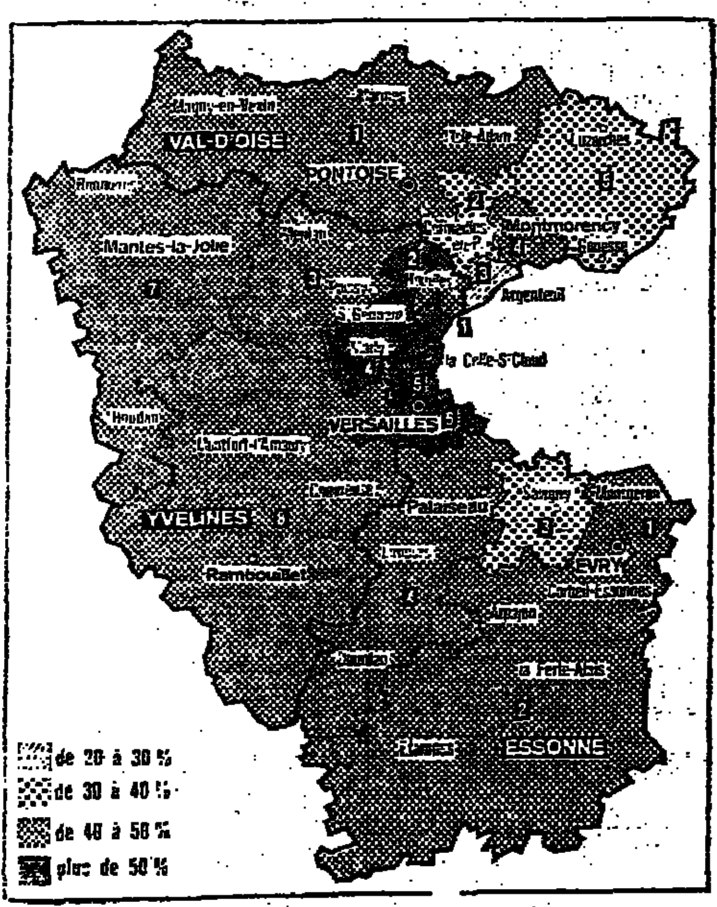
14 juin 1981 : U.N.M. + divers modérés



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

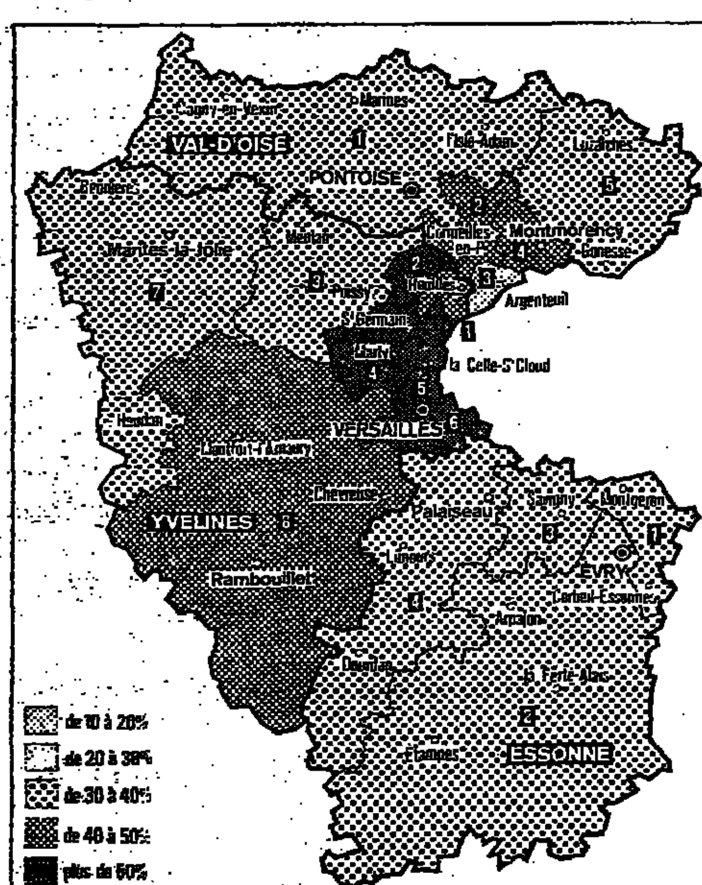
Dans la grande couronne

12 mars 1978 : R.P.R. + U.D.F. + divers modérés



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

14 juin 1981 : U.N.M. + divers modérés



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.



POLITIQUE

Après le premier tour des élections législatives

Les réactions

A L'ÉTRANGER

LONDRES : l'alternance, enfin !

De notre correspondant

Londres. — Du triomphe socialiste, les Britanniques tirent la conclusion que les Français s'engagent enfin sur la voie de l'alternance telle qu'elle est acceptée et pratiquée en Allemagne fédérale, en Suède, aux États-Unis et, bien entendu, en Grande-Bretagne. Il s'agit bien là d'une *« révolution »*, selon le correspondant du *Guardian*, qui souligne que l'emprise des communistes avait faussé le jeu politique et condamné la gauche social-démocrate à une opposition perpétuelle. *« Les Français ne sont pas tombés amoureux de M. Mitterrand ni du socialisme, ils ont simplement cessé d'avoir peur »*, écrit-il en notant que la droite n'a pas trouvé autre chose que le vieux disque sur les *« désastres de la bureaucratie totalitaire »*.

Le correspondant du *Times* tire la même conclusion : *« La politique française semble se polariser dans un système à deux partis »*, écrit-il en soulignant que *« par une étrange ironie de l'histoire, les socialistes vont arriver à une position dominante grâce aux institutions héritées du général de Gaulle »*.

Dans son éditorial, le *Guardian* relève l'inconsistance de la droite qui, après avoir prétendu qu'il était impossible que la gauche arrive au pouvoir tant que les communistes ne représenteraient pas plus de 15 % de l'électorat, parle maintenant des dangers d'une majorité socialiste monolithique. En tout cas, dit-on, à Londres, la victoire socialiste permettra au président Mitterrand et à son gouvernement d'appliquer une politique dont ils assumeront toutes les responsabilités. Dans l'optique de Londres, le pire aurait été que les Français se prononcent à un mois d'intervalle dans deux sens différents, créant ainsi une crise constitutionnelle.

L'autre motif de satisfaction des Britanniques est le recul confirmé des communistes qui, pensent-ils, laisse à M. Mitterrand la possibilité d'appliquer une politique socialiste modérée. Le *Financial Times* note à ce sujet que M. Mitterrand, s'il décidait d'inclure des communistes dans le gouvernement, serait dans une position de force. Par contre, le journal estime que le président français aura du mal à satisfaire les aspirations populaires créées pas sa victoire, compte tenu de la situation économique mondiale.

Néanmoins, il note la modération manifestée par le président et le gouvernement de M. Mauroy et il espère que M. Jacques Delors sera en mesure de mener à bien son programme économique. *« Ce que nous ne savons pas, c'est si les socialistes resteront unis derrière lui, particulièrement s'ils obtiennent la majorité absolue à l'Assemblée. Mais les plus grands doutes concernent les communistes, qui pourraient bien revoir entièrement leur stratégie. En dépit de leur débâcle électorale, leur influence reste forte par l'intermédiaire des syndicats »*, ajoute le *Financial Times*.

Quant au *Daily Express*, il a des raisons particulières d'être satisfait : *« Les socialistes français, contrairement aux nôtres, ne sont pas pour le désarmement nucléaire, et la force de frappe française reste un formidable instrument de dissuasion »*, mais ajoute-t-il, *« d'un point de vue plus égoïste la France sera un rival économique moins puissant avec un gouvernement socialiste (...) La France ne tombera pas en déclin mais elle dépensera plus qu'elle ne le peut. Ayant voté avec leur portefeuille pendant vingt-trois ans, les Français votent maintenant avec leur cœur. »*

HENRI PIERRE.

ROME : le « miracle » d'une double cohérence

De notre correspondant

Rome. — A cinq jours des élections municipales et régionales qui touchent près de dix millions d'électeurs, les commentateurs se demandent à qui profitera « l'effet Mitterrand » ? Les socialistes, par la voix de M. Craxi, ont salué *« le miracle d'une double cohérence : celle de M. Mitterrand qui a longtemps œuvré à une alternative socialiste, et celle des électeurs français qui, après l'avoir élu comme président, lui donnent les moyens de gouverner »*.

La satisfaction du P.S.I. est d'autant plus forte que la victoire socialiste française s'accompagne d'une confirmation du déclin électoral du P.C. Les communistes, qui estiment en revanche que M. Mitterrand est beaucoup plus proche de leur position que de celle de M. Craxi, insistent sur le fait que le succès de la gauche française — défini par *l'Unita* du 16 juin comme *« l'acquisition de sept ans de révolution politique sociale et culturelle pacifique »* — s'explique par la clarté de ses choix.

La situation française fait ressortir par contraste l'immobilisme de la politique italienne et l'éditorial du *Corriere Della Sera* écrit par le sociologue Francesco Alberoni insiste sur cet argument. *« La France de Mitterrand nous évoque l'Amérique de Reagan. Dans un cas comme dans l'autre est apparue la possibilité d'un renouvellement, presque d'une régénération. »* *La Repubblica* (gauche) insiste, pour sa part, sur le fait que le succès socialiste en France sanctionne *« une volonté réformiste de l'électorat »* et conclut : *« Ce choix social-démocrate doit être absorbé par un parti socialiste qui ne cesse pas d'être dominé par des courants contradictoires réformistes ou jacobins. L'âme « rocardienne » ou « deloriste » est majoritaire en France, mais elle ne l'est pas encore ni dans le parti ni dans le gouvernement. Une seule chose est sûre : Mitterrand peut espérer réussir à long terme seulement grâce à son apport. »*

M. S.

LA PRESSE AMÉRICAINE SOULIGNE LA LIBERTÉ DE M. MITTERRAND PAR RAPPORT AUX COMMUNISTES

Washington (A.F.P.). — La presse américaine qualifie le score du parti socialiste de *« raz de marée »* et de *« victoire historique »*. Les quotidiens soulignent également que M. François Mitterrand pourra, au lendemain du second tour, s'il le désire, former un gouvernement sans avoir recours au parti communiste.

« Le parti socialiste », écrit le correspondant du *Washington Post* à Paris, a remporté *« une victoire aux proportions historiques. Le résultat du parti du président*, poursuit-il, *« démontre le dramatique effet boule de neige de l'élection de M. Mitterrand le 10 mai dernier »*.

Après le mauvais score du P.C., ajoute toutefois le *Post*, *« la question-clé de la participation de communistes au gouvernement reste ouverte, les socialistes refusant de se prononcer avant le second tour »*.

De son côté, le *New York Times* estime que le vote de dimanche *« confirme l'important virage de la vie politique française amorcé le mois dernier »* par la présidentielle, et, dans des proportions auxquelles les *« socialistes eux-mêmes ne s'attendaient pas »*.

Le résultat, ajoute le *New York Times*, *« semble garantir que M. Mitterrand pourra introduire sans opposition parlementaire sérieuse les changements sociaux et économiques qu'il a promis. Il semble aussi garantir qu'il pourra agir, s'il le veut, sans inclure des communistes dans son gouvernement »*.

Le *Wall Street Journal* exprime la même opinion et ajoute que la victoire des socialistes s'est faite *« aux dépens des partis conservateurs mais aussi des communistes »*.

Chez les anciens combattants

L'UFAC EXPRIME SA SATISFACTION

L'Union française des associations de combattants, qui regroupe plus de deux millions de membres, *« se félicite dans un communiqué de la décision, prise en conseil des ministres le 10 juin, d'amorcer le rattrapage des 14,26 % en inscrivant dans le « collectif budgétaire » de juillet prochain les crédits nécessaires pour augmenter de 5 % toutes les pensions et la retraite du combattant.*

» Cette mesure aura pour effet de porter l'indice de référence du rapport constant de 170 à 179. D'autres mesures du même ordre seront prises dans les budgets suivants en vue de résoudre ce point important du contentieux.

» Pour ce qui concerne le 8 mai, le gouvernement recherche la procédure la mieux adaptée pour conférer à cette journée historique le caractère d'une fête nationale, fériée et chômée. Cette fête, à laquelle sera associée la jeunesse, marquera également la volonté du gouvernement et des anciens combattants de célébrer la réconciliation européenne, la paix et la liberté.

» Enfin, toutes les mesures catégorielles concernant les veuves, les orphelins, les ascendants, les résistants, les déportés, les anciens d'A.F.N., etc., seront examinées à l'occasion de « tables » rondes ».

Dans les syndicats

● *Force ouvrière* souligne les difficultés du contexte national et international constatant que le premier tour des législatives *« confirme l'orientation politique sanctionnée le 10 mai par l'élection de M. Mitterrand »*. Le bureau de Force ouvrière, le 16 juin, insiste sur *« la tâche difficile qui, dans le contexte national et international actuel, sera celle du gouvernement et de la future Assemblée nationale »*. F.O. rappelle la priorité que constituent pour elle le maintien de la politique conventionnelle et la liberté de négociation des salaires.

● *La FEN : pas la moindre abstention le 21 juin.* — La FEN souligne que la victoire de la gauche obtenue au premier tour des législatives *« concrétise l'espoir du 10 mai »*. L'organisation des enseignants, qui avait soutenu la candidature de M. François Mitterrand afin de *« mettre fin à l'inflation et aux inégalités »*, appelle les adhérents de ses syndicats nationaux à prendre leurs responsabilités *« sans la moindre abstention »* le 21 juin.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Quand les éditorialistes analysent les causes d'un succès

Avec un recul de vingt-quatre heures, qui donne à leur commentaire un peu plus de sérénité et, parfois, de subtilité qu'au soir du premier tour, les éditorialistes se livrent à des analyses convergentes, qu'il s'agisse de déplorer une situation jugée « suicidaire » ou de se réjouir d'un succès qui dépasse les espérances. *« Ce succès du P.S.*, souligne André Géraud dans *la Croix*, *est dans la logique de la Ve République qui appelle et postule un parti dominant. Ce fut longtemps le cas pour les gaullistes ; ce ne fut pas le cas pour les giscardiens, ce qui devait se traduire par les difficultés que l'on sait. »*

∴

René Andrieu, dans *l'Humanité*, voit, lui aussi, dans le recul de son parti à l'Assemblée nationale, une conséquence de *« l'effet présidentiel »*, amplifié par *« l'injustice monumentale du scrutin. Il n'est pas inutile de souligner*, écrit-il (...), que, même avec le recul *qu'il a subi, notre parti obtiendrait à la proportionnelle environ quatre-vingts députés à l'Assemblée nationale. »*

∴

Guy Claisse considère, dans *le Matin de Paris*, que l'erreur de Valéry Giscard d'Estaing fut, sans doute, de ne pas dissoudre l'Assemblée en 1978, après l'« *éclatement* » et la « *défaite* » de l'union de la gauche. Faute d'un parti majoritaire, il *« fut, en définitive, le seul président qui n'eut jamais les moyens d'appliquer réellement sa politique »*. Guy Claisse conclut : *« La constitution d'un parti dominant à l'Assemblée nationale est donc dans la logique des institutions. (...) Le risque réside dans l'usage qui pourrait être fait de ce moyen. Même s'il obtient à lui seul la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, le parti socialiste ne représentera malgré tout, avec ses alliés du M.R.G., qu'un peu moins de 38 % des électeurs — son score du premier tour. Un parti dominant grâce à un système électoral — qu'en l'occurrence il condamne d'ailleurs lui-même, le P.S. s'étant toujours déclaré favorable à la représentation proportionnelle — ne devient dominateur que le jour où il oublie, comme naguère l'U.D.R., cette réalité démocratique. »*

L'éditorialiste du *Matin* critique ainsi l'attitude du ministre de l'intérieur :

« Gaston Defferre a-t-il, dimanche soir, en confondant — comme aucun de ses prédécesseurs ne l'a jamais fait — sa fonction de ministre de l'intérieur avec sa nature de militant socialiste, donné le ton et le style du septennat ? Ce serait, dans sa forme la plus bonapartiste, le retour à un système présidentiel tel que la France l'a vécu sous le général de Gaulle. On n'est jamais trop vigilant devant des signes — d'où qu'ils viennent et quels qu'ils soient — qui témoignent d'une certaine arrogance du pouvoir (...). »

Claude Gault réplique, mardi, dans *Combat socialiste*, quotidien du P.S. : *« Raymond Marcellin, Michel Poniatowski et Christian Bonnet vont se trouver très heureux de l'hommage ainsi rendu à leur talent*, écrit-il. *Nous voilà donc devant un pouvoir arrogant parce qu'un ministre, socialiste, a l'outrecuidance de dresser un premier bilan de l'action gouvernementale et d'inviter les électeurs à aider le président de la République et le gouvernement à poursuivre l'action entreprise.*

» Que veut-on donc ? Des ministres aseptisés, gestionnaires muets d'un héritage délabré, qui devraient, parce que membres du gouvernement, oublier leur « nature de militants socialistes » ? Le président de la République était un premier secrétaire du Parti socialiste et c'est ce président-là que les Français ont choisi en toute connaissance de cause ; la majorité des ministres, et le premier d'entre eux, sont socialistes ; le groupe socialiste sera le plus nombreux dans la prochaine Assemblée. Tout cela n'est pas dû au hasard, mais à la volonté, démocratiquement exprimée, des électeurs. »

La droite elle-même reconnaît le rôle déterminant des institutions (qui lui ont permis de gouverner pendant vingt-trois ans) dans l'ampleur du succès socialiste. Jean d'Ormesson abandonne le ton apocalyptique de ses précédents éditoriaux. *« La logique des institutions*, écrit-il, *s'est cumulée avec la poussée de la gauche (...). Dans sept ans, dans cinq ans, peut-être plus vite encore, il faudra pouvoir fournir au peuple désabusé une solution de rechange. Courage ! La longue marche sera — je ne sais s'il faut dire : « Je le crains », ou : « Je l'espère » — un peu plus courte que prévu. Elle ne commencera pas le lundi 22 juin. Elle commence maintenant, tout de suite. Et elle fera sentir ses premiers effets dès le dimanche 21 juin. »*

Si les prévisions apocalyptiques ont baissé d'un ton dans l'éditorial, *le Figaro* ne renonce pas à faire peur. Alfred Fabre-Luce *« ne peut se défendre de l'impression que, si les électeurs avaient eu plus de temps pour réfléchir, le résultat eût pu être différent (...). On parle depuis dimanche de raz de marée socialiste. Un raz de marée dévaste puis reflue. Est-ce cela que l'on veut ? »*. Quand au dessin de Jacques Faizant, qui couvre près du quart de la première page, il figure une voiture dévalant un précipice tandis que Marianne, la conductrice éjectée, s'accroche désespérément à la branche du deuxième tour, sous le regard d'un Mitterrand assez méprisant, penché au haut de la falaise.

∴

Dans *France-Soir*, Jean Dutourd compare l'attitude des Français à celle d'un enfant qui se serait suicidé pour punir son père : *« Quand j'étais petit et que, pour quelque raison futile, j'étais en colère contre mon père, je roulais dans ma jeune cervelle des idées de vengeance terribles et formidables. En particulier, j'imaginais avec délectation son remords en s'apercevant que j'étais tombé par la fenêtre et que je gisais mort sur le trottoir (...).*

» Il me semble que le peuple, et singulièrement le peuple français, est enfant sous ce rapport. Avec cette différence toutefois que lorsqu'il est mécontent de son souverain, il ne rêve pas qu'il se jette par la fenêtre pour lui donner une leçon : il le fait réellement. »

∴

Les Echos fait exception à la règle des journaux qui ont comparé la vague socialiste à celle du gaullisme : *« La Ve République est en train de se retourner comme un gant. La prépondérance présidentielle, l'argument de cohérence entre l'exécutif et le législatif, l'obligation de discipline et l'effet amplificateur du scrutin majoritaire : tout se conjugue pour donner au socialisme un pouvoir sans partage et sans contrôle.*

» On en conclut presque partout que, si les titulaires ont changé, la Ve République se porte bien. Et que la victoire de M. Mitterrand serait en somme une victoire posthume pour le général de Gaulle. »

« C'est une erreur », affirme l'éditorialiste, qui signe Favilla. *« Déjà*, conclut-il, *les décisions majeures se prennent sur un double plan : décisions du président, mais aussi négociations entre les partis (...) Les Français élevés à l'ancienne auront cru élire un président, puis une majorité. Ils s'apercevront qu'ils ont élu un parti. Ce n'est pas tout à fait la même chose. »*

∴

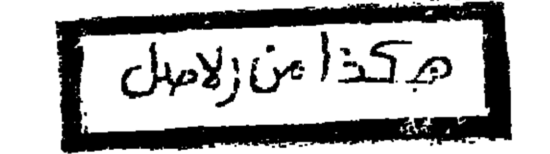
Il faut mettre à part l'analyse de Pierre July dans *Libération*. Le directeur de ce journal s'efforce en effet, dans un article subtil, de dégager les causes du succès de François Mitterrand.

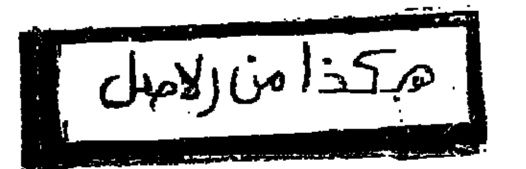
La « giscardisme », rejeté par la majorité, a fini par « imploser ». Il a agi aussi comme une « overdose ».

« François Mitterrand doit d'être président au fait qu'il a été l'un des seuls en France à prévoir, ou du moins à parier raisonnablement sur cette implosion. Dès lors le programme importait peu : l'élection se faisait sur un plan moral. »

Les Français ont condamné *« le style technocrate (...) rimant avec mépris et cynisme. (...) Aux chiffres viennent donc de succéder les mots, à la magie des nombres celle du verbe. (...) Giscard prenait les gens pour des cons, Mitterrand et les siens, tous amoureux du verbe et de la chose écrite, sont ressentis comme plus capables d'émotion, comme plus accessibles aux sentiments. Donc, par voie de conséquence, plus proches. »*

A. G.





La dynamique de l'ESSEC :

LA QUALITÉ

La qualité est à la mode. Des analyses récentes ont fait ressortir le rôle important qu'elle joue dans le succès des produits japonais. On voit se développer dans nos entreprises ce que l'on appelle les "cercles de qualité" : une plus grande implication de chacun dans la définition et les résultats de son travail.

Voici longtemps que la recherche de la qualité est une des composantes de la dynamique de l'ESSEC. Cette grande école doit une part de sa réputation à ses efforts obstinés dans ce domaine. Impliqué au premier chef dans cette politique, le corps professoral permanent du Groupe ESSEC compte une quarantaine de membres. Ses compétences largement reconnues, tant par le monde des affaires que par le monde universitaire, ont fortement contribué au cours de la dernière décennie à placer l'ESSEC dans le groupe de tête des Écoles Européennes de gestion.

Formés dans les programmes doctoraux les plus prestigieux, en France ou aux États-Unis, ces professeurs ont marqué de leur empreinte, grâce à un dynamisme et une créativité de chaque instant, les domaines de l'enseignement, de la recherche et de la pratique du management, tant sur un plan national qu'international.

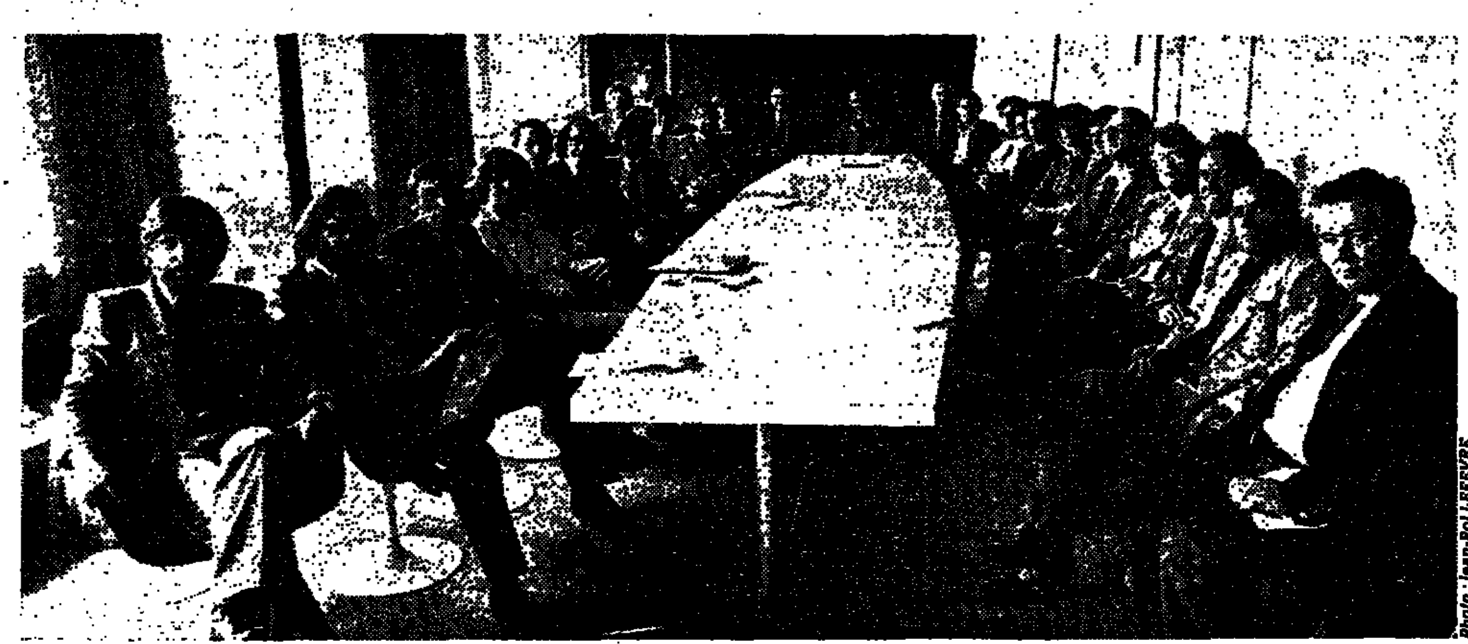
Cette innovation pédagogique se manifeste principalement à deux niveaux : les méthodes d'enseignement et la création de nouveaux programmes.

Au plan des méthodes, l'ESSEC propose à ses étudiants de multiples occasions de se familiariser avec la pratique des affaires : jeux d'entreprises nombreux (dont la version la plus élaborée est l'adaptation française du Jeu de Management développé à l'Université de New York) cours de création d'entreprise, cours de développement et de gestion de produits nouveaux, création dans tous les enseignements d'une multitudes de cas pratiques.

Les professeurs permanents sont également à l'origine des principaux nouveaux programmes apparus au sein du Groupe ESSEC : l'Institut de Gestion Internationale Agro-Alimentaire (IGIA), le programme Doctoral (mené conjointement avec l'Université d'Aix), "l'Executive Program for European Managers" (EPEM) en coopération avec l'Université de Columbia à New York. Ils ont de longue date développé, au sein de l'ESSEC proprement dite, de nouvelles disciplines comme la gestion des entreprises publiques, la gestion des collectivités locales ou la gestion hospitalière qui permettent aux Diplômés d'apporter leurs compétences dans des secteurs plus vastes de notre économie.

Au sein du Centre d'Études et de Recherches de l'ESSEC (CERESSEC), le Corps Professoral met en œuvre une recherche de qualité, reconnue de multiples façons. Tout d'abord par la communauté universitaire nationale et internationale : nombreuses sont les récompenses qui chaque année, sont octroyées au Groupe ESSEC.

Acceptation, ensuite, de publications dans les meilleures revues, et d'ouvrages chez les meilleurs éditeurs. Importance enfin, de la participation des professeurs aux colloques et congrès internationaux réputés dans des diverses disciplines de la gestion. Le Groupe ESSEC organise chaque année dans les domaines de la finance, du marketing et de la stratégie, des séminaires académiques largement suivis par des professeurs de tous pays. Ces deux dernières années l'ESSEC a organisé la conférence annuelle de l'Association Européenne pour la Recherche en Économie Industrielle (EARIE), et, conjointement avec le MIT (Massachussets Institute of Technology), le "Marketing Science Symposium". Des professeurs participent activement aux diverses associations académiques françaises ou européennes, dans les divers domaines de la gestion.



L'une des caractéristiques du corps professoral du Groupe ESSEC est sa créativité. Au cours des seules deux dernières années, ces professeurs ont signé 150 articles dans des revues professionnelles de haut niveau (dont 40 % en langue étrangère), et publié 20 ouvrages. Au niveau des programmes d'enseignement, plus de 200 titres de cours sont proposés. C'est l'un des plus vastes choix de cours de gestion présentés par une institution de ce type en Europe.

Photo : Jean-Pol LEFEBVRE

Des résultats concrets

Pédagogues, chercheurs, les professeurs du Groupe ESSEC sont aussi des praticiens. Conseillers de grandes firmes, mais aussi de PME ; de firmes privées autant que publiques, ils sont soucieux de fournir une assistance au monde économique et de mettre leurs connaissances à l'épreuve des faits, garantissant à leurs étudiants de l'actualité de l'enseignement qui leur est dispensé.

Les créations récentes.

Trois programmes internationaux ont été créés depuis 1978 : **Industrial Marketing Seminar**, avec le MIT, **Executive Program for European Managers**, avec COLUMBIA, qui ouvre cette année pour la troisième fois avec 35 participants de 14 pays différents, et l'**International Program for Hotel Administration**, un troisième cycle en gestion hôtelière organisé avec l'Université de CORNELL, pour lequel 800 demandes ont été reçues cette année.

L'École a des programmes d'échanges d'étudiants avec les grandes business schools américaines : **Northwestern, Chicago, Urbana, Ucla, Wharton,** et avec les Universités de **Bocconi** en Italie, de **Mannheim** en Allemagne, de **Keio** au Japon, d'Itesm au Mexique. En 1981, on comptait 24 nationalités différentes sur le campus, dont 18 Américains de Ucla, Northwestern et Chicago venus poursuivre leurs études à l'ESSEC. Des missions économiques ont été réalisées en Finlande, Moyen-Orient, Japon, Taïwan, Indonésie, Ouzbekistan, Thaïlande, Amérique du Sud, Afrique du Sud. 110 élèves partent faire leur stage aux USA.

Chargés de cours et professeurs visitants.

Les professeurs permanents coopèrent étroitement avec près de 200 Chargés de Cours et intervenants extérieurs qui apportent aux enseignements une dimension complémentaire tenant à leurs responsabilités directes dans les affaires. Ils assurent près de 40 % du volume d'enseignement. En outre, l'ESSEC reçoit chaque année des professeurs visitants de diverses universités américaines (MIT, Wharton, New York University) et européennes (R.F.A., Pologne, Grande-Bretagne).



Groupe
ESSEC
Établissements Privés d'Enseignement Supérieur

Information complémentaire

Deux plaquettes de 90 pages chacune présentent le corps professoral de l'ESSEC et ses travaux les plus récents. Elles pourront être adressées sur demande faite auprès du Doyen des Professeurs.

CEUX QUI AIMENT LES DÉFIS PRÉFÈRENT L'ESSEC

ESSEC
École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales

EPSCI
École des Praticiens du Commerce International
Trois années d'Études

IGIA
Institut de Gestion Internationale Agro-alimentaire
Troisième cycle organisé avec l'ENSIA

ISSEC
Institut Supérieur des Sciences Économiques et Commerciales
Formation continue des cadres (2 500 participants en 1980)

ISVPC
Institut Supérieur de la Vente par Correspondance
4 cycles de Formation par an.

CERESSEC
Centre d'Études et de Recherche de l'ESSEC

CORNELL ESSEC
International Program for Hotel administration

ESSEC - Avenue de la Grande École - B.P. 105 - 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. (3) 030.40.57

GÉNÉRATION I

POLITIQUE

Situations électorales

DANS LA 9e CIRCONSCRIPTION DES HAUTS-DE-SEINE

« Sortir le sortant »

Etait-ce le calme du soir, le beau temps ou le cadre champêtre du parc de l'observatoire de Meudon (Hauts-de-Seine), à moins que ce ne soit l'euphorie de la victoire socialiste, en tout cas, M. Michel Rocard était intarissable. Pendant plus d'une heure, le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire — présent uniquement à titre de militant politique, a-t-il souligné — est venu, lundi soir 15 juin soutenir M. Henri Neuville, candidat socialiste dans la 9e circonscription des Hauts-de-Seine.

Cet ingénieur économiste âgé de quarante-six ans se présente pour la troisième fois face à M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale. La lutte s'annonce serrée dans cette circonscription (Meudon, Sèvres, Vaucresson), bien que M. Giscard d'Estaing l'ait emporté facilement lors de l'élection présidentielle. Pour la première fois depuis quatorze ans, estime M. Neuville, M. Labbé, qu'il qualifie de « *député fantôme dont l'activité pour sa circonscription s'est toujours limitée à la période électorale* », risque d'être battu.

Mais la bagarre sera difficile dans ce secteur à « *dominante bourgeoise* », précise M. Neuville. Les suffrages des écologistes (4,2 %), qui « *vont appeler à ne pas voter Labbé* », pèseront lourd dans la balance. La décision sera sans aucun doute faite par les abstentionnistes (29,50 %), et nul ne peut dire comment ils se prononceront. Quant aux autres candidats, à l'exception de celui de Lutte ouvrière, ils ont demandé lundi soir, au cours de ce meeting qui a rassemblé près de mille personnes, que les suffrages de leurs électeurs se portent sur le candidat socialiste pour que « *le député sortant soit enfin sorti* », selon l'expression de M. Neuville.

Tel a été, bien évidemment, le vœu formulé par M. Rocard, vedette de ce meeting en plein air qui est venu dire : « *C'est ici qu'il faut marquer le point. Le choix est stratégique.* » Le ministre socialiste a cependant axé l'essentiel de son discours, face à cette assemblée où l'on était venu en famille écouter le tribun de la gauche, sur des problèmes nationaux. « *C'est un combat en trois manches*, a-t-il déclaré. *La première, l'élection présidentielle, a été gagnée de façon superbe par François Mitterrand. La seconde, les élections législatives, ce n'est pas mal parti. La troisième, être capable de durer, ce ne sera pas facile. Les exemples précédents le prouvent. Les tenants du titre, les camarades suédois au pouvoir, sont restés quarante-quatre ans au pouvoir. C'est pour cela qu'on part. Vous êtes d'accord !* » Acclamations de la foule entièrement acquise au candidat socialiste.

Le ministre d'Etat se veut cependant loyal et nuance déjà son propos : « *Car une catastrophe s'est abattue sur le monde : la politique monétaire des Etats-Unis. Le loyer de l'argent est trop élevé. Partout les entreprises sont à l'arrêt.* » M. Rocard dénonce « *l'égoïsme des Etats-Unis et l'absurdité de cette politique monétariste* » estimant « *qu'il faudra, de ce fait, quelques mois de plus pour freiner la hausse des prix et attendre l'an prochain pour atteindre une baisse significative du chômage* ». « *Je vous le dis le deuxième tour, ce sera dur, mais cela n'a rien d'impossible.* »

M. Rocard a cependant fait remarquer que le gouvernement n'avait pas attendu pour se mettre au travail. Il a énoncé toutes les mesures prises, indiquant que 10 % de hausse du SMIC « *c'était le maximum mais pas encore assez* ». Il a fustigé l'ancien gouvernement qu'il a accusé pour une grande part d'avoir vidé les caisses de l'Etat. « *Maintenant nous comblons tous les manques de l'ancien pouvoir. C'est un bon début, mais il faudra aller plus loin, beaucoup plus loin. Nous sommes des militants de la transformation sociale. Le peuple de France prend ses affaires en main sagement, tranquillement. Mais il faut que les Français se prennent en charge et n'attendent pas tout de la loi et des règlements. Il faut redonner vie à toutes les structures de la vie sociale. Je suis venu vous demander vos voix, mais aussi votre solidarité... Nous n'avons pas le droit d'échouer.* »

M. Rocard, chaleureusement acclamé, quitte le petit podium pour un autre meeting dans la région parisienne, pour un autre point chaud. Malgré la certitude de la victoire, la lutte n'est pas terminée. Tel est bien le sentiment de M. Neuville dans cette circonscription des Hauts-de-Seine où le succès est loin d'être acquis.

MICHEL BOLE-RICHARD.

M. CHIRAC SOUTIENT PLUSIEURS CANDIDATS A PARIS

M. Jacques Chirac a visité, mardi 16 juin, plusieurs arrondissements de Paris et tenu des réunions avec des candidats U.N.M. pour lesquels le second tour des élections législatives se présente dans des conditions difficiles.

Il a successivement parcouru le onzième arrondissement, où M. Alain Devaquet, député sortant R.P.R. se représente dans la 9e circonscription, et où M. Martin est le député sortant de la 10e circonscription. Il s'est ensuite rendu dans le douzième arrondissement pour rencontrer MM. Pernin, député sortant C.D.S. de la 11e circonscription, et de Bénouville, député sortant apparenté R.P.R. de la 12e circonscription. M. Chirac a rendu visite à M. Péron, député sortant R.P.R. de la 28e circonscription (dix-neuvième arrondissement) et à M. Joël Le Tac, député sortant R.P.R. de la 28e circonscription (dix-huitième arrondissement). Dans la soirée, M. Chirac devait présider, à Châteauroux un meeting de soutien aux trois députés sortants R.P.R. de l'Indre.

A la télévision

Pourquoi ?

Après les déclarations de M. Georges Fillioud, ministre de la communication, mettant à nouveau en cause l'objectivité de certains responsables et journalistes de la télévision (« le Monde » du 16 juin), le problème des rapports entre l'État et la presse audiovisuelle semble à nouveau se poser.

Dire qu'au lendemain de l'élection présidentielle, ce n'est pourtant pas vieux, le nouveau pouvoir affirmait, urbi et orbi, *sa ferme intention d'abandonner tout droit de regard sur la télévision. On allait couper le cordon ombilical, il n'y aurait pas de chasse aux sorcières, pas de représailles et, dès la rentrée, une réforme des statuts garantirait la totale indépendance du service public à l'égard des gens en place. Sourires incrédules dans les rangs de l'ancienne majorité, ils n'en croyaient pas un mot, allons donc, jamais l'Elysée ne renoncerait à ce formidable tam-tam publicitaire qu'est une télé aux ordres.*

Nous, on était prêt à jurer le contraire, on prenait le pari. Va-t-on nous désavouer aujourd'hui en donnant raison aux sceptiques ? Pourquoi d'ailleurs ? On ne comprend pas. Parce qu'on est en période électorale, parce que le discours du chef de l'Etat à Montélimar n'a pas été suivi, il s'en faut, avec la même attention que les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing jadis ? Tant pis. Ces journaux en forme de bulletins de cours, ces discours — je pense à celui de Verdun-sur-le-Doubs — transmis, retransmis en entier et en partie, commentés, analysés, matraqués à longueur d'antenne, nous ont déconsidérés aux yeux de l'étranger sans améliorer en quoi que ce soit l'image de marque de l'ancien président. A force de le voir sept ans durant, soir après soir, à la télé, on ne pouvait plus le regarder, il nous sortait par les yeux. Contrairement à ce qu'on croit, le prestige de la droite n'est pas sorti grandi par l'usage immodéré de cet instrument à double tranchant.

Ceux qui nous gouvernent font l'information, il est donc normal de braquer sur eux les projecteurs de l'actualité. Tout en laissant les journalistes libres de décider sous quelle forme, à quel rythme et dans quels termes. Même pendant cette période de transition. Même s'ils se sont fait si souvent l'écho — à l'époque, le moyen de faire autrement ? — de la voix de leur maître. Quel intérêt auraient-ils à présent à se compromettre pour une cause perdue ? Au nom du ciel, devant l'ampleur d'une victoire acquise malgré ou grâce à ce début de libéralisation, soyons beaux joueurs.

CLAUDE SARRAUTE.

LA CAMPAGNE OFFICIELLE

MARDI 16 JUIN

— France-Inter, TF 1, Antenne 2 et FR 3, à 20 h. 10 : MM. Jacques Chirac, R.P.R., six minutes ; Nicolas About, Jean-Pierre Pierre-Bloch, U.D.F., cinq minutes ; André Lajoinie, P.C., cinq minutes ; Jean Poperen, P.S., six minutes ; Brice Lalonde, Aujourd'hui l'écologie, cinq minutes ; le docteur François Morvan et Mme Brigitte Ghisoni, Comité communiste pour l'autogestion, cinq minutes.

MERCREDI 17 JUIN

— France-Inter, TF 1, Antenne 2 et FR 3, à 20 h. 10 : M. Jean-Marie Le Pen, Rassemblement pour les libertés et la patrie, cinq minutes ; Mme Huguette Bouchardeau, Alternative 81, cinq minutes ; M. Michel Rocard, P.S., six minutes ; le P.C., l'U.D.F., cinq minutes ; le R.P.R., six minutes.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 16 JUIN

— *M. Jérôme Jaffré*, directeur de la Sofres, est l'invité du « Téléphone sonne » de France-Inter, à 19 h. 20.

MERCREDI 17 JUIN

— *M. Bernard Stasi*, vice-président de l'U.D.F., participe à l'émission « Parlons clair » de France-Inter, à 7 h. 45.

— *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, vice-président du M.R.G., député à l'Assemblée européenne, parle du débat sur l'abolition de la peine de mort, à France-Inter, à 13 h. 20.

— *MM. Roger Chinaud*, ancien président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, et *Claude Estier*, membre du bureau exécutif du P.S., participent à l'émission « Duel » de France-Inter, à 19 h. 15.

Nominations

Équipement et transports

M. MICHEL ROUSSELOT DIRECTEUR DU CABINET DE M. LOUIS MERMAZ

M. Michel Rousselot, ingénieur en chef des ponts et chaussées, devrait être nommé directeur du cabinet de M. Louis Mermaz, ministre de l'équipement et des transports.

[Né le 10 juillet 1931 à Châteauneuf-sur-Sarthe (Maine-et-Loire), M. Michel Rousselot est ancien élève de l'Ecole polytechnique. Il commence sa carrière d'ingénieur des ponts et chaussées en 1956 en Afrique, à Niamey, puis à Bamako. De 1960 à 1965, il occupe différentes fonctions aux ministères des travaux publics puis de l'équipement. En 1968, il est nommé chef du service régional et urbain au commissariat général du Plan. Il est, depuis 1974, directeur général de l'Etablissement public de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, à l'est de Paris.]

Droits de la femme

LES ATTRIBUTIONS DE Mme ROUDY...

Un décret publié au *Journal officiel* fixe les attributions de Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du premier ministre, chargée des droits de la femme.

Mme Roudy est chargée « *de promouvoir les mesures destinées à faire respecter les droits des femmes dans la société, à faire disparaître toute discrimination à leur égard et à accroître les garanties d'égalité, dans les domaines politique, économique, social et culturel* ». « *Dans ces différents domaines, et notamment en matière d'emploi et de santé, elle oriente et coordonne les initiatives des pouvoirs publics qui concernent les femmes.* »

Les déléguées régionales à la condition féminine sont placées sous son autorité, ainsi que le comité du travail féminin. Elle préside le comité interministériel chargé de l'action pour les femmes.

Jeunesse et sports

... ET CELLES DE Mme AVICE

Un décret publié au *Journal officiel* fixe les attributions de Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.

Mme Edwige Avice a pour mission « *de promouvoir, en liaison avec les autres départements ministériels compétents, les actions en faveur de la jeunesse... d'étudier et de faire des propositions visant à l'amélioration des conditions de vie des jeunes dans les domaines économique et social.*

» *En matière sportive, le ministre délégué exerce les attributions dévolues par le décret du 26 avril 1977 susvisé au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, à l'exception de celles qui concernent l'éducation physique et sportive et les activités de pleine nature...* » « *Le ministre a sous son autorité la direction de la jeunesse et celle des sports ; il a sous sa tutelle l'Institut national du sport, les écoles nationales de ski et d'alpinisme, de voile, d'équitation et de ski de fond.* »

● *Au cabinet du ministre de la mer.* — Sont nommés comme conseillers techniques au cabinet de M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, le capitaine de vaisseau Lacaille détaché par l'état-major de la marine nationale, et MM. Jean-Paul Pagès, responsable de la Compagnie générale maritime à Londres, et Alain Merckelbach, spécialiste de la coopération avec le tiers-monde.

Libres opinions

Les élections et l'affichage sauvage

par JACQUES A. DAUPHIN (*)

LORS de la dernière campagne présidentielle, nous avons assisté à un déferlement de l'affichage sauvage. Rien n'aura été épargné, ni les lampadaires, ni les panneaux de signalisation, ni les arbres, ni les boîtes aux lettres, ni, bien entendu, les murs ou les panneaux d'affichage installés sur le domaine public ou privé.

Ce n'est pourtant pas cette fois faute de moyens permettant de réprimer ces actes. Lors des débats parlementaires, qui ont précédé le vote de la loi du 29 décembre 1979 sur l'affichage, le ministre avait bien précisé que l'objet essentiel du projet était d'empêcher cette forme déshonorante de la publicité qui souille nos villes, nos monuments, et ne respecte même pas les secteurs historiques et pittoresques. Forme d'autant plus lâche qu'elle se protège derrière l'anonymat de ses auteurs.

Or, un seul décret a été pris relativement à l'application de cette loi : celui concernant l'affichage organisé, exécuté par des entreprises qui travaillent au grand jour et qu'il est donc facile de réglementer et de poursuivre. Pour la pose clandestine : rien. Pourquoi ?

Ce n'est pas non plus faute, pour les professionnels, d'avoir accepté de diffuser sur leurs emplacements les campagnes de tous les candidats, et ce sans aucune discrimination quant à la nature du message ou à son origine politique.

La Chambre syndicale de l'affichage avait même proposé au gouvernement de mettre la moitié des panneaux de tous ses adhérents à disposition, moyennant un tarif modique. Cela eût permis aux pouvoirs publics de les répartir équitablement entre tous les candidats, comme ils le font pour le temps d'antenne radio et télévision, empêchant ainsi toute discrimination basée sur les ressources financières plus ou moins importantes de tel ou tel parti.

Cette offre a été refusée au motif qu'une telle dépense ne figure pas parmi celles que le code électoral prévoit de rembourser !

Croit-on que l'affichage sauvage soit gratuit ? En l'état actuel de nos rues, il faudra au moins six mois aux services municipaux de voirie pour nettoyer nos villes ; et à quel coût pour les finances locales !

Cela n'est-il pas payé aussi par les Français ?

Par ailleurs, les entreprises d'affichage, dont c'est le métier, qui paient leurs taxes et leurs impôts ainsi que le salaire de leur personnel, se voient mises en difficulté. Cette année, la France aura passé plus de trois mois et demi en fièvre électorale, du 1er mars au 21 juin. Pour la plupart, les annonceurs commerciaux et industriels fuient ces périodes par crainte de voir leurs affiches recouvertes ou déchirées ; car la pose clandestine s'étend de manière privilégiée, et bien entendu sans payer aucune redevance, sur les panneaux qui sont la propriété des entreprises, leur causant un dommage physique et un préjudice commercial considérable. C'est du vandalisme pur et simple, une atteinte indiscutable à la propriété d'autrui, un travail noir réalisé au détriment de leur personnel spécialisé.

Les ordres provenant des partis politiques ne compensent pas, à loin près, les pertes de chiffre d'affaires subies.

Et, après la campagne, les entreprises doivent faire face aux frais de remise en état de leurs installations. Coût total des pertes de chiffre d'affaires et des frais de remise en état : plus de 30 % de leurs ressources pendant la période considérée. Il n'est pas normal qu'un secteur économique soit ainsi mis en difficulté par une activité illégale mais abusivement tolérée.

Et l'affichage clandestin ne respecte même pas les règles du code électoral, qui interdit, pendant les campagnes officielles, tout affichage hors des panneaux placés à cet effet devant les bureaux de vote. On l'a bien vu, surtout pour le deuxième tour.

∴

Cette année, la commission de contrôle des élections, par une mesure sans précédent et nuisible à la libre expression démocratique, a interdit toute publicité entre les deux tours de la présidentielle : les entreprises de presse et les professionnels de l'affichage, au détriment de leurs intérêts évidents, ont respecté cette décision et n'ont pas exécuté leurs commandes politiques, mais la pose sauvage a poursuivi ses ravages en toute impunité. L'objectif de la commission n'a donc pas été atteint.

Nous savons bien qu'une élection est un fait national qui, à ce titre, ne peut se passer d'affichage.

En effet, à côté des émissions radio et télévision, des articles de presse, dont le rôle est de permettre aux candidats de présenter leurs arguments, l'image dans la rue doit porter témoignage de l'événement, dont elle accentue, par son caractère public, le sens collectif et global.

Dire l'essentiel d'eux-mêmes en une synthèse mobilisatrice oblige les candidats à transcender leurs messages et permet au public de mieux discerner le sens de leur action.

Mais organisons l'affichage politique d'une manière digne et ordonnée, comme il l'est dans les pays démocratiques, la Grande-Bretagne, la Suisse, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et le Canada, pays où voisinent sans dommage les affiches des différentes tendances. Finançons-le, soit que l'Etat rémunère les entreprises et répartisse leur espace, soit au travers des candidats eux-mêmes, en leur fournissant les moyens d'afficher convenablement : la France n'est plus un pays sous-développé, elle devrait avoir les moyens de subventionner équitablement les campagnes d'affichage politique, comme elle le fait pour la radio et la télévision.

Mais ne tolérerons plus à l'avenir l'affichage sauvage, qui n'apporte rien à l'information, dégrade la cité et met les vrais professionnels en difficulté.

Nous adressons à tous les partis un pressant appel afin que, dorénavant, leurs militants respectent les installations de nos entreprises.

Cessons de confondre désordre et vandalisme avec liberté d'expression, cela n'a rien de commun.

(*) Président d'honneur de la Chambre syndicale française de la publicité extérieure.

BIBLIOGRAPHIE

« LA CONSTITUTION DE LA Ve RÉPUBLIQUE », de Le Mong Nguyen

Plus de vingt ans après son instauration, notre régime politique étonne encore. N'entrant, au départ, dans aucune des grandes catégories classiques des systèmes constitutionnels, prêtant — dans une équivoque soigneusement entretenue — à deux interprétations radicalement contradictoires (présidentielle ou parlementaire), créditée d'une réputation de stabilité qui tranchait avantageusement sur la fragilité congénitale de ses devancières, la Ve République dure effectivement encore... On dit, pourtant, à chaque votation nationale, qu'elle risque de vaciller, qu'elle peut même un jour sombrer si devenait effective cette alternance à la fois crainte et désirée... Et chaque fois, de justesse souvent, elle maintient le cap et continue son chemin.

A quoi tient ce miracle ? Non seulement à la sagesse — ou au bon sens ? — des Français, mais à la solidité de l'édifice dont la clé de voûte est le président.

Telle est, du moins, la thèse que soutient M. Le Mong Nguyen dans son intéressant ouvrage sur la Constitution de la Ve République.

Il ne s'agit pas d'un précis de droit constitutionnel mais d'un essai — théorique et pratique — sur notre système politique, et notamment sur le chef de l'Etat.

Après un chapitre consacré à la genèse de la Ve République, M. Le Mong Nguyen nous présente le président de la République dans la plénitude de ses pouvoirs, puis dans ses rapports avec le gouvernement, le Parlement et le peuple.

L'originalité du livre réside plus dans sa présentation que dans son contenu. Destiné avant tout aux étudiants de première année de droit, il suggère et traite certains sujets possibles de dissertation et d'examen, propose des thèmes de réflexion, ébauche des plans et des axes d'approfondissement. Par là même, la lecture de l'ensemble se trouve malaisée, car le texte est haché d'annexes, de conseils pédagogiques, d'observations, de documents.

Nous nous trouvons en présence d'un livre qui n'est finalement ni un manuel d'institutions politiques, ni un traité d'histoire contemporaine, ni un recueil de textes, ni un abrégé, ni un aide-mémoire.

Ne fallait-il pas choisir, au départ, son objectif ?

Quant au fond, le livre, à l'évidence, ne manque pas d'intérêt. Une excellente connaissance des controverses doctrinales, une parfaite appréhension des événements et péripéties de la vie politique française, des citations bien choisies, une très grande clarté dans l'exposition : tout cela fait un bon ouvrage. Et le constitutionnaliste pourra s'y référer souvent.

Mais, qu'a voulu prouver l'auteur ? Que le président de la République française est le plus puissant des chefs d'Etat occidentaux, que le tandem qu'il forme avec le premier ministre constitue l'une des formes les plus originales de direction de l'exécutif, et que le Sénat peut être un appui précieux pour le gouvernement ?

Plutôt que de renvoyer inlassablement aux canons les plus classiques d'une orthodoxie constitutionnelle élaborée en 1958, M. Le Mong Nguyen aurait peut-être dû, ne serait-ce que pour stimuler la réflexion des étudiants auxquels il s'adresse, prendre le contre-pied de ces idées reçues.

Ainsi pouvait-on soutenir, avec autant d'exactitude et de bonheur, que le président français n'est puissant qu'autant qu'il est soutenu par une majorité sans faille et qu'un président de droite en face d'une Assemblée de gauche serait infiniment moins bien placé qu'un président américain démocrate aux prises avec un Congrès républicain.

On pouvait également rappeler que le système politique français donne, certes, le pouvoir d'impulsion, voire de décision, au président de la République mais pas les moyens effectifs d'appliquer ou non la décision au premier ministre. La France est gouvernée — en fait — par Matignon. C'est Matignon qui contrôle les ministères, qui prépare les textes, qui rédige les ordres du jour, qui fait sortir les règlements d'application... Il n'y a pas de problème qui ne puisse être résolu par le premier ministre. En réalité, l'appareil gouvernemental n'a pas beaucoup changé par rapport à la IVe République. Avec l'équipe — renforcée — du président, on a, certes, rajouté un étage à l'immeuble, mais l'immeuble reste le même.

JACQUES ROBERT.

★ LA CONSTITUTION DE LA Ve RÉPUBLIQUE. THÉORIE ET PRATIQUE, 1958-1980, par Le Mong Nguyen. Les Éditions S.T.H., Paris, 1980.

Le Monde

société

RÉUNIS A GRENOBLE

Trois cents «intervenants en toxicomanie» prônent la diversité des institutions d'accueil

De notre correspondant

Grenoble. — Créée il y a dix-huit mois, l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT), qui se propose d'être un lieu de rassemblement pour toutes les personnes — sans exclusive ni discrimination de statut ou de qualification — intéressées par le phénomène de la toxicomanie, a réuni à Grenoble, les 12 et 13 juin, trois cents personnes. Elles ont débattu du développement inquiétant de la toxicomanie parmi les adolescents.

L'ANIT a d'abord rappelé que la toxicomanie ne peut être isolée du contexte social, idéologique et de civilisation dans lequel elle s'inscrit et qu'elle est généralement l'expression des angoisses d'une jeunesse souvent désemparée. L'ANIT rejette l'appellation de *« fléau social »* souvent utilisée pour parler de la toxicomanie. Enfin, les membres de l'association considèrent que ce phénomène est aujourd'hui aussi dévastateur chez les adolescents que le suicide ou les accidents de la route. Ce qui n'empêche nullement l'association de juger préoccupante la progression de la toxicomanie parmi les adolescents.

L'ANIT, qui rejette la mise en place de toute structure « standardisée » du moins pour les toxicomanes, propose au contraire que soit maintenue et, si possible, accrue la pluralité des institutions capables de les accueillir et de répondre à un phénomène à la fois individuel et social. Il doit être traité, selon l'ANIT, dans tous ses aspects : sociologique, psychologique, culturel et économique. Seuls un regroupement des praticiens, une réflexion collective, permettront d'éviter dans ce domaine très particulier un *« discours de spécialistes »* nuisible, selon l'ANIT, à la compréhension du phénomène et au combat qu'il nécessite. *« Les intervenants en toxicomanie ne se définissent pas comme des personnes attachées à la lutte contre un fléau social, mais des individus disponibles pour aider des gens qui souffrent dans leur relation avec un produit et que l'on nomme des toxicomanes »*, a fait remarquer le président, M. Jean-Claude Grünbaum, psychologue, qui a réclamé la confrontation la plus large possible au sein de l'ANIT entre soignants, travailleurs sociaux, enseignants, magistrats, sociologues, économistes et même policiers.

CLAUDE FRANCILLON.

UN RAPPORT DE « TERRE DES HOMMES »

Tourisme et prostitution des enfants à Sri-Lanka

De notre correspondante

Genève. — L'Année internationale de l'enfance, décrétée pour 1979 par les Nations unies, est déjà oubliée. On peut se demander quelles en ont été les effets, quand on prend connaissance des dernières révélations de Terre des hommes, sur l'exploitation de certains jeunes enfants en Asie du Sud-Est. M. Timothy Bond, délégué itinérant de cet organisme, a rendu public, le lundi 15 juin, un rapport dont le titre est éloquent : « Prostitution des garçons à Sri-Lanka ». Il s'agit d'enfants âgés de huit à dix-sept ans, orphelins ou provenant de milieux défavorisés dans la plupart des cas, mais parfois aussi des fils de fonctionnaires ou de membres de professions libérales. On estime à deux mille le nombre de garçonnets qui se livrent à la prostitution, notamment à Colombo et sur les plages. La plupart ne vont plus à l'école.

Les touristes pédophiles, principaux « bénéficiaires » de ce trafic, se renseignent dans des « gay guides » rédigés en anglais, dont certains sont clandestins et d'autres en vente libre. Ces guides sont tous publiés en Europe par des officines dont certaines ont pignon sur rue. L'un d'eux, portant le numéro d'une boîte postale à Amsterdam, indique : *« Nous avons un carnet spécial pour pédophiles donnant un aperçu général pays par pays, discutant la situation en chaque lieu et les limites légales* (sic). » Il est précisé que, grâce notamment à un réseau de « correspondants » sur place, les carnets de ce genre sont constamment tenus à jour. On trouve dans le « guide spécial » de Sri-Lanka les tarifs habituels pour une passe ou pour la nuit, l'indication des plages favorables au racolage et celle des hôtels — de basse catégorie, est-il signalé — dont la direction ferme complaisamment les yeux. Les touristes peuvent également emmener les jeunes garçons dans des bungalows de vacances sous le prétexte de les embaucher comme employés de maison.

Selon le délégué de Terre des hommes, qui se défend d'être un puritain, le plus grave, c'est l'escalade : la prostitution des jeunes garçons les mène généralement à l'usage de l'alcool et de la drogue que leur fournissent leurs « clients », puis fatalement à la délinquance et à la criminalité. En effet, quand l'enfant devient adolescent et lorsqu'il ne plaît plus, quelle autre expérience connaît-il que celle de l'illégalité ?

Tant qu'ils ne prendront pas conscience de la nocivité des guides édités sur leur territoire, les pays européens dont les touristes pervertissent ainsi les enfants de Sri-Lanka — comme ceux d'autres pays pauvres — doivent être considérés, selon le rapport de Terre des hommes, comme les responsables du fléau. Ils devraient, entre autres, estiment les auteurs du rapport, aider les autorités des pays qui cherchent à lutter contre la prostitution des enfants, à créer des établissements de formation professionnelle et des centres de loisirs.

ISABELLE VICHNIAC.

DANS UN VILLAGE DE LA MEUSE

Les forcenés

De notre correspondant

Bar-le-Duc. — *Le petit village des Islettes (Meuse) a été le théâtre, dimanche 14 juin, vers 20 heures, d'une scène de violence hors du commun. Toute une famille d'agriculteurs, les Guillaumé, s'est acharnée contre des bûcherons turcs venus acheter des volailles chez un éleveur du pays, M. Brocard. Le drame a fait un mort et quatre blessés.*

En attendant que les volailles soient prêtes, les Turcs, au nombre de cinq, vont faire quelques pas dans les environs ; c'est alors que les premiers incidents surviennent. Un des fils Guillaumé, Patrick, qui conduit un tracteur, demande qu'on lui laisse le passage. Les Turcs n'obéissent pas assez vite. Un peu plus tard, les filles Guillaumé les accuseront de gestes obscènes. Des témoins affirmeront, au contraire, que c'est l'une d'elles qui les a provoqués et même menacés d'un bâton.

Les Turcs, sans répliquer, s'en retournent chez M. Brocard. Mais toute la famille Guillaumé, mobilisée, leur barre le passage. Le père, les frères Claude, Sylvain, Patrick, Marc et les quatre filles se sont armés de gourdins. Les coups commencent à pleuvoir sur les bûcherons. La bagarre s'envenime. Les Guillaumé vont chercher des armes à feu : une carabine 22 long rifle, une carabine 12 mm. et un fusil de chasse. Ils tirent, tandis que les bûcherons prennent la fuite. L'un d'eux, M. Hassan Cevic, trente-cinq ans, s'écroule, mortellement touché dans la région du cœur ; deux autres blessés, MM. Ilyas Yaman, trente-deux ans, et Ferzi Bican, quarante-huit ans, se réfugient dans le grenier de M. Brocard. Les Guillaumé font alors feu de tous côtés, jusque dans la cuisine de l'éleveur.

Au village, c'est la panique. Les gendarmes sont alertés. Les Guillaumé les attendent de pied ferme. Patrick met en joue l'adjudant de la gendarmerie de Clermont-en-Argonne, qui ne devra son salut qu'à un de ses subordonnés. Ce dernier, également menacé, blesse Patrick, qui riposte en tirant sur l'Estafette des forces de l'ordre.

Patrick s'évanouit, son frère Claude prend sa place et à son tour menace de tirer sur les gendarmes. Toutes les brigades du secteur sont alertées. Un cordon de sécurité est mis en place autour du village. Dès leur arrivée, le capitaine Petit, de la compagnie de gendarmerie de Verdun, et le procureur de la République, M. Jean-Jacques Lecomte, prenant un haut-parleur, donnent cinq minutes aux forcenés pour se rendre. L'un après l'autre, les Guillaumé sortent sans arme. A 21 heures, tout est fini.

ALAIN MAURY.

JUSTICE

EN CORRÈZE

La débâcle d'une affaire de famille

De notre envoyé spécial

Corrèze. — « *Zip* », « *clap* », et le roi du canapé-lit fit fortune. Dès les années 50, M. Jean Grande, Corrézien, s'était emparé du marché français des meubles convertibles. Sa société, le « G.M.C. » (Groupe Martial Corrèze), jouissait d'un quasi-monopole. L'entreprise enfla et, l'usine du village de Corrèze n'y suffisant plus, on en construisit d'autres à Autun (Saône-et-Loire) et à Béziers. Puis un centre administratif à Villejuif (Val-de-Marne). On créa enfin deux nouvelles sociétés : la C.B.Z. pour la commercialisation (la fille de M. Grande, Huguette, en devint président-directeur général) et la M.D.C., dont Daniel, le fils, était le gérant locataire.

Les Grande employaient mille cent personnes dont environ deux cents pour l'usine de Corrèze et autant pour l'usine de Tulle. A Corrèze, dans la circonscription de M. Jacques Chirac, sur le canton de Mme Chirac, M. Grande passait pour le sauveur qui avait su maintenir l'activité économique dans le pays. Les entreprises, largement bénéficiaires, nourrissaient les Corréziens, c'était assez pour trouver naturel que s'arrondisse la fortune des patrons. On voyait passer en souplesse la Porsche de Daniel, on savait que M. Grande mouillait ses bateaux au port de Cannes, mais on n'était pas vraiment jaloux. « *C'était même bon signe qu'ils s'enrichissaient*, raconte un ancien ouvrier licencié, *une garantie que nous continuerions à gagner notre pain.* »

En 1977 le marché perd de son ressort, mais les Grande, qui confondent la personne morale des sociétés et leur affaire de famille, continuent à mener leur train habituel prenant l'argent dans les caisses, sans trop s'attarder à justifier les sorties. La situation s'aggrave et M. Jean Grande en 1977 prélèvera sur sa cassette 16 millions de francs pour renflouer la société G.M.C. Trop tard. En 1979, la déconfiture est inévitable, M. Grande dépose son bilan. Son fils, Daniel, en fait autant. On nomme un administrateur, des syndics ; les sociétés sont mises en règlement judiciaire. Au cours de l'enquête préliminaire ordonnée par le parquet de Tulle, les policiers découvrent une comptabilité des plus confuses, et la brigade financière du S.R.P.J. de Limoges, poussant ses investigations, aboutit à faire inculper les Grande pour « *banqueroute frauduleuse et infraction aux lois sur les sociétés* ». Le passif atteindrait 30 millions de francs.

Patrimoine

Au mois de février 1981, Jean, Huguette et Daniel Grande sont incarcérés à Tulle, puis, deux mois plus tard remis en liberté. Entre-temps, Mme Patricia Watremez, juge d'instruction à Tulle, inculpait pour complicité treize autres personnes, notamment soupçonnées d'avoir aidé à des opérations de ventes sans factures. « *Ils avaient un code* », explique M. Claude Cavenaile, le nouveau directeur de M.D.C., qui a repris l'affaire après avoir présenté au tribunal de commerce un plan de restructuration de l'entreprise consistant en la fusion de G.M.C. et de M.D.C. et permettant de procéder à des licenciements, « *un code qui facilitait l'installation d'une double comptabilité* ». A présent, on prête aux Grande un patrimoine fabuleux : quarante-deux voitures, cinq yachts, des appartements à Paris, à Vichy, partout. Le réel se mêle à l'imaginaire. On forge des anecdotes révélatrices : Daniel se serait allumé des cigares avec des billets de 500 francs. Sur les poutres de leurs maisons, ils auraient fait graver les numéros des chèques utilisés pour les ventes sans factures...

Dans sa demeure de « Chantemerle », que depuis l'affaire on appelle le château, à quelques kilomètres de Tulle, Daniel Grande se justifie : « *Ma société, M.D.C., n'avait pas de problèmes financiers, mais il a fallu soutenir l'usine de Corrèze, vétuste, pour des raisons électorales, d'où le dépôt de bilan de mon père.* » Le failli vit à présent de ses loyers. Il a dû vendre sa Porsche. Il ne comprend pas pourquoi on s'acharne contre lui, l'enfant du pays. « *Quand j'étais en prison, mes ouvriers m'ont envoyé une lettre pour me soutenir le moral.* » Daniel Grande, fils d'industriel, lui-même chef d'entreprise, ne voit pas comment il aurait pu s'y prendre autrement : « *On m'accuse de m'être servi du jardinier de la société pour arranger mon jardin, mais dites-moi, est-ce que tous les patrons ne font pas ça ?* »

CHRISTIAN COLOMBANI.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Labyrinthe pénitentiaire » *de Jean Favard*

Le parti pris de modestie de M. Jean Favard évite à son livre *le Labyrinthe pénitentiaire* de présenter une théorie de plus sur les prisons. Ce magistrat, âgé de quarante-sept ans, qui vient d'être nommé conseiller technique chargé des problèmes pénitentiaires au cabinet du garde des sceaux, M. Maurice Faure, a été, de 1970 à 1975, en poste à l'administration pénitentiaire avant d'être nommé juge à Paris.

Son livre se veut informatif et descriptif, soucieux de replacer chaque sujet dans sa perspective historique. Il propose un point concis et néanmoins précis de la situation dans les divers domaines de l'institution pénitentiaire, qui constituent les têtes de chapitres : le cadre, le personnel, la place du juge, les règles de vie intra-muros, les principaux incidents de la vie carcérale, le traitement hors les murs.

L'auteur — il l'affirme dès son avant-propos — « *vise beaucoup moins à suggérer une quelconque idéologie qu'à s'efforcer d'alimenter au mieux la propre réflexion du lecteur. L'exceptionnelle densité du problème des prisons appelle, en effet, bien autre chose que les pesantes prises de position qui en sont le trop fréquent apanage* ».

Son souci pédagogique et sa préférence pour « *la raison* » plus que pour « *la passion* » n'entraînent cependant pas M. Favard à une modération confinant à la mollesse ou à l'ambiguïté. Son analyse de tous les rouages du système pénitentiaire s'accompagne de positions calmes et fermes.

« *Il devient clair que l'équipement actuel pour la haute sécurité, déjà trop important, ne requiert absolument pas le développement encore réclamé par certains* », estime notamment M. Favard au terme d'un examen des quartiers de sécurité renforcée.

Toutes ses observations, tant sur la formation des personnels que sur la nécessité de ne pas exclure les magistrats de l'exécution des peines, sur le caractère positif du « *traitement en milieu ouvert* », de l'utilisation du sursis et du système de probation, vont à l'encontre des mesures instituées par la loi « sécurité et liberté », qui avait choisi la facilité, se soumettant à l'opinion publique dans un monde où, « *à l'orée du vingt et unième siècle* », on a redécouvert « *les plus vieilles recettes pénales* ».

Enfin, tous ceux qui ont à cœur d'obtenir rapidement une modification du système carcéral trouveront certainement un interlocuteur attentif en cet homme, qui, dans son livre, dénonce « *les régressions* » comme celles mises en œuvre par M. Peyrefitte, qui certes n'annonçaient pas « *le crépuscule des prisons* », et précise : « *Quant au fait nouveau de l'apparition de réactions collectives dans la population pénale, il constitue une donnée dont l'administration ne peut plus se désintéresser. Dans un contexte dédramatisé, les perspectives offertes à cet égard pourraient s'avérer fructueuses. C'est la voie, encore pratiquement inexplorée, de la reconnaissance d'un minimum de possibilité d'expression collective des détenus dont le terrain privilégié devrait être le travail pénal.* »

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ Jean Favard, *le Labyrinthe pénitentiaire*. Editions du Centurion, 1981 ; environ 57 F.

DÉFENSE

M. HERNU INAUGURE LE SALON DES ARMEMENTS TERRESTRES DE SATORY

M. Charles Hernu, ministre de la défense, inaugure, mardi 16 juin après-midi, la huitième exposition de matériels d'armements terrestres à Satory (Yvelines), qui n'est pas ouverte au public. Ce salon, qui réunit environ cent quatre-vingts exposants et doit accueillir les représentants de cinquante-cinq délégations étrangères invitées, durera jusqu'à la fin de la semaine dans la banlieue parisienne.

Le salon de Satory a lieu traditionnellement tous les deux ans, à l'issue de celui du Bourget qui est consacré à l'aéronautique. Cette année, le Mouvement de la paix avait annoncé qu'il organiserait une manifestation de protestation le 20 juin prochain. Depuis, l'organisation a annulé son mot d'ordre en raison de la proximité du second tour des élections législatives.

L'AMNISTIE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les organisations corses demandent le respect des engagements

De notre correspondant

Bastia. — Lors d'un contrôle routier, à Ghisonaccia, les gendarmes ont interpellé lundi 15 juin M. Joseph Vittori, trente et un ans, éleveur originaire d'Isolaccio-di-Fiumorbo, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par la Cour de sûreté de l'Etat. M. Vittori avait bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire de Bastelica-Fesch, mais était soupçonné d'être l'auteur de plasticages dans sa région. Retenu toute la journée à la gendarmerie de Ghisonaccia, il a été remis en liberté à 19 heures sur décision de la chambre de contrôle de la Cour de sûreté de l'Etat.

De leur côté, au cours d'une réunion à Bastia samedi 13 juin, les comités nationalistes corses et l'Union du peuple corse ont évoqué les problèmes de la libération des prisonniers politiques corses. « *Après une première incartade sur la Cour de sûreté de l'Etat — incartade dont le président de la République a dû lui-même faire justice, ont-ils précisé — le nouveau garde des sceaux, Maurice Faure, a récidivé en annonçant que le projet de loi d'amnistie restreindrait ses effets aux condamnés à des peines allant au maximum à huit ans de détention. Un tel projet n'est absolument pas conforme aux promesses faites par le parti socialiste. (...) Il est en tout cas inacceptable pour les mouvements nationalistes soussignés.* »

Les mouvements nationalistes souhaitent « *la libération de tous les prisonniers, l'arrêt de toutes les poursuites et la réintégration dans tous leurs droits de tous ceux qui ont été condamnés ou sont encore poursuivis par quelque juridiction que ce soit pour des actes politiques, quelle qu'en soit la nature, accomplis depuis 1959 jusqu'à ce jour* », « *font savoir que si les engagements pris ne sont pas rapidement confirmés et respectés, ils déclencheront des protestations populaires pour qu'ils le soient. D'ores et déjà, ils envisagent l'organisation avant la réunion de la nouvelle Assemblée nationale d'une grande manifestation de masse à Ajaccio.* »

Cinq inculpations à Paris

Cinq des six personnes arrêtées la semaine dernière par le S.R.P.J. de Lille et la brigade criminelle de Paris (*le Monde* du 13 juin) ont été écrouées après avoir été inculpées, lundi 15 juin, d'association de malfaiteurs et vol avec armes, par M. Michel Legrand, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat. Elles sont accusées d'avoir participé, le 28 août 1979, à un hold-up, à la perception de Condé-sur-Escaut, près de Valenciennes (Nord), au cours duquel six à huit personnes, masquées et armées, s'étaient emparées de 16 millions de francs.

Les cinq inculpés sont MM. Roland Delgado, trente-deux ans, sans profession, Floreal Cuadrado, trente-cinq ans, sans profession, tous deux anciens membres des groupes d'action révolutionnaire internationaliste (GARI), Werner Wittman, un étudiant allemand âgé de vingt-quatre ans, Mlle Sylvie Porte, vingt-huit ans, employée de bureau, et Mme Martine Vincent, trente ans, enseignante en disponibilité.

Dans les appartements parisiens de plusieurs d'entre eux, les policiers ont découvert d'importantes sommes d'argent en coupures de 100 francs et 500 francs provenant du hold-up de Condé-sur-Escaut, ainsi qu'une trentaine d'armes — mitraillettes, fusils de chasse à canon scié, pistolet, revolvers.

La sixième personne appréhendée, Mme Katharina Defries, quarante-six ans, de nationalité allemande, a été déférée au parquet du tribunal de Paris. Elle a été écrouée à Fleury-Mérogis après qu'on lui eut notifié le mandat d'arrêt lancé contre elle par le tribunal de Berlin pour deux attaques à main armée contre des banques berlinoises les 22 août et 7 novembre 1980.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris devra statuer sur sa demande d'extradition par les autorités allemandes.

Faits et jugements

Il n'y a pas de « déportés » du travail.

La question de la validité de l'appellation « déporté du travail » a donné lieu à un nouveau jugement de la première chambre civile du tribunal de Paris s'appuyant sur les arrêts rendus le 13 février 1978 par la cour d'appel de Paris et le 23 mai 1979 par la Cour de cassation qui ont interdit l'usage de ce terme.

La Fédération nationale des déportés du travail n'ayant toujours pas changé de nom, en attendant que le Parlement se soit prononcé sur des propositions de loi qui valideraient l'appellation controversée, le tribunal l'a condamnée à verser 5 000 F de dommages-intérêts à chacune des cinq associations de déportés civils qui l'avaient assignée : Union nationale des associations des déportés, internés et familles de disparus, Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance, Association nationale des familles de résistants et d'otages morts pour la France, Association des déportés et internés de la Résistance et Réseau du souvenir.

Les juges déclarent : « *(...) Il n'appartient pas au tribunal de préjuger les décisions qui pourront être prises dans un avenir indéterminé en ce qui concerne l'inscription des propositions de loi précitées à l'ordre du jour de l'une ou de l'autre des Assemblées parlementaires et encore moins, bien entendu, du résultat éventuel de leurs délibérations. Il lui revient, en revanche, de faire respecter la loi du 14 mai 1951 (...) pour interdire à la F.N.D.T. d'utiliser les termes « déporté » et « déportation ».*

● *Les auteurs de l'attentat du 16 juillet 1980 contre le bar Polly Magoo*, à Paris, qui avaient affirmé avoir agi pour lutter contre le racisme (*le Monde* du 17 juillet 1980), ont vu le vendredi 12 juin, leurs peines réduites par la 10e chambre de la cour d'appel : MM. Jean-Marc Niang, trente ans, et Julio Gutteriez, vingt-deux ans, sont condamnés à cinq ans d'emprisonnement dont trente mois avec sursis au lieu de cinq ans dont deux ans avec sursis ; Mlle Dominique Guillemot, vingt-cinq ans, est condamnée à deux ans d'emprisonnement dont vingt mois avec sursis au lieu de trois ans dont deux avec sursis.

Un P.-D. G. écroué à Paris.

(De notre correspondant.)

Toulon. — Le déménagement par quatre-vingts personnes au cours de la nuit du 22 au 23 mai (*le Monde* du 26 mai), des stocks et fichiers des clients (dont la maison d'édition François Beauval), de la Compagnie méditerranéenne d'informatique et de gestion (C.M.I.G.) à La Seyne (Var), qui avait déposé son bilan vingt-quatre heures auparavant, connaît sa première suite judiciaire. L'information ouverte sur plainte de deux employés molestés et séquestrés au cours de l'opération de déménagement, vient de se traduire par la délivrance d'un mandat d'amener contre M. Jean-Pierre Mouchard, P.-D. G. de la C.M.I.G.

Présenté samedi 13 juin au parquet de Paris, ville où il demeure, M. Mouchard a été écroué à la Santé en attendant son transfert à Toulon.

Un étudiant japonais arrêté après le meurtre d'une jeune femme à Paris

L'auteur du meurtre d'une jeune femme de nationalité néerlandaise, Mlle Renée Hartevelt, âgée de vingt-cinq ans, étudiante à Paris, dont le corps dépecé avait été découvert, le samedi 13 juin, par des promeneurs dans deux valises abandonnées dans le bois de Boulogne, à Paris, a été arrêté, le lundi 15 juin dans la soirée, par les policiers de la brigade criminelle, auxquels il a fait des aveux complets.

Il s'agit d'un ressortissant japonais, M. Issei Sagawa, âgé de trente-deux ans, né à Kobé (Japon), étudiant en littérature comparée au centre universitaire Censier, à Paris. Il aurait tué la jeune femme de plusieurs coups de pistolet parce qu'elle se refusait à lui, puis avait dépecé le corps pour s'en débarrasser.

● *Un voleur de voiture tué par un gendarme.* — Un ressortissant marocain, M. Mouheddine Nasser, âgé de vingt ans, qui aurait tenté le lundi 15 juin, de forcer un barrage de gendarmerie, à Bollène (Vaucluse), au volant d'un véhicule volé, a été mortellement blessé par un gendarme, après que des coups de feu eurent été tirés dans les pneus de la voiture.

JUSTICE

Délinquance nouveau style

II. — Le cinéma de la vie

par PHILIPPE BOGGIO

D'un fait divers à l'autre, la délinquance change de visage, apparaissant à l'opinion plus violente et plus désespérée. Après avoir montré, dans un premier article, l'évolution de la criminalité à travers le hold-up (« le Monde du 16 juin), nous étudions la part prise par les jeunes dans cette nouvelle délinquance.

Qui avait peur, hier, de Jacques Mesrine ? D'Albert Spaggiari, désigné comme l'auteur du *« fric-frac du siècle »* ? De Jean-Charles Willoquet ou de François Besse, ces anciennes gloires de l'attaque à main armée, aujourd'hui en prison ou en cavale ? Pas la France inquiète des chaumières.

Qui donc se plaint des méfaits des maîtres de l'escroquerie ? Des caïds du proxénétisme à grande échelle, des pilleurs de musée ? Pas la France figée dans son obsession de la criminalité.

Non, ce n'est plus le dessus du panier qu'on redoute, mais le dessous. Les gagne-petits de la délinquance, les héros tristes des agressions contre les vieux, des attaques terrorisantes qui rapportent 1 000 F. Des *« crimes gratuits »*, comme on dit. L'agent n° 1 de l'insécurité est désigné : le « loubard » de banlieue, le fils d'immigré maghrébin, le jeune prêt à tout pour pas grand-chose, celui qui met plus de violence qu'il n'en faut à réaliser ses forfaits. *« Une femme est venue porter plainte un jour*, raconte le commissaire du quatorzième arrondissement de Marseille. *Elle était traumatisée non parce qu'on lui avait volé ses bijoux mais parce qu'on avait déféqué sur sa moquette. »*

Diaboliquement sélective, cette grand-peur : à écouter la rumeur, la criminalité tout entière serait à l'image des *« petites terreurs »* du métro parisien, des banlieues lyonnaises ou de la Canebière, à Marseille. *« Les neuf dixièmes de la criminalité française ne sont pourtant pas marqués par la violence*, estime M. Philippe Robert, responsable du service d'études pénales et criminologiques au ministère de la justice. *La criminalité la plus dangereuse pour la société dans son ensemble, c'est justement la plus douce. »* A titre d'exemple, rappelons simplement que le coût du crime violent (agressions, vols en tous genres) a été de 1 779 millions de francs en 1977. La même année, la délinquance en col blanc (escroqueries, fraudes fiscales) avait coûté 70 000 millions de francs à la collectivité.

Toutes ces familles inquiètes de la montée de la délinquance ont également plus à craindre l'accident de la route que de l'introduction d'un cambrioleur dans le salon de leur résidence secondaire : près de treize mille morts par an, dont 80 % par « faute humaine ».

Tous les spécialistes ont conscience, cependant, que la logique ne peut plus grand-chose contre la subjectivité. *« L'opinion, la presse, les partis politiques, notre administration même, souhaitent que nous nous attaquions en priorité à la délinquance sauvage des jeunes*, estime un responsable des polices parisiennes. *Mais notre système est mal adapté »*. Il est surtout disproportionné. Un peu comme si l'on ne disposait que d'un char pour arrêter un homme armé d'une fronde. Les polices modernes, répondant aux demandes de l'opinion de 1970, se sont spécialisées pour arrêter le plus gros gibier, les bandes très organisées. On a créé les « brigades antigang » pour *« étouffer en flagrants délits »* les principales attaques à main armée et les prises d'otages dans les banques. Pas pour interpeller le jeune couple qui va à pied, armé d'un pistolet d'alarme, soustraire la recette d'un bureau de tabac. *« Nous avons conscience d'avoir souvent en face de nous des gosses »*, reconnaît le commissaire Broussard, chef de la brigade d'interventions et de recherches (B.R.I.) de Paris. Surgis de nulle part, des jeunes travailleurs, des lycéens même, qui ont du crime et de la dureté de la chasse une expérience d'un mois.

« Il faudrait déplacer notre dispositif vers les lycées, les collèges, les bistrots de jeunes, les cités H.L.M., les petites villes bourgeoises où l'on s'ennuie ferme », admet un autre commissaire. Car c'est là que se forme désormais ce qu'on appelle, selon la norme statistique, le « grand banditisme ». Pour obtenir des résultats contre cette nouvelle délinquance, il faudrait quadriller 50 % de la jeunesse, investir les banlieues, surveiller les concerts de rock, affecter un inspecteur par bande. Irréaliste.

Plus difficile encore : il faudrait ensuite rendre leur fonction d'exemplarité à la prison, au foyer de redressement, au tribunal des mineurs. *« C'est très certainement*, note Mᵉ François La Phuong, avocat à Lyon, *le plus grand changement par rapport à ce que j'ai connu durant ma carrière : ces nouveaux délinquants sont imperméables à la punition. »* Les jeunes pousses font mieux que les vieilles générations. A dix-huit ans, François a connu huit fois le box du tribunal correctionnel de Colmar. Le commissaire Picône, à Marseille, a arrêté seize fois le même adolescent. *« On ne peut rien contre lui*, dit-il. *Ni lui faire la morale, ni l'envoyer en prison pour le faire réfléchir. Il lui manque une case. »*

Les nuits au « dépôt », les remontrances sévères dans les commissariats, le jeu des menottes, des passages dans le cabinet du juge, toutes les vieilles recettes de la dissuasion ne donnent plus, depuis deux à trois ans, les mêmes résultats. Dans les familles comptant plusieurs enfants délinquants, les différences sont sensibles : la dernière génération semble naturellement immunisée contre des menaces qui pouvaient encore faire réfléchir les aînés.

« Ces jeunes sont d'une incroyable dureté. Aucun adulte, même le plus retors, ne pourrait afficher une telle sérénité devant les flics, remarque un policier. *Dans mon commissariat, même de sévères arrestations, difficiles, sont l'occasion de franches rigolades. »* La peur du flic est bien morte. Perdant l'arsenal des moyens de la répression « douce », les policiers et les magistrats, à ce rythme, n'auront bientôt plus que le choix entre deux solutions extrêmes : envoyer ces jeunes en prison, appliquer la loi à la lettre, prendre ces amateurs adolescents pour ce qu'ils veulent être, c'est-à-dire des délinquants déterminés. Ou fermer les yeux sur des délits qui méritent une sanction judiciaire.

« Il n'y a plus, en cette matière, de bonne justice », note un magistrat d'Aix-en-Provence. A Marseille et à Lyon, par exemple, le nombre des détentions de jeunes délinquants a triplé en cinq ans. Dans le même temps, cinq fois plus de dossiers de vols de cyclomoteurs ou de voitures, de petits cambriolages, ont été classés sans suite.

Une crise aiguë

Face aux demandes de plus en plus pressantes de l'opinion, policiers et magistrats évoquent une autre gêne. La délinquance brutale de 1981 ne serait-elle, pour une large part, qu'une situation transitoire ? Une forme moderne d'accession à l'âge adulte ? L'idée d'une initiation par la violence ne date pas d'hier. Mais elle est, au dire des spécialistes, beaucoup plus inquiétante. *« Pour un certain nombre de jeunes, la délinquance se manifeste comme une crise aiguë*, estime M. Vincent Peyre, sociologue au centre d'études de l'éducation surveillée. *En six mois, on vit toutes les expériences, on commet deux cents vols de voiture, on vit les arrestations, la prison, la visite du psychiatre. »*

Les expressions, pour la délinquance, d'un besoin de reconnaissance pourraient être identiques à celles que la France, stupéfaite, avait connues en 1960 avec les « blousons noirs ». *« La part du cri »*, selon la formule d'un magistrat, pourrait occuper la quasi-totalité du territoire de cette nouvelle criminalité. L'attaque à main armée n'aurait, en soi, pas plus de signification que les bagarres du samedi soir, vingt ans plus tôt. Hier comme aujourd'hui, la délinquance pourrait ne durer que le temps d'une saison, disparaître avec le mariage, un travail pas trop déshonorant ou simplement avec l'âge.

Thèse invraisemblable ? Peu suspects de verser dans les théories utopistes, les policiers, à Marseille ou à Paris, sont pourtant affirmatifs : *« On constate une diminution des actes brutaux vers vingt-trois-vingt-cinq ans. Seuls, 15 à 20 % de ces jeunes semblent poursuivre au-delà leur chemin dans le crime. Ceux-là resteront des malfaiteurs. Il est possible que les autres deviennent d'honnêtes gens. »* L'ennui, c'est que, durant ces « crises aiguës », les jeunes ressemblent à des malfaiteurs endurcis, parfois à des meurtriers que rien n'arrête.

Et pourtant ! *« On peut difficilement reprocher à ces jeunes de se précipiter dans la mauvaise voie*, explique le commissaire Chatelain, chef de la sûreté urbaine de Marseille, *alors qu'ils ont l'impression que tout le monde triche. » « Tout le monde »*, pas les grands de ce monde, la haute finance ou l'Etat. Mais les honnêtes gens qui stigmatisent la malhonnêteté grandissante de quelques-uns. Les policiers racontent de curieuses histoires dans lesquels les épargnants sans reproche, les électeurs sans tache, n'ont pas toujours le rôle le plus moral. Comme ce hold-up d'une bijouterie : cernés par la police, des malfaiteurs abandonnent les bijoux dans la rue. Les passants se précipitent pour les ramasser. *« Il a fallu bloquer la rue et menacer les gens »*, note un inspecteur.

Ailleurs, ce sont les clients d'un supermarché qui s'enfuient avec des chariots pleins, par la porte de secours, à l'arrivée de jeunes agresseurs près des caisses. Personne n'est revenu payer sa note. Ailleurs encore, des témoins de faits divers se partagent des pièces de dix francs, le contenu d'un sac postal, celui, encore, d'une fourgonnette de transports de fonds. Sans compter les milliers d'armes détenues en toute illégalité par les honnêtes gens et que les cambrioleurs s'approprient.

Ecoutons les spécialistes : la France, statistiquement, n'a jamais été aussi malhonnête depuis vingt ans. *« Notre tâche la plus urgente, ce n'est pas la violence des jeunes, mais la délinquance financière. »* Les brigades économiques sont débordées. *« La moindre des escroqueries, le plus banal des vols de camion, rapportent plus que les attaques à main armée. Personne n'en parle jamais et cela ne fait pas les titres de la presse. »* Notre société, explique-t-on, fixe ses critères moraux, sur la délinquance de la rue, banalisant plus qu'avant les fraudes et les malversations. Elle marque du sceau de l'infamie les tâcherons du crime. Et eux seuls.

« Après tout, estime un sociologue lyonnais, *ces délinquants ne font que prendre ce qu'on leur laisse. »* C'est-à-dire les miettes, les plus mauvais coups. En tout cas, les plus risqués. Ceux qui se soldent par la prison ou par une fusillade.

Cette définition restrictive du crime, ressentie et imposée par l'opinion publique, provoque en réaction, de la part de nombreux jeunes délinquants, l'impression d'une différence, la sensation que leur est désigné le territoire particulier de la violence. Les « braquages », les cambriolages destructeurs, les séances de tir du samedi soir, deviennent, parfois, des signes de reconnaissance et d'identité. Un label. L'espace d'une liberté, en même temps qu'un porte-voix.

A l'aide

Difficile à croire, terrible à dire. Mais une part non négligeable de la violence destructive est aussi une suite sans fin d'appels à l'aide. Dans les cités de familles immigrées de Villeurbanne ou de Marseille, une banale ronde de police peut désormais provoquer, on l'a vu, des batailles générales. Tout est prétexte à provocation de la part des jeunes, même des enfants. L'incendie de voitures volées, les jets de pierres contre les volets des voisins, les voitures passant dans la rue.

Certaines caves de cités regorgent des produits de vols. Dans un quartier populaire de Lyon, une bande a cambriolé l'appartement d'une inspectrice détachée que tout le monde savait installée dans l'immeuble. Ces imprudences n'ont qu'une explication : l'important est moins de voler ou de casser que d'amener inconsciemment à soi la police. D'établir un lien serré avec l'autorité répressive. Comme si, pour se faire entendre, les jeunes immigrés de la seconde génération, perdus entre deux cultures, s'adressaient à ceux qu'ils croient les moins disposés à les écouter.

Une sociologue du centre de l'éducation surveillée, Mme Anna Malewska-Peyre, a montré, dans une enquête, qu'on trouvait, parmi les jeunes immigrés délinquants, davantage de candidats à l'intégration à la société française que parmi les non-délinquants : 36 % contre 31 % pour « le sentiment d'être français », 34 % contre 12 % pour le désir de faire son service militaire en France ; 56 % contre 46 % pour le désir de vivre sur la terre d'accueil de leurs parents.

Les policiers ont aujourd'hui le sentiment que leur rôle sert parfois de stimulant, d'accélérateur à quelques destins de jeunes. La chasse, ainsi, la répression, donneraient du corps à quelques aventures juvéniles, feraient naître un romantisme exacerbé en permettant de se sentir traqué, recherché, poursuivi ou filé. Le « doping » de la vie ne serait plus l'action politique, l'ascension sociale, la marginalité douce ou même la drogue, mais une fuite permanente, une plongée tendue dans l'illégalité.

Pour certains jeunes, désormais, l'amitié s'éprouve mieux dans l'effraction et l'amour ne s'épanouit plus que dans la « cavale ». Un nouveau voyage de noces est né : « le « *tour de France* ». De jeunes couples volent une voiture après l'autre, de ville en ville, commettent des agressions pour durer encore une semaine, pour tenir jusqu'à la mer. Cette nouvelle méthode permet de déjouer un certain temps les recherches de la police et s'accorde bien avec la sensation d'urgence, de fin imminente, de désir de vivre vite, que recherchent certains jeunes. Pour beaucoup, la délinquance deviendrait le dernier film digne d'être joué au cinéma de la vie. Elle seule proposerait un plaisir bref, aigu, avec en point de mire la garantie d'en finir vite.

« Ils sont suicidaires. » La phrase est répétée par tous les policiers, les magistrats et les éducateurs de mineurs. *« Comment s'en étonner*, dit un policier, *tout le monde nous dit que l'horizon est bouché, que la vie ne vaut pas la peine d'être vécue. » « No future »*, proclamaient les punks.

FIN

Thérèse et quelques autres...

L'horreur, chaque matin, avec le café crème. Le sang et le meurtre, servis par la presse et les radios. Les Français emportent pour leur journée de travail leur lot de faits divers, captés au saut du lit. « Nous rencontrons de plus en plus d'affaires sans queue ni tête », *dit un commissaire parisien.*

Comme celle-ci : une jeune fille de Pallu (Mayenne), Bernadette, âgée de dix-neuf ans, a mal supporté sa garde à vue à la gendarmerie de Lassey-les-Châteaux. On lui reproche le vol d'une voiture et d'un chéquier. Elle se vengera, lance-t-elle aux gendarmes.

Remise en liberté, elle achète un fusil, retourne à la gendarmerie et, posément, comme au stand, ajuste plusieurs tirs contre la façade. Elle reste embusquée pendant deux heures dans sa voiture, visant les képis de ceux qui tentent de quitter l'immeuble. Elle est finalement arrêtée, inculpée de « violence avec arme et préméditation contre des agents de la force publique » *et écrouée.*

A Lyon, un gamin de quinze ans proteste parce que le conducteur d'un bus a oublié de lui rendre sa monnaie : une pièce de cinquante centimes. De son blouson, il extrait un magnifique pistolet de calibre 9 millimètres. Durant tout le trajet, il tient en respect les passagers pour pouvoir insulter le chauffeur en toute tranquillité. Avant de descendre à l'avant-dernière station, sans avoir songé à récupérer sa monnaie.

A Bourg-en-Bresse (Ain) une bagarre de jeunes tourne mal. L'un d'eux est inanimé. Il a reçu un coup de crosse de pistolet. Ses adversaires auraient pu en rester là : ils le transportent au bord du Rhône, lui logent plusieurs balles dans la tête et le jettent à l'eau. Scène presque identique à Lyon : une bagarre s'achève en duel aux armes à feu. L'un des jeunes gens est atteint. Ses adversaires auraient pu le laisser là ou le soigner. Ils le transportent dans un champ et l'achèvent, avant de couler son corps dans un pilier de béton en construction.

Au juge, ces jeunes, dans les deux cas, diront qu'ils n'avaient pas l'intention de tuer. Les victimes étaient leurs amis. Aucun n'était connu comme délinquant.

On a bien cru aussi que cette folie avait été à l'origine de la mort de Joseph Fontanet, assassiné le 31 janvier 1980, à Paris. Très vite, les enquêteurs, comprennent que l'ancien ministre a pu être victime d' « un coup de feu sans raison », *de ceux qui accompagnent désormais une certaine criminalité.*

Quelques semaines plus tard, une attaque à main armée s'achève lamentablement, à Antony (Hauts-de-Seine). La police vient de surgir en face des malfaiteurs. La bande s'affole, s'embarque dans une voiture, mais démarre en oubliant l'un de ses compères sur le trottoir.

Le jeune homme délaissé racontera aux policiers l'histoire de ses copains, « la bande à Thérèse ». *Ils sont âgés de seize à vingt-cinq ans. Natifs d'une banlieue. Pas racistes : deux jeunes gens sont d'origine maghrébine. Pas misogynes : la bande compte deux filles, dont Thérèse, âgée de vingt ans, chef incontesté, une fleur de* « zone », « une gamine incroyablement dure, irrécupérable », *pense le commissaire Leclerc, chef de la brigade criminelle.*

Ils ont leurs entrées à la Goutte d'Or, se sont connus en prison ou sur leurs premiers « casses ». Ils ont la même passion pour les armes qu'ils vont acheter dans un café de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Ils possèdent même un calibre 11,45, l'arme dont on a cru un instant qu'elle avait servi pour tuer Joseph Fontanet.

Entre deux mauvais coups, elle s'annuie ferme, la « bande à Thérèse ». *Alors, elle se « dope » à l'alcool ou à la drogue et part dans Paris faire peur aux honnêtes gens. Après leur arrestation, plusieurs garçons ont assuré que la* « bande à Thérèse » *avait signé le meurtre de l'ancien ministre. C'était plausible : les virées nocturnes de ces jeunes délinquants sont souvent pimentées de tirs réels sur les passants. La veille de la mort de Joseph Fontanet, ils avaient pourchassé ainsi, à bord d'une voiture volée, un couple motorisé. Celui-ci, pour échapper aux coups de feu, s'était réfugié dans le commissariat de la porte de Saint-Cloud (16ᵉ). Il en fallait plus pour calmer la* « bande à Thérèse » *: les jeunes gens avaient mis pied à terre et «arrosé» copieusement la façade du commissariat.*

« Nous ne pensons pas qu'ils aient assassiné Joseph Fontanet, *estime le commissaire Leclerc.* Mais il est logique de croire que l'ancien ministre a été tué dans des circonstances analogues. Des bandes comme celle de Thérèse, il en fleurit beaucoup ces temps-ci ». — Ph. B.



ÉDUCATION

Point de vue

Ouvrir le débat universitaire

par ALAIN GEISMAR (*)

PRÈS d'un million de jeunes poursuivent, en France, des études supérieures. La moitié se trouve insérée dans des établissements de formation professionnelle supérieure dont l'accès est sélectif (grandes écoles, I.U.T., secteur médecine des universités). L'autre moitié se répartit dans les universités issues des anciennes facultés (lettres, droit, sciences).

De la fin de la guerre au début des années 60, la vocation essentielle de ce secteur littéraire et scientifique a été de former à cadence forcée des professeurs, essentiellement pour l'enseignement secondaire appelé à accueillir la vague démographique des années 45-50. Ensuite, l'accent fut mis sur le rôle moteur de la recherche : on espérait qu'elle piloterait une technologie et une industrie susceptibles de concurrencer les Etats-Unis. Dans cet esprit et en une décennie, plus de la moitié des actuels universitaires a été recrutée. Filières d'enseignement et programmes ont été conçus pour préparer la formation de chercheurs, le reste devant s'obtenir par simple retombée en cours de parcours. Ce système a eu ses vertus : création des troisièmes cycles qui ont fourni une alternative à la voie unique de l'agrégation et permis de moderniser et rénover les enseignements. Dans le même temps se développait l'hégémonie du système des écoles pour former des ingénieurs correspondant à une nouvelle génération de la technologie, mais privés de tout contact avec l'université et la recherche — sauf à y avoir fait une thèse. Parallèlement, le dispositif s'est élargi aux I.U.T., qui ont apporté sur le marché des techniciens un personnel d'encadrement venu s'adjoindre à celui de la promotion interne des entreprises.

Depuis quelques années, la conjoncture s'est modifiée radicalement pour les universités, et notamment leur secteur littéraire et scientifique : le débouché traditionnel de l'enseignement secondaire s'est progressivement tari; l'embauche dans la recherche et l'enseignement supérieur s'est brutalement fermée, au point que le renouvellement même de ces corps n'est plus assuré, avec une pyramide des âges très rétrécie aux deux bouts.

Quant aux étudiants, si le baccalauréat leur donne libre accès à ces secteurs universitaires, c'est au prix d'une élimination forcenée dans les deux premières années, et d'un avenir professionnel paradoxalement d'autant plus incertain à l'issue des études que celles-ci se terminent avec un diplôme très élevé : de plus en plus, la figure du diplômé littéraire ou scientifique des années 80 ressemble à celle du licencié en droit de l'entre-deux-guerres : quelqu'un qui a trempé un temps dans le bain culturel universitaire et qui se formera professionnellement sur le tas.

Une mentalité de citadelle assiégée

Quelques rares cellules universitaires ont commencé à se préoccuper de cette situation et à proposer, souvent à partir de la formation continue et de ses ouvertures au monde extérieur, des filières professionnelles. Cela s'est fait modestement, contre le milieu, réticent face à la perte supposée de l'université culturelle, et contre le fantasme idéologique d'une appropriation de l'université par les milieux professionnels, qui, dans la réalité s'en désintéressent et préfèrent leurs propres filières traditionnelles de recrutement.

L'opposition, au nom de la culture, à un gouvernement dont l'autoritarisme et le clientélisme politicien ont provoqué une réaction légitime de refus, a malheureusement conforté des attitudes de repli et de nostalgie d'une université que sa haute fonction culturelle préserverait des secousses sociales et économiques.

Le débat d'idées, le libre examen, la confrontation avec les réalités extérieures ont fait place à une mentalité de citadelle assiégée et à une étroitesse corporatiste toujours latente. Ces mentalités recroquevillées, accompagnées par un syndicalisme exsangue, font craindre que l'ouverture née de la nouvelle situation politique ne soit vécue que comme une occasion de faire revivre une université, propriété privée des universitaires, fermée aux flux sociaux et culturels.

L'absence d. tout lieu de débat et de réflexion collective, de toute intervention étudiante, autre que spasmodique et réactive, l'échec de tous ceux, qui, dans la décennie précédente étaient porteurs de projets, provoquent des replis dans les petites coquilles que chaque micro-discipline sécrète.

Dans ces conditions, il est à craindre que le seul souhait collectif se borne à voir abroger des mesures prises autoritairement, et dans l'objectif de mettre au pas un secteur qui avait été remuant. Cela peut se traduire par une régression vers un isolement de chaque discipline occupée à régler se : propres comptes, et par une séparation accrue de l'université et de la société, au lieu d'ouvrir la émarche autonome d'un interlocuteur majeur.

Ouvrir le débat, avec toutes les composantes de l'université, surtout l'ouvrir vers l'extérieur du monde universitaire. L'ouvrir en marquant par des mesures immédiates, remettant en cause les dispositions les plus scandaleuses de ces dernières années, afin que soit manifeste la volonté d'aboutir à une nouvelle définition des fonctions, des méthodes et des filières de l'université, de son recrutement comme de ses débouchés. C'est une urgence, et organiser dès septembre des colloques régionaux et un colloque national, qui serait un parallèle nécessaire à ce qui est annoncé pour la recherche, serait, de la part du nouveau ministre, une initiative de bon augure.

Fixer un terme à ce premier débat, annoncer des délais pour une réorganisation d'ensemble sur la base de ces discussions et des expériences menées dans une semi clandestinité depuis plus de dix ans. Donner à des expériences choisies la possibilité de se développer en vraie grandeur. Ne pas légiférer et rédiger trop vite un dispositif déjà enfermé dans un carcan aussi étriqué que les mentalités qu'il a développées, mais permettre à travers des actions expérimentales d'ébaucher la diversification de formations, qui correspondent aujourd'hui à des profils d'emplois mythiques.

Il ne s'agit pas de ressuciter les tuopies idéologiques « soixante-huitardes » : Ce qui n'a pas été accompli dans la brèche de l'époque, en période de pleine expansion, ne se fera pas aujourd'hui par décret. Il faut recomposer démocratiquement ce qui a été imposé autoritairement. C'est déjà une grande tâche.

(*) Professeur à l'université de Paris-VII.



A New-York

Vent de fronde dans l'école française «la plus chère du monde»

De notre correspondante

New-York. — L'année scolaire s'achève au « lycée français » de New-York dans un climat de malaise et de contestation. Etablissement privé de statut américain créé en 1934, le lycée français s'est acquis au fil des années une solide réputation de sérieux et se classe parmi les meilleures écoles privées de l'Est des Etats-Unis. Mais l'ambiguïté même de son statut paraît en passe de lui poser quelques problèmes.

L'enseignement y est fait en français et les programmes sont ceux de l'éducation nationale française. Mais, contrairement à ce qui se passe pour les autres lycées français de l'étranger, la gestion de l'établissement de New-York est purement privée sous la direction de son président, M. Maurice Galy, ancien conseiller culturel adjoint de l'ambassade de Washington, assisté d'un conseil d'administration composé de New-Yorkais influents de nationalités diverses.

Le lycée de New-York compte neuf cent quatre-vingts élèves, dont 40 % de Français et 20 % d'Américains. Le prix de la scolarité y est particulièrement élevé : 3 175 dollars par an en 1980 pour un élève de terminale, ce qui en fait l'établissement scolaire de programme français le plus cher du monde. Le lycée se singularise encore par des côtés « rétro » qui rassurent certains parents, mais pas tous, et provoquent un flot montant de protestations de la part du corps enseignant : les élèves doivent porter un uniforme (blaser bleu, jupe ou pantalon gris) ; le latin y est obligatoire en sixième et en cinquième ; cette année, la distribution des prix se fera en toge, etc.

M. Galy refuse, d'autre part, que ses enseignants adhèrent à un syndicat et s'est toujours opposé à la création d'une association de parents d'élèves. Ses arguments sont sans appel : pour les premiers, il explique : « *Vous voyez la C.G.T. représentée dans notre conseil d'administration ?* ». Pour les seconds, il estime que : « *Avec cinquante nationalités représentées au lycée, les intérêts des parents seraient trop divers.* »

Ces difficultés de concertation sont sans doute à l'origine des deux incidents qui se sont produits ces derniers mois : une rébellion d'une partie importante du corps enseignant, et une pénible « affaire de drogue ». Une trentaine de professeurs ont adressé — mais sans la signer, de crainte de représailles — une lettre collective à M. Galy, protestant contre le bas niveau de leurs salaires : en 1980, 12 000 dollars par an pour un professeur certifié, 14 000 dollars pour un professeur agrégé. Le salaire mensuel d'un instituteur est de 800 dollars, celui d'un surveillant de 500 dollars. Le moindre studio à Manhattan se loue désormais 400 dollars par mois, font remarquer les professeurs, qui soulignent aussi qu'ils ne bénéficient ni des primes de déménagement ni des réajustements des échelons de la fonction publique accordés aux professeurs des véritables établissements français régis par les ministères de l'éducation et des affaires étrangères.

Les professeurs protestent aussi contre la manière anarchique et, selon eux, totalement arbitraire dont les contrats sont renouvelés et accusent la direction de pratiquer délibérément une politique de rotation accélérée du personnel enseignant pour éviter toute contestation organisée. Plus généralement, ils s'insurgent contre l'absence, quasi totale, de concertation entre la direction le corps enseignant, les parents et les élèves.

M. Galy estime que ses professeurs jouissent d'un statut privilégié puisqu'ils ne paient pas d'impôts pendant deux ans. S'ils veulent rester plus longtemps, c'est leur affaire, juge-t-il, mais le lycée ne peut pas leur faire de meilleures conditions financières car il se trouve « *en compétition avec d'autres établissements d'enseignement locaux* ». Si le renouvellement des contrats ne se fait pas toujours d'une manière très organisés, c'est, admet M. Galy, parce que son administration « *se laisse parfois déborder par la paperasse* ». Le tarif élevé de la scolarité de son établissement lui paraît similaire à ceux de ses concurrents. D'ailleurs, assure-t-il, « *les Français de New-York ont les moyens et, grâce aux bourses* (180 000 dollars par an pour cent vingt bénéficiaires et quelque soixante-dix boursiers du gouvernement français), *il n'y a pas d'élèves qui ne peuvent fréquenter le lycée faute d'argent* ».

Une autre affaire pénible a défrayé la chronique du lycée : ayant appris que des élèves fumaient de la marijuana, des parents ont demandé des « sanctions », et M. Galy a expulsé cinq garçons, dont l'un était élève de l'établissement depuis neuf ans. La mère de l'élève, estimant que cette sanction avait été prise d'une manière arbitraire et sans en référer au conseil de discipline, a intenté un procès au lycée et a obtenu la réintégration de son fils.

A la suite de cette affaire, un certain nombre de parents d'élèves ont demandé la création de comités de parents, comme il en existe dans la plupart des établissements américains. M. Galy n'a pas opposé de fin de non-recevoir à ce projet, mais il estime que en matière de drogue, « *le lycée ne peut pas se substituer à la famille* ».

La mauvaise humeur monte parmi les contestataires. On ne se fait pas faute de suggérer que la direction du lycée a bénéficié, depuis trop longtemps, des complaisances de certaines autorités françaises.

N. B.

CORRESPONDANCE

L'ÉCOLE PRIVÉE EST-ELLE UNE PRIORITÉ ?

Mme Raffalli, adhérente de l'Association de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL) dans le treizième arrondissement de Paris, nous a adressé la lettre suivante où elle relate une réunion organisée, le jeudi 11 juin, par les APEL du sud de Paris.

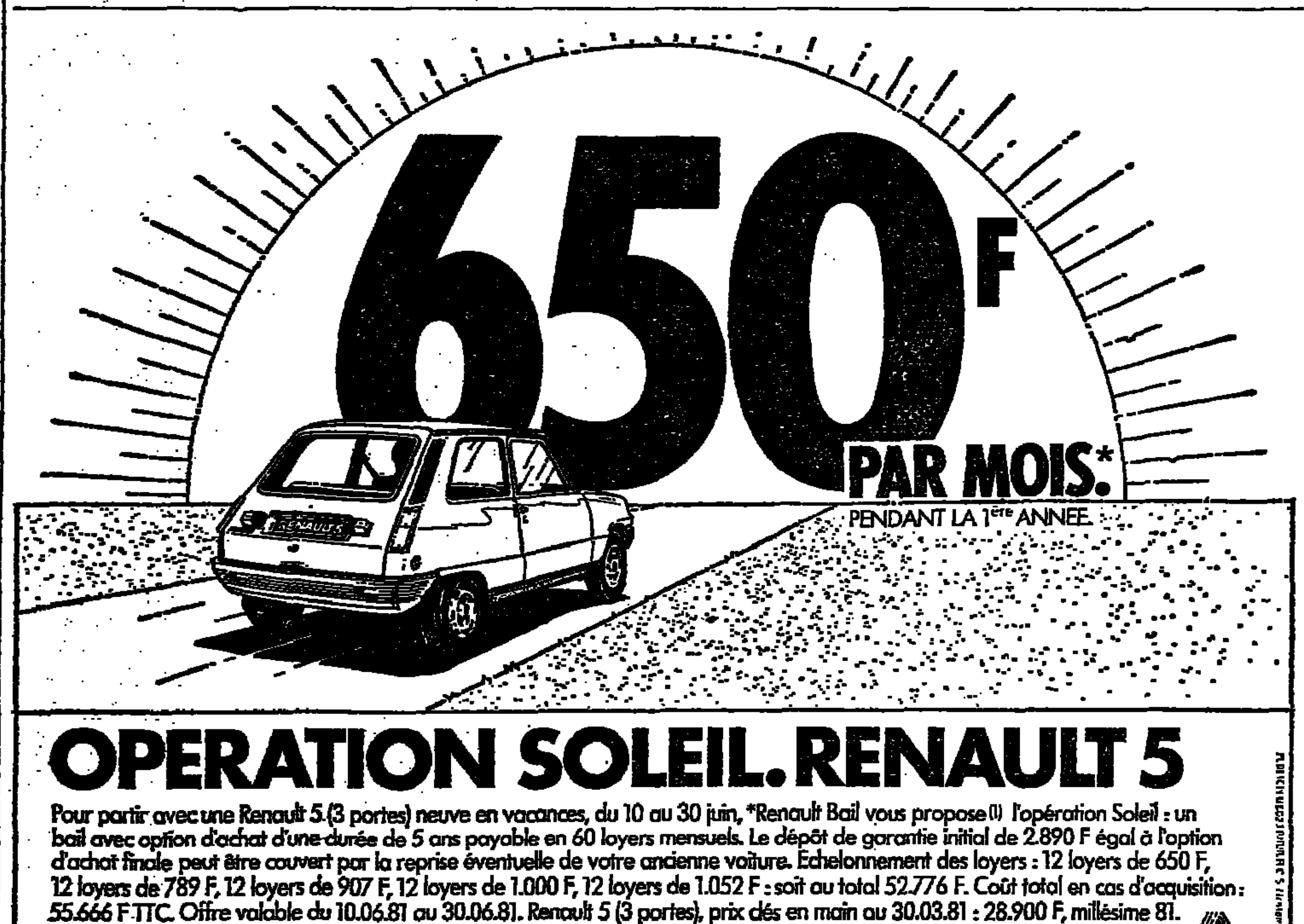
Je vous écris pour vous faire part du malaise ressenti par de nombreux parents face au matraquage systématique et partisan dont nous avons eu clairement l'explication à cette réunion.

Outre les citations de textes soigneusement choisies de M. Henry et de M. Mexandeau destinées à faire peur, *la volonté ferme et définitive de ne pas négocier à propos de l'école libre*, la reconnaissance d'une volonté élitiste, l'appel non déguisé à exprimer une opposition systématique dans le vote des législatives, demandaient quand même qu'un débat démocratique puisse s'engager. Ce n'était pas prévu, seules les questions écrites étant recevables. Comme parent membre de l'APEL et comme catholique, je voudrais exprimer mon désaccord sur ces façons de procéder. Dans un contexte politique où nous avons pu observer une profonde volonté de négociation du gouvernement actuel, où les choix les plus fondamentaux correspondent à ce que des chrétiens pouvaient souhaiter de plus en accord avec leur foi en la justice et la fraternité, on peut s'étonner que les déclarations de M. Savary sur le maintien et la réévaluation des contrats actuels aient été passés sous silence.

Jeudi soir un parent d'élève au micro, après avoir signalé que seuls les candidats R.P.R.-U.N.M. avaient bien répondu à leurs questions, a demandé explicitement de voter pour ceux-là (...). Cet appel fut quand même accueilli dans un silence gêné.

RELIGION

● *Le cardinal Bernardin Gantin*, président de la commission pontificale Justice et paix et ancien archevêque de Cotonou (Benin), qui avait déjà été nommé président du Symposium international sur l'eucharistie de Toulouse (du 13 au 15 juillet), vient d'être désigné par le pape cardinal-légat au congrès eucharistique de Lourdes (16-23 juillet). Cette nomination ne signifie pas automatiquement que Jean-Paul II a décidé de ne pas venir en France ; la mission de légat serait simplement suspendue en cas de présence du pape.



ÉDUCATION

M. Savary précise certaines orientations de sa politique universitaire

A l'occasion de la réunion de la conférence des présidents d'université qui a eu lieu, le jeudi 11 juin, au ministère de l'éducation nationale, rue de Grenelle (« le Monde » du 13 juin), M. Alain Savary a fait une déclaration indiquant « les grands principes à partir desquels seraient dégagées les orientations générales d'une politique des universités ». A la suite de ce discours — seul texte remis à la presse, — M. Savary « a tenu à aborder un certain nombre de sujets précis », selon un communiqué rédigé par son cabinet.

Nous publions quelques extraits de ce communiqué où sont abordées des questions importantes pour l'enseignement supérieur.

● *La loi Sauvage :* le ministre a notamment déclaré :

« Nous sommes décidés à l'abroger et j'ai donné instructions en ce sens. Pour la rentrée universitaire, nous sommes encore obligés de vivre dans le cadre de cette loi (puisqu'il n'appartient pas au pouvoir exécutif de la changer) et notre problème est bien de le faire de la manière la plus intelligente possible. Je dis très précisément que si chacun devait s'appuyer exclusivement sur les textes, on aboutirait à un blocage, et je demande qu'on tienne compte du désir de changement qui s'est produit dans les dernières élections. Ceci signifie qu'il importe de rechercher, dans la plus grande décentralisation, c'est-à-dire en tenant compte des circonstances et des données locales, comment associer, s'ils le souhaitent et s'ils le veulent, ceux qui s'estiment ou se sont estimés mis à l'écart par des actes législatifs antérieurs, afin, dans l'intérêt commun, de permettre que nous voyons ensemble et ensuite tous les problèmes sur lesquels vous avez à dire et nous avons à discuter.

» Ceci ne signifie pas que, comme il semble que cela ait eu lieu, des conseils doivent se dessaisir automatiquement de leurs responsabilités pour s'en remettre à des organisations extérieures. Les décisions prises dans ces conditions encourraient le risque de l'annulation. Enfin, quant à la révision proprement dite de la loi Sauvage, il paraît impossible qu'un projet de loi puisse être inscrit à l'ordre du jour de la session parlementaire de juillet ; cette session sera principalement consacrée à l'examen du collectif budgétaire, et il nous faut d'abord organiser la concertation et la discussion sur le fond ; la réorganisation des structures universitaires, qui ne se limite d'ailleurs pas à la loi Sauvage, ne peut souffrir le malentendu ou l'ambiguïté. »

● *Les étudiants étrangers :* le ministre a déclaré :

« Je tiens à préciser que la question des étudiants étrangers ne peut être traitée indépendamment du rôle que doivent jouer les universités dans les relations internationales, et que, dans ce domaine où nous avons des responsabilités éminentes, il n'y aura pas de décisions hâtives, même si à l'évidence des dispositions antérieures vivent leurs derniers instants. J'ajoute que, à propos de l'accueil des étudiants étrangers, se sont mêlées, du côté français, des préoccupations politiques auxquelles je n'ai pas l'intention de céder, car les relations entre les divers pays et la France connaissent des vicissitudes dont je souhaite que le domaine culturel et universitaire soit préservé. Je ne conçois pas, en effet, que l'on puisse construire des rapports culturels internationaux en fonction de tel ou tel régime et non pas en fonction de ce que nous voulons de permanent dans les rapports entre la France et les autres pays. »

● *Les habilitations :* le ministre a déclaré :

« Je vous dirais simplement que le président du conseil régional de Midi-Pyrénées n'a pas changé de position en devenant ministre, et que les pressions que j'ai exercées, avec quand même quelques succès, sur le pouvoir d'alors ne seront en aucune manière contredites dans l'exercice des responsabilités que j'ai acceptées aujourd'hui d'assumer. Je vous garantis que la réponse viendra dans les délais les plus courts ; j'ai le double souci de rétablir tout ce qu'il est normal et nécessaire de rétablir sans pour autant m'engager à une automaticité qui serait, je crois, non souhaitable et qui me paraît être non souhaitée dans les faits.

» Les universités recevront notification des habilitations à la fin du mois de juin : si des problèmes particuliers surgissent alors, je ne doute pas que leurs présidents ne m'en saisissent directement. »

Enfin, le ministre a indiqué qu'il fallait procéder « *à une étude très sérieuse du premier bilan de la formation des instituteurs en préalable à toute déclaration* ».

Le service des professeurs d'éducation physique

L'HORAIRE CONSACRÉ A L'ANIMATION SPORTIVE EST RÉTABLI

Le ministère de l'éducation nationale a décidé de rétablir dans le service hebdomadaire des enseignants en éducation physique et sportive le forfait de trois heures consacrées à l'animation et à l'encadrement des activités pratiquées au sein des associations sportives des établissements, indique un communiqué, publié mardi 16 juin. Ces trois heures d'animation sportive du mercredi après-midi avaient été réduites à deux heures dans le « plan Soisson » instauré par l'ancien ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs en 1978.

M. Savary a pris cette décision après les entretiens qu'il a eus avec les syndicats d'enseignants et les organisations de parents d'élèves. Elle prend effet dès la rentrée scolaire 1981 et « traduit la volonté du ministre de mettre au service du sport scolaire les moyens pédagogiques nécessaires à son développement.

CARNET

Naissances

— Geneviève et Guy DURIEUX, Sicaire et Fabien, ont la joie d'annoncer la naissance de

Fanny,

le 9 juin 1981, à Saint-Pierre de la Réunion.

3, route de Bérive,
97430 Tampon.

Mariages

— M. Yves DELAMOTTE, chevalier de la Légion d'honneur, et Mme, née Jeanne Arledge-Cannon, sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille

Béatrice DELAMOTTE
avec
M. Arnauld SLOVE,

petit-fils de Mme SLOVE - De LORY et fils de M. Pierre-Charles SLOVE et de Mme, née Nicole Dumoncel,

qui sera célébré en la chapelle d'Andelu (Yvelines), par Thoiry, le samedi 20 juin 1981.

5, rue Vital,
75016 Paris.
67, avenue Marceau,
75016 Paris.

Décès

— Ses amis et ses collègues ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BAUMONT,
membre de l'Institut,
professeur honoraire à la Sorbonne,
conseiller historique
du ministère des affaires étrangères,
président d'honneur
du Comité d'histoire
de la deuxième guerre mondiale,
professeur « honoris causa »
de l'université de Würzburg,

survenu le 12 juin 1981, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, en son domicile parisien.

Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité, à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), le mardi 16 juin, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

— La Fondation « Pierre-Lafue » a le regret d'annoncer le décès de

M. Maurice BAUMONT,
de l'Institut,
membre
du jury de la Fondation.

Fondation « Pierre-Lafue »,
21, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

(Lire page 21.)

— Nous apprenons la mort de notre confrère

Bernard BOCQUILLON,

décédé brusquement le samedi 13 juin 1981, en son domicile, dans la banlieue d'Amiens.

Ses obsèques ont lieu ce mardi 16 juin, à 15 heures, à Fouencamps (Somme).

[Agé de cinquante-deux ans, Bernard Bocquillon a fait toute sa carrière de journaliste au « Courrier picard », où il était devenu rédacteur en chef adjoint. Président de l'Association des journalistes professionnels de Picardie, il avait été membre du comité économique et social de la région Picardie et administrateur de l'Office culturel et de l'Office du tourisme d'Amiens.]

— M. Charles Bonami, son époux depuis cinquante ans,
Ses enfants et petits-enfants,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès accidentel, survenu le 1er juin 1981, à Cellhes (Hérault), dans sa soixante-treizième année, de

Mme Fernande BONAMI,
née Alverube.

Les obsèques ont eu lieu à Cellhes le 3 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Henri-Duchêne,
75015 Paris.

— M. et Mme Gérard Berger et leurs enfants, Béatrice, Pascal et Régine,
M. et Mme Francis Commeau et leurs enfants, Irène, André et Nina,
M. et Mme Jean Commeau et leurs enfants, Patrick, Eric, Dominique, Yannick, Véronique, Thierry, Catherine et Valérie,
Et leurs petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Simone COMMEAU,
née Alexandre,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, rappelée à Dieu dimanche 14 juin 1981, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Le service religieux et l'inhumation auront lieu le samedi 20 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

92200 Neuilly-sur-Seine,
2, rue de Longchamp,
15, rue Marcel-Allégot,
92190 Meudon-Bellevue.
282, rue du Routoir,
Pontpoint,
60700 Pont-Sainte-Maxence.

— Daniel Hirtz,
Et sa famille,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Jacques HIRTZ,
chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu le 11 juin 1981, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu le 13 juin au cimetière de La Ferté-sous-Jouarre.

99, avenue Charles-de-Gaulle,
95160 Montmorency.

— Mme David Lichtik,
Son fils, Alain Lichtik,
ont la douleur de faire part du décès de

David LICHTIK
(Maison Licser),

survenu le 15 juin 1981, à Paris.

L'enterrement aura lieu le 17 juin, au cimetière de Bagneux-Parisien.

On se réunira, à 11 heures, à la porte principale.

— M. et Mme Claude Meyer-Lévy,
Mme Ariane Alsen Meyer-Lévy et ses enfants, Aude, Sylvia et Laurent,
Mme Robert Raven,
M. et Mme Jacques R. Raven et leurs enfants,
M. et Mme Didier Raven et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, le 11 juin 1981, de

M. Paul MEYER-LÉVY,
membre
de l'Académie d'architecture.

Ils prient d'y associer le souvenir de sa femme,

Sophie MEYER-LÉVY,
décédée en 1978.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Le président,
Et les membres de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille,
font part du décès de

M. André MONTEL,
membre de la
Chambre de commerce et d'industrie
de Marseille,
conseiller permanent du bureau,
président
de la commission de l'enseignement
de l'Assemblée consulaire.

Messe corps présent, en l'église des Chartreux de Marseille, le 18 juin, à 8 heures.

— Mme Malka Presburger,
M. et Mme Joseph-Jean Presburger,
David et Eva,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Szlama PRESBURGER,

leur époux, père, beau-père et grand-père,

survenu le samedi 13 juin 1981.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 juin, au cimetière de Bagneux, à 11 heures.

On se réunira à l'entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue de Trévise,
75009 Paris.
24, rue du Faubourg-Poissonnière,
75010 Paris.

— Mme Thérèse Szczupak,
Sandra et Michaël,
M. et Mme Marcel Szczupak,
M. Alain Szczupak,
Mme Grunwald,
M. et Mme Henri Grunwald,
M. Alain Grunwald,
Toute la famille et ses nombreux amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Bernard SZCZUPAK,
avocat à la cour,

survenu le 13 juin 1981.

Les obsèques auront lieu le 17 juin, à 15 h. 30, au cimetière de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

10, rue de la Neva,
75008 Paris.

— Mme Edmée Nacht,
sa mère,
Pascale Krief,
sa fille,
M. et Mme André Tedesco et leurs enfants,
Sa famille et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Sophie TEDESCO,

survenu le 12 juin 1981, après une longue et douloureuse maladie.

Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 juin.

Anniversaires

— Le 15 juin 1980,

Georges J. SEDBON

nous quittait.

Pour tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, il est toujours présent par la pensée.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du

docteur Jacques PINON,

une pensée est demandée en union avec la messe qui sera célébrée le mercredi 17 juin, à 18 h. 30, en l'église Saint-François-de-Sales (6, rue Brémontier, Paris-17e).

Avis de messe

— Alexandre et Anna Penot,
Leur maman,
Et Nicole Prop,
très touchés par les marques d'affection et d'amitié témoignées lors du décès de

M. Frédéric DIEUDONNÉ,
astrologue,

inhumé au cimetière du Montparnasse, le 5 juin 1981, prient d'assister à la messe qui sera célébrée le vendredi 19 juin 1981, à 8 heures du matin, en l'église Saint-François-Xavier (métro Saint-François-Xavier).

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université de Paris-IV, jeudi 18 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Françoise Létoublon : « Recherches sur les verbes signifiant « aller » en grec ancien ».

— Université de Paris-IV, jeudi 18 juin, à 15 heures, amphithéâtre Guizot, M. Gabriel Conesa : « Le dialogue moliéresque : étude stylistique et dramaturgique ».

— Université de Paris-IV, vendredi 19 juin, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Léopold Simon : « Les images dans la poésie de Théocrite ».

— Université de Paris-X, samedi 20 juin, à 10 heures, salle des actes, (bât F), M. Walid Tabbara : « Contribution à l'étude du cautionnement bancaire. Etude de droit comparé (Liban, Syrie, Egypte et Arabie Saoudite) ».

— Université de Paris-Sud (XI), faculté de droit de Sceaux, mercredi 24 juin, à 15 heures, salle « audiovisuel » (2e étage), M. Fouad Benhalla : « Contribution à l'étude du rôle de la radiodiffusion extérieure en tant que moyen d'action et de pression dans les relations internationales ».

— Université d'Angers, lundi 22 juin, à 14 h. 30, salle 12, M. Armel Pécheul : « Le droit de préemption pour cause d'utilité publique ».

— Université de Paris-II, mercredi 24 juin, à 15 heures, salle des fêtes, M. Panagiotis Calogeratos : « Essai sur la crise des Parlements. Les Parlements face à la complexité croissante de l'action étatique moderne ».

— Université de Paris-IV, lundi 22 juin, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Reiner Schurmann : « Politique et déconstruction. Heidegger et les fondements de la politique pratique ».

— Université de Paris-IV, jeudi 25 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Jacqueline Cerquiglini : « Guillaume de Machaut et l'écriture : l'énigme du Voir Dit ».

— Université de Paris-II, vendredi 26 juin, à 17 h. 30, salle des commissions, M. Bernard Coste : « Les violations des règles constitutionnelles relatives aux pouvoirs publics en France ».

— Université de Paris-II, vendredi 26 juin, à 14 h. 30, salle des conseils, Mlle Laurence Idot : « Le contrôle des pratiques restrictives de concurrence dans les échanges internationaux ».

Correspondance

HOMMAGE A CLAUDE LEWY

M. Henri Blanchenay, directeur honoraire de la Société générale (Succ. de New-York), président honoraire de l'Alliance française et du Comité des bourses de New-York, nous écrit :

C'est avec une profonde tristesse que je lis dans votre numéro du 6 juin, l'annonce du décès de Me Claude Lewy, ancien maire d'Orléans (il a été l'un des plus jeunes maires de France), ancien avocat des barreaux de Paris et de New-York.

Tristesse, parce que Claude Lewy, sans avoir cherché ni atteint la grande notoriété — trop jeune à ses débuts, trop fraîchement exilé à La Havane et à New-York, avait un extraordinaire don d'amitié, ce qui, bien sûr, ne relève ni du *Who's Who,* ni de l'éloge funèbre. Ainsi, cet homme qui avait tant aidé, qui avait été l'image même de l'hospitalité à tous ceux, Français ou non, qui passaient à La Havane ou à New-York — ou qui y résidaient, cet homme qui aimait vivre et qui aimait l'amitié, passe la ligne de vie dans un avis tout « sec ». Il avait une famille, il a eu de nombreux amis. Et personne n'aura jeté une rose sur son départ. Personne n'aura vécu sa tragédie.

Certes, votre journal ne pouvait guère publier autre chose que la notice d'usage et les quelques lignes d'une fiche opportunément tirée d'un classeur. Mais, moi qui fus le témoin, au cours de presque vingt années à New-York, de cette vie d'un homme d'esprit et d'un si grand cœur, de cet avocat des causes sans honoraires, de cet hôte dont la porte s'ouvrait à toute heure du jour et de la nuit à la seule condition qu'on eût besoin qu'elle s'ouvrît, moi, ce témoin, je voudrais que ces quelques lignes puissent éveiller des souvenirs d'amitié, faire que ceux — qu'ils eussent été dans le besoin ou qu'ils eussent invoqué l'avocat des causes misérables — que ceux-là sachent que quelques hommes « du monde » veulent encore « faire la ronde, autour du monde » avec Claude Lewy, l'ami de tous ceux qui avaient besoin d'un ami.

PRESSE

A l'UNESCO

DÉBUTS DIFFICILES DE LA CONFÉRENCE SUR L'ASSISTANCE AUX PAYS DU TIERS-MONDE EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Au siège de l'UNESCO à Paris et, pour la première fois, sont réunis jusqu'au 22 juin, les représentants de trente-cinq pays (comprenant sept puissances occidentales et le Japon) appartenant au conseil du programme intergouvernemental pour le développement de la communication, dont la création avait été approuvée par la dernière conférence générale de l'UNESCO, à Belgrade, en octobre 1980.

Inaugurant, lundi 15, les travaux de cette conférence, M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO en a précisé l'objet : imaginer des *« mesures pratiques de caractère opérationnel permettant de renforcer les capacités de coopération des pays qui en sont dépourvus »* et de mettre ainsi fin au déséquilibre en la matière entre le tiers-monde et les pays occidentaux.

En dépit du caractère essentiellement technique de cette réunion, les divergences « politiques » ont surgi dès lundi au sujet de la désignation du président de la conférence. Les problèmes de communication ont, en effet, souvent entraîné des discussions entre les trois grands groupes des pays membres de l'UNESCO (occidentaux, socialistes, non alignés) et de vives réactions hors de l'organisation.

Cette conférence devra, d'autre part, établir le mode de financement du programme et rechercher les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

Le conseil exécutif de l'UNESCO a décidé de dégager 3 080 000 dollars sur le budget de l'organisation pour couvrir les premiers frais. Mais il est évident que le développement de la communication des pays faisant appel à ce programme international ne pourra être financé que par des dons provenant des Etats industrialisés de l'UNESCO. Les Pays-Bas ont été le premier pays à annoncer leur concours.

Pour pouvoir présider le directoire du « Figaro »

M. ROBERT HERSANT EST CONTRAINT DE PROUVER SA QUALITÉ DE JOURNALISTE

M. Robert Hersant, propriétaire du *Figaro*, est astreint, depuis lundi 14 juin, à prouver sa qualité de journaliste, sous peine d'une amende de 2 000 francs par jour, à la suite du référé déposé le 3 juin devant le tribunal de grande instance de Paris par la société des rédacteurs. Celle-ci souhaite ainsi pouvoir revenir à une application stricte des statuts de la société de gestion du *Figaro* tels qu'ils ont été signés le 30 mars 1971, avant l'arrivée de M. Robert Hersant à la tête du journal. Selon ce protocole d'accord, le président du directoire — poste occupé par M. Hersant — était tenu d'être journaliste (*le Monde* du 6 juin).

Par deux fois déjà, la société des rédacteurs est intervenue à cette fin, par voie d'huissier, auprès de la direction du *Figaro*, pour se faire communiquer les pièces justificatives ou le fichier du personnel, mais en vain.

AUTOMOBILE

LA FORD ESCORT XR3 : sportive avec raison

On s'était interrogé lors de leur présentation sur l'accueil que ferait le public aux nouvelles Ford Escort (*le Monde* du 25 septembre 1980). Des chiffres viennent d'être rendus publics : sur deux cent cinquante mille commandes enregistrées pour l'Europe entre octobre 1980 et mars 1981, cent cinquante mille exemplaires de cette gamme ont été livrés dans ce même laps de temps, dont vingt-cinq mille en France.

Ces données confirment un succès qui était prévisible. D'abord parce que les nouvelles Escort sont des véhicules qui répondent bien à la demande du moment tant sur le plan de leur conception que sur celui de leur utilisation ; ensuite parce qu'elles sont le fruit d'une concertation et de conclusions de chercheurs, d'ingénieurs nombreux et de nationalités différentes, donc ouverts aux conditions de marchés très divers. Enfin parce que ces voitures représentaient lors de leur apparition les seules véritables nouveautés récentes (avec la 323 FF Mazda) en modèles de moyenne dimension.

Sur les vingt-cinq mille exemplaires diffusés jusqu'à présent en France, trois mille ont été des XR 3, ce modèle constituant la réponse que donne la firme américaine à une demande assez marquée pour des véhicules de coût d'achat et d'entretien raisonnables mais dotés de caractéristiques sportives marquées. On sait combien la Golf GTI de Volkswagen connaît à l'heure actuelle de succès. Fiat, de son côté, sort dans les semaines à venir une très nerveuse Ritmo 105 après avoir lancé une nerveuse Ritmo 85 et Renault va muscler, à la rentrée, une nouvelle R 5 qui remplacera la R 5 Alpine.

Extérieurement la XR 3 se distingue des autres Escort par un entourage de vitre, de pare-brise et de lunette arrière noir, un bas de caisse de même couleur, des pneus 185/60 HR 14 à taille basse, un becquet arrière, des phares à iode. Par rapport à l'ensemble mécanique développant 79 ch DIN dans le modèle 1600 VV qui la suit dans la hiérarchie de la gamme, la XR 3 prend un carburateur Weber double corps et un arbre à cames en tête modifié, ce qui lui fait gagner près de 20 chevaux-moteur. La suspension tant avant qu'arrière est modifiée également et le CX ramené à 0,375, gagnant un point sur le coefficient des autres modèles.

Sans atteindre le dynamisme de la Golf GTI, la XR 3 se révèle à la route une agréable voiture rapide (plus de 180 km/h dans les meilleures conditions), sûre et de confort acceptable. La boîte à quatre vitesses aurait mérité un cinquième rapport. L'appel fait à la troisième pour le passage rapide en virage accentué est fréquent ce qui ne sert pas une consommation qui, en conduite classique, reste néanmoins moyenne (10 litres environ à 130 km/h sur itinéraire peu tourmenté).

La tenue de route même à haute vitesse ne présente pas de graves défauts : une bonne adhérence avec couchage réduit en courbe assure une conduite sans grande surprise. Une sportive raisonnable pour un tarif raisonnable (50 960 F). — C. L.

● *Une nouvelle grande berline Fiat,* l'Argenta, remplacera le modèle 132 à partir de septembre. L'Argenta sera disponible en trois versions : 1 600 cm 3 à essence (98 ch., 165 km-h), 2 000 cm 3 à injection (122 ch., 175 km-h), et 3 500 cm3 diesel (72 ch., 150 km-h.)

● *British Leyland* se prépare à lancer sa deuxième « contre-attaque » face à l'invasion japonaise du marché automobile européen en présentant, en octobre, sa nouvelle Acclaim.

Après sa Mini-Metro, qui lui a déjà permis de reconquérir un peu de terrain il mettra en vente, en octobre, avec le concours des Japonais eux-mêmes, l'Acclaim, moyenne cylindrée dérivée de la voiture japonaise Ballade, conçue par Honda.

La Ballade est déjà construite au Japon depuis près d'un an, mais Honda s'est engagé à ne pas l'exporter vers l'Europe pour ne pas gêner British Leyland.

● *Une nouvelle FSO Polski 1500* va être commercialisée par le réseau Chardonnet. Elle reçoit une boîte cinq vitesses, un spoiler et un becquet, tandis que dossier et banquette arrière sont rabattables. Sa cinquième vitesse lui permet d'être classée dans la catégorie des 7 CV, malgré sa cylindrée (1 481 cm 3), et tout en conservant sa puissance réelle (82 CV). La nouvelle Polski, baptisée Polonez, coûtera 31 500 F.

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

UN AMBITIEUX PROJET DU GROUPE PEUGEOT

A Meudon, un « atelier flexible » fabriquera des prototypes de moteurs automobiles

La robotique est l'un des axes d'avenir que le dernier gouvernement du précédent septennat avait confiés au Comité de développement des industries stratégiques (Codis). Et il y a beaucoup de raisons pour qu'elle reste, quelle que soit la nouvelle politique, parmi les secteurs à développer prioritairement (1).

La mise au point d'« ateliers flexibles » — première ébauche des « usines sans hommes » de l'avenir — fait partie des orientations principales de ce développement. Le premier atelier flexible français doit fonctionner, dès cette année, à l'usine de Bouthéon (Loire) de Renault-Véhicules industriels (2) ; sa réalisation a été soutenue par le Codis, tout comme l'est celle d'un atelier flexible que l'autre grand groupe automobile, Peugeot S.A., installera à l'usine de Meudon de Citroën-Industrie.

Cet atelier, que nous décrivons ci-dessous, devrait fabriquer, à partir de 1983, les prototypes de pièces de moteur — vingt à trente pièces par jour dans un premier temps — des automobiles Citroën, puis, si tout se passe bien, de l'ensemble du groupe P.S.A. L'investissement global est estimé à un peu plus de 32 millions de francs (hors taxes), dont, en principe, le quart (8 millions) devrait être pris en charge par le Codis. L'atelier est conçu et sera construit par la société Automatique industrielle, créée en novembre dernier, et dont le capital est détenu par P.S.A. (40 %), S.G. 2, filiale de la Société générale (40 %), Rhône-Poulenc (10 %) et Péchiney-Ugine-Kuhlmann (10 %).

FABRIQUER n'importe quelle pièce mécanique en aluminium, en fonte ou en acier, pouvant « entrer » dans un cube de 50 centimètres d'arête : tel est l'objectif assigné au futur atelier flexible de Meudon. « *Certes*, souligne M. Krautter, directeur de l'informatique, des télécommunications et des automatismes du groupe P.S.A., *nous n'en sommes pas encore à l'« usine sans hommes » qu'annonce le MITI japonais, que les industriels ne suivent d'ailleurs que contraints et forcés. Mais nous sommes assez ambitieux.* »

L'atelier de Renault à Bouthéon, souligne-t-on chez Citroën, produira des petites ou des moyennes séries (trois cents par jour) de pièces appartenant à des familles bien définies (pièces de boîtes de vitesses). L'atelier de Meudon est destiné avant tout à fabriquer des pièces prototypes et en tout petit nombre : « *Il nous faut bâtir aujourd'hui un atelier destiné à fabriquer des pièces que nous ne connaissons pas encore.* »

Comme tout atelier de mécanique, un atelier flexible, tel celui de Meudon, comprendra une série de cellules, correspondant à différentes fonctions (voir schéma). La plupart seront totalement automatisées : un petit nombre feront encore, au moins dans un premier temps, appel à la main-d'œuvre humaine.

La première tâche à accomplir sur une pièce de métal brut qui entrera dans l'atelier sera de faire un premier découpage de sa surface, pour faire disparaître le « brut de fonderie », puis de l'installer et de la caler sur une « palette ». La palette est une sorte de grosse table en fonte, nécessaire pour toutes les opérations de chargement automatique de machines-outils à commande numérique ; la palette sert, en quelque sorte, de « table de travail » amovible, solidaire de la pièce à usiner, et qui permet un positionnement précis de celle-ci sur les machines auxquelles elle sera successivement soumise. L'ensemble de cette opération, appelée le « balancement », est, pour un ouvrier, relativement simple à accomplir. Mais, c'est souvent le cas en robotique, les opérations apparemment les plus simples ne sont pas toujours, aujourd'hui, les plus faciles à automatiser ; il faudrait notamment utiliser des systèmes très performants de reconnaissance des formes, pas encore développés. Aussi cette opération restera-t-elle manuelle.

Mis sur palette, le bloc de métal — la future pièce — reçoit un numéro d'identification, une étiquette, qui sera, sous forme de codage magnétique, inscrite sur la palette ; ainsi sera-t-il possible de le suivre sans ambiguïté tout au long de son cheminement dans l'atelier. L'ensemble est ensuite mis en stock, en attendant que le système informatique l'envoie vers un centre d'usinage.

La même cellule — manuelle — assurera aussi, au départ, une autre fonction : pour usiner entièrement une pièce, il faut bien, à un moment, la retourner, pour avoir accès à la surface qui est, au départ, en contact avec la palette. Cette étape ne sera pas tout de suite automatisée, mais il y a des chances raisonnables qu'elle puisse l'être assez rapidement : s'il est difficile de confier à des robots la manipulation d'objets mal connus — comme un bloc de métal brut, — c'est plus facilement réalisable si la pièce à manipuler a déjà été usinée sur plusieurs faces.

Quand une place se libérera auprès d'une machine, et si le système informatique le décide compte tenu du programme de travail qu'il détermine, la future pièce, sur sa palette, sera prise en charge par un système de transport automatique : il s'agit de chariots électriques dits filoguidés, dont la trajectoire est déterminée par un fil conducteur enterré dans le sol. Tous les postes de travail seront équipés de manière à pouvoir accueillir, en plus de la pièce sur laquelle ils travaillent, la pièce suivante. Celle-ci (toujours sur sa palette) sera, en effet, installée par le chariot sur une table pivotante pour succéder immédiatement, dès le travail fini, à celle qui la précède : il faut, en effet, limiter au maximum les temps morts.

La fonction, évidemment principale, de l'atelier sera confiée à trois unités d'usinage : deux centres d'usinage et une fraiseuse. Un centre d'usinage est ce que les techniciens appellent une « machine-outil à commande numérique cinq axes » : sur ces machines, la pointe de l'outil de coupe peut, dans certaines limites, atteindre n'importe quel point dans l'espace (ce qui nécessite trois axes de mouvement, trois degrés de liberté), et l'axe de l'outil peut prendre n'importe quelle orientation dans l'espace (ce qui nécessite de pouvoir le faire tourner suivant deux axes de rotation). Les centres d'usinage sont, en quelque sorte, des machines-outils à tout faire.

Sur la fraiseuse, l'axe de l'outil a une direction fixe (horizontale ou verticale) ; cette machine, moins performante, est en principe moins coûteuse. Mais les responsables du projet de Meudon ne trouvent pas sur le marché français de machine adaptée à leurs besoins. Plutôt que d'en faire développer une spécialement pour leur atelier, ce qui coûterait fort cher, ils examinent la possibilité, probablement plus économique, de la remplacer par un troisième centre d'usinage.

Après usinage, et avant contrôle, les pièces devront être nettoyées : ce sera le rôle d'un autre poste de travail, équipé d'une machine à traitement de surfaces, autrement dit d'une machine à laver. Les centres d'usinage assurent déjà des fonctions de nettoyage, mais celles-ci ne sont pas toujours suffisantes, par exemple pour vider complètement de leurs copeaux ou des boues d'usinage les trous borgnes (qui ne traversent pas complètement le métal). La machine à laver, qui fait l'objet d'un programme de développement spécial, sera aussi complexe qu'une machine-outil : recevant l'ensemble des instructions qui auront servi à usiner la pièce, elle nettoiera celle-ci complètement, d'abord par une douche sous pression d'eau additionnée d'un peu de détergent (la pièce et sa palette, d'un poids pouvant atteindre 600 kilogrammes, étant remuées en tous sens !), ensuite en injectant dans tous les orifices de l'eau, puis de l'air, sous haute pression.

Les pièces pourront alors être conduites vers une machine à mesurer automatique qui vérifiera que leur géométrie est bien, aux tolérances près, celles qui étaient prévues dans le programme initial.

Le circuit parcouru par les pièces sur leur palette est ainsi « bouclé ». A moins qu'un problème n'apparaisse : si la machine à mesurer détecte une anomalie, ou s'il y a un incident d'usinage (casse d'outil par exemple), la pièce finie, ou en cours d'usinage (celui-ci est immédiatement interrompu), sera conduite à une cellule de contrôle où un technicien, assisté de l'ordinateur, pourra prendre les décisions nécessaires.

La description de l'atelier ne s'achève cependant pas là. S'agissant d'une installation destinée à être extrêmement « flexible », à usiner les pièces les plus variées dans les matériaux les plus divers, le projet de Meudon présente pour les spécialistes une série de difficultés dans le domaine de l'outillage : l'usinage d'une culasse prototype — qui demande un « temps machine » de l'ordre de deux heures — peut exiger l'utilisation de quelque quatre-vingts à quatre-vingt-dix outils différents. Et tous ces outils doivent être soigneusement préparés, parfaitement connus dans leurs dimensions, et chargés au bon moment sur les machines-outils, le tout, c'est l'objectif, de manière aussi automatique que possible. Ce qui fait dire à l'un des responsables du projet qu'à côté de l'atelier proprement dit, celui des pièces à usiner, existera un autre atelier, l'atelier-outils !

Avant toute chose, les outils entrant dans l'atelier seront d'abord soumis à un contrôle et à une première mesure manuels, puis mis dans une machine à mesurer automatique, qui transmettra le résultat de ses mesures au calculateur chargé de la gestion des outils ; enfin, ils seront transférés, automatiquement, à un magasin de stockage.

En fonction des programmes d'usinage des pièces à venir, le système informatique déterminera de quels outils aura besoin, dans une prochaine étape, chacune des machines-outils. Ceux-ci seront conduits par un chariot au regard d'un chargeur d'outils qui les installera sur la machine-outil et déchargera, pour retour en stock, les outils qui auront servi au travail sur la pièce précédente et n'auront plus d'utilisation immédiate.

Stocks outils
Machine mesure outils
Préparation et affûtages manuels
CIRCUIT CHARIOT FILOGUIDÉ PORTE-OUTILS
Chargeur outils
Centre d'usinage 1
Centre d'usinage 2
Fraiseuse
Stock palettes vides
Chargement Déchargement Retournement
Stock palettes pleines
CIRCUIT CHARIOT FILOGUIDÉ PORTE-PIÈCES
Litiges
maintenance chariots
Machine de mesure des pièces
Machine de traitement de surfaces

Le support informatique

On imagine aisément qu'un pareil système ne peut fonctionner convenablement sans un support informatique sérieux. En l'occurrence, un mini-calculateur (deux pour des raisons de sécurité) sera suffisant. Il sera à l'amont de toute une série d'autres micro-calculateurs, d'automates programmables ou de directeurs de commande numérique qui lui rendront compte, et auxquels il pourra donner ses instructions et transmettra les programmes d'usinage. Ceux-ci seront élaborés, en amont du système, par un ensemble informatique qui existe déjà dans le groupe et qui fait de la conception assistée par ordinateur.

Le système informatique aura une lourde charge. Il lui faudra tout d'abord faire l'ordonnancement général de l'atelier, c'est-à-dire établir son programme général de travail (telle pièce doit aller à tel moment sur tel centre d'usinage) en tenant compte d'un certain nombre d'impératifs : temps d'usinage, priorités à donner à une pièce, ou à une série, sur une autre, nécessité de limiter les temps morts. Le système devra, d'autre part, transmettre aux machines les instructions nécessaires à leur travail ; et les centres d'usinage devront, à chaque instant, avoir en mémoire non seulement le programme de commande correspondant à la pièce sur laquelle ils travaillent, mais aussi celui correspondant à la pièce suivante ; ainsi pourront-ils immédiatement l'« *attaquer* », dès que la précédente sera achevée.

Les programmes informatiques devront aussi prendre en compte les impératifs importants de la sécurité de fonctionnement : si un outil casse, il faudra non seulement interrompre le travail sur la pièce, mais aussi ajourner le travail sur toutes les pièces équivalentes en cours d'usinage dans l'atelier, et même interdire l'utilisation, dans tout l'atelier, des outils ou des procédures de travail éventuellement responsables de l'incident.

XAVIER WEEGER.

(Lire la suite page 20.)

(1) *Le Monde* daté 26-27 avril.
(2) *Le Monde* du 7 décembre 1980.

Il y a 350 millions d'années

Un Anapurna à Clermont-Ferrand et un Everest à Lyon

Le jeudi 11 juin, douze géologues, un médecin et un interprète français sont partis pour le Tibet. Ils prendront part à la deuxième campagne franco-chinoise organisée dans le cadre du programme bilatéral d'étude du Tibet. Ce programme, étalé sur trois ans, est issu de l'accord conclu le 15 juillet 1980 entre l'Académie des sciences et l'Académie des sciences géologiques pour la Chine, l'Institut national d'astronomie et de géophysique du Centre national de la recherche scientifique pour la France (« le Monde » du 23 juillet 1980 et du 19 novembre 1980). La campagne de 1981 comprendra deux parties distinctes : jusqu'au 25 juillet, la première sera surtout consacrée à la géologie d'une région située au nord de Lhassa ; du 3 septembre au 18 octobre, la seconde utilisera des méthodes géophysiques (sismique-réfraction et paléomagnétisme) pour essayer de comprendre la structure profonde du « Toit du monde ».

LE versant sud de l'Himalaya est assez bien connu grâce, notamment, au travail d'équipes françaises (*le Monde* du 12 mars 1975). Il est donc intéressant pour les spécialistes français d'aller étudier le versant nord et le Tibet, où travaillent déjà les Chinois ; Himalaya et Tibet étant la région du monde où se produit actuellement la collision la plus spectaculaire de deux masses continentales. Des collisions analogues ont eu lieu au cours de l'histoire de la Terre. Les mêmes causes produisant, en principe, les mêmes effets, les spécialistes pensent depuis quelques années que des collisions analogues se sont produites en Europe de — 500 millions à — 300 millions d'années. Ainsi est née la chaîne hercynienne (1) dont les restes se retrouvent actuellement aussi bien dans le massif de Belledonne, la Forêt-Noire, les Vosges, le Massif central et le Massif armoricain qu'au sud de l'Espagne et même dans les Appalaches américains. On peut donc dire que, il y a environ 350 millions d'années, il y avait un Everest à Lyon, un Anapurna à Clermont-Ferrand et un Tibet à la place du Bassin parisien. Etant entendu que, avec la dérive incessante des continents, cet Himalaya et ce Tibet disparus étaient dans un environnement géographique très différent de celui qui nous est familier : l'Atlantique, à cette époque lointaine, n'existait pas. Ce qui explique que la chaîne hercynienne ait aussi affecté l'Amérique du Nord qui était alors soudée à l'Eurasie.

De même, on peut supposer que, si la progression de l'Afrique vers le Nord se poursuit pendant les prochains quarante millions d'années, il y aura collision de l'Afrique contre l'Europe avec formation d'une chaîne de montagnes qui sera peut-être un nouvel Himalaya.

La collision des masses continentales

Les travaux poursuivis depuis quelques années dans l'Himalaya ont permis de reconnaître les traces des phénomènes qui accompagnent la collision de deux masses continentales : failles de chevauchement avec contacts anormaux et ophiolites (lambeaux de fonds océaniques) (2) pour ne citer que les principales de ces traces. Et toutes ces traces de collision se retrouvent en Europe dans la vieille chaîne hercynienne. Mais déformées (érodées, arasées au cours des 300 à 280 derniers millions d'années, elles sont si difficiles à voir qu'au début peu de spécialistes y ont cru. Le premier, André Demay, professeur à l'Ecole des mines de Paris, a détecté, dès 1930, de grands chevauchements dans le Massif central. Sa découverte n'a alors soulevé que des sarcasmes. En 1974, à la réunion annuelle des sciences de la terre françaises, M Maurice Mattauer, professeur à l'université des sciences et des techniques du Languedoc (U.S.T.L.) à Montpellier, qui venait d'étudier sur place la géologie de l'Himalaya népalais, a repris l'hypothèse d'André Demay. Là encore, l'idée de comparer l'Himalaya et le Massif central a semblé farfelue Maintenant pourtant, de nombreux spécialistes des sciences de la Terre sont convaincus qu'un Himalaya a existé en Europe entre — 400 et — 300 millions d'années.

Des phénomènes analogues

Comme dans l'Himalaya, on trouve dans les vestiges européens de la chaîne hercynienne au moins deux traces de chevauchement : la plus ancienne dans le Limousin, la plus récente dans les Cévennes et dans le Rouergue (3). Dans les Cévennes, d'ailleurs, existent des schistes très semblables à ceux du Népal. Comme dans le Tibet, on a repéré des petits lambeaux d'ophiolites dans le massif de Belledonne, à Decazeville, en Vendée, notamment. Ce qui permet de supposer que la grande collision hercynienne a été précédée, elle aussi, de collisions de fragments continentaux. Comme en Asie (au Makalu, en particulier), le chevauchement de deux croûtes continentales a provoqué une fusion de roches métamorphiques (4) qui se sont transformées en leucogranite (notons qu'en France le leucogranite peut être associé aux gisements d'uranium).

Il semble donc maintenant acquis que le Tibet et l'Himalaya d'une part, la chaîne hercynienne d'autre part, sont nés de phénomènes analogues mais survenus à des époques différentes. Curieusement, les études menées en Asie peuvent donc aider à comprendre l'Europe. Et réciproquement.

YVONNE REBEYROL.

(1) D'autres collisions beaucoup plus récentes sont à l'origine de la chaîne alpine qui a commencé à se former il y a moins de 100 millions d'années et dont la surrection continue actuellement.

(2) *Le Monde* du 27 mai.

(3) Il y a aussi des chevauchements dans les Appalaches américains qui, d'après des données récentes, seraient très importants.

(4) Les roches métamorphiques sont des roches sédimentaires ou cristallines qui, soumises à de hautes températures et à de fortes pressions, ont été modifiées dans leur constitution physique.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

L'Observatoire de Nice fête son centenaire

Deux mille étoiles doubles au palmarès

Un grand rassemblement européen d'un millier d'astronomes amateurs a donné le coup d'envoi, les 6 et 7 juin, aux fêtes du centenaire de l'Observatoire du mont Gros, à Nice. Jusqu'au dimanche 14 juin, de nombreuses manifestations (expositions, conférences, débats, ateliers, visites) ont été organisées pour associer le grand public à cette célébration et l'informer sur la recherche astronomique. Créé par un mécène, Raphaël Bischoffsheim, l'Observatoire de Nice se place aujourd'hui, par le nombre de ses chercheurs et par le volume et la qualité de sa production, au premier rang des observatoires de province. Sa grande lunette de 76 centimètres d'ouverture et de 18 mètres de distance focale est actuellement l'un des rares instruments au monde qui servent aux observations visuelles d'étoiles doubles.

« *UN ciel toujours beau, une position élevée au-dessus de la ville et de ses distractions, le calme et la stabilité qu'exigent des études astronomiques* » : c'est ainsi que les savants académiciens du Bureau des longitudes décrivaient, en 1879, le site du mont Gros dominant Nice à 372 mètres d'altitude, sur lequel devait être édifié l'observatoire. Bischoffsheim s'assura le concours des meilleurs talents de l'époque : Gustave Eiffel et Charles Garnier, qui dirigèrent la construction de la coupole, les frères Paul et Prosper Henry, opticiens de l'Observatoire de Paris, dans l'atelier duquel furent polis les verres du grand équatorial. Jusqu'à la guerre de 1914-1918, l'Observatoire de Nice déploya une intense activité scientifique, marquée notamment par les travaux de son premier directeur, M. Perrotin, qui effectua une remarquable série de mesures de la vitesse, ceux de Javelle (catalogues des nébuleuses), Thollo (études sur le spectre solaire), Charlois (spécialiste des petites planètes), Chrétien, inventeur plus tard des catadioptres et du cinémascope, et Nordman, qui a conçu à Nice la radio-astronomie.

Victime par la suite du déclin de la recherche française entre les deux guerres et des vicissitudes économiques, qui réduisirent à néant ou presque la rente du capital de Bischoffsheim, l'Observatoire serait mort sans la clairvoyance du même directeur pendant quarante-cinq ans, M. Gaston Fayet. En 1962, il n'y reste plus que sept personnes, dont seulement trois astronomes. Le vaste domaine de 35 hectares, en partie incendié en 1959, est envahi par les ronces, les bâtiments délabrés. La grande coupole elle-même est dans un piteux état ; dôme rouillé — Eiffel avait imaginé pour alléger son poids de le faire flotter sur un canal circulaire — planchers effondrés, lunette privée de son optique ; un grand-duc y a même niché en l'absence d'autres occupants...

Un jeune astronome plein d'allant, spécialiste de l'atmosphère des étoiles et du Soleil, M. Jean-Claude Pecker, l'un des premiers élèves formés après la deuxième guerre mondiale par le grand maître de l'astrophysique française, M. Evry Schatzman, va remonter la pente et redonner tout son lustre à l'établissement. Nommé directeur à l'âge de trente-six ans, bénéficiant de l'appui du directeur de l'Observatoire de Paris, André Danjon, il restaure tout d'abord la grande coupole, jette les bases d'un centre de calcul et fait appel, chaque année, à de jeunes chercheurs parisiens qui viennent de soutenir leur thèse de doctorat.

C'est l'époque de pleine expansion scientifique, et la France s'engage alors résolument dans la recherche spatiale. M. Jean-Claude Pecker obtient les crédits nécessaires des ministères de tutelle, et la municipalité de Nice participe elle-même à la renaissance du laboratoire en finançant un restaurant d'entreprise. Quand M. Pecker quitte Nice, en 1969, après être devenu entre-temps professeur au Collège de France, l'élan est donné et sera poursuivi par ses successeurs.

Dirigé depuis 1972 par M. Jean-Paul Zahn (1), l'Observatoire de Nice a, aujourd'hui, un effectif d'une centaine de personnes dont près de cinquante chercheurs et une dizaine d'ingénieurs. Après avoir dépendu pendant longtemps de l'université de Paris qui l'avait reçu en legs de Bischoffsheim, il constitue maintenant une unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de l'université de Nice, tout en étant associé à l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG).

L'une des observations les plus intéressantes qui se font à Nice est celle des étoiles doubles, travail délicat et fondamental réalisé dans quelques endroits seulement au monde, qui permet de déterminer la masse des des étoiles. Le spécialiste en est M. Paul Couteau, le plus ancien astronome de l'observatoire qui, avec ses équipes, a déjà découvert plus de deux mille étoiles doubles. Depuis un an, une expérience nouvelle concernant l'occultation d'étoiles par la Lune a également été entreprise à Nice avec les moyens techniques les plus modernes. En ce qui concerne les observations diurnes, une instrumentation originale permettant d'étudier les mouvements qui se produisent à la surface du Soleil a été mise au point. Cette méthode a été expérimentée l'an dernier au pôle Sud par une équipe de quatre chercheurs, deux Niçois, MM. Grec et Gossat, et deux Américains, qui ont observé le Soleil sans interruption pendant cinq jours. L'expédition a eu un retentissement mondial.

Dans le domaine de la recherche théorique enfin, l'Observatoire de Nice qui a accès aux plus puissants moyens de calcul en France et à l'étranger, a acquis une réputation internationale par ses études se rattachant à la mécanique céleste. Nice accueille notamment l'un des meilleurs spécialistes des turbulences, M. Uriel Frish.

Centre de colloques internationaux, coopérant avec de nombreux laboratoires et ayant une production scientifique importante (50 publications par an), l'Observatoire pratique aussi une large ouverture vers le grand public accueilli chaque année depuis 1968 lors d'opérations portes ouvertes très prisées (on a dénombré jusqu'à 3 000 visiteurs). Ce public niçois l'a beaucoup aidé en retour à écarter la menace de création d'un vaste ensemble immobilier sur le mont Vinaigrier, voisin du mont Gros, où le bétonnage envisagé aurait gravement nui à la qualité du site.

Ce danger évité, deux autres problèmes hypothèquent le maintien et le développement de l'activité de l'Observatoire de Nice : l'amenuisement des crédits de fonctionnement et de recherche (ils ont fondu de 40 % en dix ans) et le quasi-tarissement du recrutement, d'ailleurs communs à l'ensemble de la recherche publique. Les astronomes niçois attendent beaucoup à ce sujet de la nouvelle politique qui doit être mise en œuvre par les socialistes...

GUY PORTE.

(1) Spécialiste de la structure et de l'évolution des étoiles. M. Jean-Paul Zahn fut aussi l'élève puis le premier assistant de M. Evry Schatzman. Actuellement directeur de recherche au C.N.R.S., il travaille depuis trois ans à Nice. M. Zahn quittera ses fonctions à la fin de ce mois et sera remplacé comme directeur de l'Observatoire par M. Raymond Michard, ancien président de l'Observatoire de Paris.

— *En* — *toute logique*

DES COUPLES ET UN BATEAU

PROBLEME N° 200

Explorons une variante rare d'un problème classique : celui de la traversée d'une rivière. Tolérons, à cette occasion, l'intervention d'un sentiment désuet : la jalousie.

Six couples s'apprêtent à traverser une rivière. Le seul bateau disponible ne peut transporter que cinq personnes à la fois. Enfin, aucun mari n'accepte que sa femme soit sans lui sur le bateau ou sur une rive en présence d'un ou deux autres hommes.

Dans ces conditions, combien de traversées sont nécessaires ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 199

Voici un carré « anti-magique » d'ordre 6, où les sommes des lignes, colonnes et diagonales principales sont des entiers consécutifs.

5	35	13	34	12	7
6	8	30	23	11	27
32	28	17	16	20	2
33	9	22	21	18	15
10	26	4	14	29	25
31	1	24	3	19	36

PIERRE BERLOQUIN.

Un « atelier flexible »

(Suite de la page 19.)

Les machines vont, en outre, faire l'objet d'une étroite surveillance : efforts auxquels sont soumis les outils, analyse des vibrations pour déterminer de petites détériorations des têtes d'outils, etc.

La conception de l'atelier aura demandé un énorme travail, qui a notamment conduit les responsables à effectuer, sur gros ordinateur, la simulation complète du fonctionnement des équipements — machines et calculateurs — en situation normale, comme en cas d'incident. Cette simulation a, par exemple, pu montrer que le « poste-bouchon » qui risquait de limiter le débit de l'installation était celui où les pièces à demi usinées doivent être retournées. Elle a aussi confirmé que six chariots seraient suffisants pour assurer l'ensemble du trafic (le schéma fait apparaître, dans un but de simplification, deux circuits indépendants, un circuit « pièces » et un circuit « outils », qui seront, en fait, fondus en un seul). La simulation a, enfin, été l'occasion d'une bonne surprise : les premières estimations faisaient penser qu'il faudrait, au total, cent quatre-vingts palettes — à 17 000 francs pièce — pour assurer la bonne marche de l'atelier ; la simulation a montré que quarante suffiraient...

Les responsables de P.S.A. attendent beaucoup de ce projet ambitieux. L'atelier actuel (une douzaine de machines) emploie une quarantaine de personnes travaillant en « 2 × 8 ». L'atelier flexible devrait fonctionner avec quinze personnes, en « 3 × 8 ».

Selon M. Krautter, l'investissement total correspondra, pour le premier atelier, à une fois et demie celui d'un atelier classique (compte tenu du coût des études). Un deuxième atelier ne coûterait plus que 90 % du prix de l'atelier classique. Si l'on prend pour convention que les performances de l'atelier actuel valent 1, les coûts d'exploitation de l'atelier flexible seraient abaissés à 0,45 %, les délais de fabrication seraient réduits des deux tiers, et les frais financiers sur les « en cours » (stocks) d'un facteur six.

XAVIER WEEGER.

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

Un procédé français de visualisation cardiaque est présenté à un congrès américain

Le vingt-huitième congrès de la société américaine de médecine nucléaire, qui a lieu du 16 au 19 juin, à Las Vegas, est marqué par la présentation de travaux français menés à Clermont-Ferrand (Centre Jean-Perrin) et à Tours (Centre hospitalier Trousseau). Ceux-ci constituent, en effet, un net progrès dans le domaine de l'exploration de l'organe cardiaque, notamment lorsqu'on soupçonne l'existence d'un infarctus du myocarde. Ils témoignent de l'avance de la technologie française dans un secteur particulier, celui de l'exploration technologique des systèmes physiologiques à partir de produits radioactifs.

L'APPAREIL utilisé est constitué de deux systèmes : une « *gamma-caméra à scintillation* », qui a la propriété de pouvoir être déplacée autour du patient, et un système informatique auquel elle est couplée. Schématiquement, le principe consiste à injecter au malade, par voie veineuse, une certaine quantité d'un produit radioactif qui a la propriété élective de se fixer dans le muscle myocardique (thalium) ou d'être visible dans les cavités cardiaques (technetium).

Les performances de cet outil sophistiqué (1) permettent au praticien d'obtenir, en quelques minutes, sur un écran, de véritables « *coupes* » de l'organe cardique (thallium) ou d'être est possible de percevoir son état statique ou dynamique. Pour l'heure, les principales indications concernent les suspicions d'infarctus ou les troubles des artères coronaires (artères qui irriguent le cœur). La dose extrêmement minime de produit radioactif nécessaire à une bonne visualisation fait, d'autre part, que l'innocuité d'un tel examen est totale.

A Clermont-Ferrand, où le docteur Annie Veyre expérimente cette technologie depuis près de deux ans, on est persuadé de l'utilité de cet examen qui permet notamment, précise-t-on, la diminution de l'incidence des coronarographies (2).

Les premiers utilisateurs de cet appareil estiment qu'il pourrait, dans l'avenir, représenter pour l'examen du système cardiovasculaire ce que le scanner est aujourd'hui à la région cranio-cérébrale.

J.-Y. N.

(1) La firme française Informatek développe actuellement une nouvelle génération de matériel baptisé Infocat, constitué d'une caméra américaine (General Electric), et d'un système informatique français. Son coût est estimé à environ 1 million de francs. De son côté, la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) commercialise un appareil équivalent de conception entièrement française.

(2) La coronarographie est un examen qui consiste à injecter un produit radio-opaque dans les artères coronaires.

Une nouvelle manière d'informer

FAUT-IL y voir malice ? L'information médicale concernant le nouveau procédé de gamma-tomographie cardiaque a suivi de bien étranges chemins. Contrairement à la coutume, elle n'a pris ni le canal des services de presse de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) ou du C.N.R.S., organismes publics auxquels sont liés les chercheurs concernés, ni la voie de la publication dans une revue scientifique d'audience internationale.

Cette information a été présentée comme une « première exclusivité », le mardi 3 juin, sur les écrans de télévision du dernier bulletin d'information de FR 3 (1). Le lendemain, toujours sous le bandeau « *exclusif* », elle s'étalait sur toute la largeur de la « une » du *Quotidien du médecin*.

Au centre de cette « campagne promotionnelle » on trouve une firme pharmaceutique — les laboratoires Boehringer-Ingelheim — et un groupe d'assurances — le Groupe Drouot. Le premier a financé la réalisation d'un film médical consacré à cette technique d'exploration cardiaque, le second s'intéresse à « *la diffusion des travaux issus de la recherche française* ».

A en croire M. Arnaud de Morcourt, directeur des relations publiques du Groupe Drouot, « *cette campagne n'existe que grâce à certains « liens personnels ». Elle s'intègre dans le cadre d'une nouvelle préoccupation des compagnies d'assurances, celle de la « responsabilisation » de l'individu. Nous avons d'ailleurs*, confie-t-il, *d'autres projets dans ce domaine.* »

Selon lui, la participation de son groupe ne s'est élevée, dans cette affaire, qu'à 40 000 F, l'« *équivalent d'une bourse de recherches* ». En contrepartie, le groupe se charge de toutes les relations avec la presse : voyage d'étude à Tours et à Clermont-Ferrand, envoi de dossier et de livre, projection de films, etc. Seule, une « *bavure* », précise-t-on, explique qu'une seule chaîne de télévision et qu'un seul quotidien aient eu l'exclusivité de l'information. Une bavure pour le moins mal vécue par certains des médecins concernés. La participation que le groupe d'assurances a prise dans la société Informatek, qui commercialise les appareils de gamma-tomographie, ne doit, selon M. Morcourt, être considérée en aucune mesure comme une « *relation de cause à effet* ».

« *Une nouvelle manière d'investir* », précise un slogan publicitaire du Groupe Drouot. A n'en pas douter une nouvelle manière d'informer.

JEAN-YVES NAU.

(1) Alors que les travaux avaient été conduits et exploités à Clermont-Ferrand et à Tours le bureau parisien de FR 3 a totalement court-circuité ses antennes régionales. La seule participation locale fut celle du bureau d'Orléans à qui on demanda une « *prestation de service* ». L'émission, contrairement à ce qui fut annoncé, n'était pas en direct pas plus qu'elle n'était réalisée dans un service hospitalier.

Le Monde

culture

MUSIQUE

UN OPÉRA POUR ENFANTS A LYON

Les travaux herculéens d'Antoine Duhamel et de Pierre Barrat

Dans un jardin public de banlieue, à Vaise, l'Opéra de Lyon a planté un chapiteau de foire pour auto-tamponneuses. Après plusieurs mini-opéras anglais et la Cendrillon *de Jean-Guy Bailly, qui avaient été donnés au Grand Théâtre, on a décidé d'aller dans les quartiers à la recherche d'un jeune public, à l'occasion des Rencontres internationales du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, qui se tiennent actuellement à Lyon. Dix représentations vont avoir lieu ici, puis le chapiteau sera démonté et remonté en quarante-huit heures à Villeurbanne, pour six autres représentations.*

Grande première mondiale le 15 juin, celle des Travaux d'Hercule. *Antoine Duhamel, depuis des semaines, seul ou avec Pierre Barrat, le metteur en scène, ou avec quelques musiciens de son école de musique, est allé préparer dans une douzaine de collèges les classes des petits choristes appelés à participer au spectacle, les enfants entrant peu à peu dans l'opéra et construisant eux-mêmes leur musique et leurs instruments.*

La chaleur étant accablante, il a fallu relever les pans de la tente. On arrose au jet les aires de jeux dès qu'elles viennent d'être libérées ; tout en haut d'un grand échafaudage comportant plusieurs plates-formes, des escaliers, des échelles, traînent les dieux, et la malheureuse Héra (Michelle Lagrange), qui domine l'action sur son trône, manque d'étouffer au sommet.

Oui, travaux herculéens qu'imposent Duhamel et Barrat à leurs chanteurs. Musiciens et machinistes galopent à travers le chapiteau, grimpent aux échelles ou à la corde raide, circulent à grande vitesse sur des chariots de bois ; ils entraînent avec eux de tous côtés les enfants chanteurs, pour voir et illustrer ces combats fabuleux qu'entreprend Hercule à travers le monde contre les lions, les sangliers et les taureaux, l'hydre de Lerne...

Le théâtre est partout. Les acteurs vont au milieu des enfants effrayés et ravis, ils partent ensuite en procession à travers des défilés périlleux, forêt de percussions suspendues et de rayons lumineux, pour déboucher sur le royaume des séduisantes Amazones. Au milieu d'eux circulent Antoine Duhamel (fils de Georges), le compositeur des Oiseaux, d'Ubu roi *et de* Gambara, *avec ses lunettes, sa longue barbe en pointe et son petit chapeau melon, qui attise sans cesse la verve de ses musiciens sur leurs dizaines d'instruments hétéroclites, pianos, trompettes, saxophones, mais aussi trompes, flûtes à bec et bassons anciens, sifflets.*

Car cet univers fantastique qui tient de la bande dessinée est bien d'abord un opéra avec de grands airs et des vocalises, des chœurs, des ballets dont la musique circule avec une habileté caméléonesque à travers la psalmodie médiévale, la complainte populaire, le bel canto, le jazz, le tango, pour s'achever par des chœurs d'enfants accompagnés de cloches à la manière de la Troisième symphonie *de Mahler.*

Mais jamais on ne tombe dans l'opéra bouffe ou le bastringue. Toute cette partition écrite avec soin est pleine de vie et de saveur, de poésie et de dynamisme, de gravité parfois, pour illustrer des aventures picaresques, mais non exemptes d'une certaine philosophie : « Notre héros doit obéir à un roi bête et méchant, *dit Antoine Duhamel ;* l'un a le mérite mais pas le pouvoir ; l'autre a le pouvoir mais n'a aucune qualité. Quant aux Dieux, qui réglementent le monde à leur idée, ils n'arrêtent pas de se disputer et de se contredire. De là la légende riche en situations et en images suggestives. Nous trouvons le thème de l'initiation, des éternelles épreuves qu'il faut savoir surmonter pour accéder aux voies de la sagesse. »

Ce spectacle débridé, dominé par un merveilleux Hercule aux prouesses de Tarzan (Jean-Louis Robert), entouré des meilleurs chanteurs de l'Opéra de Lyon (Colette Alliot-Lugaz, Anne-Marie Grain, Michel Lagrange, Françoise Le Roux, Frantz Petri, Léonard Pezzino), a encore grand besoin de rodage, mais il vit déjà intensément sous la direction de Pierre Barrat, qui fait naître en un instant des tableaux charmants et drôles au milieu du tourbillon, avec les costumes étincelants et poétiques de Christine Marest. Du travail de vrais professionnels qui implique une formidable énergie, surtout quand on pense que l'Opéra de Lyon n'a achevé que dimanche sa Tétralogie !

JACQUES LONCHAMPT.

★ Les séances en nocturne où le public sera admis auront lieu le 18 juin à Vaise et du 25 au 27 juin à Villeurbanne.

THÉATRE

BARBUSSE PAR L'ATELIER FIRMIN GÉMIER

LES AMATEURS D'AUBERVILLIERS

Présentant une fois, au cours d'un festival de cinéma professionnel, c'était Cannes en 1966, quelques films tournés par des cinéastes amateurs, Jean-Luc Godard avait déclaré au public que le label « amateur » est déjà une garantie, parce que, disait-il, un professionnel peut agir parfois par habitude, ou par nécessité d'argent ou autre, alors que l'amateur est toujours amour, liberté, tentative, goût, aventure.

Tel était bien le travail qu'ont présenté au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, du 6 au 13 juin, les comédiens amateurs de l'Atelier Firmin Gémier. Ce très beau spectacle prenait appui sur des écrits d'Henri Barbusse, mort à soixante-deux ans, en 1935, dont on lit surtout *le Feu*, journal de guerre paru en 1916.

L'Atelier Firmin Gémier compte quelques dizaines de travailleurs d'Aubervilliers qui se réunissent, surtout le samedi et le lundi, pour créer, tout au long de l'année, des pièces de théâtre. Ils ne visent pas le professionnalisme, mais, en mai et juin, ils travaillent davantage, et prennent même une semaine pleine sur leur congé annuel, pour mettre au point quelques présentations publiques, afin de faire voir ce qu'ils font entre eux. En 1979, c'était des *Nouvelles* de Tchekhov. En 1980, les *Mémoires* de Louise Michel. Et cette année 1981, Barbusse, surtout l'un de ses livres, *Clarté*, à propos des hécatombes de la guerre de 1914, dans l'un et l'autre camp.

Le choix de Barbusse était déjà une bonne idée, il est beaucoup trop négligé. Aussi bien dans ses grands romans, que dans le moindre des récits ou articles qu'il donna souvent dans les quotidiens du matin, Henri Barbusse se montre un écrivain ferme, généreux, avec une vision très ouverte des choses, une soif de justice qui frise l'utopie, tout cela porté par un feu poétique noir, étincelant, on dirait que c'est écrit à gros traits de charbon-diamant.

Les pages retenues par l'Atelier Firmin Gémier concernaient surtout les massacres de la guerre, et les difficultés des familles paysannes pendant et après le conflit. Les amateurs d'Aubervilliers, animés par Marianik Révillon, ont inventé des idées de mise en scène et de jeu remarquables, émouvantes, notamment pour représenter les positions internationalistes et fraternelles de Barbusse, qui ne veut voir, à travers les frontières, qu'un seul et même peuple, si bien que toute guerre est pour lui une guerre civile mais sans conflit d'idéaux.

Dans d'étranges tableaux nocturnes où soldats français et allemands ne forment qu'un seul peuple inquiet, dans les inventions individuelles de tel ou tel acteur, dans le soin et le cœur apportés à chaque détail, éclatait une évidence : c'est qu'à ces travailleurs, ces ouvriers, le travail du théâtre est quelque chose de peut-être plus essentiel encore, si l'on peut dire, qu'à des acteurs de métier, parce que, au regard de la vie et des tâches de tous les jours du prolétariat, le théâtre et le jeu dramatique deviennent un désenchaînement, et figurent la seule vraie mise en œuvre des facultés profondes dont chacun dispose en son for intérieur. Cette respiration, cette libération, par le théâtre, très sensibles sur la scène, accentuaient encore, physiquement, la beauté du spectacle.

Après le baisser du rideau, le public d'Aubervilliers, venu en foule à chaque séance, travailleurs non acteurs ceux-là, envahissaient la scène, prenant dans leurs bras ces comédiens d'un jour, ces camarades, ces parents, qui venaient de leur faire vivre de grands moments. La municipalité et le théâtre d'Aubervilliers se doivent de soutenir à fond cet atelier d'amateurs, qui est exemplaire.

MICHEL COURNOT.

★ Voici les noms des travailleurs d'Aubervilliers qui ont réalisé ce spectacle : Claudie Amand, Dominique Branier, Hilaria Bravo, Raphaël Capaldi, Eliane Combes, Jean-François Jumeau, Benoît Militia, Paulette Miscevic, Gérard Muller, Claudine Porte, Yann Texier, Orly Uzan, Sophie Vidamant, Denis Vemclefs.

Du 19 juin au 30 juillet

LE « BOULEVARD DU CRIME » SUR LE CARREAU DU TEMPLE

A partir du 19 juin, le Théâtre Atelier du Luxembourg, animé par Jean-Louis Bihoreau — à qui on devait déjà la renaissance de la Foire Saint-Germain — va présenter, jusqu'au 30 juillet, aux Rencontres du Carreau du Temple, « Boulevard du crime », *un ensemble de spectacles de théâtre forain, joué sur des tréteaux.*

Au programme, les Bottes de sept lieues *de Beaumarchais, une pièce inspirée du théâtre italien ;* le Pierrot posthume *de Théophile Gautier, avec les personnages traditionnels de la Comedia dell'arte ; enfin le mimodrame de Cot Darnan* Chand d'habits *que Deburau, aux Funambules, puis Marcel Carné et Jean-Louis Barrault, dans* les Enfants du Paradis *ont rendu célèbre.*

★ Les séances auront lieu tous les jours à 18 heures, sauf les samedis et dimanches (16 heures) au Carreau du Temple, sur la zone piétonne des rues de la Corderie et Dupetit-Thouars, dans le troisième arrondissement de Paris.

INSTITUT

Spécialiste des questions allemandes

L'HISTORIEN MAURICE BAUMONT EST MORT

On apprend la mort de Maurice Baumont, membre de l'Institut, survenue le 12 juin. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Ses funérailles ont lieu dans la plus stricte intimité le mardi 16 juin après-midi à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône).

[Né à Lunéville le 26 février 1892, M. Maurice Baumont était ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'histoire et de géographie. En décembre 1914, officier d'infanterie, il est blessé et fait prisonnier de guerre. Après l'armistice de 1918, il est successivement : à Berne, attaché de presse à l'ambassade de France ; à Genève, chef de service au secrétariat de la Société des Nations pour l'organisation économique ; chef des services de documentation économique au ministère de la France d'outre-mer. De 1941 à 1951, il est professeur de géographie commerciale et industrielle au Conservatoire national des arts et métiers. Entre-temps, en 1946, il est membre de la commission des archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères, membre de la commission de l'histoire de la guerre, dont il deviendra bientôt président. En 1948, il est conseiller historique du ministère des affaires étrangères.

Maurice Baumont, qui était professeur honoraire d'histoire contemporaine à la faculté des lettres de Paris et à l'Institut universitaire des hautes études commerciales de Genève, avait été, en 1957, élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Ses travaux ont principalement porté sur les questions allemandes. Sa thèse de doctorat avait d'ailleurs porté sur la grosse industrie allemande et le charbon. Parmi ses ouvrages, on peut citer : *l'Abdication de Guillaume II, l'Affaire Eulenburg et les Origines de la guerre mondiale, l'Essor industriel et l'Impérialisme colonial, la Bié, la Faillite de la paix - 1918-1919, Gloires et tragédies de la IIIe République, Aux sources de l'affaire Dreyfus d'après les archives diplomatiques, la Grande Conjuration contre Hitler, Aristide Briand, diplomate et idéaliste, les Origines de la deuxième guerre mondiale*, etc.]

FESTIVALS

« MADAME SANS-GÊNE » à Versailles

Succès d'Annie Cordy

C'était aux Tuileries, voire à la Malmaison, que la maréchale Lefebvre, duchesse de Dantzig, *alias* Madame Sans-Gêne, avait acquis une célébrité historique par ses saillies et son franc-parler — au demeurant une femme fort généreuse de cœur.

Or la voici qui nous revient à Versailles, non pas au palais de la monarchie, mais sous un chapiteau, au chevet de la Grande-Ecurie, ce qui lui va mieux.

Pour dix représentations exceptionnelles, en effet, le Festival de Versailles a affiché *Madame Sans-Gêne*, l'inépuisable ressource théâtrale de Victorien Sardou, dans une remarquable mise en scène, style Cartoucherie, de Marcelle Tassencourt. L'originalité de cette re-création consiste dans la prise du rôle de l'ancienne blanchisseuse, promue duchesse, par Annie Cordy. Fantaisiste née, championne du tour de chant, de l'opérette et du show télévisé, brûlant les planches où elle affirme ces débordements de vitalité dont sont privés tant d'artistes incapables de se sortir d'eux-mêmes, Annie Cordy n'était pas forcément l'héroïne de Sardou. Celle-ci doit avoir le rire facile, l'espièglerie frondeuse, mais elle doit être grossière sans manquer de panache, être bonne femme, mais jamais commune. Le test majeur est la jolie scène de séduction, où l'on sent palpiter la furtive onde du caprice impérial et toute la féminité de sa vertu conjugale (la « vraie » Madame Sans-Gêne eut douze fils de Lefebvre).

Réjane, née Gabrielle Réju, de parents qui tenaient la buvette de l'Ambigu, était faubourienne de souche. Promue comédienne puis « lionne » du Boulevard, elle fut la Sans-Gêne idéale jusqu'à la fin de ses jours. C'est alors que Réjane avait passé la soixantaine, portant encore gaillardement le bonnet de la blanchisseuse et la cape de la maréchale, que j'eus le bonheur ébloui, moi-même tout enfant, de la voir interpréter ce rôle-cime dans son théâtre de la rue Blanche, lequel devait être racheté par Léon Volterra. Après quoi, je vis encore Béatrix Dussane, ainsi que l'inamovible Emile Drain qui fut au Napoléon du Français ce qu'Albert Dieudonné fut au Bonaparte du cinéma, sans parler, pour l'écran, de Gloria Swanson dans la superproduction franco-américaine — heureusement muette, Seigneur ! — qu'elle tourna en 1925.

Les comparaisons rétrospectives, car on cite encore d'autres « bêtes de théâtre », Mistinguett, Arletty et jusqu'à Jacqueline Maillan, étaient donc écrasantes.

Or, Annie Cordy supporte le choc (sa création comme actrice non chantante est même confondante). Jamais vulgaire dans la gouaille, elle sait infailliblement distiller un brin d'émotion par-ci, une larme qui perle par-là, dans le cours de ses tirades cavalcadantes. Son succès est éclatant. A ses côtés, ou plutôt dans ses tête-à-tête, M. Raymond Pellegrin, dont la ressemblance de traits avec le « petit caporal », à défaut de taille, est plausible, sait allier la rudesse à la sensibilité.

Pour les cœurs romanesques, M. Bernard Lanneau confère la pâleur qui convient au personnage de Neipperg, beaucoup plus attachant dans la pièce que dans l'histoire. Mais dans ce domaine, on le sait, Sardou va plus fort que Dumas et Rostand. Fouché (M. Alain Mottet) en bon génie de l'intrigue : il faut être habile homme de théâtre comme l'auteur de *Madame Sans-Gêne* pour le faire avaler au public ! Mais comment celui-ci renierait-il son plaisir quand rutilent les panoplies chamarrées d'or que la Révolution mit à la mode de l'Empire. Le triomphe de la troupe de Versailles, c'est aussi celui des maréchaux sortis du rang (1), héros de notre éternelle enfance...

OLIVIER MERLIN.

(1) On connaît ce mot du maréchal Lefebvre à un parvenu de l'Empire citant d'improbables quartiers de noblesse : *« Je ne descends de personne, monsieur, c'est moi l'ancêtre. »*

Films d'animation à Annecy

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas un hasard si le jury officiel et le public se sont retrouvés sur la plupart des films à primer.

Le palmarès rend cependant assez bien compte de la diversité des aspects du cinéma image par image, de la recherche formelle (*Désert*, de José Xavier, un jeu mouvant, indéfini et contradictoire, rythmé sur une musique de Michel Fano) à la verve et à la folie : *Gratte-ciel*, de Josko Marusic (Yougoslavie). *Tango*, de Zbigniew Rybczynski (Pologne). Le thème de ce dernier film, qui a reçu le Grand Prix est assez remarquable : on voit une pièce envahie par une foule de gens, qui sans se voir, sans se rencontrer, mènent, simultanément, leur vie quotidienne. L'un s'habille, se déshabille, deux font l'amour, une dame donne le sein à un bébé, un monsieur fait sa gymnastique, un rentre, un autre sort, un autre se met à table, etc.

Comparativement, *Crac* de Frédéric Back (Canada), du point de vue technique, est plus méritoire : dans la tradition du pur dessin animé, c'est l'histoire d'une famille canadienne face au développement de la société industrielle. Il est bien ficelé, mais niais quant au contenu et surtout au graphisme, qui ne dépasse pas celui des plus mauvais livres pour enfants. En fait, c'est plutôt à la jeunesse que ce film s'adressait et c'est assez symptomatique qu'il ait été primé hors de cette catégorie. Le cinéma d'animation semble de plus en plus se refermer sur un public potentiel d'enfants. L'heure n'est plus aux grandes productions, au contenu corrosif, avec des images en folies porteuses de grands messages. Et c'est bien dommage.

Comme les autres années, des hommages ont été rendus. Une rétrospective a été consacrée aux pionniers américains du film d'animation en trois dimensions, à Willis O'Brien, le père de King-Kong, à Georges Pal et Lou Bunin. Hommage aussi à Arthur Melbourne Cooper, et à Paul Grimault dont *le Roi et l'Oiseau* a été projeté en version anglaise. On a pu voir également, hors compétition, de très nombreux travaux réalisés dans les écoles d'art, en France et ailleurs. On peut espérer tout de même qu'il finira par en sortir quelque chose.

GENEVIÈVE BREERETTE.

Le palmarès

— Grand prix du film d'animation : « Tango », de Zbigniew Rybczynski (Pologne).

— Prix spéciaux du jury : « Premiers Jours », de Clorinda Warny, Suzanne Gervais, Lina Gagnon (Canada), « Gratte-Ciel », de Josko Marusic (Yougoslavie), « Crac », de Frédéric Back (Canada).

— Prix du film pour enfants : « Chante, bête, chante », de Marv Newland (Canada).

— Prix de la première œuvre : « Désert », de José Xavier (France).

— Prix du film publicitaire : « Philips Balzaal », de Per Lygum (Pays-Bas).

— Prix de la critique internationale : « le Village de vacances », de Birgitta Jansson (Suède).

Le public a décerné le grand prix à « Tango » ; les trois prix spéciaux à « Crac », au « Village de vacances » et à « Premiers Jours » ; le prix du film pour la jeunesse à « Dinosaure », de Will Winton (Etats-Unis) ; le prix de la première œuvre à « Désert » et le prix du film publicitaire à « Philips Balzaal ».

■ La R.A.T.P. et l'hebdomadaire « Télérama » s'unissent pour lancer un grand concours intitulé Art Métro, afin d'inciter et d'encourager la création d'œuvres d'art dans les couloirs du métropolitain. Un jury sélectionnera vingt projets, parmi lesquels trois seront récompensés. Enfin, le projet lauréat sera réalisé.

Aucune contrainte n'est imposée aux participants, qui pourront imaginer toutes sortes de travaux : sculptures, peintures, vitraux ou mosaïques, dans le style de leur choix. Pour lancer le concours, la R.A.T.P. ouvre quinze stations à l'expression artistique : la poésie à Châtelet, la danse à Glacière, les masques à Censier, etc. Bulletins de participation à retirer jusqu'au 29 juin au bureau d'accueil de la R.A.T.P., 53 ter, quai des Grands-Augustins, Paris-6e, au bureau d'information Châtelet-les Halles ou à « Télérama », 129, boulevard Malesherbes, Paris-17e.

CINÉMA

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS A PARIS

La violence quotidienne

La Quinzaine des réalisateurs est de nouveau présentée, à Paris, au retour de Cannes (après une interruption de trois ans) et permet aux spectateurs de la capitale de juger par eux-mêmes de la bonne qualité de cette manifestation. Une question reste posée : quand verrons-nous les meilleurs de ces films en circuit commercial ordinaire, ce qui signifie rompre avec les habitudes actuelles, simplifier le coût de sortie des films, susciter la curiosité du public ?

Ato de Violencia, d'Eduardo Escorel (Brésil), et *The Mark of the Beast*, de Pietr Verhoeff (Pays-Bas), comme leurs titres l'indiquent, traitent de la violence, de la brutalité nue, mais d'une violence et d'une brutalité surgies soudainement, sans explication apparente. Leurs conclusions sont similaires : pourquoi, comment cela a-t-il pu se produire ?

Avec Eduardo Escorel (monteur connu, notamment de Jaoquim Pedro de Andrade et de Glauber Rocha), le mal reste totalement inexplicable. Le film se présente comme un constat, une coupe dans le fourmillement du quotidien. A dix ans d'intervalle, à Sao-Paulo, un homme commet un meurtre dans des conditions identiques. Le metteur en scène montre des êtres comme pris au piège, dans le tourbillon de la grande ville ou l'enfer carcéral. Mais il n'en rajoute pas, évite le pittoresque. Il avoue n'en savoir pas plus que nous sur ses personnages. Réalisé à la perfection à partir de faits réels, *Ato de Violencia* nous laisse malgré tout insatisfaits.

Pietr Verhoeff, lui, en apparence du moins, dans *The Mark of the Beast*, met en évidence les motivations d'un sauvage règlement de comptes final avec la police. Par une filiation pas tellement surprenante, le film, également emprunté à la réalité, évoque un peu l'atmosphère de l'ouvrage de Vincent Blanchet et Van In sur la folie, *Geel*. Yje Wykstra, son héros, est un rebelle sans cause, il vit pauvrement dans son village, il refuse la société bourgeoise. Il a fait vœu de chasteté, mais il se laisse séduire par une mère de famille dont le mari est en prison. Scandale, offense à la morale. Le cinéaste laisse parler directement le personnage, qui survécut dans un asile psychiatrique et a écrit une sorte de journal : lui-même ne comprit jamais rien à ce qui lui était arrivé.

Ato de Violencia et *The Mark of the Beast* rendent familière, et d'autant plus inquiétante, l'horreur : une horreur tendre, née dans la compassion et le besoin d'une autre vie.

LOUIS MARCORELLES.

★ Eldorado (jusqu'au 19 juin).

■ Le chanteur britannique Cat Stevens abandonne le spectacle. Récemment converti à la religion musulmane, il a vendu aux enchères tout son matériel de scène, à Londres, le 6 juin.



SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Tempêtes sous deux bérets basques : Blancs-Manteaux (887-15-84), 22 h. 30.
La Fille de Rapaccini : Malakoff, Théâtre-71 (655-43-45), 21 h.
Tennessee Williams, Cocteau : Châtillon - Montrouge, M.J.C. (635-88-91), 21 h.
Pourquoi : Fanal (233-91-17), 20 h.
Accordez vos violons : Poche-Montparnasse (548 - 92 - 97), 20 h. 45.
On l'appelle San Antonio : La Roquette (805-78-51), 20 h. 30.
Lindsay Kemp : Théâtre de la Ville (274-11-24), 20 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 20 h. 30 : la Fille mal gardée.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Locandiera.
Chaillot (727-81-15), 20 h. 30 : Calderon ; salle Gémier, 20 h. 30 : la Méprise.
TEP (797-96-06), 20 h. 30 : Théâtre d'Images, Cie F. Guilbard.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Cuarteto Cedron.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : les Veuves ambulantes.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : Ballet folklorique de Mexico.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Artistic - Athevains (355 - 27 - 10), 20 h. 30 : l'Orage.
Astelle-Théâtre (202-34-21), 20 h. 30 : les Bonnes.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Faisons un rêve.
Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : la Cerisaie.
Cartoucherie, Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : D'un Céline l'autre. — Chaudron (328-97-04), 20 h. 30 : Demeter II.
Cité internationale universitaire (589-33-69), Resserre, 20 h. 30 : Conversation chez les Stein sur M. Goethe absent. — Galerie, 20 h. 30 : Lotte à Weimar.
Comédie Caumartin (742-43-11), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie italienne (321-22-22), 21 h. : la Mère confidente.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. 30 : Boris Supervian
Croq'-Diamants (272-20-06), 22 h. : la Voix humaine ; 22 h. 15 : Mama-Hari.
Ecurie des abattoirs de Vaugirard (250-26-76), 21 h. : la Dynastie des malpropres.
Espace-Gaîté (327-95-94), 21 h. 45 : Ivres pour vivre.
Espace-Marais (271-10-19), 22 h. 15 : le Funambule unijambiste.
Fondation Deutsch - de - la - Meurthe (540-62-22), 20 h. 45 : Avis de rencontre.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers ; 22 h. : les Aviateurs.
Gaîté - Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Elle voit des nains partout ; 22 h. : Tranches de vie.

Mardi 16 juin

Galerie - 55 (326-63-51), 20 h. 30 : le Chant du bouc.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Le Lierre (586-55-83), 20 h. 30 : Désormais.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Ecoute Israël ; 20 h. 30 : les Amis ; 22 h. 45 : Clodo de Dieu. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Ella Telegrammes ; 22 h. 30 : Shérazade. — Petite salle, 18 h. 30 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.
Marigny (256-04-41), 21 h. : Domino. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Huis clos ; Pétition.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-22), 21 h. : les Mystères de l'amour.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercice de style. — Petite salle, 20 h. 30 : Pierrot d'Asnières.
Roquette (805-78-51), 20 h. : Pentablogues ; 21 h. 45 : Auguste.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
TAI Théâtre d'Essai (278-10-79), 18 h. 30 : l'Objet aimé ; 20 h. 30 : l'Ecume des jours.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : De quoi j'me jumelle ; 22 h. : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Euphorie poubelle ; 22 h. : la Marelle.
Théâtre de la Mer (589 - 70 - 22), 20 h. 30 : Toi et tes nuages.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Vu du pont.
Théâtre de Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : la Chasse au snark.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : le mime Pradel ; 21 h. : Montrez-vous.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h. 30 : l'Amour de l'amour. — II, 20 h. 30 : la Mort d'Ivan Illitch.
Théâtre Saint-Médard (783-50-02), 20 h. 30 : Ubu président.
Théâtre Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : le Français né malin.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec-fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Woody Folies ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : A. Didier ; 22 h. 30 : les Bulles dans l'encrier. — II, 21 h. 30 : Sardines grillées.
Café d'Edgar (320-85-11), 18 h. 30 : M. Havet ; 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : les Suisses.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : A la rencontre de M. Proust.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 45 : Va-t-en, je t'aime.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : Musique brésilienne.
Le Fanal (233-91-17), 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 20 h. 30 : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : T'as pas vu mes bananes ; II, 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Pied bleu (285-32-16), 20 h. : la Caisse du chat ; 21 h. 15 : Ah ! si j'avais su...
Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : J.Charby ; 21 h. 30 : les Demoiselles de Rochechouart ; 22 h. 45 : Du ronron sur les blinis.
Splendid (887-33-82), 20 h. 15 : Enfin seul ; 22 h. : le Troisième Jumeau.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 21 h. 30 : la Grande Shirley ; 22 h. 30 : les Petites Filles modules ; 23 h. 30 : Moi, mes monstres sacrés et moi.
Tremplin de Paris (281-56-79), 21 h. 30 : D. Riey.
La Vieille Grille (707-60-93), 21 h. 30 : Une cocaïne allemande.

La danse

Gymnase (246-79-79), 20 h. 45 : Kol Aviv.
Porte - Saint - Martin (607 - 37 - 53), 20 h. 30 : Ballets Peter Goss.
La Roquette (805-78-51), 22 h. : Lila Greene, Mark Tom Kins.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : les danseurs du temps.

Le music-hall

Aire libre (322-70-78) : 20 h 30 : J.-L. Debattice ; 22 h. 15 : J.-Y. Joanny.
Casino Saint-Martin (208-21-93), 21 h. : Stone et Charlotte Julian ; 22 h. : Génération Hollywood.
Moderne (874-10-75), 20 h. 45 : le Chant du peuple juif assassiné.
Palais des congrès (758-27-78), 20 h. 45 : le Cirque de Pékin.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Baden Powell.
Théâtre Montparnasse (322-77-30), 22 h. : Pepe de Cordoba.

Les concerts

Théâtre des Champs - Elysées, 20 h. 30 : English Chamber Orchestra. Sol. : S. Accardo, B. Giuranna (Mozart).
Théâtre du Ranelagh, 21 h. : J. Mouillère, M. Scharapan (Mozart).
Hôtel Saint-Aignan, 21 h. : A. Fondeville, O. Gartenbaud (Cesarini, Frescobaldi, Ciampi).
Radio-France, studio 106, 18 h. 15 : J. Martin (Schumann, Brahms).
Lucernaire, 19 h. 30 : F. Teser (Chopin, Granados, Copland) ; 21 h. : G. Magnan (Debussy, Mozart, Beethoven).
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : M.P. Mantz, A Ladrette.
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Solistes de l'orchestre P. Kuentz (Beethoven, Schubert, Franck).
Eglise des Billettes, 21 h. : A. Kiss, E. Schonfeld.
American Church, 20 h. 30 : Quatuor Pro Arte ; Ensemble vocal Wolf (Bach, Brahms, Johnson).
Eglise de la Trinité, 21 h. : Orchestre J.-P. Gonzales ; Ensemble choral Contrepoint. Dir. : O. Schneebeli (Haendel).
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 20 h. 45 : Chorale de Stockholm Varsa (Grieg, Söderman, Palestrina).

Jazz, pop, rock, folk

Bobino (322-74-84), 20 h. 30 et 22 h. 30 : Anthony Braxton.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : G. Badini Swing Machine.
Centre culturel du Marais (278-66-65), 21 h. : Guem et son groupe.
Chapelle des Lombards (354-24-24), 20 h. 30 : C. Barthélémy, J. Mahieux, J.-L. Ponthieu ; 23 h. : Hijo del Rey.
Dunois (584-72-00), 21 h. : Gaam Trio.
Gibus (700-78-88), 22 h. : Rimelle.
Jazz Unité (776-44-26), 21 h. : Pablo Sauvage Quartet ; Marion Brown, Dave Burrell Duo.
New Morning (745-82-58), 21 h. : Lou Donaldson Quartet.
Palais des sports (828-40-90), 20 h. : Wishbone Ash ; Live cire.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : C. Guilhot, R. Urtreger, P. Michelot.
Slow Club (233-84-30), 21 h. 30 : C. Luter Sextet, R. Franc Orchestra.
Théâtre de la Potinière (742-54-74), 21 h. : Bratsch.

En région parisienne

Meudon, Orangerie du Château (626-41-30) : Maîtrise de la Sainte-Chapelle, chœurs d'enfants de l'Opéra de Paris.
Vincennes (374-73-74), théâtre D.-Sorano, 21 h. : Un billet pour Broadway.
Yerres, CEC (948-38-06), 21 h. : Banc d'essai de la musique vivante.

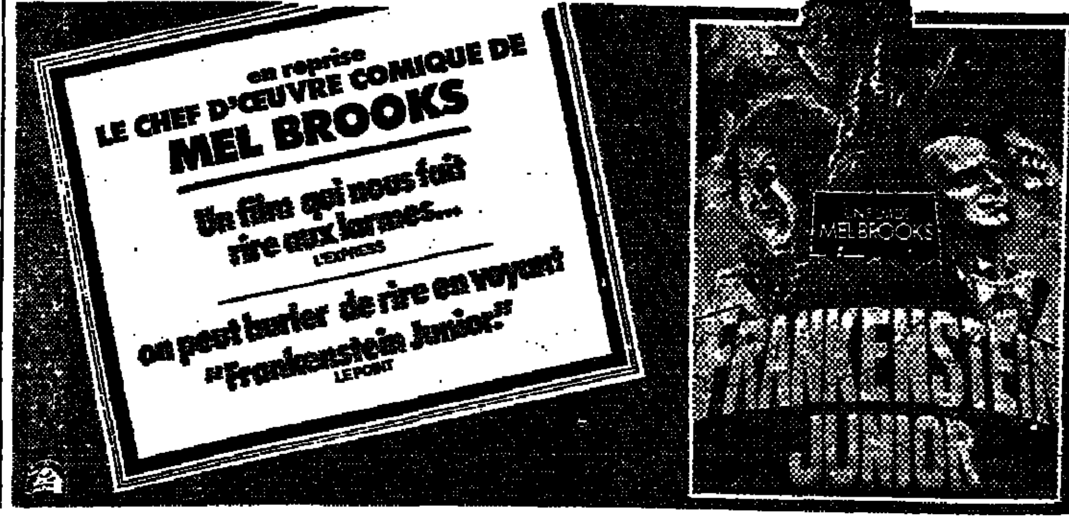
XVIIIe FESTIVAL DU MARAIS (887-74-31)

Hôtel d'Aumont, 21 h. 30 : Miguel Manara.
Théâtre Essaïon, 18 h. 45 : Malawika ; 20 h. 30 : Incendie au sous-sol ; 22 h. : les Nonnes. — II, 18 h. 30 : Du bout du monde au cœur de Blaise ; 20 h. 15 : Piège à méduse ; 21 h. 45 : le Combat.
Hôtel Carnavalet, 21 h. 15 : Ensemble C. Stamitz (Crussel, Messiaen, Schumann).
Cave de l'hôtel de Beauvais, 20 h. 30 : la Malédiction de la souris ; 22 h. : le Songe d'une nuit d'été.
Place du Marché Sainte-Catherine, 19 h. 30 : le Tourdion.
Café de la Gare, 20 h. 30 : Edja Kungali.

FOIRE SAINT-GERMAIN

Salle des fêtes, 18 h. : Trio M. Gellot, A. Guilbert, J. Barthe (Vitali, Saint-Saëns, Rameau).





هكذا من الاصل

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) : 15 h., le Crime du docteur Crespi, de H. Auer ; 19 h., l'Homme au fusil, de S. Youtkevitch ; 21 h., As you desire me, de G. Fitzmaurice.

BEAUBOURG (278-35-57)

(Relâche.)

Les exclusivités

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; France - Elysées, 8e (723-71-11) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27)

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Olympic, 14e (542-67-42)

L'AMOUR EN PREMIERE CLASSE (It., v.f.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Fauvette, 13e (331-56-86)

L'AMOUR HANDICAPE (All.-Suis., v.o.) Marais, 4e (278-47-86)

LES ANNEES LUMIERE (Suis., v. angl.) : Forum-Halles, 1er, (297-53-74) ; Forum, 1er (297-53-74) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac-Olympic, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet - Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 - Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79)

LE BAHUT VA CRAQUER (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96)

LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Richelieu, 2e (233-56-70).

LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46)

COMME UN HOMME LIBRE (A., v.o.) : U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22).

DES GENS COMME LES AUTRES (A. v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).

LE DERNIER METRO (Fr.) : Paramount - Odéon, 6e (325-59-83). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

DIVA (Fr.) : Gaumont - Halles, 1er (297-49-70).

DIVINE MADNESS (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56)

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Capri, 2e (508-11-69).

L'ESPRIT DU VENT (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22)

EXCALIBUR (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e 326-79-17).

FANTOME D'AMOUR (It., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Noctambules, 5e (354-42-34) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44)

FAUT S'FAIRE LA MALLE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98)

FONDU AU NOIR (A) (**) (v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES FRUITS DE LA PASSION (Jap.) (**) (v.o.) Movies 1er (260-



Rotonde, 6e (633-08-22) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) , Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) , Secrétan, 19e (206-71-33).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

IN GIRUM NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.) : Quintette, 5e (354-35-40)

LABYRINTHES (Fr.) F. Expér.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94)

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88).

MALEVIL (Fr.) U.G.C. - Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. - Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. - Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

NEIGE (Fr.) (*) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; Rio, 2e (742-82-54) ; U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny - Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. - Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. - Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

OUT OF THE BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Logos, 5e (354-26-42)

PLEIN SUD (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52).

LE POLICEMAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) — V.f. : Rex 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-

LES FILMS NOUVEAUX

LA GUERRE DES OTAGES, film américain d'Edward Dmytryk. — V.o. : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03). Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

SAN MAO LE PETIT VAGABOND, film chinois de Zao Ming. — V.o. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79)

LA NUIT DES EXTRA-TERRESTRES, film américain de John Bud Cardos. — V.f. : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (575-79-79) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

REPORTERS, film français de Raymond Depardon. — Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)

DIE KINDER AUS Nr. 67, film allemand de Usch Barthelmess-Weller et Werner Meyer — V.o. : Marais, 4e (278-47-86)

CHICANOS, CHASSEURS DE TETE, film américain de Jerrold Freedman — V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) , U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75)

56-86) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA PORTE DU PARADIS (A., v.o.) Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) — V.f. : Français, 9e (770-33-88) , Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)

POSSESSION (Fr.-All., v.o.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain-Studio, 5e (633-63-20) , Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)

POURQUOI PAS NOUS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C - Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C - Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C - Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 16e (651-99-75) , Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)

PULSIONS (A., v.o.) (**) U.G.C. - Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) — V.f. Bretagne, 6e (222-57-97) ; Haussmann (770-47-55)

QUARTET (Ang.-Fr., v. ang.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).

QUELQUES JOURS DE LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) H sp.

QUELQUE PART DANS LE TEMPS (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) — V.f. Impérial, 2e (742-72-52)

RESURRECTION (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04)

LE SALON DE MUSIQUE (Ind. v.o.) : Studio Gît-Le-Cœur, 6e (326-80-25).

SAN ANTONIO NE PENSE QU'A ÇA (Fr.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suisse) (**) 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LE SOLITAIRE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Elysées, 8e (359-12-15) — V.f : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37)

THE ROSE (A., v.o.) Bonaparte, 6e (326-12-12)

TROIS FRERES (It., v.o.) Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) , Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) , Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) , Athéna, 12e (343-00-65) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pagode, 7e (705-12-15) — V.f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)

UN COSMONAUTE CHEZ LE ROI ARTHUR (A., v.f.) Rex, 2e (236-83-93). Ermitage, 8e (359-15-71), U.G.C. Gobelins, 13e, Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Napoléon, 17e (380-41-46).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr., dolby) : Forum, 1er (297-53-74), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Odéon, 6e (325-71-08), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Paramount-City, 8e (562-45-76), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) — Son classique : Studio Alpha, 5e, (354-39-47), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

Les festivals

QUINZAINE DES REALISATEURS (v.o.). Eldorado, 10e (208-18-76) : Tell me a Ride ; Chakra.

HISTOIRES ITALIENNES (v.o.). Olympic, 14e (542-67-42) : l'Altra donna.

MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : la Soupe au canard.

KUROSAWA (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : la Légende du grand judo ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Scandale.

G. COOPER (v.o.), Action - La Fayette, 9e (878-80-50) : Une aventure de Buffalo Bill.

H. BOGART (v.o.), Action - La FILMS D'AMERIQUE DITE LATINE (v.o.), Denfert, 14e (321-41-01) : Dona Flor.

CYCLE PEINTRES ET CINEASTES : leurs liaisons secrètes (v.o.), Action-République, 11e (805-51-33) : l'Année dernière à Marienbad. Fayette, 9e (878-80-50) : High Sierra.

FILMS FRANCO-EGYPTIENS (v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34) : la Momie.

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr) : Luxembourg, 6e (633-97-77)

BABY DOLL (A., v.o.) Espace-Gaîté (14e) (327-95-94). Templiers, 3e (272-94-56).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) . La Royale, 8e (265-82-66). Napoléon, 17e (380-41-46)

BELLISSIMA (Ital., v.o.) Epée de Bois, 5e (337-57-47)

BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr) Escurial, 13e (707-28-07).

LES BRONZES (Fr.) : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32), Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Fauvette, 13e (331-60-74), Murat, 16e (651-99-75).

CASABLANCA (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83)

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Saint - Germain, 6e (222-87-23), Olympic, 14e (542-67-42)

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg.) Acacias, 17e (764-97-83).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) Opéra-Night, 2e (296-62-56)

LES DENTS DE LA MER (A., v.o.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Saint-Michel, 5e (326-79-17), Marignan, 8e (359-92-82), Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Berlitz, 2e (742-60-33), Fauvette, 13e (331-60-74), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont - Convention, 15e (828-42-27), Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) Templiers, 3e (272-94-56).

EASY RIDER (A (*), v.o.) Studio Médicis, 5e (633-25-97).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

FURIE (A., v.o.) Nickel-Odéon, 6e (633-22-13).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44)

HUIT ET DEMI (It., v.o.) Actua-Champo, 5e (354-51-60).

L'HOMME DE MARBRE (Pol., v.o) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LOLITA (A., v.o.) (*) : Action Christine, 6e (325-85-78) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C - Marbeuf, 8e (225-18-45) , 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69)

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

PIPICACADODO (It., v.o.) (*) : A Bazin, 13e (337-74-39)

LE PONT DE LA RIVIERE KWAI (A., v.o.) Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37) — V.f. : Lumière, 9e (246-49-07)

POURQUOI PAS (Fr.) (*) : Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

SOLDAT BLEU (A., v.o.) (*) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Olympic, 14e (542-67-42)

SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47). — V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)

LA STRADA (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).

UN ENFANT ATTEND (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86)

LES VALSEUSES (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37)

VIVA LA MUERTE (Esp., v.o.) (*) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; J.-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

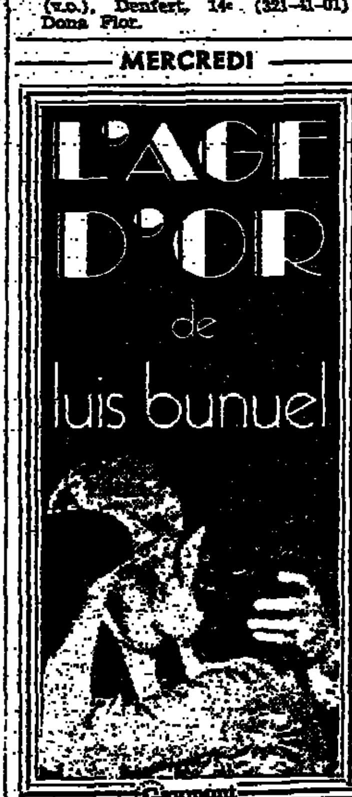
ZARDOZ (Ang., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82)

MERCREDI

U.G.C. BIARRITZ, v.o. - U.G.C. DANTON, v.o. - CAMÉO, v.f. LES MONTPARNOS, v.f. - MISTRAL, v.f. - MAGIC CONVENTION, v.f. U.G.C. GARE-DE-LYON, v.f. - 3 MURAT, v.f. - CYRANO Versailles ARTEL Créteil - ARGENTEUIL - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin FLANADES Sarcelles - 4 TEMPS La Défense - STUDIO Rueil CERGY Pontoise



MERCREDI





MERCREDI



MERCREDI



DEMAIN

D'APRÈS LE ROMAN DE JAMES CLAVELL



SHOGUN avec RICHARD CHAMBERLAIN et TOSHIRO MIFUNE
Réalisé par JERRY LONDON Adapté pour l'écran et produit par ÉRIC BERCOVICI
Producteur exécutif JAMES CLAVELL
un film PARAMOUNT distribué par CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

PARAMOUNT CITY, v.o. - PARAMOUNT ODÉON, v.o. PARAMOUNT OPÉRA, v.f. - PARAMOUNT MARIVAUX, v.f. PARAMOUNT MONTMARTRE, v.f. - PARAMOUNT GALAXIE, v.f. PARAMOUNT MONTPARNASSE, v.f. - PARAMOUNT ORLÉANS, v.f. PARAMOUNT BASTILLE, v.f. - PARAMOUNT MAILLOT, v.f. CONVENTION SAINT-CHARLES, v.f. - ORLY PARAMOUNT, v.f. LA VARENNE PARAMOUNT - BOUSSY-SAINT-ANTOINE BUXY COLOMBES CLUB, v.f. - VILLENEUVE ARTEL, v.f. ENGHIEN FRANÇAIS, v.f. - LE PERREUX PALAIS DU PARC, v.f. PANTIN CARREFOUR, v.f. - SARCELLES FLANADES, v.f. LA DÉFENSE 4 TEMPS, v.f. - MONTREUIL MÉLIÈS, v.f.

RADIO-TÉLÉVISION

Le foisonnement des radios libres

Malgré les déclarations — très fermes — de M. Georges Fillioud, ministre de la communication (pas de situation de fait, pas d'émetteurs puissants, pas de publicité massive, interdiction de constituer des réseaux), il ne se passe pas de jour sans qu'on annonce la naissance d'une ou plusieurs radios locales.

Côté presse, le dernier projet en date est celui du « Parisien libéré », qui veut relancer le Poste parisien, la radio privée la plus importante d'avant-guerre. La CIRTES (Compagnie internationale de radiodiffusion, de télévision, d'enregistrement et de sonorisation) a également annoncé son intention de lancer une station à Montmartre, Radio-Montmartre, avec M. Guy Noël, ancien directeur de Radio-Caraïbes-International. Radio-Montmartre s'adresserait aux Antillais résidant dans la région parisienne. Ces deux projets ne se feront que si la loi le permet, ont affirmé leurs responsables.

A Lille, huit radios libres de la région Nord-Pas-de-Calais se sont réunies, vendredi 12 juin, pour créer une « coordination régionale des radios libres et non commerciales », chargée de répartir entre elles les fréquences. A cette occasion, trois nouvelles radios libres (à but non lucratif) se sont présentées : Radio-Boomerang (97 MHz, à Roubaix), Radio Cerise (96,5 MHz, à Calais) et Radio-Provisoire (100,3 MHz, à Arras). Radio-Uylenspiegel, radio d'expression flamande, dont le matériel a été saisi plusieurs fois par la police au cours de ces dernières années, a déclaré qu'elle était dans l'impossibilité de reprendre ses émissions... sa fréquence étant occupée par des radios libres ou commerciales belges.

Il faut citer encore, dans l'Aube, Radio des Poumons, proche du parti socialiste, et Radio-Atlantique dans la région nantaise. Radio-Baie-des-Anges, née le vendredi 12 juin à Nice, a cessé, en revanche, d'émettre trois jours plus tard : cette radio, qui ne cachait pas ses sympathies pour le maire de Nice, M. Jacques Médecin, et pour l'Union pour la nouvelle majorité, s'est arrêtée « devant les menaces précises de saisie du matériel et de brouillage », a déclaré M. Jean Altra, responsable du service information à la mairie.

Depuis quelques jours, on peut encore entendre Lumière-101, audible à Paris et en banlieue (101 MHz), qui se réclame des « valeurs chrétiennes traditionnelles ».

Enfin, du côté du parti communiste et de la C.G.T., on assiste également, semble-t-il, à une relance. A Longwy et à Gennevilliers, municipalités communistes, deux « radios municipales » sont à l'étude. La C.G.T. a mis en route trois radios en quelques jours : Radio-Lafleur (qui émet sur toute la Picardie grâce à un émetteur de 600 watts), Radio-Quinquin (dans le Nord-Pas-de-Calais) et Radio-C.G.T.-Ile-de-France (sur toute la région parisienne). M. Jean-Claude Laroze, secrétaire confédéral de la C.G.T., a expliqué, le 11 juin, pourquoi, tout en étant attachée à la notion de « service public », la C.G.T. entend « amplifier l'expérience des radios de lutte ».

C.G.T. : la parole aux militants

Le septième étage de la tour Lénine à Ivry (Val-de-Marne). Un jardin en terrasse, de grands bureaux, de la lumière, de l'espace : c'est ici que l'union départementale C.G.T avait créé en 1979 Radio C.G.T. 94, *« une expérience d'une richesse considérable »* selon un militant : quatre cents personnes ont fait fonctionner cette radio entièrement financée par les travailleurs des entreprises du département (et qui a été inculpée quatre fois). Radio C.G.T.-Ile-de-France, qui émet depuis le 12 juin, a repris les locaux de Radio C.G.T 94. elle est financée par l'union régionale de la C.G.T., bénéficiant ainsi de l'expérience et du matériel accumulé au cours des mois passés (des centaines de disques par exemple donnés par les gens d'Ivry). Grâce à un émetteur de 600 watts, elle couvre l'ensemble de la région parisienne, elle aura bientôt un réémetteur qui lui permettra d'arroser en plus le Val-d'Oise.

« Nous plaçons notre réflexion dans le contexte nouveau, a expliqué M. Jean-Claude Laroze, *mais il n'est pas inutile de rappeler les conditions dans lesquelles nous avons été amenés à créer des « radios de lutte » il y a deux ans. Sans être les premiers à avoir recours à ce moyen, nous avons utilisé la radio parce que l'information sociale et l'information en général, asservie à la domination de Giscard d'Estaing et du patronat, tendait à accréditer l'idée que les travailleurs étaient d'accord avec la politique de Raymond Barre. C'est pour faire connaître la vérité sur le pays que nous avons créé ces radios d'abord en Lorraine, en pleine agression contre la sidérurgie, puis dans le Nord, avec les risques de procès et de saisie. C'est un choix politique, un choix nécessaire, parce que l'information est indissociable de la démocratie. »*

Après avoir souligné que les radios avaient joué un rôle important au moment des élections prudhomales et contribué à battre Giscard d'Estaing, M. Jean-Claude Laroze a déclaré que *« les choses avaient évolué positivement depuis le 10 mai »* et qu'en matière d'information *« on observait un changement d'attitude mais pas de changement sur le fond » : « les règles du fonctionnement de la presse restent les mêmes*, a dit le secrétaire confédéral, *et nous, on dit qu'il faut changer radicalement ».*

Le secrétaire confédéral qui a tenu à rappeler l'attachement de la C.G.T. pour un *« véritable service public »* (démocratique, indépendant de l'Etat et des grandes puissances financières) a déclaré que la C.G.T. avait des propositions précises à faire au gouvernement pour une *« réelle démocratisation du service public »* (décentralisé et pluraliste).

« Un outil de lutte »

« Nous n'entendons pas remplacer le service public ni concurrencer les radios périphériques, a expliqué un militant de la C.G.T., *on veut être un outil de lutte »* : c'est pourquoi il n'y a ni journalistes professionnels (comme il y en a eu à Lorraine-Cœur d'acier), ni même de permanents à Radio C.G.T.-Ile-de-France, il y a seulement des militants formés. *« Le succès des radios de lutte réside dans le fait que l'on a donné la parole, dans leur diversité, à ceux qui en étaient exclus »*, a encore ajouté M. Jean-Claude Laroze.

Radio C.G.T.-Ile-de-France émet quotidiennement deux fois par jour (jusqu'au 26 juin), le matin de 6 h. 30 à 8 h. 30 (avec un journal à 7 heures suivi de chroniques pratiques et juridiques) ; le soir de 18 heures à 20 heures (avec un journal à 18 h. 30 suivi de débats sur l'emploi, la santé, les transports, l'immigration, l'enseignement, la sécurité sociale, etc.). Des associations sont invitées à s'y exprimer mais il s'agit essentiellement pour la C.G.T. de présenter ses analyses

Les « radios de lutte » ne ressemblent en rien à Lorraine-Cœur-d'acier, cette radio créée par la C.G.T. en mars 1979 (pour défendre la sidérurgie lorraine) et sabordée en juillet 1980 par le secteur propagande de la confédération parce qu'elle avait « débordé » de son rôle strictement syndical en s'ouvrant à tous.

Le parti communiste reprendrait-il les acquis de cette radio « trop démocratique » ? Radio-Gennevilliers a réembauché en tout cas récemment M. Marcel Trillat, un des journalistes rejetés par la Confédération de la C.G.T. pour émettre quelques jours avant les élections présidentielles. M. Lucien Lanternier, maire communiste de Gennevilliers conseiller général des Hauts-de-Seine, a décidé, en effet, de relancer Radio-Gennevilliers, radio mise en place il y a un an et demi et qui a émis trois fois mais il a décidé qu'il n'émettrait pas avant le deuxième tour des législatives « *afin d'éviter toute intepretation partisane* » et il a écrit au ministre de la communication afin que la radio « *soit rapidement reconnue dans le cadre d'une nouvelle législation permettant d'émettre dans le respect du pluralisme et du service public* ».

A Longwy, le maire communiste, M. Jules Jean a proposé récemment au conseil municipal de sa ville, la création d'une association « *dont la vocation serait l'animation et la gestion d'une radio locale* ». M. Jules Jean a indiqué qu'elle serait « *ouverte à tous* », qu'elle « *garantirait le pluralisme, le droit pour tous les courants, toutes les opinions à pouvoir s'exprimer* ». La gestion serait assurée par un conseil d'administration comprenant des élus municipaux et des usagers, chargés de définir le contenu des programmes, les horaires de diffusion et de gérer les finances de la station. Presque comme à Lorraine-Cœur-d'acier.

CATHERINE HUMBLOT.

Mardi 16 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h 10 Emissions régionales.

19 h 35 Journal.

20 h 10 Campagne électorale.

20 h 55 Documentaire : La République nous enseigne.
Ou l'école gratuite, obligatoire, laïque a cent ans, de Cl. Santelli.
Au fil de témoignages émouvants d'instituteurs d'hier et d'aujourd'hui, on découvre les fondements des valeurs laïques et leurs ambiguïtés, malheureusement ce documentaire s'attache un peu trop au passé. Seules quelques allusions font état du désarroi des nouveaux maîtres.

22 h 10 Téléfilm : Frédéric, une deuxième naissance.
« Frédéric passe avec le temps et le vent, et reste dans les rêves. »
Réalisation Y.-A. Hubert.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 10 Campagne électorale.

20 h 55 Les « Dossiers de l'écran » : le Pain de fougère.
de P Miquel et A Boudet. Avec P. Crauchet, D. Lebrun, J. Desailly, B Lehoux, R. Mollien.
Une chronique de la vie quotidienne au dix-septième siècle, une manière de raconter la grande histoire, celle qui se lit entre les lignes des manuels scolaires, celle des mentalités oubliées, la vie et les sentiments des petites gens.

22 h Débat : Misère et révoltes au temps du Roi-Soleil.
Avec Mme la princesse Murat, qui a écrit un livre sur Colbert ; MM. P. Goubert, professeur à la Sorbonne ; P. Miquel, historien ; Y.-M. Berce, historien ; J. Jacquart, professeur à Paris-I, spécialiste d'histoire rurale et des techniques agraires ; P. Lebrun, professeur d'histoire à l'université de Rennes.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 10 Campagne électorale.

20 h 55 Cinéma : le Tendre Piège.
Film américain de C. Walters 1956), avec F. Sinatra, D. Reynolds, D. Wayne, C Holm, J. Lewis, L. Albright, C. Jones.
Un impresario new-yorkais, célibataire endurci et couvert de femmes, se laisse prendre au piège conjugal par une folle chanteuse qui a décidé de se marier au plus tôt.
Comédie de Boulevard à l'américaine sur le thème bien connu de la chasse au mari. Un film charmant, drôle et bien joué, de pure distraction.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues franco-espagnols : Les clichés, comment s'en débarrasser ? avec F. Savater et R. Escarpit.
21 h 15, Musiques de notre temps : T. Kessler et C. Lefebvre
22 h 30, Nuits magnétiques : Devine qui vient dîner.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (Festival de Lille 1981) : « Sonate pour violon et piano en la majeur », de C Franck ; « Nocturne pour violon et piano », de Boulanger ; « Tzigane pour violon et piano », de Ravel ; « Sonate pour violon et piano en sol mineur », de Debussy, avec Patrice Fontanarosa au violon et Frédérique Fontanarosa au piano (Conservatoire de Tourcoing, 21 octobre 1980) ; 22 h, Cycle acousmatique (Parmegiani).
23 h, Ouvert la nuit : Revue de presse et d'édition musicale suisse (Verdi, Kagel, Eimert, Schutz, Bach).

Mercredi 17 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h Journal.

13 h 35 Portes ouvertes.

13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
Spécial 6-10 ans ; 14 h. 10, Heidi ; 14 h. 45, Feuilleton : le Vol du pélican ; 15 h 10, Spécial 10-15 ans ; 15 h 40, Sports ; 16 h 20, La super-parade des dessins animés ; 17 h 5, Studio-3.

17 h 40 Automag.

17 h 55 L'île aux enfants.

18 h 25 Avis de recherche.

18 h 55 Les paris de TF 1.

19 h 10 Emissions régionales.

19 h 35 Journal.

20 h 10 Campagne électorale.

20 h 55 Série : Femmes, Femmes, Femmes.
L'Ange noir *réalisé par Ronald Bernard est le premier d'une série de trois films qui nous parlent du courage féminin. Celui-ci raconte l'histoire d'une religieuse, femme dynamique qui travaille au service des délinquants.*

22 h 25 La rage de lire.
Magazine littéraire de G. Suffert.
Splendeur et misère des Indiens.
Avec Y. Berger (le Fou d'Amérique) ; *A. Lee Waldo* (la Dernière Piste de Sacajawa) ; *J. Guiloineau, traducteur* de Creek Mary, *de D. Brown, J. Meunier pour le livre de D. Ribeiro* (Maïra).

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 45 Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 50 Face à vous.

14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame.

15 h 15 Série : Super Jaimie.

16 h 10 Récré A 2.

18 h 10 Cours d'anglais.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 Emissions régionales.

19 h 35 Journal.

20 h 10 Campagne électorale.

20 h 55 Variétés : Collaro Show.

22 h Magazine : Objectif demain.
Quand l'homme domestique l'insecte.
Détruire les insectes nuisibles aux cultures tout en protégeant les autres ; les ingénieurs de l'INRA démontrent leur maîtrise de la science biologique, et dévoilent en direct leur stratégie pour rétablir l'équilibre naturel : conduire les insectes à se combattre les uns les autres.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Coup double.

18 h 55 Dessin animé : Les Misérables.

19 h Journal.

19 h 10 Emissions régionales.

19 h 45 Les jeux.

20 h 10 Campagne électorale.

20 h 55 Cinéma : Parfum de femme.
Film italien de D. Risi (1974), avec V. Gassman, A. Momo, A. Belli, M. Orfei, F. Ricci, E. Veronese, S. Spugnini.
Un ancien officier aveugle et manchot auquel son odorat permet de repérer les femmes que réclament ses fringales sexuelles fait, escorté de son ordonnance souffre-douleur, un étrange voyage de Turin à Naples.
Le grand style de Dino Risi — l'un des maîtres de la comédie italienne — passant de la bouffonnerie, de l'humour grinçant, à l'étude de caractère et au drame désespéré. Prodigieuse interprétation de Vittorio Gassman.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Nouveaux savoirs, nouveaux mondes (une toute-puissante biologie) ; à 8 h 32, Au pays des nomades.
8 h 50, Echec au hasard
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : Les modifications profondes de l'individu utilisateur de l'informatique ; L'art de sonner les cloches.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Les ateliers-livres.
11 h 2, Tribune internationale des compositeurs (et à 17 h 32).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h, Sons : Sculpter l'armoire.
14 h 5, Un livre, des voix : Le Ninja, d'E. Van Lustrader.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : La signification des composantes du logement.
15 h 2, Points d'interrogation : La révolution russe ; Famille et société.
16 h 20, Actualité : Les techniques de remplacement de l'expérimentation animale.
16 h 50, Départementales : à Poitiers
18 h 30, Feuilleton : Mastro don Gesualdo, de G. Verga.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : Raconter la science.
20 h , La musique et les hommes : Conservation du patrimoine et création contemporaine.
22 h 30, Nuits magnétiques : L'exposition Paris-Paris.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien-Musique : Moment musical à Dijon (Dufay, Balbastre, G. de Dijon, Mozart, Rameau) ; 7 h 2, L'intégrale de la semaine : les quatuors à cordes de Mendelssohn ; 7 h 30, Informations culturelles.
9 h 2, Le Matin des musiciens : Moderne musique :
9 h 2, Le matin des musiciens : Moderne musique : « Bach-Beethoven et la forme » (Bach, Beethoven, Webern, Debussy, Berg, Barraqué).
12 h 2, Midi-Deux : Magazine de la vie musicale ; 12 h 30, Jazz classique : le trompettiste Fats Navarro ; 14 h, Musique légère : œuvres de Berwald, Lacome, Waldteufel
14 h 30, Microcosmos : Les études à l'étude (violoncelle) ; 15 h, Kaléidoscope (M Pascal) ; 15 h 45, Jeu des énigmes ; 16 h, Galerie de portraits : le poète Rainer Maria Rilke (Hindemith, Zillig) ; 16 h 30, Feuilleton (Debussy) ; 16 h 40, Haute infidélité (Reich, Ravel, et musique traditionnelle de Centre-Afrique).
17 h 30, Le Royaume de la musique : Isabelle Flory, ancienne lauréate ; 18 h 2, Le club du jazz.
18 h 30, Quotidien-Concert (en direct de l'Auditorium 105) : « Trio K 498 en mi bémol », de Mozart ; « Contes de fées pour alto et piano », « Fantaisie pour clarinette et piano », « Trio pour clarinette, alto et piano », de R. Schumann, avec S. Collot, alto, G Deplus, clarinette, et M. Rudy, piano ; 20 h 5, Les chants de la terre : musiques traditionnelles.
20 h 30, Concert de musique sacrée (église Saint-Louis-des-Invalides, 16 mai 1980) : « Stabat Mater », de Rossini ; « Quatre pièces sacrées », de Verdi, par le Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. N. Santi, et les Chœurs de Radio-France, dir. J. Jouineau, avec T. Zylis-Gara, soprano, A Nafé, mezzo-soprano, L. Alva, ténor et M. Rintzler, basse.
22 30, Ouvert la nuit : Le lied schubertien (la solitude et la mort) ; 23 h., Mémoires de la musique : 5 juin 1826, mort de Carl Maria von Weber.

DANS LA RÉGION PARISIENNE

« Lumière-101 » se réclame des « valeurs chrétiennes traditionnelles »

Depuis quelques jours, on peut entendre, sur la modulation de fréquence (101 mégahertz) — brouillée de temps à autre, comme il se doit — une nouvelle radio locale, Lumière-101, audible à Paris et en banlieue. Elle se définit comme une « radio pour tous », donne quelques brefs communiqués, un air de guitare, des chansons et un morceau de J.-S. Bach. Le tout dure douze minutes, recommencé indéfiniment.

Il s'agit, en fait, des avant-premiers pas d'un émetteur d'inspiration chrétienne, pour ne pas dire catholique, qui se réclame des « valeurs chrétiennes traditionnelles » et de « Jean-Paul II, troisième grand, plus haut que tous », qui nous a demandé de ne pas « avoir peur ». Le gérant est M. François Cerbelaud-Savagnac, journaliste.

Ce poste donnera un programme de musique, de reportages, d'informations pratiques (météo, bourses d'échanges, renseignements administratifs, jours de marchés, etc.). La publicité sera très limitée. Les chansons ne seront pas particulièrement privilégiées « à cause du contenu des paroles ». Il n'y aura pas de jeux d'argent.

Lumière-101 est gérée par une SARL de presse dite SPES et se trouve en liaison avec la Fédération nationale des radios et télévisions libres et indépendantes.

La vie religieuse en miettes ?

Verra-t-on dans quelques mois proliférer des initiatives analogues ? Le Père Michel Dubost, de la Fédération française des organismes de communication sociale (FOCS) — qui dépend de l'épiscopat français, — n'a rien de commun avec Lumière 101. Même s'il s'est déclaré récemment « *partisan d'un monopole décentralisé et surtout dégouvernementalisé* », il envisage, pour sa part, un « *réseau de radios catholiques implanté dans un certain nombre de grandes localités* » (une petite centaine de radios départementales, précise-t-il) *émettant quelques heures par jour et soutenues par une régie publicitaire centrale* (1) ».

Ces projets laissent un peu rêveur. Aura-t-on dans quelques mois une situation analogue à celle de la presse écrite d'inspiration religieuse quotidienne ou périodique ? Verra-t-on un éventail d'émetteurs traditionnels ou progressistes, polémistes ou œcuméniques, syncrétistes ? Au moment où les grands émetteurs font souvent une assez large place aux activités liturgiques ou pastorales, aux reportages religieux, aux sermons de carême, aux informations confessionnelles, est-il opportun, au nom d'un désir de liberté louable, d'émietter et de régionaliser à l'excès les manifestations de la vie religieuse ?

Alors que s'estompe la spécificité des écoles privées et que la laïcité se fait de plus en plus accueillante conformément à sa véritable vocation, convient-il de compartimenter la culture au-delà du nécessaire et du souhaitable ? Oublierait-on que l'immense majorité de la presse confessionnelle écrite voit sa clientèle s'amenuiser et surtout qu'elle n'est plus rentable au sens propre du mot ?

La religion est-elle en France suffisamment marginalisée pour qu'elle ait intérêt à multiplier des organes d'expression particuliers au lieu de porter ses efforts vers une présence plus intelligente, plus compétente et plus suivie au sein d'émetteurs non confessionnels ?

Cette dialectique de la séparation et de l'incorporation est un éternel dilemme, et il n'y a pas de solution toute faite. On ne peut pourtant, en l'occurrence, éviter de se poser la question du danger de médiocrité et de provincialisme mal compris qui guetterait de petits postes sans grands moyens.

Mais entre le trop et le rien, il y a certainement place pour des solutions dépassant le *statu quo* et qui fassent confiance à l'imagination et au souci d'informations mondiales, œcuméniques et... musicales de qualité.

HENRI FESQUET.

(1) Voir *Informations catholiques internationales* de juin 1981.

● *Une trentaine de collaborateurs de FR 3 - Radio-Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon* ont annoncé le 13 juin la création d'une association groupant les divers personnels, afin de réfléchir et de rédiger un document général sur la radio pour participer à l'élaboration du projet de loi sur l'audiovisuel qui doit être présenté à la rentrée parlementaire.

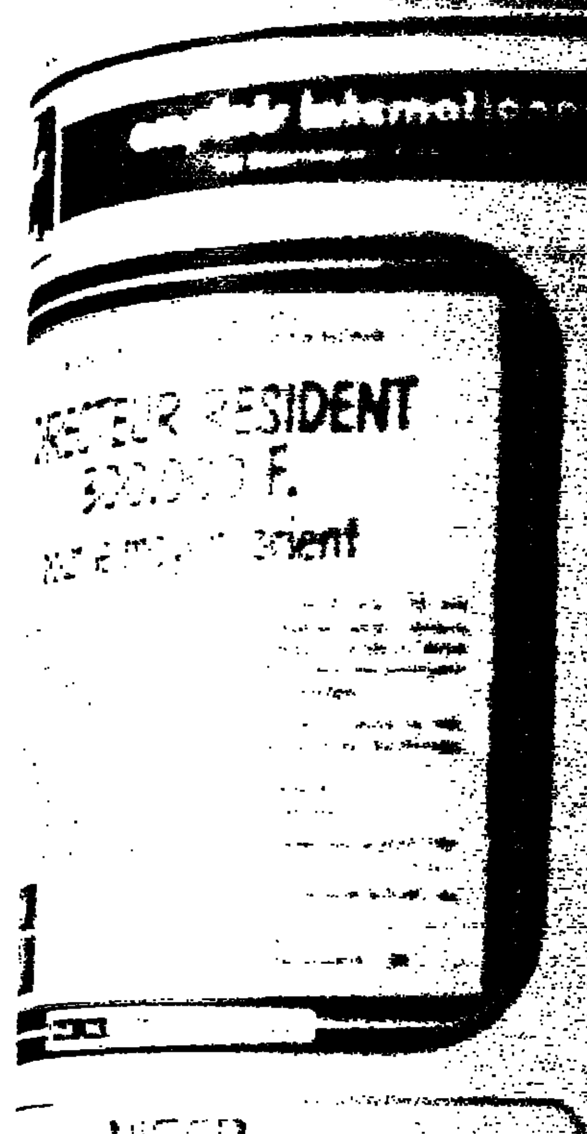
A écouter

L'HOMME ET LA CITÉ

Le présent de notre civilisation, mis en relation avec sa mémoire et son espérance d'avenir, est de plus en plus ressenti comme rupture et déchirement. Le cycle des Rencontres de l'Ecole du Louvre, organisé en mai dernier par son directeur Dominique Ponneau, avait regroupé des personnalités représentant des disciplines aussi différentes que la philosophie, la musique, l'art plastique, la théologie, l'histoire, afin de s'interroger sur ce problème. Parmi eux, les architectes Julius Posener et Ricardo Bofill, le metteur en scène Antoine Vitez, le compositeur Yannis Xenakis et Rolf Liebermann, réunis autour du thème « Technologie et Humanisme au vingtième siècle », et dont le débat fera l'objet essentiel de cette émission de France-Culture, « La musique et les hommes ».

De même que la révolution technique a bouleversé dans le domaine de la musique la la notion d'harmonie vers les années 50, l'usage de cette technologie industrielle dans l'architecture du Mouvement moderne a modifié le rapport entre l'homme et la cité. Mais l'homme peut-il se reconnaître aujourd'hui dans ces formes abstraites de l'espace et du temps ; issues du travail de la science sur l'art ?

★ LA MUSIQUE ET LES HOMMES : conservation du patrimoine et création contemporaine. Mercredi 17 juin, France-Culture, 20 heures.



هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

LA FILIALE OFFSHORE
D'UN GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche son :

DIRECTEUR RESIDENT
300.000 F.
pour le moyen-orient

Il sera basé à ABU-DHABI. Ingénieur Grande Ecole, (35 ans environ), il parle couramment l'Anglais. Après avoir acquis successivement une expérience opérationnelle, il s'est orienté vers la négociation de contrats OFFSHORE, tant en exerçant des fonctions managériales en France qu'à l'Etranger.

Il dépendra directement du Directeur Général et aura la responsabilité de la Direction de l'Agence Locale dans les domaines suivants :
- Technique
- Opérationnel
- Commercial
- Administratif

Il aura le statut d'expatrié avec tous les avantages qui y sont liés.



Envoyer C.V., photo et salaire actuel, au
Cabinet CLAUDE VITET
20, rue de la Trémoille
75008 PARIS, sous référence 81.29

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

VENEZ PARTICIPER AU PLUS GRAND CHANTIER DU MONDE

Nous recherchons des hommes dynamiques et volontaires pour les postes suivants :
- Conducteurs de travaux (1er, 2è éch. et principaux).
- Planificateurs.
- Gestionnaires et ingénieurs de contrats.
- Ingénieurs Electricité, Etudes et Travaux.
- Ingénieurs Climatisation, Etudes et Travaux.
- Ingénieurs de corps d'Etat architecturaux.

Pour réaliser ce chantier, nous allons constituer une communauté combattante de 400 ingénieurs et techniciens.

Venez participer avec nous à cette grande entreprise. Construisez votre carrière avec le leader du B.T.P.

Nous offrons des possibilités exceptionnelles de promotion dans une organisation responsabilisée. Les conditions d'expatriation sont très attractives (2 ou 3 voyages par an).

Téléphoner pour prendre rendez-vous au 630.23.11 poste 4583 ou écrire à M. MALAGIE - Direction du Personnel - BOUYGUES - B.P. 204
92142 CLAMART CEDEX

Un homme de valeur a sa place à l'Université de Riyadh.



NIGER

Importante Société minière et de traitement de minerais, employant environ 1.600 personnes (personnel local et expatrié) recherche pour son exploitation d'ARLID

CHEF de DEPARTEMENT ADMINISTRATIF

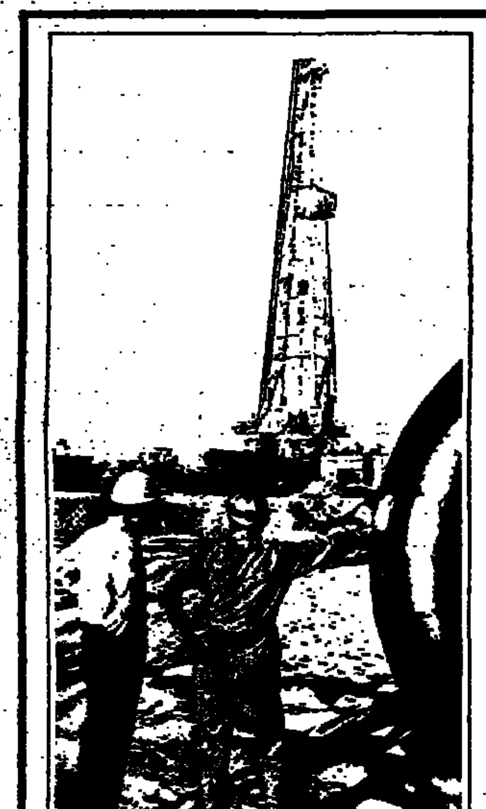
Il sera chargé essentiellement des relations extérieures et aura la responsabilité des différentes activités liées à la vie d'une Société minière : Hôpital - Ecoles - Division urbaine - Services comptables.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure et ayant une bonne expérience de la vie administrative dans une grosse unité, le sens de l'organisation et l'habitude des contacts à un niveau élevé.

Une connaissance de l'Afrique serait souhaitable.

Avantages liés à l'expatriation (logement de fonction, voiture de service, congé 2 mois/10mois, transfert d'épargne sans limite.)

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 1492,
CONTESSE & CIE
20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



FOREX NEPTUNE

SOCIETE DE SERVICES SPECIALISEE dans le
FORAGE PETROLIER
filiale du GROUPE SCHLUMBERGER
nous occupons une position de leader dans ce domaine.
Pour nos différents CHANTIERS à l'ETRANGER, dans le monde entier, nous recherchons en permanence des

INGENIEURS DEBUTANTS
CENTRALE, MINES, ENSAM, ENSM, ECAM, ICAM, INSA, ETP . . .

Après une formation de 2 ans, vous prendrez en tant qu'
INGENIEURS de FORAGE
la responsabilité humaine et technique d'une équipe complète sur un site de forage (50 à 100 personnes).
Le goût des contacts, le sens des décisions, un attrait marqué pour l'expatriation, de la rigueur dans le commandement et l'organisation sont vos qualités.
Vous devez être dégagé des O.M. et avoir une bonne connaissance de l'Anglais.
Nous vous offrons de nombreuses perspectives de carrière, de réelles responsabilités dès votre première affectation, un salaire et des avantages motivants.
Une carrière, un métier, un genre de vie passionnants sur le terrain.

Adresser votre candidature à :
FOREX NEPTUNE - B.P. 111.07 - 75326 PARIS CEDEX 07

OFFRE D'EMPLOIS EN TUNISIE

La société tuniso-séoudienne d'investissement et développement est une nouvelle banque de développement au capital de 100 millions de dinars tunisiens détenus moitié par la partie tunisienne et moitié par la partie séoudienne.

Elle cherche à recruter pour les besoins de ses services à Tunis des **INGÉNIEURS** et des **ÉCONOMISTES DE HAUT NIVEAU** de préférence de nationalité tunisienne ou séoudienne.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer une demande d'emploi accompagnée d'un curriculum vitae au nom de Monsieur le président-directeur général de la **S.T.S.I.D.** à l'adresse suivante :

9, rue du Royaume d'Arabie Séoudite (jusqu'au 15 juillet) et 29, rue d'Asdrubal (à partir de la mi-juillet), TUNIS.

GROUPE IMPORTANT

recherche pour ses filiales en AFRIQUE (statut d'expatrié)

CADRE
DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
DECS ou équivalent

3 à 4 ans d'expérience.
Anglais souhaité.

Adr. C.V. et prét. à n° 99.989, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transm.

UNE DES PREMIERES ENTREPRISES FRANCAISES BATIMENT ET T.P.,
32 pays - 30.000 personnes
recherche pour son département Construction et ses activités en Afrique

Responsable administratif
Agence à l'étranger

L'Agence étant gérée comme une entreprise importante et autonome, il prendra en charge la Direction voire l'exécution de tous les problèmes d'ordre comptable, administratif, personnel et de gestion, liés à la réalisation de très importants chantiers à l'Etranger.

Ce poste à haute responsabilité ne pourra être confié qu'à des professionnels très expérimentés et polyvalents justifiant à la fois d'une expérience comptable proche d'une Direction Administrative et Financière au sein d'une P.M.E. ainsi que d'une bonne connaissance du milieu Bâtiment - T.P.

Les dossiers de candidats débutants seront également examinés avec intérêt, il pourra leur être confié des fonctions d'Adjoint.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous réf. 355 K par

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 Paris Cédex 15

SOCIETE DE CONSULTANTS GENIE CIVIL

recherche

pour un pays du Moyen - Orient

Directeur technique

L'activité concerne la direction et la surveillance de travaux de grandes infrastructures routières urbaines et extra-urbaines.

L'effectif est d'environ 200 techniciens.

On demande un ingénieur grande école, 15 ans d'expérience minimum, ayant déjà assumé ces responsabilités chez un consultant ou dans une entreprise, mais toujours dans le domaine routier.

Bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Le salaire net et sans impôt sera fonction des capacités et de l'expérience du candidat. Il est de l'ordre de 400.000 francs. Nombreux et importants avantages en nature.

Adresser C.V. sous référence CD/27 à : **PROFILS**
Immeuble Périsud
5, rue Louis Lejeune - 92128 MONTROUGE

PROFILS

AFRIQUE FRANCOPHONE
Société d'EXPERTISE COMPTABLE

Exerçant en France et en Afrique recherche

pour les intégrer à sa progression en Afrique 3 collaborateurs au profil varié.

Du comptable agréé homme d'expérience à l'expert comptable (ou DECS averti) pionnier ou homme de relation.

Tous ces postes sont techniquement et humainement intéressants et supposent un tempérament de responsable.

Formation préalable en France. Statut d'expatrié.

Ecrire sous n° T 027.489 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.
Réponse et discrétion assurées.

JEUNE CHARGE DE MISSION COMMERCIALE
AMERIQUE LATINE

La Société conçoit et fabrique des matériels agricoles originaux adaptés à l'agriculture des pays en voie de développement.
Avant d'aborder les marchés d'Amérique Latine, elle veut confier à un jeune cadre une mission exploratrice pour réaliser sur place des études de marché, évaluer les besoins, établir les contacts, sonder les possibilités de diffusion des matériels existants ou à créer. Ce poste convient à un ESC débutant attiré par l'exportation ou ayant déjà eu, comme coopérant à un poste d'attaché commercial, l'expérience d'un séjour à l'étranger. Espagnol courant impératif. Contrat de 6 mois éventuellement renouvelable.

Adresser CV détaillé sous réf. 212/14M à
France Cadres 22 rue St-Augustin 75002 PARIS

Import. groupe international
recherche pour
SECONDER LE DIRECTEUR
de sa filiale de
ABIDJAN

J. H. DYNAMIQUE

ayant des connaissances :
- en gestion (comptabilité banques),
- en exportation et transit maritime,
- en stockage et conditionnement de matières premières alimentaires,

et ayant une aptitude naturelle au commandement.

Conditions d'expatriement.

Adr. C.V. + lettre manuscrite et prét. s/réf. YNES, à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 Paris.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MICHELIN
recherche un

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE
(PC - ENSIC - ENSC...)

Après une période de formation à Clermont-Ferrand, il prendra la responsabilité du Contrôle et de l'Assistance Technique à la Fabrication dans l'une des usines du Groupe. Il sera chargé de garantir la conformité des produits et de participer à l'amélioration et à la mise au point des procédés. Il animera une équipe d'environ 200 personnes.

Le candidat retenu sera un homme de terrain, ouvert aux relations humaines. Il sera débutant ou aura quelques années d'expérience.

Larges possibilités d'évolution ultérieure en France et à l'étranger.



Adresser C.V. à :
MICHELIN - Service du Personnel
Recrutement des Ingénieurs et Cadres
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

Une importante Entreprise Française secteur tertiaire - leader sur son marché - 700 personnes - siège 100km Nord-Est Paris recherche pour renforcer son État Major un

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Véritable manager, il assurera la coordination et la gestion des activités de la société.
Avec le Directeur Général, il sera associé à la mise en oeuvre de la politique de développement.

Une formation supérieure (HEC, Sup de Co,...) une expérience de 7-8 ans dans des fonctions de responsabilités tant commerciales que de gestion, une aisance et un goût pour les contacts, des qualités d'animateur sont des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez entrer en contact avec S. MONTEIL



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

SUP DE CO ou 2e CYCLE DE GESTION
Débutants ou 1re expérience Paris/Province

Parce que notre démarche initiale était cohérente, parce qu'elle s'appuyait sur une conception originale du service informatique de gestion.

Nous nous sommes imposés comme leader sur notre marché (plus de 30 agences en France au service de plus de 100000 clients).

Nous vous proposons après un stage de formation de 2 mois à notre «École Produits» une évolution rapide à partir de postes:

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

adaptés selon votre personnalité, vos compétences techniques, votre expérience.

En étroite collaboration avec les Experts-Comptables, vous contacterez les responsables d'entreprises, étudierez et proposerez des systèmes de gestion informatisés selon leurs besoins.

Basé sur la confiance, le système de rémunération comprend un fixe substantiel — un intéressement garanti durant les premiers mois — des primes sur objectifs — de nombreux avantages sociaux ainsi que le remboursement des frais réels.

Veuillez adresser votre lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous réf. 5771 à Lionel CLERMONTEL. Service du Personnel. BP 6129 - 45061 ORLÉANS CEDEX.

Tout dossier de candidature fera l'objet d'un examen approfondi et d'une réponse appropriée.

CCMC
informatique de gestion

HAVAS CONTACT

Achat et réhabilitation d'immeubles anciens: Un homme du milieu.

Filiale d'un très grand groupe français de BTP, l'achat et la rénovation d'immeubles anciens ne représente encore qu'une petite partie de notre activité. C'est dire l'importance que nous attachons à la collaboration de ce cadre de haut niveau qui, indépendamment des diplômes, possède un prestigieux agenda de «tout l'immobilier» lyonnais et Rhône - Alpin - (Marchands de biens, architectes, maîtres d'ouvrages, investisseurs...).

C'est sa parfaite connaissance du milieu qui lui permet de «flairer les bonnes affaires», de mener les négociations et de les emporter brillamment.

Dans l'idéal, il est également compétent en techniques de réhabilitation car il sera responsable du montage des opérations.

Prospecteur ? Apporteur d'affaires ? Certes. Mais aussi partenaire. A Lyon.

rscg carrières à qui nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 4112, vous garantit la plus totale discrétion - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

rscg carrières

A STRASBOURG, LA VALEUR N'ATTEND PAS...

Dès votre entrée dans la vie active, vous jouez un rôle important en assumant de larges responsabilités.

Nous sommes une grande société française d'hypermarchés et vous offrons, avec une formation assurée sur le terrain, de réelles perspectives d'avenir en étant d'abord RESPONSABLE COMMERCIAL à notre magasin de **Strasbourg.**

PROFIL DU POSTE: 23 ans minimum.
Formation: commerciale supérieure, ESC, EDHEC, etc
universitaire, Sciences Economiques, Droit, etc
ingénieurs: AM, ISA, etc

Ambitieux, pressé de transformer vos connaissances en savoir-faire, vous êtes:

- actif, doué pour les contacts humains, et vous avez un sens commercial développé;
- disponible, capable d'efforts soutenus pour atteindre vos objectifs;
- meneur d'hommes diplomate, pour animer et diriger du personnel;
- méthodique, apte à élaborer et à mettre en oeuvre: plans, programmes, etc...

Carrière évolutive. Rémunération liée aux résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à:

promonor
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE

MERLIN GERIN

14 000 Personnes -
3,1 Milliards de Chiffre d'Affaires dont 43% à l'Exportation.

Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements Haute et Basse Tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique
recherche

Pour un département spécialisé dans l'usinage de pièces complexes, petites et moyennes séries

UN CHEF DE FABRICATION

Réf GDL 136 M.

Ingénieur Mécanicien, le candidat que nous souhaitons trouver aura acquis une première expérience en organisation et gestion de fabrication, en animation d'équipes importantes (250 pers.).

Connaissance des machines à commande numérique appréciée.

Pour un département fabriquant des disjoncteurs moyenne tension

UN INGENIEUR METHODES INDUSTRIALISATION

Réf. GDL 125 M.

Ingénieur Mécanicien, il sera chargé de la mise en forme pour production, des nouveaux produits ; définition des composants achetés et sous-traités en fonction de moyens de montage très automatisés.

Une première expérience des méthodes acquise dans des fabrications de séries est indispensable.

Pour ces 2 postes perspectives d'évolution très ouvertes au sein du Groupe.

Ecrire avec C.V. et prétentions à
MERLIN GERIN
Service Gestion Centrale Emploi
38050 GRENOBLE Cedex.
en précisant la réf. du poste.

ALSACE

INGENIEUR CONTROLE QUALITE

Cette société est spécialisée dans la fabrication horlogère. L'usine réalise 2 types de production : la fabrication de pièces mécaniques et électroniques et la réalisation de pièces d'habillage de toute la gamme horlogerie.

Directement rattaché au Directeur de l'usine, ce chef de service contrôle qualité assurera la gestion technique contrôle qualité des produits fabriqués depuis la définition des normes jusqu'à la garantie S.A.V. Il est aussi chargé de l'homologation de certains produits achetés et revendus en l'état.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, 35 ans minimum et justifiant d'une expérience de 5 années de la fonction qualité dans les domaines micro-mécanique et électronique industrielles. La bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable. Les perspectives d'avenir du fait de l'orientation future des activités de la société sont séduisantes pour un candidat possédant un réel potentiel.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 17502A, à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

---

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



Un Groupe Commercial et Industriel implanté dans de nombreux pays d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
recherche

DEUX CHEFS COMPTABLES

capables de prendre, après une courte période d'adaptation, **LA RESPONSABILITE DES SERVICES COMPTABLES** d'une de ses sociétés opérationnelles.

Les candidats devront être titulaires du D.E.C.S. et de l'un des certificats supérieurs de l'expertise; ils devront également avoir acquis quelques années d'expérience dans cette profession.

La rémunération annuelle brute se situera entre 9.000.000 et 12.000.000 F C.F.A. suivant les pays; il s'y ajoutera d'importants avantages annexes (logement complètement meublé et équipé, 2 mois de congé par an, retraite des cadres, etc .).

Avant leur affectation outre-mer, les candidats recrutés suivront un stage de plusieurs mois dans les services centraux à Paris, pendant lequel ils recevront un salaire mensuel de 10.600 F plus une indemnité de participation aux frais de séjour s'ils sont domiciliés en province.

Envoyer CV détaillé sous référence 6833 à **L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - qui transmettra

---

Directeur Abidjan

Importante société secteur tertiaire, recherche pour sa filiale **COTE D'IVOIRE,** son **DIRECTEUR.**

40 ans minimum, ayant expérience tropiques dans Société de Services et habitude des relations aux niveaux les plus élevés de l'Administration et des Affaires.

Contrat expatrié avec tous avantages attachés.

Ecrire manuscrit (+ photo) en indiquant rémunération souhaitée. Les entretiens auront lieu en Juillet et Août .

L. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

Nous sommes la filiale française d'une société internationale spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel de conditionnement d'air.

Situé dans les Vosges, nous réalisons un chiffre d'affaires de 360 Millions de francs et employons 1100 personnes.

Nous recherchons :

• POUR NOTRE DIVISION INFORMATIQUE (équipée actuellement d'un ordinateur IBM 370.138 sous DOS / VSE, un nouvel IBM 4341 est en commande et d'un réseau de télétraitement);

un Ingénieur Concepteur

Réf. 3983

qui sera chargé :
- de concevoir des nouvelles applications portant notamment sur la gestion industrielle.
- de collaborer à la réalisation des projets de développement informatique.
- de participer à l'organisation du système d'information de l'entreprise.

Nous recherchons un Ingénieur diplômé ayant une expérience de la mise en place des systèmes de gestion. Anglais souhaité.

• POUR NOTRE DIVISION TECHNIQUE :

un Ingénieur Etude

Réf. 3984

rattaché au Directeur Technique et assisté d'un groupe de dessinateurs, il sera chargé :
- de concevoir une gamme d'équipement de conditionnement d'air, en fonction de résultats d'enquêtes de marché.
- d'assurer les opérations de développement des nouveaux produits.
- de promouvoir des programmes de réduction de coûts.

Nous recherchons un Ingénieur diplômé ayant de bonnes connaissances en électricité et en mécanique. Allemand et première expérience industrielle souhaités.

Si cette proposition vous intéresse, envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à :
P. LICHAU S.A. — BP 220 — 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

1 INGÉNIEUR et 1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR

ayant expérience de plusieurs années dans le Soft et Hard microprocesseurs, pratique du système de développement Intel serait appréciée.

Ces postes ne conviennent qu'à des candidats de valeur, leur rémunération dépendra des références.

Lieu de travail : LE HAVRE

Ecrire sous n° 8626, le Monde Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PMI en expansion, CA 12 millions spécialisée en fonderie coquille alliages légers + usinage et ensembles mécaniques, cherche pour LYON

"bras droit" du DG

pour développer le CA de chaque département, participer à la mise au point de nouveaux produits et à leur lancement tant technique que commercial, analyser les prix de revient, améliorer régulièrement la productivité des ateliers, assurer la gestion du personnel.

C'est un technicien entraîné à traiter des affaires avec des clientèles diverses. Une formation AM ou ESF serait appréciée. Le candidat peut aussi avoir acquis une bonne expérience en partant d'un DUT. C'est une opportunité intéressante pour un "battant" capable de prendre rapidement de larges responsabilités. Perspectives d'évolution importantes.

Merci de nous envoyer votre CV + appointements actuels (réf. JYM) à

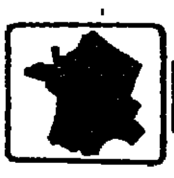
SCHNEIDER RECRUTEMENT
55, montée de choulans
69323 lyon cédex 1 - tél. 7/842.28.53

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TECHNIP

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING
recherche pour son établissement de l'OUEST situé près de LA BAULE

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Affectés à la section PRÉPARATION du Département Études, ils assureront la liaison entre Procédés et Études.

A la tête d'une petite équipe de dessinateurs, ils seront responsables de l'élaboration de dossiers concernant des projets importants (schémas, implantations, spécifications, règles de sécurité) concernant des installations PÉTROLIÈRES ou NUCLÉAIRES.

Ces postes conviennent à des INGÉNIEURS DIPLOMÉS de préférence, possédant une expérience de trois ou quatre années dont une partie en bureau d'études dans une société d'engineering.

Connaissance de l'anglais indispensable.

INGÉNIEURS PROCÉDÉS

Ils seront chargés des études de base pour la conception et la réalisation d'ensembles industriels importants dans les domaines PÉTROLIER ou NUCLÉAIRE.

Dans le cadre d'une équipe d'ingénieurs, ils auront pour tâches principales les études de schémas de procédés, la spécification de l'ensemble de l'équipement et la définition des contraintes liées aux procédés et nécessaires aux études de réalisation.

Ces postes conviennent à des INGÉNIEURS DÉBUTANTS (une formation interne est assurée) ou possédant déjà une expérience de l'engineering. Leur formation d'ingénieur sera de préférence axée sur le Génie Chimique et, si possible, complétée par une spécialisation dans les domaines PÉTROLIER (E.N.S.P.M.) ou NUCLÉAIRE.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adr. C.V. et prét. à : TECHNIP, Le Petit-Gavy, route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

International responsibility for an experienced and ambitious EDPmanager

En 20 ans, nous sommes devenus l'une des toutes premières Sociétés de Services à l'Industrie Pétrolière.

Pour renforcer notre équipe de Direction dans notre nouveau centre de ST ETIENNE où nous étudions et fabriquons des équipements complexes, nous recherchons

un responsable informatique

rattaché directement au Controller, et fonctionnellement au Responsable Informatique du groupe basé à Londres.

Il doit :
- être de formation supérieure ; parler parfaitement l'anglais
- avoir une expérience de fabrication
- être capable d'organiser et de diriger un ensemble de systèmes installés aux Etats - Unis et en Europe.

Nous offrons un salaire intéressant, de bonnes conditions de travail, de nombreuses possibilités d'avancement dans le cadre de l'organisation internationale de DOWELL SCHLUMBERGER.

Envoyez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à
DOWELL SCHLUMBERGER
Service du Personnel
Z.I Molina La Chazotte
42003 SAINT ETIENNE CEDEX.

DOWELL Schlumberger

rsog carrières

jeune ingénieur
RECHERCHE APPLIQUÉE

Une importante entreprise de la REGION LYONNAISE recherche un jeune Ingénieur Recherche Appliquée.

Ce poste conviendrait parfaitement à un jeune diplômé ayant travaillé sérieusement les matières suivantes :
- THERMODYNAMIQUE, • THERMIQUE,
- MECANIQUE DES FLUIDES,
- ELECTRICITE, • ELECTRONIQUE,
- INFORMATIQUE.

Si vous avez complété vos etudes par un projet ou un stage électronique, vous vous intégrerez facilement à une équipe de 7 personnes, en apportant un goût marqué pour la recherche dans l'industrie, une expérience personnelle de bricolage, un dynamisme personnel et des facultes créatrices ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais et peut-être de l'allemand.

Adressez C.V. et photo sous référence 4220-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS

SECRETAIRE GENERAL

La Société (150 personnes) est une entreprise dynamique en forte expansion qui conçoit des matériels et équipements agricoles originaux répondant à des besoins particuliers et très bien adaptés à l'agriculture des pays en voie de développement.

Son Directeur Général, qui effectue de fréquents voyages à l'étranger, veut se faire seconder par un jeune secrétaire général (opt. 32 ans) qui, placé en position fonctionnelle, devra contrôler la bonne marche des différents services de l'entreprise et préparer son avenir (prise de participation, recherche de financements, relations avec les administrations et les banques, missions ponctuelles, etc). Formation HEC, ESSEC, IEP, MBA ... Bonne expérience de la finance et de l'informatique. Anglais courant impératif.

Adresser CV détaillé sous réf.212/23M à
France Cadres 22 rue St Augustin 75002 Paris.

CANDIDATS DÉBUTANTS : 80 000 F + AVEC 2 A 3 ANS D'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE : 100 000 F +

Si vous êtes ambitieux et efficace, capable de vous donner à fond pour un métier passionnant, une grande chaîne d'hypermarchés française vous propose de faire carrière et de jouer un rôle important dans la distribution moderne en étant RESPONSABLE COMMERCIAL (formation assurée dans ses magasins du Nord).

PROFIL DU CANDIDAT:

Formation supérieure.
Commerciale: ESC, etc.
Universitaire: Sciences Eco, Droit, etc.
Ecole d'Ingénieurs: AM, ISA, etc.

QUALITÉS ESSENTIELLES POUR RÉUSSIR:
- enthousiasme et combativité,
- goût du commerce,
- sens des responsabilités,
- aptitudes à former et à animer du personnel,
- gestionnaire consciencieux et méthodique.

Nous recherchons immédiatement

10 CANDIDATS DE VALEUR

qui, après avoir fait leurs preuves dans cette fonction, se verront confier rapidement des responsabilités importantes.

Réelles perspectives d'avenir.
Rémunération élevée liée à l'évolution des résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à:

Téléformation
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE

MICHELIN

recherche un

JEUNE INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

(X-Mines-Centrale-ENSTA-A et M-ENSL..)

pour son centre de recherches et d'essais de Clermont-Ferrand.

Il sera chargé d'étudier de nouveaux pneumatiques, d'analyser leur comportement et d'imaginer des solutions nouvelles aux problèmes rencontrés.

Ce poste convient à un ingénieur grande école, débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Le candidat retenu sera un homme d'action, ayant le goût du concret et du travail en équipe.

Larges possibilités d'évolution ultérieure en France et à l'étranger.



Adresser C.V. à :
MICHELIN - Service du Personnel
Recrutement des Ingénieurs et Cadres
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

DIRECTEUR GENERAL

Usine de SAULT-les-RETHEL (près de REIMS)

SPERRY VICKERS recherche DIRECTEUR GENERAL pour son usine H.B.G. (150 personnes environ) de SAULT-LES-RETHEL (près de REIMS).

Sous l'autorité du Directeur Européen de la Division Mobile sera responsable de l'unité. Il devra avoir une bonne expérience dans le domaine de la production et du matériel - Bonne connaissance du Français et de l'Anglais - Aptitude à évoluer dans une multinationale - Avantages sociaux et voiture.

Envoyer C.V. et prétentions à : J.S. PAGE
Director of Personnel Europe - SPERRY HOUSE
78 PORTSMOUTH ROAD
COBAHM SURREY KT 11 1JZ - ENGLAND

LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
largement diversifié dans ses activités
recherche

DIRECTEUR MEDICAL

Agé de 35 ans au moins, il aura déjà eu une expérience dans l'industrie pharmaceutique et connaitra bien si possible l'antibiothérapie et la médecine hospitalière.

Directement rattaché à la Direction Générale, il travaillera en liaison avec le marketing au sein d'une équipe jeune et dynamique.

En tant que Responsable des études cliniques, il assurera la mise au point et le suivi des protocoles contribuant ainsi à l'enregistrement et au développement de nouveaux produits.

Il participera aux congrès médicaux et développera nos relations avec les leaders d'opinion et les grands centres hospitalo-universitaires.

La connaissance de l'anglais lui sera indispensable.

Veuillez faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous No 1.413 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Temps réel en Touraine

La qualité de la vie tourangelle n'est pas un mythe. Elle a conquis tous ceux qui, dans ce groupe industriel international, habitués à passer de Londres à Genève, de Bruxelles à Francfort, ont été amenés à s'installer à Tours.

C'est peut - être pourquoi aussi il a été décidé d'y renforcer le centre informatique, travaillant en liaison constante avec les autres unités du groupe dispersées en France et en Europe : usines, services commerciaux, sièges administratifs et où les moyens informatiques existants ne sont pas forcément utilisés au mieux.

Une large initiative sera laissée à l'ingénieur qui prendra la responsabilité de ce centre équipé d'un IBM 43/31. On attend de lui non seulement qu'il fasse vivre les applications existantes mais aussi qu'il en élabore de nouvelles. Ce sera à lui de définir les moyens qui lui seront nécessaires pour parvenir à ce résultat. Il arrivera toutefois avec son expérience de 3 - 4 ans comme chef de projet temps réel et sa bonne pratique de l'anglais après avoir écrit sous référence 1820 M au cabinet CLEAS.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

INGENIEUR chef d'agence
ROUEN

Nous sommes un important groupe industriel français, nous recherchons pour notre Division Electromécanique en développement le

CHEF D'AGENCE DE LA REGION NORMANDE

Il est Ingénieur, âgé d'au moins 30 ans. Il a une première expérience réussie de l'animation technico-commerciale.

Après un stage de plusieurs semaines pendant lesquelles il sera familiarisé avec nos matériels et nos produits, il dirigera une équipe de 5 commerciaux, prospectant la construction métallique, la chaudronnerie, le matériel agricole, le matériel TP etc... de la région (7 départements).

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 4218-M à I.C.A. qui transmettra. Discrétion assurée.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

ingénieur système

Languedoc **IBM 43/41**

Une importante entreprise industrielle 600 personnes, filiale d'un groupe international, implantée à proximité de la Méditerranée, recherche un ingénieur système pour l'intégrer à son service informatique. Il sera chargé de la mise en place, du démarrage et de l'évolution d'un IBM 43 41 sous DOS/VSE POWER CICS.

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures, il doit posséder une solide expérience du matériel et du software IBM, spécialement en 370 sous DOS/VS POWER.

Enfin, une très bonne connaissance de l'anglais parlé serait appréciée.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 3689/M à P. Audhuy, Sema-Sélection · 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Responsable Administratif et Financier

REGION LILLOISE — Une Société (400 personnes 200 M. F. de C.A.) filiale d'un holding financier, occupe une place de premier plan sur le marché de l'équipement destiné aux loisirs, et recherche son Responsable des services administratifs et financiers. Secondant le PDG, sa mission essentielle sera de lui fournir en permanence les éléments nécessaires au pilotage de l'entreprise. Il animera une équipe de 15 personnes, contrôlera l'ensemble des comptabilités ainsi que l'administration générale de la Société. Il assurera personnellement la gestion de la trésorerie, disposera d'un outil informatique et d'une comptabilité industrielle performants. Ce poste intéresse un professionnel de la gestion d'entreprise, diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 30 ans minimum, souhaitant exercer une fonction globale au sein d'une PMI dynamique. Ses compétences techniques couvriront l'ensemble de la fonction administrative et financière.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81209 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

Département Aéronautique et Défense
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Débutant ou deux à trois ans d'expérience pour poste dans domaine des équipements embarqués.
Formation aéronautique.
Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo, références et prétentions sous le n° de référence 286, à :



25, rue Jules-Védrines, 26027 VALENCE CEDEX.

RESPONSABLE DU SERVICE ORDONNANCEMENT DE PRODUCTION PLANNING

Vallée du Rhône

Une société Française, filiale d'un groupe multinational fabriquant et commercialisant des matériels en moyenne série, recherche le RESPONSABLE de son SERVICE ORDONNANCEMENT DE PRODUCTION PLANNING.

Il sera chargé de l'ordonnancement et du lancement des commandes, du contrôle des stocks, de la gestion du planning et des expéditions.

Ce poste très complet et offrant de réelles perspectives d'évolution devrait motiver un jeune ingénieur de formation (A & M - ECAM - INSA) ayant acquis une première expérience industrielle.

Adresser votre C.V., sous référence 81 110 LM, à :
Société PIERRE RIGOLLIER
« Les bureaux de Chalin » 20, rue Chirpaz - 69130 ECULLY.



pierre rigollier s.a.

pmp

ORGANISATION-INFORMATIQUE

La SEP, une des premières sociétés du secteur aérospatial développe de nombreuses activités nouvelles, ce qui l'amène à renforcer son organisation et son informatique de gestion. Elle crée pour cela le poste d'organisateur informaticien de son établissement industriel de VERNON (27) (1100 personnes).

Au sein de l'Etablissement, il est responsable :
- du suivi des applications déjà en place et est assisté pour cela par une collaboratrice,
- de l'étude des besoins nouveaux à son initiative ou à la demande des utilisateurs (départements d'études, de fabrication...).

Il s'appuie, si nécessaire, sur les moyens informatiques existants (unité centrale et équipes de programmation au siège, terminaux à l'Etablissement) et participe à l'évolution du plan informatique de la société. Nous souhaitons rencontrer un informaticien diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieurs ou Miage), qui, après une expérience de chef de projet, souhaite évoluer vers des responsabilités d'organisation. Compte tenu du développement très rapide de l'établissement et de la société, les possibilités d'évolution peuvent être très intéressantes.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. M1152 S, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle à,

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

OFFRES D'EMPLOIS

AUDITEURS

Nous sommes un Cabinet international d'AUDIT, d'EXPERTISE COMPTABLE et de CONSEIL.

Vous avez au moins:
- 1 certificat supérieur;
- une expérience de 2 ans dans un cabinet d'audit.

Vous avez le sens du contact.

Écrivez-nous car nous recherchons, pour nos centres de PARIS et LYON, des auditeurs.

Travail en équipe. Formation assurée.

Lettre et CV à
Jeannine EMERIAU
HELIOS, 7, rue de Chaillot
75116 PARIS.

HAVAS CONTACT

ACHETEUR TECHNIQUE

Cette entreprise française de travaux publics réalise d'importants ouvrages dans plus de 25 pays.

L'acheteur qu'elle recherche travaille de façon autonome au sein d'une petite équipe et traite les demandes émanant des agences et chantiers implantés dans les pays de langue anglaise. Il est responsable du choix des fournisseurs, du niveau des prix, des délais.

Ce poste, basé à Paris, permet à un acheteur dynamique d'effectuer occasionnellement des missions de courte durée sur les chantiers à l'étranger.

- Formation BTS, DUT ou ES Appro.
- Au moins une première expérience en achat dans le secteur T.P. (matériaux, matériels, pièces de rechange).
- Pratique de l'anglais indispensable.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. M 5441 J, un dossier complet de candidature en précisant leur rémunération actuelle, à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS
recherche

UN RESPONSABLE ENTRETIEN USINE

- Sous l'autorité du Directeur de l'Etablissement (fabrication de produits chimiques, 300 personnes), il est chargé d'assurer l'entretien de l'usine, de la conception et des modifications des divers appareillages, de gérer un important budget d'investissements et d'organiser les relations avec les fournisseurs.
  Il a de plus la direction d'une petite équipe.
- Les candidats sont de formation supérieure de type Arts et Métiers, ont 5 ans d'expérience de la vie en usine et sont capables d'évoluer rapidement au sein du groupe.

Adresser CV + Photo à n° 1727 **TELEX P.A.**
34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra

SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
LYON (500 personnes)
RECHERCHE

INGÉNIEUR A.M.

DÉBUTANT (dégagé O.M.)
(ou formation équival.)

- Après formation de 1 à 2 ans en services de production (montage ou méthodes ou service après-vente), il sera intégré au bureau d'études avec des responsabilités de conception mécanique.
- Un début d'expérience serait apprécié.
- La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Adresser C.V. s/n° 888275, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ORDO Région Nantaise

Leader du mobilier de bureau en bois, en expansion sur notre marché, nous créons le poste de :

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

à qui seront confiés :

- la stratégie et la gestion commerciale ;
- le développement France et Export ;
- la définition et le lancement des nouveaux produits.

L'homme que nous recherchons sera un animateur créatif et innovateur autant qu'un gestionnaire affirmé et un homme de méthode.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. DR 500 à :

GMV CONSEIL DEPARTEMENT RECRUTEMENT
15, Av. d'Eylau 75116 Paris

être votre propre patron

« Nous sommes un groupe leader dans la distribution de produits de grande consommation. Nous sommes implantés dans toute la France et avons comme politique de filialiser nos centres de profit. Vous avez une formation supérieure et pris rapidement des premières responsabilités de direction. Vous êtes actuellement dans une structure centralisée et contraignante. Nous vous proposons de prendre, après formation, la DIRECTION d'une de nos filiales. Vous aurez la responsabilité complète d'une affaire de "grossiste indépendant" tout en bénéficiant de l'appui de notre Groupe. Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 4240-M à »

Mannrégies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS
qui transmettra

Dans le cadre du développement de son service informatique, une importante Société régionale recherche

2 ANALYSTES ORGANIQUES

de formation IUT, FPA ou équivalent

Ils auront acquis une première expérience de la programmation (au moins 3 ans). Animateurs de leur équipe, ils conduiront des projets de développement ou de maintenance d'applications bancaires.

Ces postes en création peuvent également convenir à des débutants de formation MIAGE ou INGENIEUR INFORMATICIEN. (Réf. 1061 M)

2 PROGRAMMEURS

IUT, FPA ou équivalent

Débutants ou possédant un début d'expérience, ils interviendront sur des applications bancaires et comptables réparties sur du matériel IBM 370/4341. Une bonne adaptabilité à des travaux variés et le goût du travail en équipe seront les principaux atouts de leur réussite.

(Réf. 1062 M)

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo en précisant la référence du poste choisi à Olivier PLESSE.

à RENNES

CEIP 35 Conseil d'entreprises
20, rue de Brest 35000 RENNES
qui vous garantit discrétion et réponse.

Ecole secondaire province recherche pour cours de vacances SURVEILLANTS et UN PROFESSEUR D'ANGLAIS très qualifié. Ecr. LAIR, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra.

COMITÉ D'EXPANSION recherche

ASSISTANT

auprès des P.M.E. en milieu rural, (gestion, formation, promotion). Formation économique et expér. souhait. Ecr. CEDO, 11, r. des Petites Poteries, 61000 Alençon.

P.M.E. Dynamique MARSEILLE

ASSISTANTE DU P.D.G.

30 ans et plus, formation supér. ou autodidacte confirmée. C.V., photo et prétentions à : EUROSUD, sous n° 182-950, 13231 MARSEILLE, Cedex 1.

USINE HAUTE-SAVOIE PRODUITS MÉCANIQUES

Proche ANNECY
recherche

Ingénieur Mécanicien

pour poste

CHEF DES MÉTHODES

- On exigera 5 ANS d'industrie, qui, outre de solides connaissances MÉCANIQUES auront apporté expérience AUTOMATISMES, pneumatiques et hydrauliques, si possible électronique.
- Anglais parlé.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous référence 1.456
CONTESSE PUBLICITÉ,
74, rue Béchevelin, 69363 LYON Cedex 2 qui transmettra.

Banque Privée Paris 8e
recherche

Adjoint au Sous-Directeur des Engagements

Classe V ou VI

possédant quelques années d'expérience acquise de préférence dans une banque de petite ou moyenne importance, et si possible de formation supérieure, le candidat retenu aura idéalement:

- de très solides connaissances techniques dans les domaines suivants :
  - études de risques
  - secrétariat bancaire
  - garanties et contentieux
- l'expérience de l'animation d'une équipe
- un excellent sens de l'organisation.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 9225 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

INFORMATIS

NANTES-TOULOUSE

ING. SYSTÈMES
1 à 3 ans expér. en logiciel. Temps Réel Mini et Micros

ING. LOGICIELS
3 ans expér. en logiciel de base (Compilateurs, moniteurs, Link Edit)

ING. SYSTÈMES
Expér. logiciel et téléphonie. Pour gros projets de télécommunications, téléphonie, télématique

ING. MICROS
LOGICIEL MOTOROLA, ZILOG, INTEL. FORMATION ASSURÉE
26, r. Daubenton-5e. 337-99-22.

Seniors pour Cabinet d'Audit

Groupe de Cabinets d'Audit, en raison de sa très forte expansion recherche **PLUSIEURS SENIORS.**

- Vous avez un diplôme d'enseignement supérieur,
- Vous avez au minimum 2 ans d'expérience en audit dans un grand cabinet parisien ou dans un cabinet anglosaxon,
- Vous parlez couramment l'anglais.

Vous bénéficierez d'une large délégation de responsabilités. Votre bonne intégration et vos performances pourront vous permettre une évolution au sein du groupe.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée sous la référence 81 611 LM à **CONEXHOM** - 92080 PARIS - LA DEFENSE 2 CEDEX 5.

Conexhom

MÉDIA PA

ÉCOLE SUP. D'INGÉNIEURS en GÉNIE ÉLECTRIQUE ROUEN
recherche
INGÉNIEURS

informaticiens, automaticiens
- temps plein
- pour centre de calcul
- lab. formation et recherche.

Ecr. n° T 027.602 M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

APPEL DE CANDIDATURE
pour 1 POSTE D'ASSISTANT
associé de commerce international.

Profil souhaité :
- Formation supérieure, licence, école supérieure de commerce, etc.
- Plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'import-export et des relations internationales.

S'adresser :
I.U.T., rue de Roux
17026 LA ROCHELLE CEDEX
Tél. (56) 44-31-42.

ORGANISME PRIVÉ METZ

recherche

CADRE

Format. économique supér. Poste nécessitant goût des études et capacités à assurer des contacts avec entreprises.

Ecr. s/n° T 027.722 M à Régie-Presse,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

ÉTABLISSEMENT ACTION CULTURELLE (NORD)
recherche

DIRECTEUR (TRICE)

Expér. action culturelle professionnelle, direction personnel, gest. financière, relat. pouvoirs publics, programmat. et coordination activités artistiques (créat., format., diffusion).

Ecrire s/n° 8628, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Laboratoire universitaire situé en Alsace, recherche pour la rentrée 1981-1982, Chimistes et Physico-Chimistes pour la préparation de thèses de docteur ingénieur et de troisième cycle dans le domaine de chimie-physique (y compris polymères). Bourses d'un montant élevé.

Ecrire s/n° 8629, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CENDRIMA DIFFUSION recherche plusieurs agents commerciaux pour Paris et la couronne
VENDEURS (SES)
confirmés ou débutants.
Gains importants ;
système très motivant.
Exclusivité de secteur.
Sans porte à porte.
Se présenter à :
A G E C O
23, rue de Berne
75008 PARIS.
Téléphone 294-86-28.
Se présenter du mardi au vendredi de 9 h à 18 h 30.

La Société TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES et TÉLÉPHONIQUES
RECHERCHE
Pour son usine de LUNÉVILLE

INGÉNIEUR OPTICIEN ou MICROMÉCANICIEN

Connaissances en électronique, pour fabrications optroniques et électroniques.
Libéré des obligations militaires.
Quelques années d'expérience ou débutant.

Adresser C.V. avec photo et niveau de rémunération souhaité à :
T.R.T. Service du Personnel
B.P. 139 - 54303 LUNÉVILLE

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28.00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

Société d'installations de détection et d'extinction automatiques d'incendie recherche, dans le cadre de son développement

INGENIEURS D'AFFAIRE

de formation technique supérieure (Ingénieur ou IUT) possédant une première expérience acquise en Entreprise.

Responsables des affaires qui leur seront confiées, ils devront élaborer l'avant-projet, déterminer les prix, entreprendre les relations et les négociations nécessaires à l'aboutissement des dossiers et superviser ensuite la réalisation des chantiers jusqu'aux essais de fonctionnement. Les techniques abordées seront essentiellement de la Tuyauterie, de l'Electricité, de l'Automatisme et de l'Instrumentation...

Des déplacements de courte durée en France et à l'étranger sont à envisager.

La parfaite connaissance de l'ANGLAIS écrit, parlé est nécessaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 901 au



CABINET JEAN CLAUDEMAURICE
397 ter, rue de Vaugirard
75015 PARIS

Publicités Réunies

TRT DEPARTEMENT TELEMATIQUE ET COMMUTATION DE DONNEES

Pour faire face au développement important de sa ligne de

PRODUITS – RESEAUX COMPAC à COMMUTATION de PAQUETS

recherche

Ingénieur Technico-Commercial

Le candidat, position II, aura des connaissances en téléinformatique et logiciel temps réel ainsi qu'une expérience des réseaux et systèmes, intégré dans une équipe, il assurera le suivi intégral d'affaires, de la négociation à la réalisation.

Adresser C.V. à TRT, 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Nous sommes un Groupe Industriel Français (3300 personnes). Nous fabriquons et vendons des composants destinés aux industries de pointe, intégrant l'électronique.
Plus de 40% de notre C.A. se fait à l'export.
Nous sommes en expansion constante et avons l'ambition de le rester.
Nous recherchons un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

30 ans environ

Ayant si possible une expérience dans les domaines de la Micro-Mécanique (et de l'Optique) pour participer à l'expansion d'un Département

DEVELOPPEMENT ET INDUSTRIALISATION
de produits nouveaux et systèmes.

Si vous désirez vivre une expérience nouvelle au sein d'une équipe jeune et performante, en travaillant sur des technologies nouvelles venez nous rejoindre.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 1764 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Chef de service marketing et promotion
référence FM 564 CM

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR TERTIAIRE RATTACHÉE A UN GROUPE NATIONAL, recherche son **Responsable Marketing et Promotion.**

Ce poste peut convenir à un candidat ESC ou école équivalente, ayant environ 3 ans d'expérience Marketing ou Promotion des Ventes (la candidature d'un débutant peut être envisagée si stages intéressants), capable d'assumer des responsabilités d'études de marchés, de réalisation d'actions promotionnelles et de relations extérieures.
Poste intéressant pour candidat actif, concret et de bon contact.

Poste : ville Ouest France.

Auditeur adjoint à chef de service
référence XJ 556 AM

UNE PUISSANTE FIRME INDUSTRIELLE FRANÇAISE, 50 000 personnes, nombreuses usines et filiales, recherche un **Auditeur Confirmé** pour participer au développement et à l'animation d'un service de contrôle interne moderne au niveau du groupe.

Adjoint du Chef du Service, il collaborera à l'animation de l'équipe des auditeurs chargés de procéder à des audit comptable et opérationnel, d'évaluer leur efficacité et de les améliorer.
Le candidat devra disposer :
- d'une formation grande école
- d'une expérience d'environ 5 ans d'audit acquise dans grand cabinet ou dans l'industrie
- des qualités marquées de contact et de rigueur.

Situation intéressante et évolutive.
Poste à Paris.
Rémunération élevée en rapport avec l'importance des responsabilités.

Ingénieur électricien confirmé travaux neufs
référence DK 562 AM

UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE L'INDUSTRIE LOURDE (10 usines en France) recherche, pour travailler au niveau du groupe un Ingénieur Électricien Confirmé, ayant environ dix ans d'expérience professionnelle et de solides connaissances HT, BT, automatisation de process industriels.

Basé au Siège, il aura un rôle d'expert en ce qui concerne les problèmes "électricité" du groupe, il pilotera les études et réalisations dans ce domaine.

Poste basé à Paris.

Jeune ingénieur méthodes première expérience ou débutant
référence EL 563 CM

UNE FIRME INDUSTRIELLE (100 millions de CA, 400 personnes) **fabrication de grande série en expansion soutenue,** crée un poste de **Jeune Ingénieur Méthodes.**

Rattaché au Directeur d'usine, il sera d'abord chargé de mission, d'amélioration de la productivité : actions méthodes de simplification du travail, mécanisation... Il sera amené à élargir ses responsabilités au niveau des services techniques de production : industrialisation de produits nouveaux, préparation des investissements, travaux neufs.
Pour un ingénieur diplômé AM, ENSI mécanique, ayant si possible une première expérience en production de série ou éventuellement débutant, ce poste représente une opportunité d'avoir rapidement une vue d'ensemble de l'unité : coopération avec les différents départements de fabrication.
Lieu de travail : petite ville région Normandie, possibilités de logement par l'entreprise.

Homme produit jeune ingénieur ENSI + ISA, IAE...
référence HO 566 AM

Ingénieur d'études C.A.O.
référence IP 567 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (300 personnes, 70 millions de CA), fabrication d'équipements en grande série électromécaniques et électroniques, performante dans son domaine : automobile, véhicules industriels, industries diverses, propose deux postes pour assurer son développement et la diversification de ses activités.

• HOMME PRODUIT, Jeune Ingénieur ENSI + ISA, IAE...
Attaché à la Direction Générale, ce jeune ingénieur (2 ou 3 ans d'expérience en milieu industriel) sera chargé de faire la synthèse produits-marchés : orientation des marchés, recherche de produits ou technologies nouvelles...
Ce poste à dominante fonctionnelle orienté vers le marketing industriel et pouvant déboucher sur une fonction plus commerciale, conviendrait à un candidat ayant des potentialités et un esprit ouvert et réaliste.
Lieu de travail au siège à Paris.

• INGÉNIEUR D'ÉTUDES C.A.O. – Destiné à renforcer la Direction Technique de la société et après formation aux produits (dans une fonction études), il sera chargé d'un projet d'études, d'installations et de mise en exploitation d'un système de **conception assistée par ordinateur.**
Fonction attrayante pour un(e) jeune ingénieur AM, INSA, EPF réellement motivé(e) par la technique et ayant si possible une première expérience dans le domaine.
Lieu de travail : banlieue Nord-Ouest de Paris.

Écrire en précisant la référence.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche pour réalisation de traitements de signal complexes

INGENIEURS ET TECHNICIENS (BTS ou DUT)

ayant plusieurs années d'expérience en circuits numériques. Notions en informatique ou en logique programmée.

INGENIEURS

expérimentés pour développement de circuits radars.
Travail en équipe. La nationalité française est exigée. Service de cars gratuit. Restaurant d'entreprise. 13, 1 mois.

Adresser CV et prétentions à
LCT, BP 40 - 78141 VELIZY
VILLACOUBLAY cedex.

Société française Hoechst
vous propose pour le siège, le poste d'

INGENIEUR
RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DE SA DIVISION MATIERES PLASTIQUES

- Vous êtes chargé du développement et de la promotion des ventes de matières plastiques (en particulier le polypropylène utilisé dans les secteurs tels que : l'automobile, l'électro-ménager, le bâtiment, la manutention ou l'emballage).
- Vous analysez, à partir de l'observation du marché, les besoins des utilisateurs et des transformateurs.
- En liaison avec les départements commerciaux, vous proposez à nos services de recherches et d'applications, des programmes d'études dont vous exploitez les résultats.

Pour réussir, il vous faut :
- Une formation d'ingénieur complétée par une connaissance des techniques du marketing.
- Une expérience de 3 ans minimum dans le domaine des matières plastiques.
- Parler allemand et si possible anglais.

Adressez votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée s/réf. 611, à :

Département des Ressources Humaines
Tour Roussel Nobel
Cédex 03
92080 Paris La Défense



Hoechst

Une des toutes premières compagnies européennes d'assurances, recherche pour sa succursale française à Paris, son

RESPONSABLE FINANCIER ET COMPTABLE

Dépendant du Directeur Général, il prendra en charge la direction des services comptables et financiers de la Société ; la comptabilité générale, la comptabilité des agences, la gestion des investissements etc...
Il aura à diriger une équipe de 15 personnes.
Ce poste conviendrait à un homme de formation supérieure, d'environ 35 ans, disposant d'une solide expérience de la gestion comptable et financière dans le domaine de l'assurance.

Personnalité dynamique et affirmée, il sera capable de motiver et d'entraîner avec lui son équipe et de s'assurer de la fiabilité des résultats.

Sa réussite à ce poste l'amènerait à exercer des responsabilités plus larges.



Merci d'adresser lettre manuscrite CV, photo et prétentions sous référence M 167 à Rudolph Von Raesfeldt, TEG, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15.
Discrétion assurée.

The Executive Group Correspondant de SYSTEMA

média-system

Filiale important Groupe International fabriquant et commercialisant des

BIENS D'EQUIPEMENTS

leader sur son marché, recherche pour renforcer sa DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE à

EVRY - 91

jeune diplômé E.S.C. ou équivalent

Rattaché directement au Directeur administratif et financier, il devra animer une petite équipe et jouer un rôle prépondérant dans la mise en place sur informatique de la comptabilité et de la gestion du personnel.

Il a une expérience de quelques années, acquise de préférence en P.M.E. Très larges possibilités d'évolution dans le groupe pour un candidat à potentiel.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 4410 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

«Economies d'énergie»

IMPORTANTE SOCIETE, recrute, UN INGENIEUR grande école, thermicien ayant plusieurs années d'expérience en ingénierie ou en études techniques de faisabilité ayant trait à des préconisations d'économies d'énergie dans les milieux chimiques, mécaniques ou agro-alimentaires.

«Biomasse»

Elle recherche aussi, UN INGENIEUR INA ou équivalent ayant quelques années d'expérience dans le domaine de la valorisation énergétique de la Biomasse.

La connaissance des matériels utilisés et des milieux professionnels agricoles est indispensable.

Anglais important.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous No 1.471 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Nous sommes une société de prestations de services dans le domaine de la Communication, implantée sur l'ensemble du territoire national. Dans le cadre de l'évolution de nos activités et de nos structures, nous recherchons un

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Sa mission: Études et réalisations de toutes les applications de l'outil informatique tant au niveau commercial que de la gestion. Conception et réalisation des cahiers des charges, analyse et programmation d'un logiciel par ligne de produits. Interlocuteur privilégié de notre société d'informatique, il coordonne l'ensemble des demandes à ce niveau.

Agé d'au moins 35 ans, il a été Directeur de projet, par exemple, au sein d'une SSCI et a traité des problèmes d'organisation. Il a une formation d'ingénieur avec une spécialisation en informatique.

Capable de déterminer des choix rationnels et d'évaluer les décisions prises en ce domaine, c'est aussi un homme de contact et un négociateur de bon niveau. Basé à Paris, il pourra être amené à se déplacer en Régions.

Adresser votre CV détaillé et vos prétentions à HAVAS CONTACT – 156, bd Haussmann – 75008 PARIS, sous référence 37767.

HAVAS CONTACT

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120.00	141.12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Notre groupe, indépendant financièrement, est encore à taille humaine et son activité est diversifiée : pétrole, ingénierie en génie civil nucléaire et mécanique des sols... Dans le cadre de notre développement nous recherchons un

INGENIEUR EN ORGANISATION DE GESTION

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école et vous avez acquis une dizaine d'années d'expérience en tant qu'ingénieur conseil en gestion dans un cabinet d'organisation. Vous avez ainsi réalisé avec succès, notamment auprès de P.M.E., des missions variées d'organisation administrative et financière, de mise en place de comptabilité analytique et d'informatique de gestion. Vous aimez votre métier mais vous souhaiteriez intégrer l'entreprise : nous vous offrons cette possibilité. En étroite liaison avec la Direction Générale du groupe vous serez chargé des problèmes d'organisation et de gestion des filiales ingénierie du groupe. En vue de l'amélioration de l'existant votre mission recouvrira donc : analyse, proposition, mise en place de systèmes et le suivi de leur performance, ceci dans un aspect opérationnel de contrôle de gestion.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6501 M.

Proche banlieue sud - Nous sommes une importante société spécialisée dans les équipements de chauffage, de production d'eau chaude et de régulation, filiale d'un des leaders européens dans ce domaine. Nous couvrons l'ensemble du territoire français soit par nos propres agences soit par le canal de distributeurs exclusifs. Nous recherchons pour notre siège un

RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Vous avez l'équivalent d'une formation supérieure, dont en comptabilité le DECS; votre connaissance de la langue allemande est suffisante pour être une langue de travail. Vous avez 8 à 10 ans d'expérience, vous maîtrisez l'ensemble de la fonction comptable (y compris le juridique et fiscal) et vous avez acquis une polyvalence dans les domaines administratifs et en informatique vous permettant de couvrir l'ensemble de la gestion et des moyens de gestion. Sous l'autorité de la direction, vous serez responsable de la fonction comptable jusqu'à l'établissement du bilan, des procédures de reporting avec notre maison-mère, de la gestion des stocks (dont l'approvisionnement des appareils et pièces de rechange) mais aussi de la gestion et de l'exploitation de notre système informatique (HB). Vous devrez enfin assurer la gestion du personnel.

Ecrire à Pierre Satet sous réf. 7502 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de Serifo en précisant la référence; ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10
MEMBRE DE SYNTEC

Plan Champs

SOCIETE GENERALE

désire adjoindre à son Service Contentieux à Paris un(e)

JURISTE CONFIRMÉ(E)

Au sein d'une équipe, il participera à la recherche des solutions de l'ensemble des problèmes juridiques de la banque; il se verra notamment confier des responsabilités de conception de contrats complexes et pluridisciplinaires relatifs à des investissements en France et à l'étranger.

Le poste, en pleine évolution, implique, outre la mise au point des dossiers, des relations avec les Directions de l'établissement et avec les entreprises clientes.

Le candidat devra être de formation supérieure (minimum maîtrise en droit privé) et justifier d'une expérience d'au moins 10 années en droit des affaires (droit français, européen et international); une parfaite maîtrise de l'anglais courant et juridique est indispensable.

Adresser CV et prétentions sous référence DS à
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service recrutement
7, rue Caumartin - 75009 Paris.

HAVAS CONTACT

SERVICES INFORMATIQUES
Devenez directeur d'agence

Vous êtes aujourd'hui **Chef de Département Commercial** ou **Ingénieur Commercial «Senior»** chez un grand constructeur d'ordinateurs ou au sein d'une importante SSCI. Vous êtes diplômé d'une Grande École. Vous avez entre 6 et 8 années d'expérience professionnelle et vous souhaitez donner une accélération à votre carrière en accédant à la direction d'un centre de profit.

Importante société de Conseil et de Services en Informatique, nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une de nos agences parisiennes. Votre fonction couvrira les aspects commerciaux, techniques et humains (vous serez en effet le patron de 50 ingénieurs et analystes-programmeurs). Vous disposerez donc d'une grande autonomie et serez réellement responsable de votre affaire.

Votre rémunération, qui se composera d'un fixe et d'un intéressement aux résultats, atteindra un niveau élevé, conforme aux responsabilités de ce poste.

Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature sous réf. 71900 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra directement et qui garantit une totale discrétion.

HAVAS CONTACT

Le chef du service paie recherche son adjoint.

De formation supérieure ou ayant acquis le même niveau, il justifie d'une expérience d'au moins 5 ans dans une société de Bâtiment.

Il a l'expérience de la paie du personnel expatrié.

Il anime un service de 6 personnes dans un esprit d'assistance aux chantiers.

Ses missions sont : • prendre en main les sections Paie France et Paie Etranger (cadres, ETAM et ouvriers) dans leurs phases de préparation et d'exécution, • assurer les liaisons avec les directions opérationnelles, • contrôler et suivre le bon achèvement des états de fin d'année.

François JACQUEL se propose de vous rencontrer.
Ecrivez-lui sous référence 4408 FJ - BOUYGUES - Direction du Personnel - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX



Un homme de valeur a sa place chez Bouygues.

THOMSON-CSF TELEPHONE

Dans le cadre de son développement à l'exportation et de l'évolution de son potentiel technologique, le groupe recherche **DES INGENIEURS LOGICIELS SPECIALISTES ET FUTURS SPECIALISTES** pour le développement de systèmes temps réel de commutation téléphonique temporelle, de systèmes de commutation de messages et péri-téléphoniques.

Michel PONSY, Directeur de la Division Informatique et Communication, du **Groupe Bernard Krief Consultants**, chargé de cette recherche, attend votre candidature. Il vous demande de la lui adresser, sous la réf. 7754 accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, d'une photo d'identité et de vos prétentions.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS - *département informatique* -
1, rue Darlon 75263 Paris Cedex 06

BKC

IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE
au Sud Ouest de la Région Parisienne
recherche

INGENIEUR d'ATELIER

ARTS ET METIERS ou EQUIVALENT
Quelques années d'expérience

Envoyer C.V., lettre manuscrite sous réf. 98871
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

FAIRCHILD

A Schlumberger Company
Division microprocesseurs
recherche pour PARIS 13 ème

CHEF DE PRODUITS

Expérience MICROPROCESSEURS HARD SOFT
Anglais nécessaire.
Ecrire avec CV+ photo sous référence CPM ou téléphoner pour renseignements à

JOB conseil
4 ter rue du Tapis-Vert 54000
NANCY - Tél.16 (8) 336.45.71

BUREAU VERITAS

recherche
pour LEVALLOIS-PERRET

UN INGENIEUR

(35 ans environ) bonne expérience de la climatisation pour des contrôles à l'étranger.
Déplacements fréquents de courte durée.
Anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et prétent. sous réf. n° 37 à
BUREAU VERITAS
Service du Contrôle des Constructions et de la Sécurité
35, rue Paul-Vaillant-Couturier
92300 LEVALLOIS-PERRET

Emplois et Entreprises



SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST, recherche

ingénieurs mécaniciens
(ENSAM - ECAM - ENSM - ICAM)
pour conception mécanique, thermique et études technologiques de matériels embarqués.

ingénieurs opticiens
pour conception équipements embarqués.

ingénieurs électroniciens analogiciens
(ESE - ENSI - ISEP)
Ayant expérience des mesures en laboratoire)

ingénieurs systèmes
(Télécom., ESE, Sup Aéro)
pour conception équipements embarqués.

ingénieurs électroniciens
ayant de solides connaissances en circuits électriques HT pour mesures physiques.

ingénieurs électroniciens logiciens
(ESE, ENSI, ISEP)
ayant quelques années d'expérience dans le développement de matériels informatiques et de logiciels sur microprocesseurs.

La pratique courante de la langue Anglaise est indispensable.
Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel -
1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

---

inf.5

recrute urgent pour d'importants clients Paris

1) **ANALYSTES-PROGRAMMEURS**
COBOL - IBM 4341 - 370/115 DUT ou MIAGE

2) **ANALYSTES-PROGRAMMEURS**
ASSEMBLEUR connaissant microprocesseurs.

3) **PROGRAMMEURS COBOL**
Postes intéressants et bien rémunérés.

Ecrire ou se prés. INF 5, 92, rue St Lazare - Paris 8è - Tél. 281.93.44

Publicités Havas

DIRECTEUR MARKETING
270.000 +

HEC, ESSEC ... vous avez 10 ans d'expérience dans la vente et le développement de biens d'équipements. Vous savez soumettre votre créativité à l'analyse marketing et faire passer facilement vos idées (en français comme en anglais).
Vous aspirez désormais à une responsabilité importante dans une Société connue : C.A. 1 milliard No 1 de sa profession, appartenant à un Groupe International performant.

Adresser CV détaillé s/réf. AP/111M
France Cadres 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Constructeur de logements sociaux, filiale d'un important C.I.L recherche :

Prospecteur Foncier
Responsable de Programme

Envoyer C.V, prétentions, photo et disponibilité en précisant sur l'enveloppe la réf. 854M à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra -

Réponse et discrétion assurées.

MEDIA BA

Cabinet Lecomte

recherche

pour un important groupement dans le secteur agro-alimentaire de niveau national avec extension constante au niveau européen et international

DIRECTEUR GENERAL

360 000 F+

Il s'agit du remplacement prévu du titulaire actuel.

UNE PART TRES IMPORTANTE DE L'IMPULSION QUE COMPORTE CE ROLE EST DE NATURE COMMERCIALE.

Nous sommes conscients de la sobriété de notre offre mais celle-ci fera place à une complète et immédiate information dès le 1er contact avec les candidats. L'éventail de la sélection sera très large pour multiplier les chances réciproques. Le passé de chaque candidature devra cependant contenir les signes d'une activité dense, réussie et assez variée pour permettre une adaptation rapide.

Pratique courante de l'anglais indispensable.
Connaissance de l'Allemand appréciée.



Envoyer lettre manuscrite avec CV sous référence 01172
4 rue Amiral Courbet
75116 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE
(700 personnes)
recherche

UN CADRE EN ORGANISATION HF

de formation supérieure (école supérieure de commerce, maîtrise de gestion ou équivalent).
Il sera chargé au sein d'une équipe de l'organisation des différents services de la Société. Le candidat retenu sera débutant ou aura 1 à 3 ans d'expérience dans le milieu soit Assurances, soit Organisation.

Avantages sociaux (5 x 8 x 14, horaire variable, restaurant d'entreprise, etc...)
Adr. CV + photo + prétentions à n° 6280
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

ENTREPRISE DE SERVICES : + de 5.000 PERS.

PARIS (quartier OPÉRA)
Sa DIRECTION DU PERSONNEL et des R.S.
rech. en prévision prochain départ en retraite

SPÉCIALISTE DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

qui aura en charge un Service de 80 employées : PAIE informatisée, dossiers individuels, toutes formalités et déclarations sociales et fiscales, contacts (administratifs) avec les cadres et les délégués....

« POSTE ÉVOLUTIF »

INDISPENSABLE
EXPÉRIENCE (4-5 ans mini)
DE LA GESTION ADMINISTRATIVE
DU PERSONNEL
DANS UNE ENTREPRISE
D'AU MOINS 3.000 PERSONNES

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 4688



La CEGOS

Premier cabinet indépendant de Conseil et de formation,
forme chaque année plus de 20 000 personnes dans ses stages interentreprises (plus de 300 titres de stages) et intra-entreprises.
Pour participer au fort développement de ses activités, la CEGOS recherche :

Ingénieur grandes écoles
pour
formation à l'informatique

Les candidats devront avoir une forte motivation pour la formation conçue comme un facteur de progrès par les entreprises et pour les hommes.

Ce poste exige :
— de très bonnes connaissances informatiques théoriques et pratiques, acquises dans l'entreprise ou dans une SSCI (5 ans environ).
— l'aptitude à utiliser des moyens pédagogiques modernes (micro-ordinateurs, audiovisuels).
— le goût de l'animation et du travail de groupes.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Y: HOUDENT,
Directeur à la Division Informatique et Système de Gestion,
CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond point du Pont-de-Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de SYNTEC

Audit manager

Futur Responsable pour la France

Un important cabinet d'audit nordique s'implante en France. Il cherche un audit manager, pour prendre en charge la responsabilité des missions de contrôle et d'audit des filiales françaises (et éventuellement dans les pays limitrophes) de ses sociétés clientes.

Ce poste convient à un Diplômé HEC (ou équivalent) + expertise comptable, ayant au moins 3 ans d'expérience de l'audit dans un groupe important ou dans un cabinet d'audit ou d'expertise comptable.
L'anglais courant est indispensable. Une bonne connaissance des procédures de contrôle des sociétés multinationales est un avantage.

Ce poste très autonome sera basé, soit à Paris, soit dans le Sud-Est. Des déplacements fréquents, parfois prolongés en province ou à l'étranger sont à prévoir.
Les entretiens avec le responsable du cabinet auront lieu à Paris début juillet.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 23582/M à Marie-José Fourniat qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

sélé CEGOS

Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux
204, rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

Chargé (e) d'études statistiques

Nous sommes une Compagnie d'Assurances IARD importante, rattachée à un groupe de premier plan, et en expansion régulière. Nos effectifs sont de 2 000 personnes dont la plus grande partie est décentralisée en province.

Nous offrons un poste de Chargé(e) d'Etudes Statistiques au sein d'une petite équipe. Ce poste comportera, après une période de formation probatoire, des responsabilités d'analyse statistique de produits et d'études de tarifs. Dans un deuxième temps le (la) titulaire pourra participer à la conception d'outils statistiques nouveaux en liaison avec l'informatique.

Cette situation intéresse un(e) candidat(e) ayant au minimum une Maîtrise dans le domaine statistiques ou mathématiques. Une première expérience et notamment dans l'Assurance serait un atout complémentaire.

Poste stable, permettant des ouvertures de carrière ultérieures dans différentes voies.

Lieu de travail Paris et, à partir de l'automne 1981, Noisy-le-Grand/Marne-la-Vallée (RER).

Statut Cadre. Horaires souples. Restaurant d'entreprise.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération sous réf. 11615/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.
Tour Chenonceaux, 204, rd-point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne Cedex.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

---

la Fédération des Caisses de
Crédit Mutuel
d'Ile-de-France
recrute le

Chef du Service Compensation

Responsable, et interlocuteur privilégié de son service, il est chargé de :
— mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la réalisation d'objectifs préalablement établis ;
— concevoir et mettre en place des procédures de gestion de service ;

Il assure le contrôle de l'activité du service et en établit le rapport.
Il veille à la gestion de son personnel.
Il apprécie les risques.
Il mène des études de rentabilité.

Un niveau ITB et une expérience de 5 ans dans la fonction seraient souhaitables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 16 M au Département des Relations Humaines et Sociales, 5 place des Fêtes 75019 PARIS.

MEDIA PA

SOCIÉTE FRANÇAISE
recherche

un cadre

ayant plusieurs années d'expérience dans la vente de métaux précieux aux utilisateurs traditionnels et industriels

Envoyer C.V. + lettre manuscrite et prétentions sous réf. YBOR (mentionnée sur l'enveloppe) à :



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

GRANDE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
MECANIQUE ET ELECTRICITE
recherche

adjoint au directeur du département électrification

- 35 ans minimum, solide formation supérieure d'ingénieur TP, AM ou similaire. Expérience éprouvée de la vie de chantiers dans l'ensemble de ses composantes : terrain, humain, technique, gestion. Anglais nécessaire.
- directement placé sous l'autorité du Directeur du Département il sera responsable globalement d'une équipe de 300 à 500 personnes dont il coordonnera et développera l'activité en France et à l'étranger.
- ce poste ne peut convenir qu'à un homme de caractère.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 658-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées).

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Un Groupe d'importance nationale
à vocation d'aménagement et d'urbanisme recherche

jeunes cadres financiers

Intégrés dans une équipe, ils auront pour mission de contrôler la gestion et la trésorerie des sociétés d'aménagement du Groupe et de conseiller celle-ci dans leurs problèmes financiers généraux.

Ces postes de responsabilités conviennent à des candidats de formation École de Commerce, Sciences Po ou Sciences Eco, débutants ou ayant déjà une première expérience en matière financière.
La fréquence des déplacements en province implique une grande disponibilité.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. VRAK (mentionné sur l'enveloppe) à :



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

LE CENTRE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE DU BATIMENT
ÉTABLISSEMENT PUBLIC
recherche

UN INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE CONFIRMÉ

Pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de LA THERMIQUE DU BATIMENT avec comme thème principal les économies d'énergie.

Env. C.V. et prét. à Station de Recherche du C.S.T.B. Service Thermique et Aéraulique, 84, av. Jean-Jaurès 77420 CHAMPS-SUR-MARNE.

Importante Société de Service recherche, pour un de ses centres de calcul équipé d'un ordinateur HB 66 de grande puissance,

Un ingénieur Système débutant

ou ayant quelque expérience de la fonction.

Un préparateur de travaux

pour mise en place et suivi d'applications conversationnelles.
Lieu de travail : proche banlieue Sud.
Formation assurée.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 6310 à rscg carrières 48 rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.

rscg carrières

Entreprise Industrielle de Grande Renommée et à portée Internationale recherche pour renforcer son département ESTIMATION DEVIS

2 ingénieurs estimations

Les candidats recherchés possèdent :
- une formation supérieure ;
- une expérience professionnelle acquise dans des ENGINEERING ou ENTREPRISES fournissant des usines clés en main.

Ils seront chargés :
- d'ESTIMER DES COUTS D'ACHATS de matériels ou marchés de travaux, en particulier dans le domaine ÉLECTRICITÉ - CONTRÔLE COMMANDE en France ou à l'Étranger.

Ces postes de COORDONATEURS impliquent de nombreux contacts avec divers secteurs de l'entreprise (commercial, projet, études...) et avec ses fournisseurs.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Un dossier de candidature est à adresser, sous réf. 719-31, à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

LE CENTRE TECHNIQUE
DES INDUSTRIES MECANIQUES
SENLIS (Oise)
recherche pour son service METHODES

INGENIEUR DIPLOME

ECOLE DE MECANIQUE + SPECIALISATION INFORMATIQUE

ayant 2 ans minimum en mise en œuvre de machines outils à COMMANDE NUMERIQUE pour intégration dans une équipe de recherche et de conseil sur les méthodes modernes de production.

Cet ingénieur sera chargé dans un premier temps d'étudier les possibilités actuelles des machines outils à commande numérique et leurs applications dans les productions mécaniques avec une possibilité d'évolution vers les études d'implantation d'ateliers flexibles.

Langue anglaise et allemande lues et parlées.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence CN - CETIM - Service du Personnel B.P. 67 - 60304 SENLIS.

PARAGERM
filiale HENKEL FRANCE

INSPECTEUR DES VENTES

région ILE-DE-FRANCE

Il aura pour mission de développer les ventes à une clientèle, hospitalière et para-hospitalière, des méthodes (matériels et produits chimiques) d'hygiène et de lutte contre l'infection en animant une équipe de délégués technico-commerciaux.

Nous souhaitons pour ce poste une bonne expérience dans la vente en milieu hospitalier et dans l'animation d'une équipe.

— salaire fixe + primes + frais de route.

Écrire avec CV à
PARAGERM FRANCE
32, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

L'une des premières banques nationales françaises.

Notre réputation nous permet généralement d'accroître nos effectifs de cadres grâce aux candidatures spontanées de jeunes diplômés très motivés.
Notre rapide développement international nous conduit aujourd'hui à rechercher activement plusieurs

diplômés d'études supérieures

de haut niveau (Ingénieurs, HEC, ESSEC, ESCP...).

Leur intégration à une équipe de direction en France ou à l'étranger sera précédée d'une formation complète aux métiers de la banque, alternant stages pratiques et séminaires théoriques.
Ils seront ensuite chargés d'une clientèle d'entreprises, qu'ils devront développer et à laquelle ils devront apporter tous les services et conseils qu'elle peut attendre de son banquier.
Ces premières affectations, qui nécessitent un goût prononcé pour la négociation et une adaptabilité à des situations et des interlocuteurs très diversifiés, ont aussi pour objectif de former les futurs cadres supérieurs de la banque.
C'est là en effet que les États-majors opérationnels ou fonctionnels recherchent leurs collaborateurs directs.
Une lettre de candidature est à adresser sous référence 71938 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Schlumberger
dans le domaine de la
mesure et régulation
recherche pour ses services comptables et de consolidation

Cadre comptable confirmé(e)

Le profil requis est le suivant :
- niveau **DECS** complet
- expérience de 4 à 5 ans, de préférence dans une grande entreprise voire dans un cabinet d'audit ou d'expertise comptable
- connaissance courante de **l'anglais** qui sera utilisé dans le poste

Cet acquis professionnel lui permettra de maîtriser la comptabilité générale et l'aura familiarisé à l'informatique.
Le sens des relations humaines qu'exigent les contacts fréquents et efficaces avec les différentes sociétés du Groupe sera également précieux pour l'animation de l'équipe de 4 personnes qui dépendra directement de ce responsable.
Nombreuses possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.
Rémunération : 110 000 à 140 000 F selon l'expérience.
Lieu de travail : Montrouge.
Adressez votre dossier de candidature à : M. Dechambre, **COMPAGNIE DES COMPTEURS,** 12 Place des Etats Unis, B.P. 56, 92123 MONTROUGE Cédex.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
Filiale d'un groupe bancaire international
recherche
pour son agence à ouvrir à PARIS-15e

SECOND D'AGENCE CLASSE V ou VI

- Réception et développement d'une clientèle particulière de bon niveau ;
- Surveillance du fonctionnement interne de l'Agence et des liaisons avec le siège ;
- Répartition du travail entre les membres d'une petite équipe.

Ce poste conviendrait à I.T.B. ou équivalent ayant une expérience professionnelle de plusieurs années.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions n° 01508 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.
DISCRÉTION ASSURÉE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MUTUALISTE
(centre de Paris)
recherche pour son centre médical

UN CADRE INFIRMIER (E)

- Il aura pour mission d'assurer les relations avec l'équipe médicale.
- Nécessité de s'adapter aux problèmes d'une gestion informatisée.
- Salaire de base annuel selon références 100.000 F.
- Avantages sociaux.

Adresser C.V. sous n° 8.621 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

dans le cadre du développement de son département **SYSTEM-ASSIST** recherche:

des Hommes Système,

Spécialistes
- de la maintenance de systèmes IBM (DOS et OS).
Analyse de dumps, applications PFT, langage RETAIN 370, télémaintenance.

Réf. FP1/SA-LM

Spécialistes
- de la gestion d'exploitation sur matériel IBM;
- de conduite de projet d'automatisation d'exploitation;
- de suivi et de contrôle de la productivité d'un centre informatique.
Aide technique à la mise en place du logiciel JACK.

Réf. FP2/SA-LM

Spécialistes IMS DB/DC et/ou CICS

Réf. FP3/SA-LM

Postes très évolutifs - Possibilités de missions à l'étranger et de création d'antenne en province.

Adresser CV et prétentions sous références correspondantes 12/14, avenue Vion-Whitcomb 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

Importante société,
leader européen dans sa spécialité
recherche
pour sa direction de l'exportation :

1 COLLABORATEUR (statut assimilé cadre)

destiné à prendre la responsabilité du suivi et de la gestion des livraisons aux clients et aux filiales étrangers.
Il est demandé : — Une expérience d'au moins 2 ans dans un service approvisionnement, expédition ou vente.
— Une maîtrise parfaite des langues française et allemande.
— Des qualités de méthode et d'organisation.
— Anglais apprécié.
Le poste est à pourvoir au siège social de la société situé à 50 km au sud de Paris.

Des possibilités d'évolution sont ouvertes pour un candidat de valeur.
Écrire sous n° 8.625 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ DE TOPOGRAPHIE
recherche
pour CONTRAT de Coopération ALGÉRIE

FORMATEURS DIPLOMÉS

(INGÉNIEURS ESGT)
avec référence professionnelle
— Géodésie appliquée.
— Topographie moyennes échelles.
Voyage, hébergement famille assurés.

Ecrire s/n° T 027.698 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



Analyste Programmeur

Vous êtes de formation niveau DUT informatique de gestion. Vous avez une expérience d'environ 3 ans de programmation, maîtrisez le COBOL.
Société de services, filiale d'un important organisme public, nous vous proposons de travailler, avec une grande autonomie d'action, sur un projet nouveau.
Basé à Paris, avec de courtes missions à l'étranger, ce poste implique des perspectives d'évolution intéressantes dans le cadre de notre expansion.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 81812 M à Madame Claude FAVEREAU.

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

CAM
FILIALE INFORMATIQUE de la CAISSE des DEPOTS et CONSIGNATIONS

La conception et la réalisation de systèmes informatiques de Gestion Bancaire, d'assurances, de retraites, etc ... dans un environnement technique de haut niveau, c'est le contexte que nous proposons à des

CONCEPTEURS "CHEF de PROJETS" ANALYSTES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

(Formation Ecole d'Ingénieur, Maîtrise, DUT, ...).
Une expérience des gros systèmes IBM ou CII-HB, du télétraitement (CICS, TDS), des bases de données (DL 1, IDS 2) est souhaitée.
Pour un premier contact, adressez votre C.V. détaillé avec prétentions, sous réf. 32/04 au :
CAM - Direction du Personnel - B.P. 16 - 94114 ARCUEIL CEDEX



EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE

Nouvelle filiale du Groupe EUROSOFT, spécialisée dans les techniques de pointe, recherche pour Toulouse et Paris des :

Ingénieurs d'Etudes Ingénieurs Concepteurs Chefs de Projet

pour :
- Département micro-informatique
- Département télématique (systèmes de télécommunication, de télédétection et de traitement d'images).



Envoyer CV, photo et prétentions à EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE - J.C. FRAVAL - Directeur des Opérations 45 Bd Riquet 31000 Toulouse ou 38 Bd Henri Sellier 92150 SURESNES.

MEDIA 84

GROUPEMENT D'ASSURANCE CONSTRUCTION
situé à PARIS.
(650 personnes)
recherche

4 GESTIONNAIRES H/F

pour règlement de dossiers de sinistres amiables et contentieux (formation assurée).
Les candidats doivent être en possession de la maîtrise en droit (options droit de la construction ou droit des assurances appréciées).
Les candidatures de juristes diplômables en Juin 81 sont acceptées.
5 x 8 x 14. Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Horaire variable, etc...
Env. CV, photo et prétentions à n° 6277 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Notre entreprise occupe une place de premier plan dans la conception et la réalisation (en France et à l'étranger) de centrales électronucléaires.
Pour renforcer son potentiel en Études, elle recrute

INGÉNIEUR DÉBUTANT (MINES, CENTRALE, ENSTA...)

Intéressé par la mécanique, l'hydraulique et la thermique, vous participerez:
— à la Recherche et au Développement de produits nouveaux:
— aux programmes d'Études et d'Essais:
et serez également susceptible d'être associé à une équipe opérationnelle responsable d'un projet.
Notre développement et notre dynamisme permettront à un candidat de valeur de larges perspectives d'évolution ultérieure.
Envoyer lettre manuscrite + CV sous Réf. 71930 à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Vous êtes jeune ingénieur

débutant ou possédant quelques années d'expérience
Vous avez déjà programmé dans un langage scientifique (Fortran, PL/1, APL).
Vous aimez aborder des cas concrets avec les utilisateurs de l'informatique. Vous connaissez l'anglais.
Nous sommes une importante **Société d'Ingénierie** travaillant dans des domaines industriels variés et implantée à Paris Est.
Nous vous proposons de vous faire participer, dans le cadre de notre centre de calculs utilisant des matériels IBM et des logiciels parmi les plus modernes, à la conception et à la réalisation d'applications informatiques, scientifiques et techniques.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 6698 à SCS Jonction 9, rue des Halles 75001 PARIS qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS



CIMENTS LAFARGE FRANCE

(CA 1980 : 3,5 milliards de francs - effectif 5.500 personnes)

— filiale du Groupe Lafarge Coppée —

recherche pour sa DIRECTION «SUD-OUEST» basée à TOULOUSE un

ingénieur marketing/promotion

Rattaché au Directeur Commercial, il lui sera confié une mission polyvalente d'études, d'actions sur le terrain et de coordination concernant le développement et la promotion des produits existants et la création de produits nouveaux.

Ce poste conviendrait à un jeune INGÉNIEUR TRAVAUX PUBLICS - option BATIMENT - (PARIS - ALES - DOUAI - MARSEILLE, etc), âgé de 28 ans au moins, possédant une expérience de Bureau d'Études ou de Chantiers, lui ayant donné si possible une première connaissance du marché de la maison individuelle.

Ce poste comporte de réelles possibilités d'évolution vers de larges fonctions opérationnelles.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2203 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur général

300 000 +

Cette MOYENNE ENTREPRISE — Siège à Paris, Usine en Province — connaît une expansion continue tant en France que sur les marchés d'exportation. Elle recherche son FUTUR DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Le titulaire du poste sera un très bon gestionnaire, un animateur proche des hommes et un technicien très averti capable d'orienter les choix technologiques en vue de nouveaux développements.

Ce poste sera confié à un INGÉNIEUR DIPLÔMÉ (MINES, CENTRALE, SUPELEC - etc.) âgé de 40 ans minimum, possédant une très bonne expérience de la direction et l'animation d'une entreprise autonome.

Anglais courant indispensable.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2201 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



CIMENTS LAFARGE FRANCE

(CA 1980 : 3,5 milliards de francs - effectif 5.500 personnes)

— filiale du Groupe Lafarge Coppée —

recherche un

juriste d'affaires

Appartenant à la Direction Financière, il sera chargé d'étudier, de mettre au point et de réaliser, d'une part les opérations courantes relatives à la vie juridique de la Société et de ses filiales, et d'autre part les opérations financières liées au développement de celles-ci.

Ce poste évolutif et d'avenir peut permettre à un jeune cadre de niveau MAITRISE DE DROIT et formation complémentaire type IAE, ayant 3 à 5 ans d'expérience, doté d'une bonne aptitude rédactionnelle, de compléter cette expérience dans les domaines juridique et financier.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2208 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

2 designers

L'un des premiers GROUPES FRANÇAIS de L'AMEUBLEMENT accueillerait dans ses équipes «CRÉATION et DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS», 2 jeunes DESIGNERS.

Dans le cadre d'une politique «produits» définie par la Direction, ils seront chargés de concevoir de nouvelles Lignes de Meubles pour la Maison — principalement dans le style contemporain.

Ces postes conviendraient à des DIPLÔMÉS ÉCOLE BOULLE, ÉCOLE DES ARTS DÉCORATIFS, ou équivalent, possédant une première expérience de la création de Produits — mettant en oeuvre différents types de matériaux —, si possible dans les secteurs industriels liés ou influencés par l'évolution de la MODE.

Localisation : grande métropole régionale Centre-Ouest de la France.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2193 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Teroson

Société du Groupe W.R. GRACE

N° 1 Européen dans son secteur d'activité recherche un

chef du service achats

A la tête d'une petite équipe, il aura la responsabilité complète des Achats de Matières Premières et Services de notre Société ainsi que du suivi des Approvisionnements. Il participera, avec la Direction Générale, à l'élaboration de la politique Achats et travaillera en liaison étroite avec les fonctions Finances, Recherche et Production. Il sera en particulier associé à la gestion des stocks.

Ce poste représente une réelle opportunité pour un DIPLOME d'ÉTUDES SUPÉRIEURES (techniques ou commerciales) ayant quelques années d'expérience de la fonction Achats en entreprise industrielle et familiarisé avec la pratique de la NÉGOCIATION acquise dans une fonction Achat ou Vente. ANGLAIS courant indispensable.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2209 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

pharmacien

responsable d'un établissement de production

Un LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS recherche le responsable de son usine située dans la région parisienne.

Il aura à animer l'ensemble des services de fabrication et de conditionnement comprenant 60 personnes, et à assurer la gestion de la production.

Ce poste conviendrait à un PHARMACIEN de 32 ans minimum possédant une expérience d'homme de production dans l'industrie pharmaceutique, à un poste d'encadrement.

Connaissance des problèmes de lyophilisation industrielle appréciée.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2204M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement.

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

Leader dans sa branche recherche

CIT Alcatel

2 ingénieurs

Grandes Ecoles ou équivalent

Ils participeront, au sein d'une équipe système, à la définition et au suivi de système de commutation temporelle dans le cadre d'applications téléphoniques et télématiques de technologie avancée.

Une expérience de 8 à 10 ans en système de commutation est souhaitée.

Une pratique de quelques années en logiciel est nécessaire pour l'un de ses 2 postes ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence MAR à CIT ALCATEL BP. 57 - 78140 Vélizy-Villacoublay.

Deux Financiers tous terrains

Notre métier

Le financement, la couverture des risques bancaires et d'entreprise

Notre Etablissement

- les plus hauts niveaux d'engagement et de responsabilité par tête
- une capacité, prouvée, de croissance et d'évolution à toute épreuve
- une recherche constante des hommes en capacité de se confirmer les meilleurs
- le souci de leur réalisation personnelle

Notre recherche

- pour la région parisienne
- 2 hommes tous terrains, (financiers et entreprises) à tous les niveaux
- ayant notre âge : la trentaine
- 2 tempéraments de gagneurs froids pour une carrière à la mesure de leur potentiel, de leur volonté et de leur ambition
- formation de base : Sup de Co - Essec ou équivalent.
- première expérience appréciée : niveau Crédits Spéciaux ou Commercial d'Etablissement Financier

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 6315 à rscg carrières 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

Discrétion assurée.

tièdes et approximatifs s'abstenir.

rscg carrières

FABRICANT D'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

recherche

1 CADRE COMMERCIAL EXPORT

Ayant bonne expérience de la sélection et de l'animation des réseaux de distribution à l'étranger.

Excellent négociateur.

Très mobile, car il voyagera principalement en Europe, très fréquemment.

Trilingue FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND parlé et écrit couramment.

La connaissance des marchés automobiles serait un plus. Les niveaux de responsabilité et de rémunération seraient adaptés à la dimension du candidat retenu.

1 ASSISTANTE TRILINGUE DE DIRECTION EXPORT

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE EXPORTATION

- Elle assure le Secrétariat de la direction, les relations avec les usines, les contacts avec les administrations.
- Elle suit les commandes, les prix.
- Elle contacte et reçoit agents de la marque et clients importateurs.

ELLE PARLE ET ECRIT TRES COURAMMENT LE FRANÇAIS, L'ANGLAIS ET L'ALLEMAND.

Lieu de travail : SARTROUVILLE, Z.I. DU PRUNAY.

Adresser C.V., photo et salaire à M. JEAN BOUESSAY, SOCIETE NEXON, Z.I. DU PRUNAY, 219, rue Benoît-Frachon, 78500 SARTROUVILLE.

CONTROLE BAILEY

Filiale de C.G.E.E. ALSTHOM

1er constructeur français de Systèmes de Contrôle et Régulation de processus industriels

recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ

POUR ÉTUDES ET RÉALISATIONS DE SYSTÈME TEMPS RÉEL INDUSTRIEL

Expérience temps réel et logiciel SOLAR souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions au Service du Personnel sous la référence 1071 - B.P. 210 - 92142 CLAMART CEDEX.

Ford

Conseiller de gestion

Réseau commercial

Vous assistez nos concessionnaires indépendants dans la gestion et l'organisation de leur entreprise par la mise en place des systèmes comptables et financiers préconisés par Ford.

Vous participerez également à des études financières en liaison avec nos différents services commerciaux.

Vous êtes diplômé MBA, HEC, ESSEC, ESCP, ESC... (option gestion) et vous avez de préférence une première expérience professionnelle similaire.

Vous êtes rigoureux et bon négociateur.

Vous maîtrisez l'Anglais.

Salaire : jusqu'à 110.000 F, + voiture de fonction.

A terme, nous vous proposons de prendre en charge l'animation commerciale d'une région et d'évoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Dans tous les cas, vos résultats détermineront la rapidité de votre évolution tant en France qu'à l'étranger.

Écrire à FORD France, département du recrutement, Réf. B.A., 344, Av. N.-Bonaparte, 92506 Rueil-Malmaison cédex.

Société informatique en expansion recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

pour renforcer sa présence sur le marché français.

Profil: Pour réussir à ce poste, il est nécessaire d'avoir au minimum 28 ans, une formation IEP, A & M ou équivalent, 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de produits informatiques et une forte personnalité. De bonnes connaissances en télécommunications seraient appréciées et la pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Mission: Sa responsabilité chez les clients qui lui seront confiés ou qu'il aura prospectés, sera d'analyser leur besoins, de négocier à tous les niveaux de décision, de réaliser et concrétiser la vente.

La rémunération se compose d'un fixe + intéressement + prime + possibilité voiture de fonction + frais réels et dépend de la valeur du candidat.

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo + prétentions, sous réf. 314A/LM, à

FRANCE CONSULTANT S.A.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

5, rue Lincoln - 75008 PARIS - Tél. 359.33.48.

HAVAS CONTACT

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

HENGSTLER

COMPTAGE ET AUTOMATISMES INDUSTRIELS
Filiale d'un groupe international
recherche
pour son siège social d'AULNAY-SOUS-BOIS (93)

● **UNE COLLABORATRICE**

pour un chef de produits électroniques
- Expérience d'un secrétariat technique
- Niveau B.T.S. secrétariat ou assistante d'ingénieur
- Connaissance de l'allemand souhaitée

● **UN TECHNICO-COMMERCIAL**

- Expérience des automatismes et de la vente
- Niveau B.T.S.-D.U.T. électronique ou électrotechnique

Envoyer C.V. et prétentions à H.C.N., B.P. 71
93602 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX

LA COMPAGNIE CONSULAIRE DE MELUN

recrute

UN CHARGÉ DE MISSION A L'INDUSTRIE

IL LUI SERA CONFIÉ :
- l'aide aux entreprises cherchant à se développer ;
- l'assistance aux entreprises en difficulté ;
- le conseil et l'information des Sociétés sur les mesures gouvernementales prises en leur faveur.

Le candidat doit avoir un diplôme commercial (type E.S.C.A.E.) et maîtriser les problèmes comptables et de gestion d'une entreprise.

Il doit être autonome, savoir prendre ses responsabilités et mener à terme les dossiers qui lui seront confiés.

Une première expérience du milieu industriel est très souhaitable.

Adr. lettre manuscr., C.V., photo, prét., s/réf. 1259, à
M. G. CHARLES - Direction du Personnel
C.C.I. - 42, rue Bancel - 77007 MELUN CEDEX
(Discrétion et réponse assurées.)

---

quantel

LASERS ET ÉLECTRO-OPTIQUE
un des leaders mondiaux dans la spécialité des sources lasers
(80% de son C.A. à l'export, une filiale en Californie)
recherche
pour sa division "produits commerciaux" en expansion rapide

UN INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES : ÉTUDES ÉLECTRONIQUES

Votre fonction :
A la suite d'un stage de 6 mois de formation aux USA, vous assisterez le responsable du développement des produits nouveaux en assumant la conception et la mise au point dans les domaines suivants :
- Radio-fréquences (alimentation HT à onduleur).
- Opto-électronique (capteurs).
- Microprocesseurs (acquisition et traitement de données, langages de programmation évolués).

Votre formation :
- Vous êtes ingénieur ESE ou équivalent, débutant ou ayant quelques années d'expérience, et possédant parfaitement la langue anglaise.

Votre personnalité :
- Vous êtes attiré par la conception et la mise au point d'appareils de haute technicité résolument compétitifs au plan international.
- Vous êtes motivé par une évolution rapide vers une responsabilité de chef de projet.

UN INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

Votre fonction :
Vous assisterez le Directeur Commercial dans les principales missions suivantes :
- Prospection clientèle France et export (universités et centres de recherches).
- Participation aux expositions et conférences internationales. (USA, Allemagne).
- Élaboration de la politique marketing (prix - promotion - publicité).

Votre formation :
- Vous avez de solides connaissances de base en physique (ingénieur ou maîtrise).
- Vous êtes parfaitement bilingue anglais, débutant ou quelques années d'expérience.

Votre personnalité :
- Vous possédez le goût du marketing de produits de haute technicité.
- Vous êtes motivé par l'attaque de marchés nouveaux dans les domaines de l'instrumentation scientifique, industrielle et médicale.

Envoyer C.V. à : **Société QUANTEL**
17, Avenue de l'Atlantique - BP 23 - 91941 LES ULIS - ORSAY CEDEX

bleu

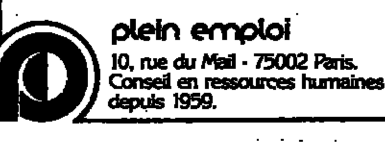
Filiale d'un important groupe industriel français spécialisée dans les systèmes automatiques complexes (pilotes automatiques, robots, signalisations...) recherche un

INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

pour concevoir des asservissements de systèmes automatiques de manutention.

Le candidat qui créera ce poste sera diplômé d'une grande école d'électronique, ou de formation universitaire sanctionnée par un doctorat en asservissement, et aura une première expérience de quelques années dans le même domaine.

Écrire avec CV détaillé et rémunération actuelle à Catherine ROZES



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.
Conseil en ressources humaines depuis 1959.

SOCIÉTÉ SCANDINAVE DE MATÉRIEL AGRICOLE
MARQUE BIEN INTRODUITE SUR LE MARCHÉ
recherche pour sa société filiale nouvellement établie en France (région parisienne)

UN DIRECTEUR MARKETING

âgé de 35 à 50 ans

Nous demandons ;
- Candidat de langue maternelle française.
- Connaissance de la langue anglaise.
- Expérience de la branche matériel agricole.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 816
GUY, 16, avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Conseillère féminine de mode

Nous vendons dans le monde entier une ligne de vêtements coordonnée de haute classe d'un dessin unique.

Nos clientes sont des femmes conscientes d'elles-mêmes, indépendantes avec un goût personnel et avec fantaisie.

Par routine et tradition des hommes, pour la plupart, ont vendu la mode féminine. Ils ont gagné une influence importante sur ce qui sera introduit sur le marché. Nous ne pensons pas que ceci soit correct. Notre opinion est la suivante: un genre comme le nôtre doit être représenté par une femme qui soit aussi semblable que possible à nos clients, consciente d'elle-même, indépendante, avec un goût personnel et naturellement intéressée par la mode.

Si VOUS croyez que VOUS convenez à cette description, nous voulons que VOUS vous chargiez des ventes et du marché pour notre région de FRANCE.

Que vous ayiez l'expérience de la vente n'est pas une condition préalable, mais ce serait naturellement une aide. Nous vous donnerons les instructions dont vous avez besoin ainsi que l'aide nécessaire.

Vous devez disposer de votre temps et d'une voiture au moins pendant la demi-journée.

Nous vous prions de bien vouloir contacter notre agence par écrit:

Lohse und Partner
Werbeagentur
Richard-Wagner Str. 20
D-7500 Karlsruhe 1



Lohse & Partner
Werbeagentur
Eckehard Lohse
Hartmut Dröse

Ce directeur d'usine qui deviendra D.G.A...

C'est une évolution qui vous semble normale. Reste à y arriver. Voilà l'opportunité que vous n'allez pas manquer. L'usine, environ 400 personnes, fabrique en Normandie des pièces pour les industries aéronautiques, automobiles et mécaniques de façon générale. Production de très très grandes séries de pièces unitaires de faible valeur. La société est bénéficiaire mais il faut adapter l'outil industriel aux nouvelles conditions de compétitivité pour garder notre première place sur le marché intérieur et développer notre part exportation. Comme dans tous les cas semblables, le nouveau directeur d'usine aura à résoudre quelques problèmes d'hommes mais devra surtout organiser, rationaliser, penser diversification, automatisation. Après réussite, dans quelques années, il succèdera au DGA qui quittera Paris pour une retraite bien méritée.

Il vous faut donc une vingtaine d'années d'expérience professionnelle grandes séries, une formation ingénieur AM, l'habitude du commandement d'une unité décentralisée (achats, BE, méthodes, outillage, production, personnel, gestion, informatique), et aussi les qualités individuelles de leader, de contacts, y compris avec la clientèle (connaissance anglais ou allemand souhaitable). Et pour terminer par le fondamental : être l'homme d'une PMI à direction familiale... et performante.

Votre première lettre, vos éventuels contacts avec les conseils en recrutement de Sirca devront nous permettre d'apprécier vos possibilités, d'être le futur directeur général adjoint que nous recherchons. Merci de nous écrire sous la référence 814 585M. Confidentialité assurée.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

C.C.S.

PARIS

Notre société est en pleine expansion.
Nos marques sont réputées « Jeff Sayre » et « Actuelle de Renoma ».
Nous constituons notre équipe commerciale et recherchons notre Directeur des Ventes et notre Responsable Administration des Ventes.

Directeur des ventes *(Réf. S8174).*

Vous dépendrez de la Direction générale.
Vous dirigerez l'ensemble des services ventes France et Export ainsi que leur administration.
Vous participerez à l'élaboration des collections et aux programmes d'achats. Vous développerez et ferez suivre une politique et des procédures commerciales efficaces. Vous recruterez, formerez et gérerez un personnel qualifié.
Une réussite à ce poste implique une formation supérieure, une expérience terrain d'au moins 10 ans dont 5 ans à un niveau de direction, une excellente connaissance du prêt-à-porter, l'habitude de la négociation, une pratique de l'export.

Responsable Administration des Ventes *(Réf. S8175).*

Vous dépendrez du Directeur des Ventes.
Vous gérerez le service Administration des ventes : exploitation des commandes, suivi des dossiers clients, statistiques et communications clients/agents. Vous collaborerez avec la Direction Administrative et Comptable.
Une réussite à ce poste implique une formation supérieure, une pratique de la fonction d'au moins 4 ans dans une industrie comparable.

Ces deux postes sont à pourvoir immédiatement sur Paris.
L'anglais est indispensable, d'autres langues souhaitées.
Si votre réussite professionnelle parle pour vous, nous voulons vous rencontrer.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à notre Conseil :



Jacqueline MARTIN
CIRCOM SÉLECTION
41, rue Ybry - 92522 NEUILLY
Tél. : (1) 758-12-40.

POUR SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

JEUNE ANALYSTE COMPTA/INDUSTRIELLE

La fonction :
- Recherche, exploitation et analyse de données relatives à des coûts de revient.
- Intervention dans des entreprises de tailles très diverses.

Le poste :
- Au sein d'une société spécialisée, relation directe avec la clientèle, impliquant quelques déplacements.
- Statut cadre après période d'essai.

Le candidat :
- Formation Sc. Eco/ Sc. PO/ Ecole de Commerce - D.E.C.S. ou en cours.
- De préférence ayant 1 ou 2 années d'expérience.
- Dynamique. Sens de la relation. Disponible de temps et d'esprit.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous référence 81546 à :

ROLAND BERGER & GREP Assur.
International Management Consultants.
7, rue Marcel Allégot,
92190 MEUDON.

G.R.E.P.

---

specialiste assurance flottes automobiles

Paris

Un important organisme d'assurances recherche un collaborateur pour promouvoir son activité auprès des collectivités du secteur agro-alimentaire.

Il sera chargé, d'une part, de conseiller les entreprises en matière d'assurance destinée à couvrir les risques liés à la gestion des flottes automobiles, d'autre part, de concevoir des produits attractifs et, éventuellement, d'imaginer des actions visant à améliorer le risque. Rattaché au Directeur de branche, il travaillera en liaison avec 15 technico-commerciaux.

Le candidat, de formation supérieure de préférence, possède une véritable expérience récente acquise dans une société d'assurance ou un cabinet de courtage, et il est attiré par un travail à la fois de réflexion et d'action le poste implique des déplacements.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite en précisant la référence 13007/M à B Beaunoir Sema-Sélection : Centre Metra 16/18, rue Barbès
92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse



CAMECA

■ **adjoint au chef des approvisionnements**

Ingénieur électronicien ou mécanicien, 4 à 5 ans d'expérience, formation complémentaire approvisionnements souhaitée. Langue anglaise obligatoire.

Transmettre CV, photo et prétentions à CAMECA, BP 6, 92403 Courbevoie Cedex.

THOMSON-CSF

Collaborateur Expérimenté

Expertise Comptable

Une société d'expertise comptable, en expansion, recherche pour PARIS et la banlieue NORD, un COLLABORATEUR EXPERIMENTE.

L'homme que nous recherchons a au moins 3 ans d'expérience, de préférence, au sein d'un Cabinet.

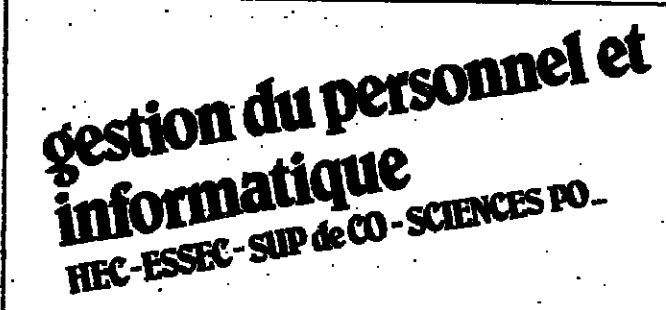
Sa forte personnalité lui permettra à moyen terme de diriger une équipe.

La rémunération offerte est fonction de l'expérience, mais elle évoluera en fonction des responsabilités prises.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 81 609 LM à CONEXHOM -92080 PARIS - LA DEFENSE 2 - cedex 5.

MEDIA PA

Conexhom



gestion du personnel et informatique

HEC-ESSEC-SUP de CO-SCIENCES PO...

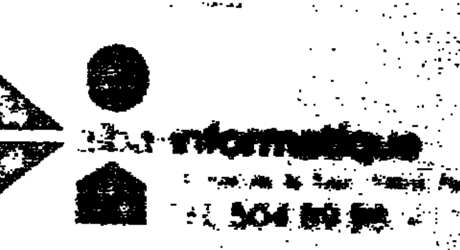
Nous vous proposons une nouvelle orientation à votre carrière en devenant le conseiller de nos clients qui ont choisi nos progiciels PACHA et GPX. Interlocuteur privilégié des directions personnel et informatique, votre mission s'étendra de la formation des utilisateurs en conseil en gestion de personnel.

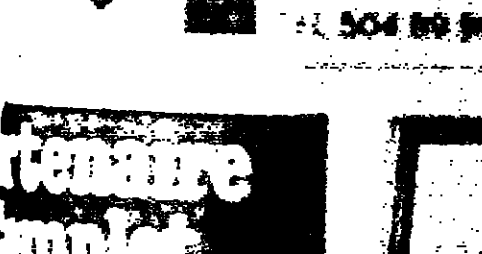
Vous avez une expérience de la fonction personnel. Vous avez peut être participé à la mise en place d'un progiciel de paye et de gestion du personnel. PACHA de Sopra par exemple.
Vous souhaitez exercer plus largement votre goût pour les relations humaines dans le travail et vous portez un intérêt certain à l'utilisation des techniques nouvelles de l'informatique.

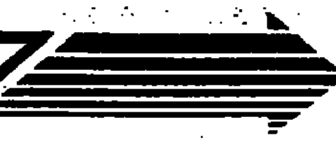
Ecrivez-nous, en joignant photo, CV et prétentions, sous réf.- 616 M à Sopra Recrutement, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

média-system







ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPEMENT FRANCAIS DE CONSEILS — **GFC** — 350, RUE DE VAUGIRARD 75015 PARIS - TEL. 828.92.20

responsable de service qualité
logiciel informatique
150.000 F an ±

Un des principaux fabricants français de matériel péri-informatique recherche le responsable d'une équipe de qualification logiciel qu'il aura à créer et animer.
Ce poste doit intéresser un ingénieur informaticien ayant quelques années d'expérience, homme de développement avec une orientation « operating system » et si possible une pratique en qualification (logiciel de base).
Le développement de l'entreprise est un gage des possibilités de carrière offertes par ce poste situé en proche banlieue sud.

réf. M 927 AK

responsable études et réalisations électrotechniques
110/130.000 F an

Constructeur de machines-outils de pointe, filiale d'un grand groupe français extrêmement dynamique et performant, nous recherchons un ingénieur électrotechnicien ayant déjà quelques années d'expérience professionnelle. Dirigeant une équipe de plus de quinze personnes, il aura à mener les études pour tous les départements de la société. Il participera en coordination avec les bureaux d'études électroniques, à l'industrialisation des équipements développés et pourrait avoir à superviser une cellule « méthodes ». Une connaissance des équipements machines basse tension, des normalisations électromécaniques et électriques serait un atout pour ce poste. L'éventualité de déplacements « on site » (10% du temps maximum) rend nécessaire la connaissance de l'anglais (et utile celle de l'espagnol).
Ce poste extrêmement complet, assurera à un jeune cadre des possibilités de développement de carrière intéressantes, compte-tenu de la structure de la société et du groupe.
Siège : grande ville limitrophe de la frontière suisse.

réf. M 926 AK

2 ingénieurs logiciels à fort potentiel HF
110/140.000 F an

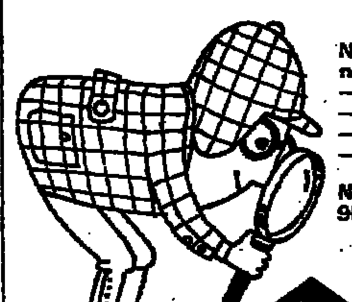
Informaticiens (hommes ou femmes), ingénieurs ou universitaires de formation, vous avez déjà une bonne connaissance du langage d'assemblage sur systèmes temps réel, et éventuellement une pratique des réseaux de télécommunications.
Avant de prendre la responsabilité complète des grandes affaires ou de très importants projets, vous avez encore besoin d'une courte période de développement de compétences s'ajoutant à vos 2/3 années d'activités professionnelles. Nous vous proposons de mettre à profit et de parachever votre expérience chez un constructeur en forte expansion qui peut vous offrir rapidement un très beau développement de carrière.
Si ces opportunités à pourvoir en assez proche banlieue parisienne vous tentent, n'oubliez pas de nous préciser votre rémunération actuelle.

réf. 2M 893 AK

Envoyez votre CV en précisant la réf. du poste aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

On recherche...

INGENIEURS DEBUTANTS
INSA - ISEN - ENSIMAG...



Nous sommes une Société de Services et nous intervenons dans les secteurs de pointe :
— Electronique
— Aéronautique civile et militaire
— Nucléaire
— Télématique

Nous offrons un salaire départ de l'ordre de 90.000 F. Ecrivez-nous.



116, rue de la Tour, 75016 Paris
Tél. 504.89.96 +

Le directeur des relations extérieures de notre Groupe recherche son adjoint.

- De formation supérieure, il a une trentaine d'années et justifie d'une première expérience d'au minimum 3 ans dans des fonctions similaires.
- Il parle couramment l'Anglais et si possible l'Espagnol.
- Il est habitué aux contacts à tous les niveaux et disponible pour de fréquents déplacements dans le monde entier.

Sa fonction est :
- concevoir et organiser la présence de Bouygues dans les expositions et les congrès tant en France qu'à l'Etranger,
- participer aux inaugurations et lancements de programmes,
- prendre en charge les visites officielles et l'accueil de personnalités et clients,
- mettre au point des audio-visuels et faire connaître le Groupe.

François JACQUEL se propose de vous rencontrer.
Ecrivez-lui sous référence 4404 FJ BOUYGUES - Direction du Personnel
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

Un homme de valeur a sa place chez Bouygues.

BOUYGUES

Partenaire Complet

Cabinet d'Audit

Jeune Cabinet d'Audit, en très forte progression, ayant une grande diversité de missions à partir de son bureau central de Paris, veut s'associer un **PARTENAIRE COMPLET.**

- Vous êtes diplômé HEC,
- Vous avez 8 ans d'expérience chez un des «Big Eight»,
- Vous êtes bilingue anglais.

Adressez lettre manuscrite et C.V. en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. 81 610 LM à **CONEXHOM** -92080 PARIS LA DEFENSE 2 CEDEX 5.

MEDIA BA



Conexhom

Importante Société d'Ingénierie LA DÉFENSE,
nous concevons et réalisons des ensembles industriels
complexes faisant appel à des technologies de pointe.

GÉNÉRALISTE DE HAUT NIVEAU SÛRETÉ NUCLÉAIRE

de formation Écoles ou Université, vous êtes débutant ou avez une première expérience du nucléaire permettant d'aborder des disciplines variées (systèmes, thermique, hydraulique...).

Nous vous proposons d'intégrer une petite équipe dynamique pour participer à:
— la définition et à l'explication des règles fondamentales ainsi que des hypothèses de base des études de sûreté.
— l'analyse de sûreté des systèmes et du fonctionnement.
— l'élaboration et le suivi des règles de conception et de construction des Centrales Nucléaires.

La réussite dans ces fonctions suppose:
— une grande capacité de synthèse et de clarification,
— une grande autonomie technique dans un travail de généraliste,
— le goût du travail en équipe et des contacts,
— une bonne connaissance de l'anglais écrit et oral.

Elle permettra un développement intéressant de carrière vers un poste à larges responsabilités pour un candidat dynamique et performant.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés s/réf. 71898LM à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS - qui transmettra.

HAVAS CONTACT

BERGER-LEVRAULT (240 millions de C.A., 1000 personnes), recherche (Paris 6ème)

commercial
Responsable du Produit

Pour renseignements tél. le Jeudi 18/6 à partir de 9h au 329.12.35 ou écrire s/réf.CRP à BERGER LEVRAULT 5, rue Auguste Comte 75006 PARIS.

Importante Société d'Ingénierie
à vocation internationale
recherche pour son département INFRASTRUCTURES

UN INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES

d'au moins 28 ans - origine T.P. - P.C. - E.N.S.I. Grenoble ou Toulouse ou équivalent.
Expérience de quelques années souhaitée en étude de projets d'ouvrages hydrauliques ou hydroélectriques.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 1.098 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.



UN FABRICANT FRANCAIS DE BIENS D'EQUIPEMENTS LOURDS

(machines Rotatives Offset destinées à l'imprimerie commerciale et aux journaux, C.A. 350 millions Francs dont 70 % export, effectif 700)

Filiale du Groupe Américain Harris Corporation
(C.A. $ 1,5 milliard, effectif 25 000)

recherche pour Montataire, près de Creil, dans l'Oise, à 50 km au Nord de Paris (proximité de l'aéroport de Roissy)

responsable développements informatiques

Dans le cadre d'une organisation qui s'appuie sur les concepts de base de donnée et de télétraitement, les applications informatiques de la Société concernent la gestion des stocks, la gestion des ateliers et en-cours en liaison avec FAO et CAO, les achats, la sous-traitance, les comptabilités financière et de prix de revient.

Le poste à pourvoir couvre le développement et le suivi des projets financiers, comptables et de gestion de personnel en liaison avec les autres applications. Il comporte aussi la mise à jour et l'amélioration des procédures de sécurité et de contrôle pour l'ensemble des chaines informatiques.

Ce poste convient à un candidat diplômé d'une grande école commerciale et ayant, soit un diplôme complémentaire en informatique, soit une expérience de trois ans au minimum de réalisation pratique de projets informatiques. Une expérience complémentaire en comptabilité et/ou contrôle interne informatique serait très appréciée.
Agé de 30 ans environ, bilingue français-anglais, le candidat devra être capable de travailler en équipe avec les services utilisateurs.

Des possibilités de promotion existent dans la Société et les autres divisions du Groupe. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V. et lettres de candidature à M. KUNZ - Directeur du Personnel - MARINONI - B.P. 22 - 60160 MONTATAIRE - Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ PRÉMAMAN
recrute
POUR SURVILLIERS (95)

1) ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Connaissances souhaitées :
PL1, COBOL, C.I.C.S.
3 à 4 ans d'expérience.
Position cadre.

2) OPÉRATEUR-PUPITREUR
connaissances : DOS/VSE, POWER

Envoyer C.V., photo et prétentions à PREMAMAN - Service Informatique - Z.I. de Fosses-St-Witz - B.P. 8 95470 FOSSES.

LE DIRECTEUR D'UN GROUPE DE PRESSE
recrute

Son jeune adjoint

Chargé de l'assister dans la gestion de l'entreprise et le développement des nouveaux produits.

- Le poste conviendrait à un Sup. de Co débutant ou ayant une première expérience dans la presse, l'édition ou la publicité.
- Connaissances en informatique indispensables.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
Thierry Souccar - Editions du Square,
10, rue des Trois-Portes, 75005 PARIS.

Jeunes Ingénieurs : votre avenir est chez nous.

Sopra, l'un des premiers groupes français d'ingénierie et de services informatiques, poursuit une expansion rapide à Paris, dans les principales capitales régionales (Lyon, Grenoble, Annecy, Marseille, Orléans, Nantes...) et à l'étranger.

Notre métier : concevoir et réaliser les systèmes informatiques de nos clients en nous appuyant sur la maîtrise des techniques avancées de l'informatique.

Vous êtes un jeune ingénieur avec une formation informatique.

Vous souhaitez travailler dans un groupe de taille nationale jeune et dynamique privilégiant l'initiative et l'évolution.

Vous voulez être à la pointe des techniques informatiques et participer à des projets alliant minis, réseaux, bases de données, langages de haut niveau...

Votre avenir est chez nous, écrivez-nous en joignant photo, CV et prétentions sous référence 166M à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre - 75019 Paris.

média-system

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

CENTRE D'INFORMATIONS ET DE RELATIONS PUBLIQUES chargé de promouvoir, de faire mieux connaître les moyens DE LA PROTECTION DES CULTURES

recherche

HOMME ou FEMME DE PRESSE

rompu avec les pratiques agricoles modernes

- Possédant un sens aigu des relations publiques.
- Apte à analyser, synthétiser et rédiger des articles de presse.
- A mettre en œuvre tous moyens d'information visant à établir une comptabilité objective et nécessaire entre la PROTECTION DES PLANTES ET L'ENVIRONNEMENT.

Adresser C.V. manuscrit à Mlle BEAUGET, U.I.P.P., 2, rue Denfert-Rochereau, 92100 BOULOGNE

Il ne sera répondu qu'aux candidats faisant état d'une formation et d'une expérience établissant leur aptitude à l'emploi.

pharmacologue

EXPERIMENTE

Nous sommes un Laboratoire Pharmaceutique important, développant chaque année un grand nombre de produits.

Pour notre service **Recherche**, nous souhaitons la collaboration d'un Pharmacologue, homme ou femme, ayant acquis une très bonne expérience dans des laboratoires de recherche pharmaceutiques ou universitaires. Ce poste implique l'animation d'une petite équipe de techniciens.

Lieu de travail : proche banlieue Nord de Paris.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 42.25/PE/387 à ADEQUATION 62/64 Av. Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation

LE DIRECTEUR D'UN GROUPE DE PRESSE

recrute

Son jeune adjoint

Chargé de l'assister dans la gestion de l'entreprise et le développement des nouveaux produits.

- Le poste conviendrait à un Sup. de Co débutant ou ayant une première expérience dans la presse, l'édition ou la publicité.
- Connaissances en informatique indispensables.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :

Thierry Souccar - Editions du Square, 10, rue des Trois-Portes, 75005 PARIS.

THOMSON-CSF

Les services **informatiques** de notre organisation offrent de nouveaux postes à des

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

intéressés par la **simulation analogique de circuits**

Responsable technico-commercial

pour la promotion dans Thomson-CSF de divers produits de CAO.

Il devra apporter formation et assistance technique aux utilisateurs.

Conviendrait à Ingénieur **électronicien** ayant 1 à 3 ans d'expérience en **Informatique** (Réf. DIS 1).

Responsable développement de Logiciel

Prise en compte progressive de la conception et de l'évolution du produit sur le plan de l'électronique. Conviendrait par exemple à ESE, ayant 5 à 6 ans d'expérience (pratique de logiciels **scientifiques** écrits en Fortran).

Quelques déplacements à prévoir en province (Réf. DIS 2).

Spécialiste de Logiciel

Nous recherchons également un spécialiste de logiciel de **simulation thermique**. Utilisation de la méthode des éléments finis. Expérience nécessaire de 3 à 5 ans en **Physique + informatique**. (Réf. DIS 3)

Tous ces postes sont à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre CV en indiquant la rémunération souhaitée à Direction des Cadres THOMSON CSF 173, bd Haussmann - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

sovac

1er juillet 1981 : votre 1er emploi

Jeunes diplômés

DUT Gestion ou équivalent

La SOVAC, l'un des tout premiers groupes français de CREDIT, intègre dans son Département Contentieux, à partir du 1er juillet 1981, plusieurs diplômés débutants.

Basés à Paris 8ème, ils pourront, au sein de petites équipes, après une période de formation, mettre en pratique leurs récentes connaissances en administration, comptabilité, contentieux... Ils seront amenés à devenir progressivement responsables de la gestion complète d'un portefeuille de dossiers de recouvrement et auront ainsi la possibilité d'exprimer leurs capacités d'autonomie et de dialogue.

Outre les larges perspectives d'évolution de carrière vers la comptabilité, la gestion, voire le commercial, ils bénéficieront d'avantages sociaux (intéressement, participation...) supérieurs à ceux du secteur bancaire.

Les consultants de CINOREN chargés de cette recherche, vous présenteront les postes à pourvoir et les opportunités de carrière, ils vous remercient de les appeler le jeudi 18 et le vendredi 19 juin, au 523.34.51, ou 770.59.09.

cinoren *104 rue Lafayette, 75010 Paris*

VOUS AVEZ 25 ans minimum;

VOUS ÊTES INGÉNIEUR en électronique ou en électromécanique; ou

VOUS AVEZ un diplôme d'enseignement supérieur dans ces spécialités;

VOUS ÊTES dynamique;

VOUS AIMEZ les contacts humains;

VOUS CHERCHEZ à vous exprimer;

NOUS SOMMES une compagnie d'édition de 17 revues techniques et professionnelles;

NOUS RECHERCHONS

DES RÉDACTEURS

motivés pour animer des rubriques essentielles dans plusieurs de nos publications.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à la COMPAGNIE FRANÇAISE D'INFORMATION POUR LES ENTREPRISES

C.F.I.E. Direction du Personnel, 40, rue du Colisée, 75381 PARIS, Cedex 08.

Notre société mondialement implantée et spécialisée dans les différentes opérations du Commerce International recrute pour son siège à PARIS

UN ASSISTANT COMMERCIAL

auprès de son Directeur des produits agro-alimentaires. Le candidat souhaité a une expérience antérieure d'un ou deux ans, éventuellement sous forme de stages, du domaine agricole ou agro-alimentaire. Il est diplômé en gestion ou de niveau équivalent. Il est motivé par les contacts avec la clientèle dont il étudie les problèmes et suit attentivement les besoins. Il parle anglais et si possible une deuxième langue.

Ecrire avec CV, prétentions et photo sous N° 7991 à

PARFRANCE Annonces

4 rue Robert Estienne 75008 Paris

qui transmettra



L'Etablissement de LA COURNEUVE de la Société AEROSPATIALE, recherche

ADJOINT AU CHEF DE PAIE

Les candidats souhaités seront titulaires du DUT Gestion de personnel ou équivalent.

Ils possèderont de bonnes notions de comptabilité et d'informatique.

Une expérience de 5 ans dans un Service Paie en liaison avec l'informatique sera appréciée.

Outre des qualités techniques, les postulants devront avoir le sens des relations humaines et du commandement.

COMPTABLES

titulaires du BTS de comptabilité ou équivalent

Les postulants qui se verront confier des travaux de comptabilité générale ou analytique posséderont une expérience antérieure dans un poste similaire.

Adresser photo, CV manuscrit et prétentions au Chef des Affaires Sociales de la SNIAS

2 à 20, av. Marcel Cachin - 93126 LA COURNEUVE Cedex

FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS recherche pour développer activités de diagnostic et conseil en économies d'énergie, énergies nouvelles – dans habitat, tertiaire et industrie

INGÉNIEUR

30 ans environ avec bonnes compétences en thermique du bâtiment et en informatique

Lieu de travail : **RÉGION PARISIENNE**

Envoyer C.V. n° 1519, Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er qui transmettra.

CRAY RESEARCH FRANCE

Dans le cadre de l'installation en France de nouveaux systèmes CRAY-1, nous recherchons :

des inspecteurs de maintenance

- Expérience de plus de 5 ans sur gros systèmes. (CII-HB, IBM, CDC, UNIVAC, etc.).
- Connaissance de l'anglais souhaité.

Un stage de formation est à prévoir aux Etats-Unis.

Les exigences ou expériences requises justifieront une rémunération et des avantages importants.

Envoyer C.V., salaire actuel à :
CRAY RESEARCH FRANCE S.A.,
3, avenue de Madrid,
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

ADMINISTRATION CENTRALE

Politique de développement et d'aménagement

recherche

- **UN X + Formation économique ou aménagement**
- **Un agrégé Histoire-Géo ou Sciences Sociales**

Idées, dynamisme, capacité de synthèse et de travail en équipe. 30 ans environ.

Envoyer C.V. + photo + prétentions s/réf. n° 888.611 M., Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Auditeur-contrôleur de gestion

PARIS - 130 000 F +

Un très important groupe agro-alimentaire français spécialisé dans la transformation d'oléagineux souhaite intégrer à son équipe de Direction Générale à Paris, une jeune personnalité à fort potentiel.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce + DECS, notre futur collaborateur possède en outre une expérience de 3 ans minimum à un poste similaire dans l'industrie ou en qualité d'audit. Il maîtrise parfaitement la comptabilité générale et l'analyse budgétaire.

Son rôle : contrôler les comptabilités des différentes unités industrielles du Groupe et les conseiller dans les domaines comptable et fiscal. Prenant en charge le contrôle budgétaire des usines, sa mobilité est indispensable.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser rapidement leur dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) sous réf. 81160 à

Selecom 225, fbg Saint Honoré 75008 PARIS

ON RECHERCHE :

UN "RECRUTEUR" SACHANT VOYAGER...

Rattaché à la Direction du Personnel, notre service assure le recrutement des collaborateurs et cadres permanents pour l'ensemble du groupe MANPOWER. (Au total, 750 personnes en France).

Des centres à ouvrir dans toute la France : notre programme 1981 est surchargé. Nous cherchons de toute urgence un chargé de recrutement qui, par sa formation et son expérience, sera rapidement opérationnel. Nous lui confierons la responsabilité d'une partie des recherches, notamment en province. Passation des annonces, plannings, déplacements, il bénéficiera d'une large autonomie d'action dans l'organisation de son travail.

ENOES, IUT, ou équivalent... 2 ou 3 années d'expérience effective du recrutement, une grande disponibilité géographique pour de fréquents déplacements sur tout l'hexagone (60% du temps environ).

A. ENGLER étudiera avec vous les possibilités de collaboration. Adressez-lui votre candidature au Service du Recrutement - MANPOWER - 9, rue Jacques Bingen - 75017 PARIS.

MANPOWER

Etablissement d'enseignement commercial supérieur Paris recherche professeurs confirmés et chargés T.D. gestion comptable et financière, droit, informatique, économie générale et d'entreprise, français.

Candidatures avec curr. vit., photo (retournée), rémunération souhaitée, seront traitées confidentiellement. Écrire à ARMA Conseil, 47, rue de Liège, 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE cherche

CHEF DE PUBLICITÉ

pour supports presse spécialisée photo, connaissance de la distribution de ce secteur (importateurs et revendeurs) appréciée, tempérament vendeur requis.

Env. C.V., photo et prétent. s/référence 832 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

Institut Enseignement Privé préparant à SCIENCES-PO recherche enseignants en Histoire, Géographie, Anglais Allemand, Espagnol.

Ec. s/n° 888.886 M R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Avocat, gare de l'Est, cherche Dactylo-Magnéto expérimentée. Italien souhaité. Tél. au : 206-10-21, de 19 à 20 h.

Courtier agro-alim. longue expér. relat. étendues France/Etranger rech. jeunes courtiers confirmés b. inst. anglais, vue créat. Sté coopér. ou autre forme. Ecr. s/n° 8.573 le *Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Non-voyant, cherche lectrice pour lectures et écriture de son courrier, 1 h. ou 1 heure et demie, plus. fois par sem., rémunérée. Env. C.V. manuscrit à M. Etienne Istillart : 4, rue Dupuis, 75003 Paris. Tél. : 222-18-58.

Pour proche banlieue Sud

4 INGÉNIEURS ANALYSTES PROGRAMMEURS

Temps réel. Débutants acceptés. Diplômés INSA ou ISEP Ou ISEN, etc. Connaissant microprocesseur : TMS 9900 ou INTEL 8086 ou MOTOROLA 6800 INF 5. Tél. pour rendez-vous 281-93-44 ou se prés. 92, rue Saint-Lazare, Paris-9e.



Un géant de la chimie dans le monde, une entreprise à taille humaine en France.

Nos clients nous connaissent depuis longtemps, nos produits leur ont déjà beaucoup apporté, ils attendent encore beaucoup de nous. Pour faire suite à des promotions internes, nous recherchons

2 jeunes ingénieurs

Vous prendrez chacun en mains une ligne de produits spécialisés, dont plusieurs sont leaders sur leur marché en France. Outre l'information de nos clients sur les produits actuels et nouveaux ainsi que le suivi commercial, vous leur assurerez une assistance technique permanente au niveau de l'application.

Si une formation d'ingénieur (chimie, A et M, papeterie...), une première expérience industrielle (1er job ou stages) et l'anglais sont indispensables, c'est surtout à vos qualités personnelles que vous devrez votre réussite.

Voulez-vous que nous vous rencontrions pour en parler ?

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V.) à M. d'Aboville, sous référence M 507, Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris.

résonance

مركز من الاهرام

RENTRÉE 1981

recrutement de professeurs pour ÉTABLISSEMENT SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

1 PROFESSEUR DE LETTRES

pour second cycle court

Diplôme : maîtrise de lettres avec, si possible, connaissances approfondies Hist./Géog.

expér. enseignement souhaitée

2 PROFESSEURS DE MÉCANIQUE SCIENCES DESSIN INDUST.

pour second cycle long

Diplôme requis : ingénieur

expér. enseignement souhaitée

2 PROFESSEURS DE MÉCANIQUE ÉLECTRICITÉ AUTO THÉORIE ET PRATIQUE

pour second cycle long

Diplôme requis : ingénieur avec expér. professionnelle si poss. domaine automobile
ou
BTS exploitation véhicules à moteur
ou
BTS moteurs à combustion interne
ou
DUT génie mécanique à orientation automobile
ou
BTS Bureau d'Études avec expér. profess. domaine autos

Merci d'envoyer votre C.V. à

G.A.R.A.C.
B.P. n° 4
95102 ARGENTEUIL Cedex

Établissement d'enseignement secondaire et supérieur hors contrat recherche

PROF. AGRÉGÉS

PHYSIQUE, CHIMIE, BIOLOGIE pour classes préparatoires grandes écoles. Débutants s'abstenir. Écrire s/n° 6.306 Publ. Messters, 113, rue de Reuilly, Paris 12e, qui transmettra.

Société internationale spécialiste de la lutte contre la pollution des Eaux recherche

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

BTS - DUT ou équivalent (débutant accepté) pour réalisation et programmation de systèmes de régulation par microprocesseurs. Bonnes connaissances de l'informatique industrielle nécessaire. Lieu de travail habituel GARGES-LES-GONESSE Banlieue gare du Nord. Tél. pour R.V. 986-60-29 ou adr. candidature manuscrite et salaire souhaité à : TRAILIGAZ, 29, bd de la Muette 95140 Garges-les-Gonesse.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

connaissant analogique, logique et

MICROPROCESSEUR

pour études et industrialisations. S.A. banlieue Est Paris. Adr. lettre manus. C.V., prét. s/n° 2233 à P.M.P. 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

LYCÉE PRIVÉ PARISIEN recherche

RESPONSABLE

(organisation générale, vie des élèves). Age minimum 28 ans. Envoyer C.V. + photo sous réf. n° T 027677 M. Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLE DE SÈVRES recrute

- UN RESPONSABLE du serv. culture pour coordonner activités culturelles ;
- UN ANIMATEUR pour gest. d'un centre cult. et de manifestations culturelles ;
- ANIMATEUR JEUNESSE. disponib., sens du contact exig.

Postes dispon. immédiatement. Envoyer C.V. avec photo à : M. le Maire de SÈVRES - 92310.

AMBASSADE recherche

INSPECTEUR de TRAVAUX

bilingue français-anglais, spécialisé engineering, mécanique, électricité, longue expérience chambers pour superviser rénovation immeuble de bureaux. Durée 3 ans. Adr. C.V., ph., s/n° 889087 M. R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR V.R.D.

expérimenté

Pour intervenir dans le Maghreb sur projets zone d'habitat et zone d'activité.

Adresser lettre manuscrite + photo + salaire demandé à GROUPE HUIT 51, rue de Seine, 75006 Paris.

Centre de Calcul du C.N.R.S. (IBM 370/168 & V7, MVS, TSO) recherche

JEUNES INGÉNIEURS INFORMATICIENS (H.-F.)

pour s'intégrer au groupe de services aux utilisateurs (assistance, formation, documentation)

INGÉNIEUR SYSTÈME IBM-MVS (H.-F)

débutant pour maint., adapt. mesures de perf. sur réseaux conversat. sous TSO et WYLBUR, VTAM et TCAM. Diplômes : ingénieur ou maîtrise informatique. Dég. O.M., nat. fr. Adr. C.V. + prétentions Secrétariat du CIRCE, bâtiment 506, 91406 ORSAY CEDEX.

Institut Enseignement Privé préparant au P.C.E.M. 1 recherche enseignants en Physique, Chimie.

Écr. s/n° 888.896 M R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COGINTEL

Petite SSCI effectuant des prestations complexes dans le domaine du temps réel et des télécommunications, recherche :

INGÉNIEURS INFORMATICIENS :

- 2 à 5 ans d'expérience dans les domaines précités.
- Débutants ayant reçu une formation informatique approfondie : maîtrise, DEA, INSA informatique, IMAG...

Les postes sont à pourvoir au sein d'une équipe d'ingénieurs de haut niveau dont tous les membres sont étroitement associés à la marche de la société. L'importance accordée aux relations humaines, la richesse de l'environnement intellectuel, le potentiel de croissance considérable, associés à une rémunération motivante garantissent aux débutants une insertion harmonieuse dans la vie professionnelle, et aux plus anciens de réelles possibilités d'évolution.

Écrire à :
Anne LESTY, COGINTEL, 2 avenue de Ségur,
75007 PARIS.

FLAMMARION

recherche des

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Capables de se charger de la représentation de ses éditions auprès de la clientèle des libraires et de grandes surfaces dans les régions suivantes :

- BANLIEUE PARIS (77-78-91-92-93-94-95).
- NORMANDIE (14-27-28-41-45-50-61-72).
- EST (02-08-51-54-55-57-67-88). Lieu de résidence : Reims.
- BRETAGNE (22-29-35-53-56). Lieu de résidence : Rennes.
- FRANCHE-COMTÉ NIVERNAIS (10-18-21-25-36-52-58-89-70-89-90). Résidence sur le secteur.

Ces postes requièrent :

- Un niveau de culture générale équivalent à deux années d'études supérieures.
- Une aptitude à la vente nécessitant un goût des contacts avec si possible une première expérience de la fonction.
- Une voiture personnelle.

Pour aider à leur intégration une formation au produit et à la vente sera dispensée aux candidats.

Envoyer curriculum vitae, photo + prétentions à :
DIRECTION COMMERCIALE FLAMMARION
B.P. 403 - 94152 RUNGIS CEDEX.

Très grand groupe international intervenant dans de nombreux domaines d'activités, nous souhaitons intégrer à notre département juridique un

JURISTE EXPÉRIMENTÉ
(Droit des sociétés - fiscalité)

Sa première affectation au sein d'une équipe à laquelle il apportera ses compétences en matière de fiscalité le conduira à prendre en charge les dossiers des différentes sociétés du groupe français pour tout ce qui concerne la préparation des assemblées, opérations de modification de statut, augmentation de capital, fusion, absorption et création de sociétés.

Les contacts diversifiés avec les départements internes et les filiales du groupe lui permettront d'évoluer vers de plus larges responsabilités.

Les candidats possèdent une solide formation juridique, une expérience d'au moins 5 ans dans des activités juridiques et fiscales et de réelles qualités de contact et d'adaptation.

Un dossier de candidature est adresser à sous référence 71864 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann -75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

MINISTERE DE LA DEFENSE
LES ECOLES SUPERIEURES DE L'ARMEMENT TERRESTRE
s'équipant d'un matériel MINI 6
recherche un

Analyste Programmeur Système

Niveau BTS-DUT, ayant 3 ans d'expérience, avec connaissance Assembleur/Fortran/Cobol.

Au sein de l'équipe :

- il assurera la mise en route et la maintenance du système
- il participera à la mise en place de nouveaux logiciels (SGBD, CAO-DAO, Télétraitement)
- il participera également aux actions de formation.

Complément de formation assurée.

Lieu de travail : ARCUEIL - Salaire annuel : 84.000 Francs.

Envoyer CV avec photo et numéro de téléphone, aux
ECOLES SUPERIEURES DE L'ARMEMENT TERRESTRE - Service PS
24, avenue Prieur de la Côte d'Or - 94114 ARCUEIL Cedex

- Avant le 22 Juin 1981 -

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

au premier rang des sociétés de conseil et de services.
CA 30 % de progression par an.
Effectifs: 65 % de cadres

propose aux

Diplômés Grandes Écoles

(X, Centrale, ENSTA, Mines, Ponts et Chaussées, Sup-Aéro, Sup'Elec, Télécom)

une opportunité de carrière pour les ingénieurs de haut niveau.

Formation initiale professionnelle de plusieurs mois (méthodes, outils et techniques avancées de l'informatique). Grande variété de missions. Adaptation continue à l'évolution technique.

Adresser lettre de candidature, CV et photo à
Mme JAMET, C.G.I. - 84, rue de Grenelle - 75007 Paris.

CGI

HAVAS CONTACT

Le P.D.G. de la société française d'un groupe international de consultants immobiliers cherche, pour Paris, place Vendôme,

UN (E) J. RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

connaissant l'anglais

Il (elle) assure l'administration de la société (11 personnes), la comptabilité, le suivi de la trésorerie et des relations bancaires, la gestion administrative et comptable d'un portefeuille immobilier important (avec l'assistance d'une personne).

C'est un poste à responsabilités, nécessitant une formation supérieure de type Sup' de Co ou un DECS complet et six à sept ans d'expérience professionnelle.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4011 LM) ALEXANDRE TIC S.A. 10, rue Royale 75008 PARIS

JEUNE INGÉNIEUR A & M, ENSAIS

ou équivalence

Une société française, en expansion rapide, recherche un jeune ingénieur motivé à la fois par la production et le génie civil. Dans un premier temps, il doit assurer le bon fonctionnement de l'atelier de transformation ainsi que le stockage et l'expédition. Il doit également informatiser la gestion de production. A court terme, le candidat aura des missions plus larges. La pratique de l'anglais est nécessaire. Ce poste, à pourvoir à Paris, s'adresse soit à un ingénieur ayant environ deux années d'expérience, soit à un ingénieur débutant. Écrire à Ph. LESAGE, PS CONSEIL, 8, rue Bellini, 75782 PARIS Cedex 16. Référence A/240 M.

Importante firme d'installations de stands recherche

2 CONCEPTEURS MAQUETTISTES

CONFIRMÉS

pour créations de stands d'expositions. Ne pas se présenter. Écrire avec C.V., réf. et prétentions + photo (retournée). Structures internationales. Boîte postale 101. 93102 Montreuil Cedex.

PAPETERIE LOUIS MULLER ET FILS recherchent

CADRE COMMERCIAL

CONFIRMÉ

pour animer réseau de ventes province. Sérieuses références et connaissances papier. Appelé à voyager, libre rapidement. Écrire 38, rue de Flandre, 75019 PARIS.

STÉ ÉDITION, revue technique recherche :

UN CHEF DE SERVICE

ABONNEMENTS, pour assurer et contrôler la gestion du fichier, mis sur informatique, comme pour développer et rechercher de nouveaux abonnés. Adr. C.V. et prétentions à O.T.11, rue Godefroy-Cavaignac, Paris-11e.

COLLÈGE INTERNATIONAL YVELINES recherche

DIRECTEUR INTERNAT

(possib. couple) conviendrait à enseignant 35 ans minimum 5 ans expérience pédagogique, forte personnalité, dynamique, sens responsabilités, avec références contrôlables. Envoyer C.V. à A.M.P. référence n° 2962/ML, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

OPÉRATION 2000 INFORMATICIENS

renseignements sur emplois et formations

CITI Centre International de Traitement Informatique

TEL. 205-24-63+/238-14-55+

IMPTE SOCIÉTÉ TRANSIT ET CONSIGNATION MARITIME recherche

DIRECTEUR AGENCE PORTUAIRE

(effectif 70 personnes)

Expérience transports internationaux, consignation lignes régulières, tramping et affrètement exigée. Sens commercial, autorité et rigueur dans gestion vivement souhaités. Connaissance et pratique langue anglaise indispensables. Age minimum 35 ans. Adresser C.V., photo et prétentions n° 99960 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01.

Municipalité d'Union de la Gauche, ouest Paris, pour son service information, recrute à compter du 1er sept. 1981

JOURNALISTE

chargé de la réalisation et du suivi jusqu'à la sortie de l'imprimerie de son journal municipal mensuel. TITULARISATION et intégration à la fonction communale suivant les diplômes. Adr. candidat. avant le 20 juin 1981 avec C.V. détaillé s/n° 8.627 *le Monde Pub.*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ERIN

recherche pour développement logiciel de base contrôle de processus industriels (sur mini et micro ordinateurs)

- **DES INGÉNIEURS** (Grandes Écoles option informatique ou universitaire)
- **DES ANALYSTES PROGRAMMEURS** min. DUT informatique

Complément formation assuré.

Écrire avec C.V. s/réf. 7433 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Au sein du groupe SCHLUMBERGER, ENERTEC conçoit et réalise des systèmes complexes d'instrumentation électriques et électroniques.

Ses départements
— INSTRUMENTATION GÉNÉRALE
— SYSTÈMES DE TESTS AUTOMATIQUES

recherchent des

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour les régions de Paris - Nord - Rennes

De formation électronique, ces ingénieurs auront de préférence déjà fait leurs preuves dans la vente et seront prêts à faire progresser nos produits sur le marché français.

- Fréquents déplacements de courte durée.
- Anglais nécessaire.

Les candidatures accompagnées d'un CV sont à adresser à ENERTEC H. LABREVIEUX Réf. D.P. 404 12, place des États-Unis, 92542 MONTROUGE CEDEX.

ENERTEC Schlumberger

HAVAS CONTACT

GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS recherche

UN AUDITEUR INTERNE CONFIRME

- Au sein d'une petite cellule opérationnelle, il organise les différentes missions d'Audit décidées par la Direction générale. Il est de plus chargé de travaux d'analyses financières et des relations avec les Réviseurs Comptables anglo-saxons.
- Les candidats sont de formation grandes Écoles de gestion (IEP-HEC) complétée par un DECS. Ils ont passé quelques années dans un Cabinet d'Audit international et sont décidés à évoluer, après 4 ou 5 ans, vers des postes financiers soit en filiale, soit dans un grand département du groupe.

Adresser CV + Photo à n° 1726 **TELEX P.A.**
34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes une SOCIETE FINANCIERE filiale d'un GROUPE DE DIMENSION MONDIALE.

Le renforcement de nos filiales à l'Etranger dans un contexte très agressif rend indispensable la mise en place d'organisations maitrisant bien les techniques de l'informatique et de la bureautique.

Nous recherchons des

ORGANISATEURS INFORMATICIENS

directement rattachés au Responsable Organisation Informatique, ils prennent en charge leurs missions dans les filiales, depuis la définition des spécifications jusqu'à la mise en service des systèmes. Leurs interlocuteurs naturels sont les Directeurs des filiales mais ils doivent veiller à faire respecter les normes d'homogénéité du Groupe.

MIAGE ou équivalent de formation, leurs premières expériences se sont déroulées en milieu administratif et sur de petits matériels de préférence.

La variété et la nature des problèmes, des situations, le contexte général de la Société, les possibilités d'évolution rendent ces postes extrêmement attrayants.

Fréquents déplacements à l'étranger.

Langue : anglais, allemand ou espagnol apprécié mais pas indispensable.

Adresser lettre manuscrite avec CV, sous référence 9458 à :
VALENS CONSEIL — B.P. 359 — 75064 Paris Cédex 02

Société d'ingénierie spécialisée dans la construction de grandes installations industrielles La Défense recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

INSA, ENSEM, ENSMA, CNAM pour ANALYSE DE STRUCTURE

Vous possédez la pratique de la technique des éléments finis.
Nous vous proposons:

- calcul de conception et de justification d'éléments de chaudière nucléaire;
- exploitation des résultats d'essais de résistance ou de fatigue exécutés sur maquette ou prototype.

Anglais technique indispensable.

Débutant ou première expérience appréciée.

Merci d'écrire sous référence 71933 à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Un jeune centralien

Ingénieur E. C. P. ou équivalent, 30 ans environ, 5 ans d'expérience, vous ont permis de maîtriser les problèmes du bâtiment (gros-œuvre et second-œuvre technique, planification et coordination des chantiers).

Le PRINTEMPS recherche pour sa Direction Technique un jeune cadre d'Etat Major, responsable de la coordination et du contrôle des chantiers.

Il assistera le Directeur Technique dans ses responsabilités de maître d'ouvrage (contrôle financier, démarches administratives, exécution des travaux).

Au-delà de ses compétences techniques, il aura de nombreux contacts humains avec les architectes, B. E. et son sens de l'organisation devra lui permettre de faire travailler conjointement différents corps de métier.

La langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (CV détaillé, photo et prétentions) à Mireille BORDET - Direction des Relations du Travail - 102, rue de Provence - 75009 PARIS.

Printemps

rscg carrières

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
35 ans minimum
Thermique et chaudronnerie lourde.
NÉGOCIATEUR INTERNATIONAL pour technique brevetée éprouvée et incontestée dans tout grand pays international. Fixe + intéressement.
Env. C.V. sous réf. 2777 à SWEERTS B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09.

ETABLISS. D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE recherche
ASSISTANT (E) PÉDAGOGIQUE
Ayant une formation (et/ou des expériences) en gestion et affaires internationales.
Possibilité temps partiel.
Env. C.V. + photo + prétent. s/n° T 027492 M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEURS P1, P2
Radaristes. Tél. : 733-20-46.

INGÉNIEURS P1, P2
Informaticiens, 790-40-30.

CADRE CCIAL (LE) H.-F.
C.V., photo, prétentions à Bert, 9, rue Dupleix, 75015 Paris.

GROUPE THOMSON

Une filiale de ce grand groupe qui conçoit et réalise des systèmes et des matériels complexes, dans lesquels l'électronique et l'informatique jouent un grand rôle, propose un poste de

Responsable de la Formation Technique

Au sein de la direction Logistique, il dirige la section Formation, composée de 7 techniciens chargés de cours.
Cette unité assure la formation des techniciens de maintenance de la société et des entreprises clientes aux matériels de la société. Ces enseignements, qui sont diffusés à des jeunes techniciens (BTS électromécanique ou BAC F3) sont axés essentiellement sur l'informatique (micro-processeurs, mini-calculateurs) et sur l'électronique (logique, analogique et optoélectronique).

Le titulaire du poste doit être de préférence un ingénieur diplômé (ISEP, ISEN ou équivalent) de 30 ans minimum, qui, après une première expérience technique en entreprise industrielle, souhaite avoir une expérience de formation. Des connaissances en anglais sont souhaitées mais pas indispensables.

Compte tenu de son développement, la société peut offrir des perspectives d'évolution variées.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, un C.V., une photo et le salaire souhaité sous N° 7989 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

ÉCOLES PRIVÉES (11e) recherchent pour rentrée septembre 1981
UN SURVEILLANT GÉNÉRAL
Exp. pédagogique et administrative exigée. Autorité naturelle et dynamisme indispensables.
Envoyer C.V. détaillé + photo à AMP, sous réf. 3090/JN, 40, rue Olivier-de-Serres, Paris-15e, qui transmettra.

C.H.S. de VILLE-ÉVRARD à NEUILLY-SUR-MARNE
Est de Paris, recrute
30 INFIRMIERS (ÈRES)
diplômés en psychiatrie ou D.E. pour service malades mentaux.
Statut assimilé fonctionnaire.
Salaire de début 4.530 F.
Ancienneté dans administration reprise.
Ecrire au directeur..
2, avenue Jean-Jaurès, 93330 NEUILLY-SUR-MARNE.

GARUDA INDONESIAN AIRWAYS
recherche
RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Bilingue anglais
Expérience compagnies aériennes souhaitée
Connaissant:
- comptabilité
- droit fiscal et social
- secrétariat
- gestion du personnel

LIBRE RAPIDEMENT
Envoyer C.V., prétentions, photo, Mme Hélène POCQUET
17, avenue Hoche, 75008 PARIS
NE PAS TÉLÉPHONER
Les candidats (es) retenus (es) seront reçus (es) mi-juillet.

LE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIQUES SENLIS (Oise)
recherche

UN INGENIEUR METALLURGISTE

GRANDE ECOLE

Il sera chargé, au sein d'une équipe, de travaux de recherche et d'assistance technique dans le domaine DES TRAITEMENTS THERMIQUES DES MATERIAUX et participera à l'animation des stages de formation organisés par le centre.

Expérience en recherche (DEA, thèse) appréciée.

Connaissance de l'anglais et de l'allemand lu et écrit souhaitée.

Adresser CV, photo et prétentions sous référ. TT à CETIM Service du Personnel - BP 67 - 60304 SENLIS.

SOCIETE BIENS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL
recherche pour son Siège Social Paris

INGENIEUR RESPONSABLE DE DIVISION COMMERCIALE

35 ans minimum
Connaissances en mécanique, électronique et informatique indispensables.
Anglais nécessaire.
Poste évolutif et d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 4391 à :
OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

IMPORTANTE SOCIETE ALIMENTAIRE
recherche pour ses Départements France et International situés à PARIS

JEUNES ATTACHES MARKETING

DIPLOMES H.E.C., Ecole de Commerce ou similaire
pour prise en charge rapide d'une ligne de produits

Il est demandé une première expérience en produits de grande consommation et la connaissance théorique et pratique des domaines : études - suivi et développement produits - promotion et publicité.

Anglais et espagnol impératifs.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous no 01145 à CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Importante Société française d'études, de construction de chaudières et de matériels thermiques pour centrales conventionnelles et nucléaires située à VELIZY (78)
recherche
UN JURISTE D'AFFAIRES
Il participera :
- à l'établissement des contrats ;
- à la constitution des dossiers contentieux.

Il aura un rôle de conseiller auprès des responsables d'affaires.
Le profil souhaité des candidats est le suivant :
- maîtrise en droit privé ;
- 5 ans d'expérience professionnelle ;
- anglais écrit et parlé.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 2778 à SWEERTS B.P. 269 75424 PARIS Cedex 09.

Établ. public recherche
RÉDACTEUR
possédant DEUG ou DUT gestion, bonnes connaissances anglais espagnol souhaitées.
Lieu de travail : PARIS.
Écrire avec C.V., ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 Paris.

Filiale d'un Groupe Commercial important
recherche
CHEF COMPTABLE
DECS ou équivalent
3/4 ans d'expérience
Lieu de travail : AUBERVILLIERS
Adress. C.V. et prét. n° 1332 CONTESSE Publicité
20, av. de l'Opéra Paris-1er.

INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUP.
recherche pour Paris
DIRECTEUR DIRECTRICE D'ÉTABLISSEMENT
Pour direction des études, planning et organisation. Doit avoir – impérativement – déjà dirigé les études d'un institut ou École privée.
Envoyer C.V., s/n° 888953 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
PUTEAUX
recherche
CADRE RESPONSABLE DE FINANCEMENT
Niveau E.S.C. ou équivalent en économie, expérience professionnelle dans l'immobilier aidé.
13e mois
Avantages sociaux
Chèques-restaurant
Envoyer C.V. et prétentions sous référence 4455 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

RECHERCHE
COMPTABLE
- 30 ans environ ;
- expérience informatique souhaitée :
- perspectives promotion à moyen terme ;
- lieu de travail : Paris.

Ecr. s/n° T027685 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE de Production MATERIEL HOSPITALIER à usage UNIQUE
Leader sur son marché (80 M. C.A.)
recherche
1) MÉDECIN ou PHARMACIEN
- profil commercial. ;
- compétence marketing,
- anglais indispensable.

pour poste Chef de Produit, possibilité d'évolution rapide.
2) RESPONABLE EXPORTATION
- expérience domaine de la santé,
- qualité de négociateur,
- compétence internationale,
- anglais indispensable, seconde langue souhaitée,
- déplacements fréquents - réseau Europe principalement.

Ecr. s/n° T027687 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RECHERCHE PROFESSEURS MATHS 6 à 10 h. ALLEMAND 3 h. hebdo.
Ecrire avec C.V. manuscrit à École Charles-Baudelaire, 10, rue Rodier, 75009 Paris.

ETABLISS. D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVÉ
recherche
CHARGÉ (ÉE) DE RELATIONS EXTÉR.
Formation : 1er cycle supérieur commercial, relations publiques ou équivalent.
Envoyer C.V. + photo + prét. s/n° T 027494 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSOCIATION INTERNATION. de formation en milieu hospitalier
recherche
JEUNE HOMME
Bonne formation biochimie ou quelques années de médecine ou pharmacie, passionné par formation adulte.
Adresser C.V., photo et prétentions à ASSEHA, B.P. 18, 95210 SAINT-GRATIEN.

Très import. Sté industrielle cherche pour Paris
CONTROLEUR DE GESTION
Le candidat retenu pourrait être un ingénieur ayant une expér. industrielle préalable.
Env. lettre et C.V. en rappelant la réf. 347 à O.S.P. Serv. D, 7, rue Ste-Anne, Paris (1er), qui transmettra.

secrétaires

LE GROUPE UNICET
situé dans la proche banlieue Nord-Ouest de PARIS
recherche la
SECRÉTAIRE DE SON DIRECTEUR VÉTÉRINAIRE
Elle est sténodactylographe et maîtrise les techniques de secrétariat: elle possède le goût de l'organisation et du classement, le sens de l'initiative et une bonne connaissance de l'anglais.
Sa fonction comprendra également une partie Étude de Marchés.
Envoyer CV en mentionnant rémunération actuelle ou souhaitée, sous réf. 71934, à Havas Contact, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.
HAVAS CONTACT

JEUNE FEMME 1er emploi pour
SECRÉTARIAT et RÉCEPTION
Tél. avant 10 h. : 833-16-80.

Société Gare Alfortville
recherche
SECRÉTAIRE EXPÉRIENCE
B.T.S. ou équiv., bilingue anglais, gest. vent., compt.
Libre 1er juillet.
Tél. pour R.V. 376-39-60.

T.R.T.
recherche
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO TRILINGUE
ANGLAIS - ESPAGNOL
Adr. C.V., prét. et photo, 88, rue Brillat-Savarin 75013 PARIS

La nouvelle agence RANDSTAD Travail temporaire « RANDSTAD BILINGUAL PERSONNEL »
recherche très rapidement une
SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE
de préférence langue maternelle anglaise et connaissant télex et petite comptabilité.
Téléphone : 341-08-00 ou se présenter 4, place Félix-Éboué,
Centre Paris Daumesnil, 75012 PARIS.

formation professionnelle

L'I.U.T. de CRETEIL Université PARIS XII
propose :
D.U.T. EN FORMATION CONTINUE CYCLE EN 1 AN
- TECHNIQUES de COMMERCIALISATION. Niveau équivalent au bac et expérience dans le domaine de la vente.
- MESURES PHYSIQUES. Niveau équivalent au bac et expérience professionnelle.

Les DUT en formation continue s'adressent à des salariés en congé formation, à des demandeurs d'emploi, ou à toute personne intéressée qui remplit les conditions de niveau.
La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 20 Juillet 1981.
– Renseignements téléphoniques: Service «Formation continue» Tél. 899.80.40
– Courrier à adresser à: Monsieur le Directeur de l'I.U.T. de CRETEIL, Avenue du Général de Gaulle 94010 CRETEIL Cedex.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

d'un Groupe industriel de 3.500 personnes, vingt ans d'expérience de la fonction personnel et de l'administration générale de groupes leaders dans leur secteur d'activité, adjoint du Président d'une entreprise qui vient de réaliser une forte expansion, recherche :
Direction des Relations Humaines ou Secrétariat Général d'un Groupe performant.

Merci d'adresser les propositions s/réf. 4445, à ORGANISATION et PUBLICITÉ, 2, rue de Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

CADRE EXPORT

Tunisien, 36 ans, niveau d'études supérieures, parlant couramment : Français, Arabe : littéraire, technique, idiomatique, Italien, Anglais.

Expérience : IMPORT EXPORT :
- Matériels et matériaux pour bâtiment.
- Meubles. (Italie et Moyen-Orient).

cherche poste similaire ou administration locale dans sociétés françaises établies au Moyen-Orient ou travaillant avec les pays arabes du M.-O.

Libre de suite.
Etudierait toutes propositions.

Ecrire ou téléphone GHOZLEN, 7, rue des Champs 92600 ASNIÈRES - 790-83-78.

Jeune homme, 24 ans, diplômé enseignement supérieur, B.T.S. COMMERCE INTERNATIONAL
LICENCE ALLEMAND
cherche poste
cadre commercial
Ichter-Simon, 6, r. de Drulingen, 67000 Strasbourg.

Femme, 38 ans, secrétaire sténodactylo, goût initiatives recherche poste stable.
Ecr. s/n° 3.478 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 32 ans, maîtrise droit des droits publ. et sc. po., exp., enseign. sup., ang., esp. Sérieux, méthod., qualités rédaction, étud. ttes propos. Ecr. s/n° T3157 à Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CONSEILLER ARTISTIQUE longue expérience formation supérieure, diplômé ENSAD, équipement maison, création modèles, recherche poste intégré ou conseiller extérieur.
Ecrire s/n° 3.473 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE, Haut niveau, 39 ans longue expérience relation publique produit luxe, responsabilité échelon international, anglais, intéressé par une entreprise ayant une politique de prestige.
Ecrire s/n° 3.469 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F., diplômée arts graphiques, assist. mise en scène, monteuse 16/35, cherche travail mi-temps.
Ecrire s/n° 6.139 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Psychologue marocain, DESS de psycho-clinique, cherche emploi, étudie toutes propositions.
Ecrire s/n° 3.466 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ING. ALG., 40 ans, 16 ans expérience, IND et ADM, form. agro, tunis., angl., ital., connaiss. domaines lub. corps gras text, serait intéressé poste en rapport France ou étranger.
Ecrire s/n° 3.456 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Spécialiste marketing, libre du 23/06 au 31/08, étudie toute proposition P.M.E. désirant établir diagnostic commercial, Paris ou R.E.R. ouest.
Ecrire s/n° 3.470 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre supérieur pétrolier, 30 ans expérience ravitaillement, groupe international, licencié raisons économiques, 59 ans ch. situation.
Ecr. s/n° 3.452 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Pour avoir du personnel à temps partiel tél. à : 326-77-51, Assoc. protestante, 33, pl. Maubert 5e.

RÉDACTEUR
Free-lance professionnel
435-51-03.

Cadre, 32 ans, format. maîtrise mat. appl. + licence écon. appl. recherche poste service FINA analyse FINAN analyse écon.
Ecr. s/n° 3.465 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PROFESSEUR CERTIFIÉ LM, 37 a., expérim. ch. poste Paris et banl.
Ec. s/n° 3.063 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e

J.F. 31 ans expér. CADRE ADMINIST. et CCIAL. Formation gestion I.G.S. ch. emploi fonction personnel, formation ou similaire Paris ou région parisienne.
Ecr. s/réf. n° 3.100 M, à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme, 35 ans, Expert Comptable, Commissaire aux Comptes rech. TRAVX SOUS-TRAITANCE Paris-province. Ecr. ss n° 7.159 sur enveloppe à JEAN RÉGNIER PUBLICITÉ, 39, rue de l'Arcade, Paris-8e, qui transmettra.

H. 30 ans, formation sup., solide expérience diffusion promotion revue spécialisée, recherche poste à responsabilité dans presse ou édition.
Tél. au 797-33-24.

SI RÉUSSIR C'EST PRENDRE DES RISQUES OSEZ ME RENCONTRER. H., 30 ans; ss spéc. ni diplôme ch. emploi pub. ou autre.
Ecr. s/n° 8.609 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 24 ans, Bac G2, maîtrise de droit ch. place contentieux administratif ou commerc. Ecr. s/réf. n° T 027.331 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE ancienne élève E.S.D. ch. emploi temps partiel à partir de sept., région Isle-Adam (95). Tél. 469-21-03.

F. 35 ans, SECRETAIRE DE DIRECTION, anglais, notion espag. conn. traitement de texte, télex ch. poste intér. évolutif de secteur presse, pub. ou activités de pointe. Statut cadre, sal. élevé, temps partiel poss. 344-01-87.

Hme. 34 ans, D.E.A. DROIT 12 a. expér. Gestion Administrative et Organisation dans Banque et Assurances ch. poste SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ou ORGANISATION. Ecr. M. CARON, 8, rue Boudreau, 75009 Paris.

OPÉRATRICE SAISIE, 10 ans exp. rech. emploi étranger avec contrat.
Ec. s/n° T 027656 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR C.N.A.M., Informatique, Électronique, connais. Hard, DB, micro gestion cherche poste information indust. ou gestion, région Sud-Est.
Ec. s/n° T 027657 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DOCTEUR EN DROIT + C.A.P.A., 32 ans, spécialisé droit administratif, financier, fiscal, 10 ans exp. professionnelle, étudie tte proposition en rapport.
Ec. s/n° T 027653 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Spécialiste COMMERCE EXTÉRIEUR

Danois, résidant à Paris, ex-attaché commercial, 20 années d'expérience internationale, langues scandinaves, anglais, espagnol, allemand, portugais, habitué création et animation export et négociations haut niveau.
Cherche firme ou groupe français désirant élargir ou créer réseau exportation en Europe, U.S.A., Canada, Amérique centrale ou Amérique du sud.

Ecrire sous n° 3468 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Retraitée 60 ans, dynamique, permis de cond., accomp. au pair pers. seule ou fam. en vacances pr compagnie ou aide-ménagère. 372-71-68 av. 10 h., apr. 17 h.

J.H. titulaire d'une maîtrise audio-visuel, d'un DEA cinéma et d'expérience sur production cinéma, étudie toutes propositions en rapport.
Tél. 988-09-22.

VENDEUR HAUT NIVEAU
35 ans, bilingue anglais, expérience responsabilité, gestion et marketing cherche à développer ses capacités dans ambiance décompressée, étudie toutes propositions.
Ec. s/n° T 027506 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CINÉMA
J.F. revenant 4 ans formation cinématographique États-Unis, lauréate de l'AMERICAN FILM INSTITUTE, réalisatrice à l'Université de Southern California, Prix Jack Nicholson pour la réalisation court métrage cherche poste d'assistante sur long métrage.
Tél. : Alexandra-Lapierre (535-39-31), 3, rue Gracieuse, Paris-5e.

U.S.A., AMÉRIQUE DU SUD, ASIE DU SUD-EST, ESSEC, 27 ans, 3 ans exp. vente et marketing, produits industriels cherche poste responsabilités à l'étranger.
Ecr. s/n° T027686 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

enseignement

Apprendre l'américain à L'AMERICAIN CENTER
261, bd Raspail, PARIS 75014.
633-67-28.
Session intensive du 29 juin au 10 juillet pour :
gens pressés.
Lycéens en mal d'Anglais
touristes.
Méthode orale,
cours dans la journée et le soir.
Inscriptions du 9 au 25 juin.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

URGENT PARTICULIER VEND
OPEL RECORD 2100
1973. Moteur 1976. Bon état. 10.000 francs. Tél. : 829-14-36.

achats

VENDEZ PLUS CHER
Très marques même gagées
Achat, échange ou dépôt
40, r. de la Cour des Noues PARIS-20e - 366-15-22.

divers

NEUBAUER PEUGEOT-TALBOT

PRIX CHOC !
SUR TALBOT TAGORA D'EXPOSITION 0 KM
M. Gérard, 821-60-21.

OPÉRATION VACANCES
des GS et CX sélectionnées, révisées, garanties dont certaines avec moteur neuf à partir de 6.000 F
et 6 mois de crédit
GRATUIT
CITROEN NATION
Face Printemps Nation,
42, cours de Vincennes, 12e.
Tél. : 346-11-62.

information divers

Pour bien choisir votre métier FRANCE-CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

STAGE AFIPEC
RECHERCHE D'EMPLOI
C.V., lettre, entretien, PA
281-13-44.

AFIPEC : 281-13-44
ORIENTATION-CONSEIL
- se situer professionnellement
- rechercher un emploi
- choisir une carrière, un stage entretien, lettre, C.V., aptitudes.

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**
LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V. : exemples.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie : ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pr informations, écrire CIDEM, M. 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

cours et leçons

FRANÇAIS : TOUS NIVEAUX par licencié ès lettres, ancien instituteur titulaire. Enfants, adultes, étrangers. T. 645-09-77.

Trouver et créer des produits nouveaux à partir de besoins mal ou non satisfaits. Ecrire PRONOCOBE UN 27490 CAILLY.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sér. référ. effectue rapidement travaux peinture, menuiserie, décorat. coordinat. tous corps d'Etat. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 & 893.30.02

villégiature

A louer, appartement 4 pers. face port Saint-Cyprien. Juin, juil. sept. Tél. : (68) 50-02-93.

capitaux propositions commerciales

Recherche investisseur actif ou non actif pr société leader de sa fabrication pr la France et l'Etranger. Ecr. HAVAS CANNES 18.005/06. Discrétion assurée.

occasions

ACHAT BRILLANTS
toutes pierres précieuses bijoux or, etc., argenterie.
Parrono Joailliers orfèvres
A l'Opéra, 4, chaussée-d'Antin.
Vente en occasion. Echange.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Part. vd 2 p., s. de bains, coin cuis., soleil, cft, asc. 508-50-65 de préf. av. 9 h. 30.

PALAIS-ROYAL
Restauration petit imm., asc., appts 2, 3, 4 pièces, DUPLEX aménagés, charme. 261-27-46.

2e arrdt

OPÉRA MONSIGNY
Studios et 2 pièces aménagés dans bel immeuble restauré, calme, soleil, asc. 261-27-46.

3e arrdt

Prox. PARC-ROYAL. 354-95-10
DUPLEX, 100 m², grand stdg. **TERRASSE** SUR JARDIN.

Métro RÉPUBLIQUE
Beaux APPTS 4e ét. (ss asc.)
125 m² parfait état 280-30-39.

RUE GRENIER SAINT-LAZARE
DUPLEX 3-4 P. 90 m²
RAVISSANTE TERRASSE 16 m², parking DORESSAY 548-43-94

MARAIS, dans immeuble en cours réhabilitation, GRAND LIVING + CHAMBRE, salle de bains, cuisine, poutres, interph., ref. neuf, px 480.000 F. Téléphone : 325-63-00

BEAUBOURG, GRAND STUDIO, TOUT CONFT.
REFAIT NEUF **259.000**.
Idéal placement. Tél. : 325-63-00

4e arrdt

PRÈS PLACE DES VOSGES
VUE SANS FRONTIÈRE
Séjour, 3 chambres, 2 bains, tout confort. 633-38-80.

6e arrdt

ABBAYE SAINT-GERMAIN
« INTIME ET ORIGINAL ».
Ravissant 7 pces, 220 m², s/PATIO. DORESSAY. 548-43-94.

Proximité ODÉON 354-95-10
DUPLEX 150 m², luxe, terrasse., asc.
VUE Notre-Dame tout Paris.

DUROC 34 m², magnifique studio, immeuble récent, 4e étage. GARBI 567-22-88.

Prox. ST-PLACIDE. 354-95-10 95 m², luxe, asc., box, soleil.
VUE Tout Paris 2 terrasses

RUE GUISARDE, immeuble 17e, mini-studio tout confort. 105 000 F. Tél. 705-31-13.

BEAUX ARTS
Très beaux apparts restaurés, 2-3 pièces, calme, soleil, vue sur jardin. 261-27-46.

7e arrdt

ÉCOLE MILITAIRE
VUE SUR VILLAGE SUISSE
4 PIÈCES (entrée cuisine BAINS, W.-C.)
A RÉNOVER
PRIX : 1.125.000 F.

CHAMBRE SERVICE
ASC., CHAUFF. CENT. 2e ÉTAGE
PRIX : 80.000 F.
Mardi, mercredi 14 h. à 18 h.
52, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET ESCALIER D. OU TÉL. 723-91-28.

S/CHAMP-DE-MARS
PLEIN SOLEIL
EXCEPTIONNEL
2e ÉTAGE, ASCENSEUR
130 m² + mezzanine possible à rénover.
PRIX 2.100.000 F.
3e et 4e ÉTAGE EN DUPLEX.
128 m² à rénover.
PRIX 1.900.000 F.
Mercredi, jeudi 14 h. à 18 h. 8, avenue de la Bourdonnais ou TÉL. : 723-91-63

48, RUE DE VERNEUIL
Dans immeuble 18e s. rénové, appartement 135 m² ensoleillé, 3e étage ascenseur, gd living 11 x 4, 3 chambres, s. de bains, cuisine, sanitaire, chambre serv. + cave. Visite jeudi 14 h à 18 h. Tél. 720-15-21.
Particulier à particulier.

CHAMPS-DE-MARS
bel imm. avec asc. 4 p. 5e ét. escalier intérieur 1.200.000 F.
14, rue de l'Exposition
Samedi 14 à 18 h.

8e arrdt

FAUBOURG SAINT-HONORÉ, studio tt cft, ét. élevé. Bas prix vu urgence. Tél. : 526-00-35.

VIGNON Charmant, double récept. 2 chbres 120 m². 4e ét., asc., soleil. DORESSAY. Tél. : 548-43-94.

Près PARC MONCEAU
6 pces, 2 bains, 165 m², 2e étage MICHEL & REYL 265-90-05.

TERNES 240 m²
salon salle à manger, bureau. 4 chambres, 4 bains. 2 chambres service immeuble standing. possibilité professionnel. GARBI 567-22-68.

9e arrdt

9e bel imm. pierre de taille 2-3 p. (living + 2 chambres) amén. luxueux., jamais hab. Lib. de suite, plac. de prestige. Pptaire EUROVIM 723-41-00.

ALFRED STEVENS-MARTYRS
TRAVAUX DUPLEX 5/6e ét. 76 m²
Asc., calme, soleil, 354-42-70.

2, SQUARE LA BRUYÈRE
5 pièces, 173 m², 2 services, parking, décoration raffinée, état impeccable.
Vis. mardi 14 h. 30 à 16 h. 30.

RARE dans square agréable, bel appt 6 p., état impeccable, 2 chambres service, double cave, parking. Tél. 280-67-66 ou 280-67-66.

9e. Près avenue TRUDAINE BEAUX 2 et 3 P. à aménager. Très bel immeuble pierre de taille, ascenseur. Tél. : 272-40-19.

10e arrdt

RÉPUBLIQUE
BELLE RÉHABILITATION
d'un IMMEUB. INDUSTRIEL
Appts de 48 à 123 m², calme, lumineux, gdes terrasses au dern. étage, livrable fin juillet.
Tél. : 272-40-19

11e arrdt

GONCOURT
Dans très bel imm. pierre de taille ravalé, asc., concierge, 6e ét. : liv. dble + chbre, cuis., s. de bns, Gde entrée, ch. cent. individ. Etat neuf, moquette. Px : 400.000 F. 4e étage : 3 pièces à rénover. Px : 330.000 F. Voir pptaire mardi, mercredi 14 h. 30 à 19 h. Tél. : 720-89-18. 151, rue St-Maur.

12e arrdt

POUR INVESTISSEURS
près Mo et 100 m B. Vincennes S/Charenton b. rénov. en cours 7 STUDIOS et 7 DEUX PIÈCES EN DUPLEX (dont 2 grands) 153.000 à 450.000 F vendu tt éq. Gest. ass. par nos filiales gratuit. NET D'IMPOT 5 ANS Pptaire EUROVIM 723-41-00.

MICHEL-BIZOT au 1er étage
COQUET 2 pièces, tout cft de bon immeuble
RÉNOVATION DE BONNE QUAL., 339.000 F, 387.03-03.

AV. MICHEL-BIZOT, 12e
mod. 3 p., bains, 70 m², 7e ét., balcon-terrasse, 630.000 F. MICHEL & REYL 265-90-05.

13e arrdt

POTERNE DES PEUPLIERS, 5' parc MONTSOURIS, imm. anc. brique, 2-3 p., 55 m², ent., cuis., s. bns, w-c, Tél., 6e ét., asc., expo. sud, 390.000 F. Tél 373-58-56 ap. 19 h. 30.

TOLBIAC 3 P., cuis., w.-c., bains, asc., terrasse, park. 600.000 F. Possible crédit. 584-52-03.

14e arrdt

TOMBE-ISSOIRE bel imm., studette équipée.
Prix exceptionnel 878-45-41.

GAITÉ-Montparnasse, luxueuse rénov.
TRÈS GD 2 PIÈCES EN DUPLEX cuis. amén., 4e et 5e ét., asc., jamais habité, charme et caractère. LE PROPRIÉTAIRE 723-41-00.

14e petite maison 5-6 pièces, tt confort, 3 niveaux = 150 m², 1.650.000 FAC 337-69-58.

Porte Châtillon près Facultés 14, rue Radiguey, Montrouge. Propriétaire vd studio 23 m², cuisine, bains, w.-c. 135.000 F + stud. 25 m², tt cft, 150.000 F. 224-18-42 ou voir 13 h à 15 h Vendredi, samedi et dimanche.

MONTPARNASSE, 5 p.120 m².
990.000 F 2e étage service balcon, crédit propr., urgent. Tél. : 222-89-50.

15e arrdt

GRENELLE Champ-de-Mars Immeuble Stand. ascenc., beau 4 pièces, tt cft. A saisir 750.000 F, 828-27-70.

MONTPARNASSE-PASTEUR réc., 5e, der. ét., magnif. gd liv., s. à m., 3 ch., 155 m² + 150 m² terr. atten., triple exp., 2 parkg. 2.500.000 TAC 329-32-30.

39, rue Mademoiselle
Paris 15e. Je vds libre 2 p. 2e étage à moderniser. 95.000 F, Tél. : 557-70-08.

Mo BOUCICAUT-LOURMEL
30, RUE LACORDAIRE.
Livraison juin 1981.
Petit imm. tr. bon standing.
STUDIOS, 2 et 3 P.
34 m² - 44 m² - 78 m²
3 Pièces en DUPLEX 86 m² + terrasse.
Sur place MARDI, MERCREDI, de 14 h. 30 à 19 h. ou SEGI. 287-42-06.

CHARLES-MICHELS
4 P immeuble récent, bon plan., parfait état.
Park. 633-29-17 - 577-38-38

GRENELLE-CHAMP-DE-MARS beau 4 p., gde entrée, s. de b., cuis., chf. central, tél., asc. Tél. 579-25-44

RÉSIDENCE SAINT-CHARLES
BEAU 5 P. double living + 3 ch., cuisine, s. de bns, w.-c., s. d'e. placards
PRIX : 920.000 CAVE, SOLEIL
refaire à neuf, en cours de rénov. Visite mercredi de 14 h. à 17 h. 140, rue Saint-Charles

CONVENTION. Ravissant 3-4 P., plein soleil et tout confort. Prix : 650.000 F. 320-73-37.

Rue Cambronne, imm. pierre de taille, studio tout confort rénové. Bas prix vu urgence. 526-00-35.

Mo PASTEUR Sur jardin
LIVING DOUBLE, 2 CHAMBRES, entrée, cuis., s. d'eau, w.-c. PRIX INTERESSANT. Bon immeuble. 195, RUE DE VAUGIRARD. Samedi, dim., lundi, 15 h. à 18 h.

16e arrdt

DR BLANCHE Gd luxe, 4e étage, magnifique 134 m² + balcon. Parfait état, 1.950.000 F. FRANK ARTHUR. 562-01-69.

RANELAGH Sur verdure dernier étage terrasse, living + 2 chambres. Décor raffiné. Parking. 633-29-17 — 577-38-38.

RUE MARBEAU, dans immeuble ancien, standing, appt, rez-de-chaussée, tout confort, 4 p., office, cuisine, salle de bains, w.-c., déberras, 110 m² + cave + chbre de service, 1.150.000 F. NOTAIRE 247-12-17.

Beaux LIV. DBLE + CHAMBRE.
Métro Mirabeau : 832.000 F.
Métro Exelmans : 820.000 F.
Jean FEUILLADE : 566-00-75.

6 P. double liv. + 4 ch., 2 bains, bel immeuble ascenseur, SIIF - 550-34-00.

XVIe EXCEPTIONNEL
DANS IMMEUBLE MODERNE
1er ÉTAGE TRÈS CLAIR
LIVING + 3 CHAMBRES
entrée, cuisine, 2 BAINS.
Nombreux placards, moquette.
ENTIÈREMENT REFAIT NEUF.
PRIX : 1.905.000 F.
Mardi, merc., 14 h. à 18 h.
4, AVENUE DE L'ABBÉ-ROUSSEL
ou TÉLÉPHONE : 723-91-22.

RANELAGH (dans hameau) de imm. 1960 bel appartement de 83 m², + jardin privatif, calme. Tél. 260-67-36 ou 260-67-66.

AV. VICTOR-HUGO
Appt de 300 m² à rénover, poss. division et prof. libérale. Tél. 280-67-36 ou 260-67-66.

ORTF près magnifique 4 p., tout confort, cuis. et salle de bains, équ. + serv., ét. nf, r.-de-ch. Sud soleil, prix 865.000 F. Téléphone : 325-75-42

AV. V.-HUGO PRES ETOILE
imm. pierre de taille, gd stand., double living, soleil, chbre sur jardin, 2 w.-c., box.
1.400.000 F. 505-62-82.

A 300 mètres **ÉTOILE** près av. V.-Hugo sur de calmes jardins intérieurs. Restauration luxueuse de 16 appts du studio au 5 p., DUPLEX et TRIPLEX. Tél. 281-27-46.

17e arrdt

MALESHERBES
Immeuble en cours réabilitation. DU STUDIO AU 5 PCES, duplex et atelier artiste, luxueuse prestation. Tél. : 267-37-37.

ROME 4 P. 5e ascenseur tout confort, soleil Bel immeuble SIIF - 550-34-00.

SPÉCIAL PLACEMENT
Limite Neuilly près Mo et 17e sur Levallois, rénovation totale en cours, 6 stud. et pet. 2 p. EN DUPLEX éq., tt cft. Gestion ass. par nos soins gratuitement. Net d'impôt 5 ans Pptaire EUROVIM 723-41-00.

PL. MALESHERBES, 17e
gd 7 p., 2 bns, 275 m², tt cft. Vue dégagée sur verdure. MICHEL & REYL 265-90-05.

Prox. PALAIS DE CONGRÈS. imm. p. de t., 3e ss asc., ravis., 4 p. tt cft + ch. serv. 572-02-87.

18e arrdt

MAIRIE 18e, dans immeuble résidentiel, très beau 3 pièces, tout confort, cuisine équipée, terrasse, jolie vue. Tél. : 254-79-76.

RUE LAMARCK
Plusieurs 2, et 3 pièces, tout confort, libres et occupés. Bel. immeuble pierre de taille. Propriétaire - 280-26-23.

RUE LAMARCK
Pptaire vd liv. + 3 chbres. 8e ét., asc., vue imprenable, imm. pierre, 750.000 F. - 528-54-61.

CUSTINE
IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE
APPARTEMENTS OCCUPÉS
2 pièces, r.-de-ch., 93.000 F.
3 pièces, 1er étage, 126.000 F.
3 pièces, 1er étage, 160.000 F.
Tél. 281-27-59.

100 m NEUILLY et 200 m Mo et 17e sur LEVALLOIS. De belle petite rénov. 8 STUDIOS et deux 2 PIÈCES liv. éq. tt cft, mat. 1er choix, excel. plac., gest. assurée net d'impôts 5 ans. 723-41-00.

PRES PLACE IMM. PIERRE **PEREIRE**
119, AVENUE DE VILLIERS
Très beau living double + chbre, cuis., bains, déberras, ch. cent. Px 790.000 F - Sam. 14 h-18 h.

BUTTE MONTMARTRE, av. Junot, Hameau des Artistes, Triplex, tt cft, s/verdure. 1.250.000 F.T. 255-66-18.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
Face parc, studio neuf. Px 160.000 F. 60, rue Botzaris, samedi, dimanche, 15 h./18 h.

78 - Yvelines

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
De parc. 85 m², séj. dble, 2 ch., box. 650.000 F. 451-28-02.

91 - Essonne

A VENDRE A MASSY
F5, 100 m², gde cuis. aménagée, 2 s. d'eau, w-c. séj.-salon, 3 chbres. Park. souterr., cave. Prox. commerces, écoles, lycées, RER, pisc. Prix 415.000 F + C.F. 45.000 à 6 %. Tél. 920-49-07.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SABLONS
Mod. Séjour, 3 chbres, 2 bns. 2e étage, 115 m², impeccable. MICHEL & REYL 265-90-05.

NEUILLY (BOIS)
séjour, 2 chambres, cuis., bains 80 m², chambre serv. terrasse 21 m², 2 park. GARBI 567-22-88

NEUILLY Bois, sur jard., 108 m², park., calme, soleil, 637-08-31.

NEUILLY BD KOENIG Appt triplex, 200 m² + 350 m² de jardin. Tél. 260-67-36 ou 260-67-66.

COLOMBES
GARE DES VALLÉES
10' SAINT-LAZARE
QUARTIER RÉSIDENTIEL
GRANDE MAISON 9 P.
3 bains, chauffage central. Jardin 400 m² environ. Possib. DIVISIBLE EN 3 APPARTS
PRIX : 1.000.000 F
Vendredi, samedi de 14 h à 18 h. 18, RUE DES LILAS ou Tél. 723-96-05.

SURESNES. Bois Boulogne, pptaire vend studio, cuis., bar, bains, w.-c., décoration personnalisée. 170.000 F. 365-93-92.

Mo SCEAUX-ROBINSON
1974. Luxueux 108 m² + loggia, sud s/jdins, dble liv. + cuis. 14 m² éq., 3 ch., 2 bns, box inclus. 925.000 F. 660-44-66.

VAUCRESSON Résident. 5' gare et commerces. Appt, séj. dble, 3 ch. Sur verdure. 735.000 F. Tél. : 950-14-60.

Suresnes. Vue/Paris, plein Midi, 105 m², 5 pièces. 800.000 F. Tél. Castilon au 506-38-99.

NEUILLY, b. pierre de taille 1910, 123 m², réception 50 m² + 3 chambres, exceptionnel, 9.000 f/m². Tél. : 757-03-97.

NEUILLY Bois, sur jardin, 108 m², parking, calme, soleil. Tél. 637,08-31.

94 Val-de-Marne

NOGENT S/MARNE. 505.000 F. proche RER, calme, verdure, soleil, beau 4 P., entrée, cuisine, tout confort, balcon. 344-71-97.

95- Val-d'Oise

100 M Lac Enghien Studio 35 m² + terr. jardin, park. 200.000 F ce jour et demain 14/18 h. 70, r. Ph.-DARTIS - EPINAY.

Province

DEAUVILLE
Emplacement exceptionnel, quartier calme rt résidentiel, plein sud, dans une belle petite maison rénovée avec jardins privatifs.
— Studio .... 190.000 F
— 3 pièces ..... 231.000 F
— 4 pièces ..... 323.000 F
17, av. des Prairies, DEAUVILLE

Groupe Charlus, Palais des Congrès, place de la Cathédrale, 76000 Rouen, (35) 98-56-84.

Part. vd STUDIO, 42 m², loggia, cave, dans résidence-club, LA JANSONNE Nice, conviendrait à personnes âgées pour retraite heureuse. Tél. (94) 96-11-22 à Sainte-Maxime, entre 11-12 h et entre 19-20 h.

HAUTE-SAVOIE
FR. SUISSE
Prox. Evian, petit imm., 3e étage, dernier étag., part. vend 3 pces, halls, s. de bns, chauff. centr., balcon, vue magnif. sur lac, cave, possibil. parking. Prix intéress. Ad. Clerc P., 139, rue de Brie, no 1212, 91800 BRUNOY.

NICE - Appart. 85 m², 3 p., ds quart. résid. 460.000 F.Tél. : (93) 38-18-18, de 7 à 10 h.

ANTIBES - Centre ville, particulier vend 4 Pces, 2e ét., immeuble récent, garage, chauffage individ. Tél., conviendrait pour profession libérale. Prix : 700.000 F. Tél. : jour (93) 38-33-05 et soir (93) 34-43-65.

A vendre, CHANTILLY, square des Aigles, superbe appart. entièrement refait à neuf, 176 m², 6/7 P., nombreux rangts, 5e ét., asc., entrée de service, 2 bains, 2 tél., 3 chem., ch. de bonne, cave, garage. Prix : 780.000 F. Téléph. : repas (4) 457-22-24 ou après-midi (1) 824-50-43.

Etranger

CALIFORNIE
Investissez dans l'immobilier : plus-values importantes. A. Kristof, pob 1588, Beverly-Hills, 90213 CA-USA.
Tél. : (213) — 274 — 1002.

appartements achats

RECHERCHE 1 à 3 pièces. Paris, préf., 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEMENT CPT CHEZ NOTAIRE Tél. : 873-23-55, même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e, 566-00.75, recherche Paris 15e et 7e pour bon clients appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

ACHETE COMPT. PARIS
BON QUARTIER. URGENT STUDIO. Tél. 873-20-67.

ACHETE Studio 2 pces Paris
Mme LEULIER : 261-39-78 ou le soir : 900-84-25.

locaux commerciaux

OFFICE PUBLIC D'H.L.M.
INTERDEPARTEMENTAL
DE LA REGION PARISIENNE
CHOISY LE ROI
(Val-de-Marne)
AVIS D'APPEL D'OFFRES
en vue de la location de locaux commerciaux sous bâtiments dans les programmes
rue de l'Eglise et Place de l'Eglise
Les dossiers peuvent être retirés à
Paris, 30, quai des Célestins
tous les jours sauf le samedi
Tél. 277.11.20 postes 2209 - 2443

Atelier menuiserie 300 m², équipe profession., cherche sous-locataire. Tél. : 240-60-19.

A céder gd local 230 m² + 40 m² annexes. Bel imm. quartier La Boétie, bail profession. et Cial, très avantageux, à usage laboratoire, burx, industries pharmaceutique et parapharmaceutique. Hygiène et cosmétique. Écrire à Société SODIA, 8, allée Borghèse 92200 NEUILLY.

PLACE ITALIE (Près)
VÉRITABLE ATELIER
180 m² non cloisonné, 7.500 F le m² sans frais d'enregistrement, tél. : 272-40-19.

fonds de commerce

COTE D'AZUR Hôt. 3 ★★★ 30 numéros, parc central, près plage. Prix : 9.000.000 F. En stés, sélection hôtels, bars, restaurants sur Côte d'Azur. « AGENCE DE PARIS ». 21, bd Carnot, 06400 Cannes. Tél. : (93) 69-39-25.

A VENDRE
PAS-DE-PORTE
à 77400 LAGNY
(MARNE-LA-VALLÉE)
très bien placé
centre ville
1 boutique 40 m², 2 grandes vitrines + 1 appartement au 1er étage, 3 pièces, cave, grenier, water-closet.
TÉL. : 430-19-00
Bail nf. Loyer min. 1.000 F/mois.

boutiques

LEVALLOIS (50 m bd Binot) près métro, direct murs bar-restaur. d'angle, rap. élevé Prix 800 000 F - 723-41-00.

hôtels particuliers

GAMBETTA bel hôtel partic., 300 m² habitable, avec jardin 300 m², pr. place Gambetta. Tél. 797-41-39.

URGENT Rach. pour sa clientèle étrangère
HOTELS PARTICULIERS
800 à 2.000 m²
Belle qualité, avec jardin (Paris exclusivement) propriétaires souhaités 280-59-63.

PRÈS TROCADÉRO hôtel part., sous-sol R+2, 10 p. jardin 80 m²
BOURDAIS 562-51-32.

VERSAILLES belle maison particulière, 2 niveaux, jardin, verdure, parfait état Tél. : 260-67-36 ou 260-67-66

SAINT-MANDÉ VUE SUR BOIS
Propriété 5-6 P., luxueusement décorée par architecte d'intérieur, gde terrasse, grenier aménagé, garage, jardin. 2.650.000 F - 705-39-10.

constructions neuves

BOULOGNE
« LA PRINCIPAUTÉ »
rue de l'Abreuvoir, proche du bois de Boulogne, à vendre très beaux apparr. de 3, 4 et 6 pièces de petits immeubles en pierre de taille de 3 étages. Livraison 1er trimestre 1982.

Vis. s/pl. : lundi, jeudi et vend. de 14 h à 19 h et ce week-end de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

TÉL. 825-29-48.

locations non meublées offres

Paris

PARIS 19e
Métro : Place des Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
2 PIÈCES 45 m², loyer 1.343F. à 1.520F.
Charges 404 F. Parkg. 184 F.
S'adresser au Régisseur
25-29, rue des Lilas, Paris.
Tél. : 202-05-88.
de 9 à 12 h. et de 14 à 17 h.

14e. Petite maison 5-6 pièces. tout cft., 3 niveaux = 150 m². 5.500 mois « FAC » 337-69-58

PORTE-AUTEUIL, REFAIT NEUF beau 5 P., 2 s. de bains, parking. RARE. 6.000 F - 387-95-97.

Pr. CHAMP-DE-MARS, ds imm. neuf, tr. gd stand. Gd liv., s. à mang., 2 ch., s. de bns, s. d'eau, w.-c., cuis. équip., dress., terr., park. 5.200 + ch. Téléphone : 526-33-89

VILLIERS, 5, r. de Saussure séj.+chbre, cuis. bains, w.-c., chf. cent., 2.290 net. 14 h. 30.

Région parisienne

ANTONY (92)
SANS COMMISSION.
Immeuble récent tt confort
2 PIECES 49 m². + loggias
Loyer 1.274 F à 1.318 F.
Charges 531 F. Parking 112 F.
3 PIECES 62 m² + loggias
Loyer 1.540 F à 1.587 F.
Charges 672 F. Parking 112 F
S'adresser au gardien
278, rue Adolphe Pegeaud
Téléphone : 666-98-27

CHATOU, 5' R.E.R., beau 2 p., 54 m² cave, 2 park. libre 1er août 2.350 F, charg. c., 071-54-09.

locations non meublées demandes

Paris

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavil. ttes banl. Loyers garant. 5.000 F max. 283-57-02

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris recherche DU STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 281-10-20.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris-8e recherche pour clientèle étrangère et diplomates. APPTS, HOTELS PARTICULIERS et VILLAS Paris ou Ouest résidenr. **562-78-99.**

bureaux

SIÈGE SOCIÉTÉ
R.C. - R.M. - Secrétariat
Bureaux modernes - Salle de réunions. Téléph. : 341-81-81 + 150, av. Daumesnil, Paris (12e).

SIÈGES DE SOCIÉTÉ
av. secrétariat, tél., télex.
CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A. 261-80-88 +

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS — télex-secrétariat tous services
BUR. MEUBLÉS 8e, 9e, 15e
ASPAC PARIS-8e 293-60-50 +
votre SIÈGE SOCIAL
délais rapides - prix compétitifs

CHAMPERRET 385 m²
LUXUEUX BUREAUX LOUÉS
220.000 F an. T. 633-33-67.

8e et CHAMPS-ÉLYSÉES
Domiciliation RM, RC, SARL
A partir de 150 F.
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
Tél., télex, toutes démarches.
C 2 E - 562-42-12.

immeubles

URGENT PARIS ACHETONS
Bel. imm. locatif. 563-83-33.

pavillons

FRANCONVILLE (3' gare) coquet pav. hall, cuis. agencée, séjour, cheminée, 3 chbres, sal. bains, w.-c., chf. cent. fuel, gar., cellier, 600 m² arborisés. Prix 870.000 F. 387-71-55.

ANTONY, pavillon 5-6 p., conft, gd garage, atelier, chbre froide, cour, 700.000 F. PESCHARD, 666-00-27.

BURES/YVETTE (91), pavillon 1971, 7 p., 160 m², tél., chf. centr. au gaz, prox. écoles, métro, bordure bois, jardin 800 m², clos, libre de suite. 885.00 F. Contacter M. Lafont ou M. Jouet (h.bur.) 928-74-96.

LE VESINET. Parfait état, séjour, cuisine équip., 3 ch., gar., petit jardin, 895.000 F. 451-28-02.

villas

10 KM VERSAILLES Belle villa récente, bordure forêt 200 m² habit. Séj. 54 m², cheminée, 5 chbres, 3 bns, gar. 2 voitures. Beau jardin 1.500 m² 1.050.000 F. Tél. : 955-00-60.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE charmante maison, salon, salle à manger, cuis. éq., 5 chambres, 2 bains. Tél. : 451-28-02.

maisons de campagne

Vends à 70 km Paris, près Villers-en-Descouvre (Eure)
MAISON NORMANDE
en partie rénovée, 150 m² habitables, gd livg, cheminée, sur 4.700 m² de terrain environ, entourage haie. Prix : 600.000 F. Téléphoner ce jour : 358-29-08, de 11 h à 18 h.

Vends vieille maison de campagne corrézienne. Téléphone (16-55) 21-27-79.

terrains



En Roussillon, sur le flanc des Albères
LES CHARTREUSES DU BOULOU
TERRAINS à BÂTIR de 1000 à 3000 m² de 50 F à 120 F le m²
et quelques 2 et 3 pièces disponibles dans petits collectifs de 5 appartements.
dans un cadre naturel de forêt méditerranéenne avec tennis, piscine, restaurant de classe
Documentation : S.I. de MOULAS S.A.
Les Chartreuses du Boulou, 66160 Le Boulou. Tél.(68)83.17.66

Vend ou loue (91) hangars 6.000 m² + 7 ha pour centre de loisirs, tennis, etc., situation rare. 903-59-09.

PROCHE BRIGNOLES
Terrains dans lotissement à 2 km env. des commerces et écoles. Livrables fin 1981, début 1982. Viabilité complète (eau, assainissement, électricité, téléphone). Nombreux lots de 66.000 F à 77.000 F. Plusieurs autres lots toutes surfaces à prix différents. Ecr. HAVAS TOULON no 16.671.

LOT
Région comprise entre LUZECH-CAILLAC - CATUS. Part. recherche terrain à bâtir (viabil.) de 1.000 à 2.000 m².
Faire offre au : no 6123, *le Monde* Publicité, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

ST-DENIS. Zone Résidentielle. Métro 270 m², façade 9 m. Tél. : 826-24-43.

châteaux

RÉGION BONNIÈRES
60 KM de PARIS-OUEST petit CHATEAU en PARTIE XVIIIe s., très bon état et cft, PARC de 3,60 ha, tennis, maison gardien. Me Lucas-Leclin, notaire associé, 27700 LES ANDELYS. Tél. : 16 (32) 54-22-47.

viagers

Pensez retraite Côte-d'Azur, achetez un viager. Catalogue gratuit. Etude LODEL, 50, av. Jean-Médecin; NICE - (93) 37-25-24.

propriétés

OUEST 90 KM
Belle propriété bourgeoise sur 4.200 m².
6 pces principales, deux double w.-c., salle d'eau, chauf. central, cave voûtée, grenier aménageable, dépendance (deux bâtiments 100 m² au sol + étage).
Tél. : (32) 54-29-15, le soir.

Menton, propriété dans parc classé, 400 mètres mer, 1 villa 20 pièces, plus 1 villa 6 pièces, sur 3.200 m², calme parfait, sans vis-à-vis, le tout divisible en appartements. Ecrire ou téléphoner, Maître Devoes, chez Maître Miller, notaire, 5, rue Auber, 75008 Paris. Tél. : 742-02-03.

LOIRET
Luxueuse ferme aménagée sur 25 ha, possibilité augmenter superficie jusqu'à 40 ha, étang, possibilité location, chasse, 160 ha attenant.
Ecr. Havas Montargis, 200.279.

Vends : très belle maison, style Quercy rest. 2 tours. Vue impren. sur lac et vallée, enclos 7 ha. Tout conf. Prix 950.000 F. Cab. Occitan, 19, bd Garrisson, 82000 Montauban. Téléphone : (63) 63-19-94.

Propriétaire vend demeure à restaurer complètement. 4 ha 1/2, 100 km Ouest Paris. Tél. 651-61-01.

domaines

Achète grand DOMAINE à vocation forestière et chasse, préférence départements 45, 41, 18, 89, 58. Ecrire : Havas PARIS, sous le no 200280, 146, av. Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Les nouveaux cosmétologues

Les recherches des laboratoires de cosmétologie, en France, aux États-Unis et au Japon, se dirigent à la fois vers la prévention du vieillissement de la peau et son rééquilibrage face aux outrages du temps.

L'industrie de la parfumerie et de la cosmétologie française se porte bien : 12,1 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1980, dont 8,2 milliards sur le marché intérieur, réalisés pour 24 % en parfumerie alcoolisée et pour 33 % en produits de beauté.

Sur le plan mondial, par ordre alphabétique, les quatre grande de la beauté sont *Avon*, qui se lance à l'automne dans une opération de grand prestige avec un couturier parisien ; l'*Oréal*, qui se diversifie notamment dans les produits pharmaceutiques tout comme *Revlon* dans l'ophtalmologie et l'optique médicale ; *Shiseido* enfin, qui entame sa deuxième année « d'exploration » en France.

Changement d'attitude de tous ces fabricants face aux consommatrices. Nous sommes loin de la « femme-objet », du « Sois belle et tais-toi » des publicités d'antan. Il s'agit évidemment toujours d'incitation à l'achat, mais on tend à faire appel au bon sens de l'utilisatrice, à son goût de l'indépendance, pour lui proposer des tubes et des petits pots de produits efficaces.

Cette démarche est particulièrement nette par exemple dans les messages radiophoniques publicitaires de *Biotherm* pour ses produits amincissants. Après le succès d'*Elancil* aux extraits de lierre des laboratoires Pierre Fabre de Saint-Gaudens, il y a dix ans, *Payot, Plaubert, Stendhal* et maintenant *Estée Lauder* présentent des gammes très complètes pour le corps avec de ravissantes brosses « design », des rouleaux destinés à combattre la cellulite, voire des gants de crin. On en trouve à tous les niveaux de prix, dont une crème *Vichy* (vendue en pharmacie) en tube de voyage ou en pot. Cette marque représente 15 % du marché français.

Huile de squale

Clarins est le chef de file de ce domaine des produits de soins, avec un chiffre d'affaires, en 1980, de 100 millions de francs. Jacques Courtin, fondateur de la maison et son P.-D.G., a fait des études médicales et reste en contact avec ses clientes, notamment par son école d'esthétique. Il vend à travers ses démonstratrices dans les grands magasins et chez les parfumeurs spécialisés. Il offre maintenant une gamme de cinquante-deux produits légers. Contre la pollution, toutes ses crèmes de jour contiennent un écran protecteur comme les bronzants. En guise de régénérateur, il utilise les extraits de cellules fraîches de mouton facilement assimilables par la peau.

D'abord inquiets à l'arrivée en France de Shiseido, ses concurrents le craignent moins. La firme japonaise joue sur le haut de gamme, où règnent *Chanel* et *Yves Saint-Laurent*, ainsi que sur les prix moyens, avec des produits de qualité, très bien présentés. Daniel Recayte, P.-D.G. de Shiseido France, est aussi celui de *Galenic*, du groupe Fabre. « *Nos derniers produits comprennent une gamme à base de « squalane S », synthèse d'huile de squale, maintenant que le Japon a signé l'accord de protection des baleines. Et notre autre nouveauté est d'origine végétale : l'huile de graines de jojoba, un arbuste du désert aux merveilleuses propriétés d'hydratation de la peau.* »

Mais l'huile de jojoba se trouve aussi dans les produits français, notamment chez *Lancôme* et chez *Christian Dior*. L'« Eau sauvage » de Dior, toujours appréciée depuis sa création en 1966, sert de support à quatre produits de soins typiquement masculins: émulsion et baume après rasage contenant un filtre de protection contre les ultra-violets, un régulateur facial qui rend la peau mate grâce aux extraits de lierre et de concombre, enfin un shampooing coiffant en tube.

NATHALIE MONT-SERVAN.

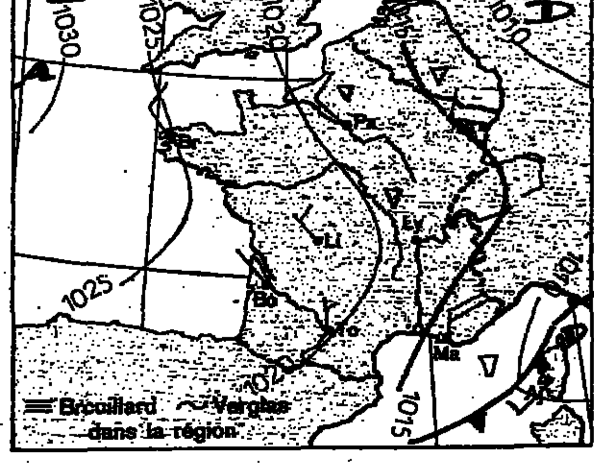


(*Croquis de MARCQ.*)

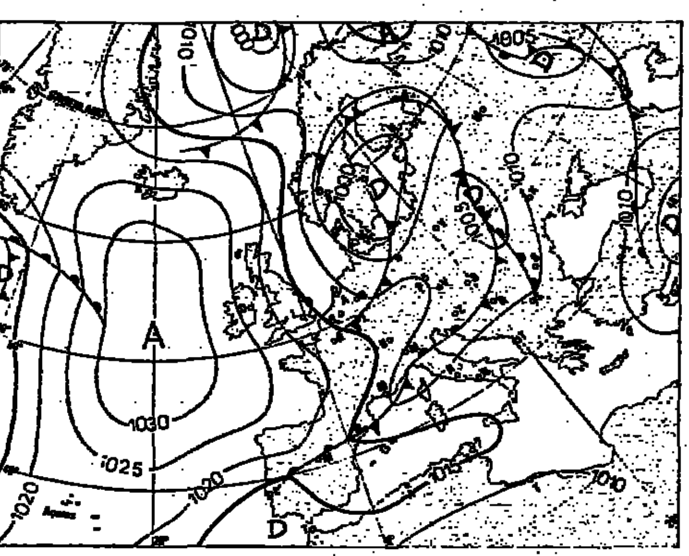
CHACOK : typique du style ludique dont on ne se lasse jamais. Cette maison de Biot apporte toujours une recherche élaborée en couleurs d'imprimés. Ici, des éléphants traversent en bandes diagonales une tunique courte blousant sur un corselet noué, dans un beau *coton* jaune et turquoise, porté sur une jupe rayée jaune et un jupon uni rouge Sienne. 575 F, 220 F, 440 F et 330 F, 18, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 222-69-99, et chez les dépositaires de la marque à travers la *France*.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 17 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 juin à 0 heure et le mercredi 17 juin à 24 heures :

Un front froid achèvera de traverser le nord de la Méditerranée et des masses d'air plus frais continueront de s'écouler sur la France.

Mercredi, quelques ondées orageuses se produiront encore en matinée, du golfe du Lion au golfe de Gênes, mais elles seront suivies de belles éclaircies.

Sur l'ensemble de notre pays, le temps sera plus frais, avec alternance de passages nuageux et d'éclaircies. Des averses seront observées sur le Nord et l'Est. Les vents seront modérés, de secteur nord-ouest dominant, le mistral s'établira. Les températures seront en baisse sur nos régions méridionales et sans grand changement ailleurs.

Le mardi 16 juin 1981, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 020,6 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 juin ; le second le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 28 et 16 degrés ; Biarritz, 27 et 19 ; Bordeaux, 34 et 18 ; Bourges, 31 et 14 ; Brest, 19 et 10 ; Caen, 26 et 11 ; Cherbourg, 19 et 10 ; Clermont-Ferrand, 31 et 14 ; Dijon, 30 et 17 ; Grenoble, 31 et 16 ; Lille, 25 et 9 ; Lyon, 30 et 16 ; Marseille, 34 et 18 ; Nancy, 30 et 14 ; Nantes, 30 et 13 ; Nice, 27 et 21 ; Paris-Le Bourget, 31 et 11 ; Pau, 32 et 17 ; Perpignan, 35 et 25 ; Rennes, 29 et 11 ; Strasbourg, 31 et 17 ; Tours, 31 et 14 ; Toulouse, 33 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 20 degrés ; Amsterdam, 20 et 12 ; Athènes, 28 et 16 ; Berlin, 20 et 13 ; Bonn, 29 et 14 ; Bruxelles, 26 et 12 ; Le Caire, 37 et 21 ; îles Canaries, 25 et 19 ; Copenhague, 21 et 10 ; Genève, 30 et 14 ; Jérusalem, 27 et 16 ; Lisbonne, 36 et 21 ; Londres, 21 et 9 ; Madrid, 36 et 18 ; Moscou, 17 et 12 ; Nairobi, 25 et 11 ; New-York, 26 et 19 ; Palma-de-Majorque, 30 et 15 ; Rome, 31 et 19 ; Stockholm, 17 et 10.

TEMPS PROBABLE DU JEUDI 18 AU DIMANCHE 21 JUIN

Jeudi 18 : sur l'ensemble du pays le temps sera frais et variable avec des averses se localisant principalement sur le relief et la Corse. Les vents de secteur nord seront modérés. En soirée, le ciel se couvrira près de la Manche avec quelques pluies et bruines côtières. Les vents tourneront au sud-ouest en se renforçant.

Vendredi 19 : sur toute la moitié nord-est du pays le ciel sera très nuageux à couvert avec quelques faibles pluies et bruines. A l'arrière de ce temps perturbé, le ciel deviendra plus variable avec averses se localisant sur le nord et le nord-est du pays et le relief. Les vents de nord-ouest souffleront en rafales en Manche et les températures seront en légère baisse. Ailleurs, le temps sera frais le matin, puis passagèrement nuageux. Les vents de nord-ouest se renforceront tandis que le mistral faiblira.

Samedi 20 : une amélioration se dessinera. Le temps sera encore instable sur la moitié est du pays avec averses sur le relief et mistral dans la vallée du Rhône, mais des éclaircies se développeront sur l'ouest. Les vents de nord-ouest à nord souffleront encore en rafales en Manche et en mer du Nord. Les températures resteront fraîches.

Dimanche 21 : amélioration se généralisant par l'ouest avec atténuation des vents de nord à nord-ouest et du mistral. Les températures seront toujours basses le matin, en légère hausse l'après-midi.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 15 et 16 juin 1981 :

DES DECRETS

● Conférant les rang et appellation de vice-amiral d'escadre, promotion, nomination, affectation, remise à disposition et admission dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

UN ARRETE

● Portant nomination des membres de conseil de l'enseignement général et technique.

PARIS EN VISITES

JEUDI 18 JUIN

« Château de Champs », 14 heures, place de la Concorde, Mme Meyniel. — « Château de Coubertin », 15 heures, gare Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Mme Chapuis. — « La ville-jardin d'Ivry », 15 heures, métro Mairie-d'Ivry, Mme Grillier. — « Le Printemps », 15 h. 30, magasin Havre, boulevard Haussmann, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques). — « Modigliani », 15 heures, 11, avenue du Président-Wilson (l'Art pour tous). — « Village de Passy », 15 heures, métro Passy (Connaissance d'ici et d'ailleurs). — « Saint-Germain-de-Charonne », 15 h. 15, 4, place Saint-Blaise (Histoire et Archéologie). — « L'Opéra », 13 h. 30, entrée (P.-Y. Jaslet). — « Quartier de la Glacière », 14 h. 30, métro Glacière (Paris pittoresque et insolite). — « L'Ile Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Résurrection du passé). — « Atelier d'icônes », 15 heures, 40, rue Pascal (Tourisme culturel). — « Vieilles rues de Paris. Saint-Martin-des-Champs », 14 h. 30, métro Etienne-Marcel (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

JEUDI 18 JUIN

16 h., Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal, M. A. Hubert-Bonnal : « Le compagnonnage ».

18 h. 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, rez-de-chaussée, M. H. Alleg : « La guerre d'Algérie ».

19 h., Atelier Kiron, 26, rue des Plantes, maître Kishi : « Le shinto Shiatsu ».

20 h. 30, auditorium Reille, 34, avenue Reille, M. F. Favre : « Rapports entre psychanalyse et parapsychologie » (GERP).

20 h. 30, salle Guimet, 5, place d'Iéna, M. P. Brouwers : « San Francisco » (projection).

20 h. 30, centre Rachi-CUEJ, 30, boulevard de Port-Royal, M. Léon Askenazi : « Abraham l'Hébreu : lecture juive du message abrahamique ».

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2952

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I				■					
II								■	
III		■				■			
IV							■		
V			■						■
VI		■							
VII					■				
VIII				■					
IX					■				
X		■					■		
XI							■		

HORIZONTALEMENT

I. N'est pas en bonne et due forme ; La boîte aux rêves. — II. Ce qui lui manque en profondeur, il le donne en longueur. — III. A l'avant-garde quand il est le dernier ; Ses feuilles peuvent intervenir dans le traitement de la mélancolie. — IV. Emettent une courtoisie gastronomique chez les musulmans ; Note. — V. Jeu chinois ou partie de locution excluant toute chinoiserie ; Poupées qui tournent. — VI. Enceinte dauphinoise où l'on peut voir de nombreux corps... à Corps. — VII. Emu par un esprit vraiment trop généreux ; Témoignage de reconnaissance. — VIII. Vit sur un grand pied aux dépens de son hôte ; Même singuliers, ils comprennent au moins deux personnages. — IX. Bien dessinés ; Préposition. — X. Corps simple ; Préposition. — XI. Premier détracteur du mouvement dada ; Centre de résistance.

VERTICALEMENT

1. Même normand, un bœuf peut le devenir à titre posthume. — 2. Témoin brillant à la barre ; Ne valent pas plus de deux ronds ; Agent de la perception. — 3. Certificat de bonnes mœurs ; Embrasse sa pupille non sans affection. — 4. Sous les pieds ou sur la tête ; Coco du genre noix. — 5. Telle une femme à la taille bien prise ; Note. — 6. Cours primaire ; Marquer le pas d'une manière mécanique. — 7. Bien que doté d'un gros bec, son débit est plutôt médiocre ; Telle une femme parée de toutes les vertus. — 8. Naturels et sans aucune combinaison ; Ce que disent les hommes en parlant des femmes. — 9. Sa raison n'est pas toujours logique ; Accroît l'amplitude d'une grève.

Solution du problème n° 2951

Horizontalement

I. Gargote. — II. Amour. — III. Silence. — IV. Tee ; Erina. — V. Sa; Enéa. — VI. Os ; Capter. — VII. Nostras. — VIII. On; Erg; Te. — IX. Nuées. — X. Art ; Pis. — XI. Et ; Sépale.

Verticalement

1. Gastronomie. — 2. Amie ; Son ; (Cf « Girafe »). — 3. Rôles ; Na. — 4. Gué; Acteurs. — 5. Orne; Arrête. — 6. Crêpage. — 7. Eteints; S.P.A. — 8. Née ; II. — 9. Toréer ; Esse.

GUY BROUTY.

DOCUMENTATION

LE GUIDE SOCIAL DES ANCIENS COMBATTANTS. — Le « Guide social des anciens combattants et victimes de guerre », très utile aux administrations, aux municipalités, aux organisations bénévoles, fait paraître sa troisième édition.

Réalisé par M. Claude Petit, chef de l'inspection générale honoraire au ministère des anciens combattants, cet ouvrage, devenu un classique, se propose de documenter les A.C.V.G. des trois générations du feu sur l'ensemble des mesures prises en leur faveur. Ce n'est pas un simple recueil de textes, abstrait, mais un manuel pratique bourré de renseignements et de conseils.

★ Éditions Lavauzelle, 428 pages, vente en librairie ou par correspondance (28, rue de Leningrad, 75008 Paris). Environ 128 F (port en sus).

SPORTS

SKI DE FOND

LE CHAMPION CONTRE LE DIRECTEUR TECHNIQUE NATIONAL

Le ski nordique a attendu la saison chaude pour régler ses comptes. Jean-Paul Pierrat, le roi incontesté de la discipline en France, a tapé du poing sur la table. Il voulait la « tête » de Pierre Larre, le directeur technique national. Pourtant, ce dernier n'avait guère eu le temps de faire ses preuves. En effet, il avait été nommé à ce poste seulement le 1er décembre 1980. Six mois après il s'en va, contraint et forcé.

Les premiers signes du « rejet » remontent à la fin du mois de janvier. Il s'explique par la résistance du milieu à l'application d'une politique sportive englobant le long terme, par la défense d'intérêts personnels et enfin par la résurgence de conflits de personnes existant depuis longtemps, mais qui étaient restés dans l'ombre de l'actualité, tant que la discipline avait conservé son caractère confidentiel. Peu imprégné des pesanteurs de ce sport et par conséquent trop pressé dans sa volonté d'imposer ses idées, le jeune directeur technique national a payé pour la sympathique impatience qui l'animait. Sa mise à l'écart s'est effectuée sous la forme d'un rappel par la direction des sports (*le Monde* du 11 juin).

Porte-parole de la contestation, le champion a gagné contre celui qui était investi à la fois de l'autorité du ministère de tutelle et de la Fédération française de ski (F.F.S.). L'événement a marqué le congrès de la F.F.S. qui s'est tenu le week-end dernier à Aix-les-Bains.

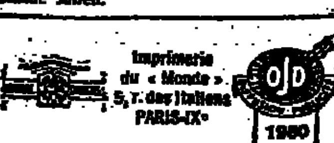
Comment s'explique la rapidité inédite du « succès » du vainqueur de la Vasaloppet 1978 ?

Le souvenir des événements lourds de conséquences qui s'étaient produits en décembre 1973 au niveau du ski alpin a pesé dans la balance. Les coureurs Patrick Russel, Henri Duvillard, Jean-Noël Augert, Roger Rossa-Mignod, les sœurs Ingrid et Britt Lafforgue avaient à l'époque subi les foudres du front de la fermeté constitué principalement par le ministre, M. Mazeaud, et le président de la F.F.S., M. Martel. Le ski alpin garde en mémoire le fameux « coup de Val-d'Isère », épilogue d'un conflit entre coureurs et entraîneurs.

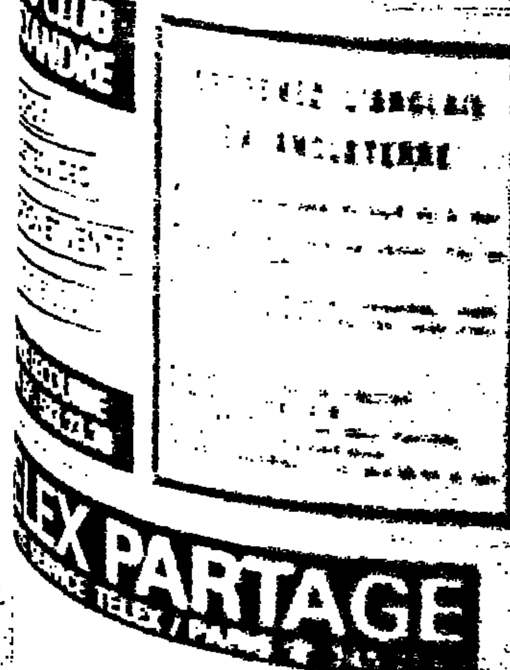
Les fantômes de Val-d'Isère ont servi Jean-Paul Pierrat. La fédération a préféré renvoyer un directeur technique national plutôt que de décapiter les « nordiques ». Il est vrai que la F.F.S. a besoin des rares champions dont elle dispose pour décorer une vitrine ternie par la longue crise de l'année dernière. Une crise désamorcée avec beaucoup de difficulté mais qui peut resurgir à tout moment.

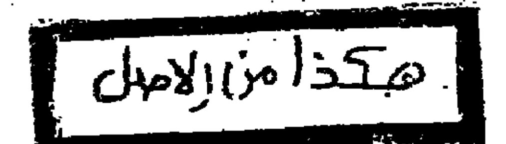
LLIBERT TARRAGO.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Claude Julien.



Commission paritaire n° 57 437.





CYCLISME

Bernaudeau « libéré » avant le Tour de France

De notre envoyé spécial

Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales). — La liste des *engagés du Midi libre* comprend deux catégories de coureurs. Il y a ceux qui convoitent très logiquement la victoire et ceux qui viennent dans cette épreuve pour *préparer la Tour* de France.

Déjà vainqueur l'an dernier, Jean-René Bernaudeau appartient à l'une et à l'autre. Améliorant sa condition physique *au fil des étapes, il a* distancé la totalité de ses adversaires, dimanche 14 juin, sur les pentes du col de Jau, où il a définitivement ravi le maillot de leader à *son jeune équipier Philippe Martinez.* Ni Robert Alban ni l'Espagnol Lepajetta *n'ont pu lui résister lorsqu'il a* porté l'attaque désicive à 600 mètres du sommet. Quant à Levavasseur, son suivant immédiat au classement général, il s'est retrouvé à *plus de deux minutes.*

Grâce à ce succès opportun, Bernaudeau devrait aborder le Tour dans les meilleures dispositions. *La saison passée, il faisait partie du* groupe Renault-Gitane, inféodé à Bernard Hinault, mais depuis il a changé de marque et il devient aujourd'hui le leader ambitieux d'une équipe Peugeot restaurée.

Nous avons assisté sur les routes *du Midi libre à un renversement de* force tout à fait significatif, la réapparition de Bernaudeau coïncidant avec le fléchissement du champion du monde. Il faut certes se garder de tirer de ces deux événements des conclusions hâtives. Cependant, on *peut s'interroger sur la forme exacte* de Bernard Hinault, dont l'abandon inattendu n'a pas reçu d'explication précise, alors qu'à l'inverse Bernaudeau semble atteindre son rendement *maximum au bon moment.*

L'équipe Peugeot offre l'image de *la cohésion. Son directeur sportif,* Maurice De Muer, a d'ailleurs sélec*tionné d'ores et déjà pour le Tour* de France sept coureurs autour de Bernaudeau : Duclos-Lassalle, Laurent, Bossis, Bourreau, Chalmel, Anderson et Jones. Cyrille Guimard *n'est pas aussi avancé dans ses travaux.* L'équipe Gitane se cherche *encore et les étapes contre la montre* collectives du Tour de France risquent de lui poser des problèmes, car, en raison même du départ de Bernaudeau et de Chalmel, passés à l'opposition, elle a perdu une partie de son efficacité.

JACQUES AUGENDRE.

SPORTS ÉQUESTRES

Canter de Broome à Longchamp

Commencé, jeudi 11 juin, sans éclat particulier, le concours de saut international officiel (C.S.I.O.) de France a pris fin en beauté *dimanche 14 juin* à Longchamp, le ciel idéalement associé à l'événement.

Vendredi 12, la Coupe des na*tions, disputée devant des tribunes loin de faire le plein,* n'avait pas été de celles dont on conservera un souvenir durable, l'infortune cavalière des Français à cette occasion entrant pour peu dans cette appréciation.

Samedi 13, tandis que les tribunes se garnisaient à vue d'œil, on vit avec une extrême délectation se faufiler à la deuxième place de la difficile épreuve n° 6 avec barrage, l'outsider français *Flonflon*, cheval gris monté par Patrick Pierre, cavalier de réputation territoriale digne d'une plus grande renommée. De petite taille mais large et bâti en force, *Flonflon* non seulement se comporte magistralement *dans l'effort, mais* il y puise de nouvelles ressources. La fin de journée, consacrée à la « puissance », permit d'enregistrer une performance rarement *atteinte en épreuve publique : le* saut de 2,30 m réalisé au troisième barrage par le Suisse Willi Melliger, officiant sur l'immense carrossier de couleur grise *David II*. On reste loin tout de même du record du monde établi le 5 janvier 1949 par le capitaine chilien Larraguibel avec un bond de 2,49 m sur le petit anglo-arabe *Huaso*, le bien nommé.

C'est devant des tribunes pleines à craquer que se disputait, *dimanche*, le Grand Prix de la Ville de Paris, couru en deux manches. Trente et un concurrents figuraient au départ. Pour *se faire une opinion de la sévérité* de la sélection, des hommes de la trempe des jeunes Français Hervé Godignon et Jean-Marc Nicolas étaient restés sur la touche pour insuffisance de performances dans les épreuves précédentes. Le parcours était extrêmement « sélectif », pour employer un mot à la mode. « *Il faudra ajuster les bretelles tout au long du voyage* », lançait à la cantonnade Hubert Parot, *à propos du terrain jalonné* de treize obstacles dont un double, un triple et une rivière, au total seize efforts. Au premier tour, il y eut neuf sans faute, parmi lesquels le futur vainqueur et roi absolu de la piste, le Britannique le plus titré de Grande-Bretagne, David Broome. *Parmi* les autres sans faute, citons le Suisse Blickenstorfer qui, soit dit en passant, n'a pas de la cravache une conception particulière*ment humanitaire, son cheval* finissant les boulets au sol. D'où un deuxième tour sans ressource et, pour comble, l'éperon en guise de merci chatouillant ce valeureux animal jusqu'à son retour au paddock.

Dans le camp français, l'alezan *Flambeau*, avec une légèreté d'action qui tient de l'immortel, bouclait de son côté le premier tour sans faute mais, hélas ! « faisait de l'eau » au second, ne laissant *aucune chance à son pilote*, Frédéric Cottier, d'accéder au barrage. Trois cavaliers y participaient. Parti le premier, David Broome se livrait, en selle sur le bai *Mister-Ross*, aux délices d'un simple canter, laissant respectivement au Néerlandais Rob Ehrens et au Suisse Bruno Candrian les deuxième et troisième places.

ROLAND MERLIN.

ALPINISME

Traversée intégrale à skis du massif du Mont-Blanc

De notre correspondant

Chamonix. — **La traversée intégrale à skis de la chaîne du *Mont-Blanc, réalisée* en cent huit heures par un guide de haute montagne, M. Jean-Pierre Bernard, constitue à la fois une performance alpine nécessitant de grandes qualités d'endurance et un remar*quable exploit sportif* à skis.**

Parti le 4 juin 1981 du village des *Contamines-Montjoie* (Haute-Savoie), Bernard chausse ses « planches » à 1 800 mètres d'altitude et gravit tout d'abord les dômes de Miage, une succession de cinq sommets, qui culminent entre 3 673 mètres et 3 750 mètres. Toujours à l'aide de peaux de *phoque, il gagna le dôme du* Goûter (4 304 mètres) pour repartir ensuite à la conquête du mont Blanc (4 807 mètres), puis il plongea vers le col du Midi (3 532 mètres) en ayant, au préalable, foulé les *sommets du mont* Maudit (4 465 mètres) et celui du Mont-Blanc du Tacul (4 426 mètres). *Jean-Pierre Bernard s'engagea* alors dans la traversée des massifs des Grandes-Jorasses, des Courtes et d'Argentières, en longeant au plus près la frontière franco-italienne, pour arriver, après quatre jours et demi d'efforts, à proximité du village suisse de Champeix.

Pendant la longue course, le *guide n'a bénéficié d'aucun* support logistique et d'aucune aide extérieure. Il avait emporté un unique sac de 16 kilos, ce qui rendit parfois périlleuses les descentes à skis dans des pentes de *45 à 50 degrés qu'il dut emprunter* à plusieurs reprises.

L'Himalaya à pied

*Courage et ténacité seront éga*lement les principales qualités requises pour le raid que va entreprendre, à partir de janvier 1982, un randonneur de trente et un ans, Michel Bigot. Il doit, en effet, tenter la traverser pédestre de la chaîne de l'Himalaya *en passant successi*vement par les États himalayens de l'Assam, du Bouthan, du Sikkim et du Népal, pour atteindre le Pakistan. Une « *course pédestre* » de près de 5 000 kilo*mètres longeant la frontière* chinoise et empruntant les cols prévus supérieurs à 5 000 mètres d'altitude. Michel *Bigot* estime qu'il pourra effectuer 20 kilomètres par jour et se reposer une journée seulement par semaine. Il compte atteindre son *but, la ville pakistanaise* de Bat-Kheia, en quarante-trois semaines. Il sera accompagné dans son *déplacement d'un sirdar* — agent de liaison obligatoire pour toute expédition dans l'Himalaya, — d'un cuisinier et de six à huit porteurs locaux.

C. F.

Le Monde

économie

La transition socialiste française

(Suite de la première page.)

Ce que tentent ces mouvements, c'est la transition du capitalisme à un socialisme dans la paix, par la démocratie, et avec un accroissement global de la liberté. Cette quinzaine de tentatives en un demi-siècle, toutes soldées par l'échec, nous jettent à la face la grande question. Est-ce possible ? Qu'est-ce qui est possible ? Par quelle politique ? Question identique à la suivante : la « réconciliation du socialisme et de la liberté » proclamée par M. Mitterrand est-elle possible ? Périr ou trahir, est-ce le destin inévitable des pouvoirs de gauche ? L'exaspérante histoire se répète-t-elle donc toujours ?

Eh bien ! au contraire, l'analyse de ces ratés de l'histoire conclut à l'optimisme. Car l'une des causes essentielles de tous ces échecs n'est plus nécessaire : les erreurs de politique économique. Chaque *fois*, l'espoir des peuples et le sens de l'histoire furent trahis par l'ignorance de dirigeants quant au fonctionnement d'un système de marché. La générosité, la vision, le charisme ou l'héroïsme ne suffisent pas : il faut, de plus, comprendre l'inflation et le taux de change. Or l'étude de ces cas et situations et l'état de la science économique font que les connaissances nécessaires existent plus que jamais. Elles doivent être utilisées.

Car la stratégie victorieuse du bon changement commence par regarder en face, avec sincérité et lucidité, les leçons de l'histoire et de l'analyse. Les mesures des pouvoirs de gauche sont toujours puisées dans la même panoplie évidente : hausse des bas salaires, allocations sociales, logement social, investissements publics, baisse du temps hebdomadaire de travail et congés payés, nationalisations. C'est en particulier le programme français actuel. Comme celui de 1936.

Or si le Front populaire est, à juste titre, une grand inspirateur de la gauche française de ses petits-enfants sur les plans éthique et politique, qu'il ne le soit pas sur celui de l'économie ! Les faits sont atterrants, et le pis serait de les ignorer ou de les cacher. Il y a juste quarante-cinq ans, le 7 juin 1936, les accords Matignon haussent les salaires de 7 à 15 %, 12 % en moyenne, abaissent la durée du travail de 48 heures à 40 heures, introduisent les congés payés ; et les nationalisations et les grands travaux suivront. Humainement, moralement, que c'est juste et bon ! Mais l'inflation, qui était nulle (avec même une tendance à la baisse des prix due à la grande crise), explose à un rythme annuel de 50 % dans les cinq mois qui suivent, et le franc doit être dévalué de 35 % au bout de quatre mois.

Pourtant, lancer une transition socialiste en période de crise est particulièrement favorable. Donner du travail aux chômeurs et aux équipements oisifs permet en effet d'accroître vite la production, et donc de donner aux uns sans prendre à d'autres, ou en leur prenant moins. C'est le cas actuel, comme ce fut le cas du Front populaire, et aussi de l'Unité populaire chilienne et des politiques travaillistes anglaise de 1974 et portugaise de 1975. Ces cas ne sont pas rares, car la crise capitaliste est justement l'une des raisons qui poussent la population vers les solutions socialistes, comme en France maintenant.

Mais, ces précédents le montrent, cet avantage n'est pas suffisant. La relance est alors un élément central de la transition, mais la faire requiert toute la science économique, associée aux moyens nouveaux qu'apporte l'option socialiste.

Plus d'atouts

Le mouvement français actuel dispose donc de plus d'atouts qu'aucun de ses prédécesseurs. Puisse-t-il savoir les jouer. Les tout premiers pas ont été justes. Mais mille autres restent à faire. En particulier, les mesures de juin 1981 n'auront pas, à elles seules, les conséquences suicidaires de celles d'il y a quarante-cinq ans ou des autres expériences. Elles n'en sont pas moins, en un sens, à une limite.

De façon judicieuse, à côté des hausses de salaires, qui ont les pires effets sur les prix et le déficit extérieur, ces mesures accroissent d'un fort pourcentage les allocations sociales, ainsi que les dépenses de logement et d'investissement public, qui sont celles qui induisent le moins d'importations. L'augmentation du SMIC, de 5 % en plus des 5 % qui auraient de toute façon eu lieu, ne haussera le salaire moyen que d'environ 1 %, compte tenu de ses effets prévisibles sur les autres salaires. Et les baisses compensatoires de cotisations sociales patronales en atténuent encore l'effet sur la hausse des prix, et donc aussi sur le déficit extérieur.

Le financement final prévu, par déficit (monétaire pour l'instant) et taxation des très hauts revenus, fait que le centième de revenu national que représentent ces revenus et dépenses accroît celui-ci d'un peu plus de 1,5 %. Cela transforme en croissance annuelle de 1 % la décroissance de 0,5 % qu'allait donner l'économie sans cette stimulation. Or la production industrielle française a baissé de 7 % depuis le premier trimestre 1980, de sorte que le revenu national peut augmenter vite de 5 % à 6 % sans heurter de goulot d'étranglement des capacités de production qui pousse les prix et les importations (et abaisse les exportations).

Quant à l'effet sur la hausse des prix, la meilleure estimation consiste à ajouter 0,5 % dû à l'augmentation des coûts salariaux à 0,5 % causé par l'accroissement de la demande, et à supposer que l'effet de la hausse des anticipations compense à peu près celui de la baisse des coûts unitaires due à une meilleure utilisation des ressources humaines et matérielles dans les entreprises par suite de la plus forte production : soit environ 1 %. L'effet sur le déficit extérieur, lui, par la demande et par les prix, peut être compensé à terme par un glissement du franc de 2,5 %.

C'est donc au total une « *relance sociale* » modeste, possible sans que l'Etat intervienne autrement dans le système des marchés. Mais d'autres mesures suivront. Et la limite de cette possibilité est vite atteinte, notamment à cause de l'effet sur l'inflation.

Mais le processus fatal classique des « expériences » de gauche est maintenant bien connu (1). Le même enchaînement *fondamental*, du désir de justice à l'échec, est à l'œuvre dans tous les cas, sous la diversité apparente des circonstances. Les mesures redistributrices du gouvernement de gauche accroissent l'inflation, après un délai, par une série de voies convergentes : demande, coûts, monnaie, déficit et baisse du taux de change, etc. Le pouvoir d'achat des revenus médians commence par monter sous l'effet de ces mesures, puis baisse, sous celui de l'inflation, jusqu'à plus bas qu'au début. Les catégories sociales correspondantes — petite bourgeoisie, ouvriers qualifiés, employés moyens — lâchent alors la gauche, qui perd en conséquence la partie politique par les urnes ou autrement. Dans la France actuelle, encore, la victoire électorale de M. Mitterrand a été acquise par la majorité dans les tranches de revenus de 3 000 à 7 500 F par mois (2). Tout est donc en place pour rejouer la même tragédie.

Mais un socialiste averti en vaut deux : cela devrait sauver cette majorité... en rompant cet enchaînement « sinistre ». Comment ? Ne pas hausser les bas niveaux de vie est exclu : le faire est un minimum pour que cette politique s'appelle « de gauche », et c'est une nécessité tant politique qu'éthique, selon les divers critères — diminution de la pauvreté, des disparités de l'exploitation. Et compenser systématiquement ces revenus par la hausse des prix n'est pas, à soi *seul*, la solution, car cela enclenche des mécanismes inflationnistes supplémentaires (cette indexation est par contre désinflationniste si la hausse des prix tend à se modérer par ailleurs). Il faut donc absolument empêcher cette inflation.

SERGE-CHRISTOPHE KOLM.

(1) Voir *la Transition socialiste, la politique économique de gauche*, Editions du Cerf, 1977 ; *Solutions socialistes*, Editions Ramsay, 1978, et les thèses sur ce sujet à l'Ecole des hautes études en sciences humaines.

(2) Voir l'article de Jacques Julliard dans *le Nouvel Observateur* du 30 mai 1981.

Prochain article :

TOUT CONTRE L'INFLATION

ÉTRANGER

DANS SON RAPPORT ANNUEL

LES GOUVERNEMENTS ONT EU TORT DE S'EN REMETTRE ESSENTIELLEMENT A LA POLITIQUE MONÉTAIRE POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION

estime la Banque des règlements internationaux

La Banque des règlements internationaux vient de rendre public son rapport annuel, le premier qu'elle ait publié depuis qu'est entré en *fonction, son nouveau* directeur général, M. Gunther Schleiminger, qui a remplacé, en mars, M. Larre, atteint par l'âge de la retraite. Ce document *compare* les répercussions du premier et du second choc pétrolier. Selon les experts de la BRI les pays développés du monde industriel ont réagi plus positivement, en ce qui concerne, notamment, la lutte contre l'inflation et les économies de pétrole, au second de ces chocs qu'ils ne l'avaient fait au premier.

Cependant, estiment-ils, les gouvernements « *ont eu la main moins heureuse en s'en remettant essentiellement, voire exclusivement, à la politique monétaire pour lutter contre l'inflation* ». Le rapport fait état d'« *un dosage inapproprié entre les moyens d'action utilisés* », la faute en étant au fait que « *des déficits durables et dans certains cas considérables* » du secteur public contrecarrent les effets de la politique monétaire. Du reste, le rapport émet encore des doutes « *quant à la rapidité avec laquelle une politique monétaire restrictive non accompagnée d'autres moyens d'action ralentira la hausse des prix* ». Ses auteurs estiment qu'il conviendrait de prendre en considération « *la mise en œuvre d'une politique appropriée des revenus fondée sur le consensus plutôt que sur la contrainte* ». En ce qui concerne l'évolution des changes, les experts de Bâle pensent que les variations des taux réels apparues depuis la fin de 1978 ont sans doute représenté dans une large mesure « *une correction des surévaluations et des sous-évaluations antérieures* ». Cela explique, d'après eux, le fait qu'au cours des deux dernières années les monnaies des pays où l'inflation est la plus forte, notamment le dollar et la livre sterling, ont connu les plus vives hausses, tandis que la baisse a gagné les pays où la progression des prix est beaucoup plus ralentie, tels l'Allemagne et la Suisse.

En ce qui concerne l'évolution du marché international des capitaux, pour lequel la BRI constitue probablement le meilleur poste d'observation, le rapport fait état d'une nouvelle progression de la masse des euromonnaies. Les créances des banques des pays du groupe des Dix (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Japon, Canada), ainsi que de la Suisse, de l'Autriche, du Danemark et de l'Irlande, et les banques américaines sises dans les Caraïbes et en Extrême-Orient, se sont accrues l'an dernier de quelque 212 milliards de dollars, soit de près de 20 % pour atteindre un total de 1 323 milliards de dollars. Ce chiffre correspond, après correction de l'incidence des variations des changes, à une progression encore supérieure à celle qui avait été constatée en 1979. Les ressources nouvelles sont provenues d'abord de l'excédent considérable de l'OPEP, qui a déposé auprès des banques qui déclarent leurs engagements à la BRI, un total de 41,5 milliards de dollars (chiffre à comparer à un excédent global de 110 milliards). Une deuxième source très importante d'approvisionnement en capitaux a été constituée par les banques américaines, dont les avoirs extérieurs ont encore beaucoup progressé.

Les taux d'intérêt et le dollar

En ce qui concerne l'utilisation des ressources du marché international des capitaux, le rapport *note une augmentation accélérée* du volume des prêts consentis par les banques. Cependant, un recours accru au financement à court terme a pu être observé, conséquence de l'inversion de la hiérarchie normale des taux d'intérêt (les taux à long terme étant désormais plus bas que les taux à court terme). Les plus importants déficits s'étant concentrés sur les pays développés, notamment la R.F.A., le rapport note que les plus gros emprunteurs privés de capitaux étrangers sont des entreprises allemandes (banques exclues). Le secteur non bancaire italien a été un autre emprunteur important. Le secteur non bancaire français figure en bonne place.

Le rapport note que « *les besoins d'emprunt des importateurs de pétrole se sont révélés dans le passé plus durables que les excédents de l'OPEP* », sans tirer de conclusion bien précise de cette constatation. Au contraire, le rapport, de façon quasi obsessionnelle, rattache tous les grands phénomènes qui agitent l'économie mondiale — l'inflation, le *ralentissement de l'activité*, l'accroissement des déficits — au « choc » pétrolier.

En 1980 encore, malgré les premières réticences des banques, l'endettement auprès de ces dernières a encore augmenté, notamment de la part des pays en voie de développement. « *Par le passé, il est arrivé que les banques prêtent trop généreusement à certains pays dont le déficit de paiement était manifestement insoutenable* », estiment les experts.

L'évolution des taux d'intérêt a eu encore pour effet de perturber les marchés internationaux des obligations. Ce sont les émissions d'obligations étrangères sur les marchés nationaux qui ont été touchées : elles ont fléchi de 4,2 milliards de dollars pour s'établir à 15,8 milliards, alors que le volume des émissions d'euro-obligations s'est encore accru de 4,7 milliards pour atteindre 22,5 milliards. Le total de 38,33 milliards est légèrement supérieur à celui de 1979.

Dans leur conclusion, les auteurs du rapport notent que la mise en place de nouvelles méthodes de régulation monétaire a créé maints problèmes. C'est surtout aux États-Unis que les méthodes nouvelles ont été introduites. Prudemment, ils constatent que « *l'imperfection des données, la rapidité des innovations financières et les modifications souvent amples et imprévisibles de la demande de monnaie ne permettent guère de prétendre à la perfection dans la maîtrise des agrégats monétaires* ». Après avoir noté que les fluctuations marquées des taux d'intérêt et leur instabilité à court terme ont des répercussions néfastes, ils ajoutent que ces fluctuations sont encore responsables « *de la forte instabilité du taux de change du dollar vis-à-vis des monnaies européennes depuis le début de 1980* ».

PAUL FABRA.

C.E.E.

LA VISITE DE M. SUZUKI A BRUXELLES

Les bonnes paroles du premier ministre japonais

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Suzuki, premier ministre japonais, a eu, le 15 juin, des entretiens avec plusieurs membres de la Commission européenne, dont M. Thorn, son président.

A l'issue de la rencontre, le porte-parole de la Commission a déclaré que les conversations avaient été « très positives ». Les autorités de Bruxelles comptaient sur les rencontres, les 16 et 17 juin, avec M. Tanaka, ministre japonais du commerce, pour que la bonne volonté manifestée par M. Suzuki soit suivie de résultats concrets.

Le premier ministre a évoqué les prochains rendez-vous internationaux : le sommet d'Ottawa, les 20 et 21 juillet, et la reprise du dialogue Nord-Sud prévue à l'automne. M. Suzuki a partagé le point de vue de la Commission selon lequel les pays industrialisés doivent intensifier leur aide au tiers-monde. Les deux parties ont notamment souligné la nécessité pour la C.E.E. et le Japon d'entreprendre des actions communes en faveur des pays en développement.

Toutefois les conversations ont porté surtout sur les relations entre Tokyo et Bruxelles. Sans *faire explicitement référence aux* arrangements sur l'automobile, conclus avec l'Allemagne fédérale et le Benelux, M. Suzuki a *déclaré que son gouvernement* ferait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher des volumes de ventes susceptibles d'accroître *les difficultés de l'industrie* européenne. Le premier ministre répondait ainsi à une mise en garde de M. Thorn qui *avait estimé que le « réflexe de peur »* de certains États membres, y compris de ceux qui sont les plus attachés au libéralisme, *pouvait les amener à prendre* des mesures protectionnistes. M. Suzuki — est-ce pour dissiper le malaise qui s'est installé dans *les milieux communautaires* à la suite de l'accord germano-japonais sur les voitures ? — a souhaité que les pays de la C.E.E. surmontent leurs divergences, afin que la Commission puisse devenir l'interlocuteur privilégié de Tokyo.

En réponse à une suggestion de M. Davignon, commissaire européen chargé des affaires industrielles, le chef du gouvernement nippon a accepté l'idée d'une coopération entre la C.E.E. et le Japon dans les industries de pointe, sans préciser les secteurs auxquels il songeait. M. Davignon avait mentionné le nucléaire, l'aéronautique et l'aérospatiale.

M. Haferkamp, commissaire responsable des relations extérieures, a souligné le déficit croissant de la balance commerciale des Dix avec le Japon : 11 milliards de dollars en 1980 et plus de 15 milliards au terme de 1981, si les échanges suivent d'ici à la fin de l'année la tendance enregistrée au cours des cinq premiers mois. C'est sur ce point que les autorités de Bruxelles ont insisté le plus au cours de leurs entretiens avec M. Tanaka. Quelles sont les mesures que compte prendre le Japon pour modérer ses exportations vers la C.E.E. et pour ouvrir son marché aux produits européens ? La Communauté attend la réponse depuis plusieurs années...

MARCEL SCOTTO.

LA FRANCE NE VEUT PAS D'UN COMPROMIS EUROPÉEN DE FAÇADE SUR L'INTERDICTION DES HORMONES DANS L'ÉLEVAGE

De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). — *Lors de la réunion des* ministres de l'agriculture des Dix qui s'est tenue le 15 juin à Luxembourg, Mme Cresson a insisté sur *les points suivants :*

— La France s'opposera à l'extension de la coresponsabilité au secteur des céréales (extension que la Commission, se référant aux décisions du conseil des ministres de mars, veut appliquer à partir d'août 1982), tant que ne sera pas réglé de façon satisfaisante *le problème des* importations de fourrages de substitution. Autrement dit, selon la France, la Communauté européenne ne peut *pas sanctionner ses propres exploitants* alors qu'aucune discipline n'est encore imposée aux producteurs de manioc, gluten de maïs et autres fourrages de substitution exportés par des fournisseurs extérieurs.

— Les Britanniques demandent une révision du règlement sur le mouton adopté *non sans peine* il y a quelques mois. Il doit être clair, a expliqué Mme Cresson, que l'aménagement d'un règlement qui a été tellement difficile à mettre au point ne peut se *faire* qu'au niveau politique, celui du conseil des ministres. Par conséquent, il ne peut pas être imposé, plus ou moins par la bande, en utilisant, comme en avait l'intention la Commission, une simple décision prise par le comité de gestion.

— La France ne veut pas d'un accord partiel de façade sur l'interdiction des hormones dans l'élevage. Elle s'est donc opposée au compromis présenté par la présidence néerlandaise, estimant que son contenu n'avait aucune signification. C'est là une position conforme à celle qui avait été exprimée par le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), qui, tout en appelant de façon pressante le conseil à adopter une réglementation européenne antihormones, l'avait ensuite mis en garde contre un compromis de façade. — Ph. L.

ÉNERGIE

LE PRIX DU PÉTROLE DE LA MER DU NORD SERA RÉDUIT DE 4,25 DOLLARS PAR BARIL

La Grande-Bretagne a ramené le 15 juin le prix du pétrole extrait en zone britannique de la mer du Nord à 35 dollars le baril, soit une baisse de 4,25 dollars. Cette décision donne en grande partie satisfaction aux compagnies qui avaient jugé insuffisante la réduction de deux dollars par baril annoncée par les pouvoirs publics britanniques, il y a une dizaine de jours (*le Monde* daté 7-8 juin).

Justifié par l'engorgement du marché, cet abaissement des prix est de nature à inciter les pays producteurs d'un pétrole de qualité proche (Nigéria, Libye, Algérie) à réduire également leurs prix. D'autant que la B.N.O.C.-Compagnie d'État britannique aurait fait savoir que les prochains mouvements de prix seraient liés à ceux décidés par l'Arabie Saoudite, le plus modéré des pays de l'OPEP. Jusqu'à présent, les Britanniques suivaient la politique des prix des pays africains.

La baisse tendancielle des prix *pétroliers* et la *réduction* de production à laquelle ont été contraints plusieurs pays de l'OPEP du fait de la diminution de la demande commencent à se faire sentir durement chez certains producteurs. Selon les milieux bancaires londoniens, le Mexique, le Venezuela et le Nigéria vont devoir emprunter 6 milliards de dollars supplémentaires pour compenser le manque à gagner actuellement. — (*Reuter.*)

CONJONCTURE

LES PRIX DE DÉTAIL AURAIENT AUGMENTÉ DE 0,9 % EN MAI

Les prix de détail en France auraient augmenté de 0,9 % en mai, après une hausse de 1 % en mars et de 1,4 % en avril.

Ce pourcentage de hausse devra être confirmé. En effet, l'INSEE innove en publiant les résultats de ses premiers calculs, ce que les experts appellent le « premier tour » et que les services informatiques de l'Institut obtiennent vers le 15 de chaque mois. Le résultat définitif n'est connu que huit à dix jours plus tard — vers le 25 — après que les premiers comptages ont tous été vérifiés et que les anomalies détectées ont été interprétées et éventuellement *corrigées*.

Voici donc un grand progrès d'accompli. Un premier pas important avait été fait avec M. Monory, qui *avait accepté que les résultats des* calculs de l'INSEE soient rendus publics très peu de temps après avoir été communiqués au gouvernement. Cela contrastait déjà beaucoup avec les fâcheuses habitudes des vingt dernières années : étant informé de l'indice huit à dix jours avant la presse, le gouvernement pouvait user — et abuser — de cet avantage. Il était arrivé que des chiffres volontairement trop forts soient lancés par tel conseiller de tel ou tel ministre. Le résultat était que, lorsque le chiffre définitif était officiellement connu, celui-ci étant plus faible qu'escompté, les commentaires devenaient moins sévères, du style « ... n'a augmenté que de... ».

La décision qui vient d'être prise de publier des résultats provisoires, comme en R.F.A., constitue un deuxième et important progrès. Il faut savoir gré au gouvernement d'avoir donné le feu vert à M. Malinvaud, directeur de l'INSEE, pour une *telle publication précoce. En agissant ainsi,* MM. Mauroy et Delors renforcent encore l'indépendance de l'INSEE dans le domaine propre de la statistique. C'est un acquis durable et une bonne chose pour l'information. — AL. V.

SOCIAL

Au-delà des honoraires tarifaires

LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS MÉDICAUX FRANÇAIS PROPOSE L'« ÉTABLISSEMENT D'UN CONTRAT SOCIAL DE LA SANTÉ »

Devant la presse réunie à Paris *le lundi 15 juin*, le *docteur Jacques* Monier, président de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), principale organisation professionnelle, a proposé l'établissement d'un « *contrat social de la santé, dépassant largement les rapports médecins-Caisses limités à la médecine libérale et qui trop souvent ne portent que sur les barèmes d'honoraires, afin qu'une sorte de contrat-cadre laisse la place (...) à des expériences locales d'unités de santé, ou à des collaborations efficaces entre les différents secteurs de la médecine et l'ensemble des interlocuteurs sociaux et politiques* ».

Ce mardi, les représentants des trois caisses *nationales* d'assurance-maladie devraient rencontrer ceux de la C.S.M.F. et de la Fédération des médecins de France (F.M.F.), pour discuter des augmentations des *tarifs* médicaux.

Cette négociation tarifaire se déroule au moment où les médecins ont à nouveau le choix d'adhérer ou non à la convention : les réponses doivent être adressées aux caisses entre le 9 juin et le 9 juillet. Selon des informations parvenues à la C.S.M.F., de 20 % à 30 % des praticiens pourraient être tentés de passer du premier secteur — tarif fixe — au deuxième secteur — tarif *libre — de la convention, si les* barèmes conventionnels demeuraient à leurs yeux insuffisants. C'est dire l'importance de la négociation de ce mardi.

La C.S.M.F. a, d'autre part, l'intention de demander au cours de la réunion la suspension provisoire et « conservatoire » de certaines clauses de la convention 1980 en attendant sa re-négociation à l'automne. Ainsi en est-il de l'enveloppe globale des dépenses de santé, considérée par la *profession comme une limitation* autoritaire des soins nuisible aux patients comme aux médecins. — D. R.

Depuis le 1er janvier

DEUX CENT VINGT MILLE CHOMEURS SUPPLÉMENTAIRES ONT ÉTÉ SECOURUS

Le nombre des chômeurs indemnisés par l'UNEDIC (qui regroupe les ASSEDIC, caisses d'assurance-chômage) est passé de 1 294 128 fin avril à 1 316 518 fin mai, soit une augmentation de 1,7 %. Depuis le 1er janvier, 228 800 demandeurs d'emploi supplémentaires ont été secourus, et, en un an, l'accroissement des chômeurs indemnisés est de *42,3 % (925 044 fin mai 1980)*.

L'UNEDIC précise que, « pour faire une comparaison homogène avec les statistiques des mois précédents, il *conviendrait d'ajouter* environ dix mille allocataires aux chiffres des mois d'avril et mai, qui tiennent compte d'une modification des définitions administratives ». Parmi les *chômeurs indemnisés, on compte* 630 456 titulaires des allocations de base, 178 229 titulaires des allocations spéciales (licenciés « économiques »), 104 442 titulaires des allocations forfaitaires, 116 004 bénéficiaires des allocations de fin de droits, 260 330 bénéficiaires de la garantie de ressources (préretraite à soixante ans avec 70 % du salaire) et 27 072 autres indemnisés.

Ces deux dernières catégories n'étant pas inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi, on compte aujourd'hui quelque 600 000 chômeurs non secourus, soit 42 % des demandeurs d'emploi.

● *La Fondation pour la recherche sociale* (FORS) organise, mercredi 17 juin, de 9 h 30 à 18 h, 34, avenue Reille, 75014 Paris un *colloque sur le thème* « Pauvreté et paupérisation dans la France d'aujourd'hui ». A la demande de la direction de l'emploi et des affaires sociales de la Commission des communautés européennes, la FORS avait établi un rapport intitulé « La pauvreté et la lutte contre la pauvreté » en France (*le Monde* du 17 avril).

DES MILITANTS C.G.T. RÉCLAMENT LA RÉINTÉGRATION DE M. PIERRE GODARD

Une douzaine de militants de la C.G.T. s'élèvent contre l'exclusion de M. Godard (« le Monde » du 11 juin 1981), « l'un des animateurs de la lutte pour le débat démocratique dans la confédération ». Cette procédure antistatutaire est « une grave violation des règles de la démocratie syndicale », disent-ils. « En fait, Pierre Godard est sanctionné pour délit d'opinion. Comme des milliers d'autres militants de la C.G.T., plusieurs membres de la commission exécutive confédérale, des syndicats. Pierre Godard a tort d'avoir eu raison trop tôt. (...) Nous demandons au bureau confédéral d'intervenir pour qu'il soit rétabli dans ses droits. »

Ce texte est signé par MM. Feuilly et Germon, membres de la commission exécutive C.G.T., et, à titre personnel, par MM. Charpiot et Cheno (marine marchande), Roux et Bellier (INSEE), Vincent et Cascarano (ONIC), Jedwab (correcteurs), Huart (radio-télévision), Legrand (quartz et silice), Thouronde (Sécurité sociale) et Mme Chemla (ministère de l'industrie).

AFFAIRES

L'assemblée générale de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson

Dans la crainte d'une nationalisation

En ce mois de juin, les traditionnelles assemblées générales des actionnaires des grandes sociétés se ressemblent fort. On y parle beaucoup nationalisation et gros sous. Si certains pouvaient encore nourrir ces derniers jours quelque espoir en un retour de balancier aux législatives, lundi matin le doute n'était plus permis, le doute n'est plus permis. Aussi, pour les quelque deux mille actionnaires de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson réunis lundi au Palais des congrès de la porte Maillot, la menace de nationalisation devenait, à tort ou à raison, une réalité. Rien d'étonnant donc à ce que les questions des petits *porteurs aient tourné autour de* ce problème.

Outre ceux qui réclament la « *distribution des réserves* » des « *titres des filiales cotées* », un « *méga-dividende* », voire le « *transfert du siège social à l'étranger* », la plupart des intervenants étaient surtout préoccupés de se rassembler en un comité de défense des actionnaires. Ils auraient bien aimé que M. Fauroux, P.-D.G. du groupe, prenne en main une telle opération et transforme l'assemblée générale en un meeting du futur comité de défense. Une perspective à laquelle M. Fauroux ne tenait visiblement pas. Il eut bien du mal à expliquer qu'une telle démarche n'était pas possible... juridiquement, mais que rien n'empêchait les actionnaires intéressés de « *se retrouver entre eux après l'assemblée* ».

Nul doute que les comités de *défense et autres associations* d'actionnaires, qui ne suscitaient le plus souvent que ricanements, vont connaître une vogue certaine dans les prochaines semaines.

Reste à savoir si S.G.P.M. sera bien nationalisé, du moins au sens où on entend généralement ce terme. M. Fauroux s'est montré « *perplexe* » sur l'intérêt d'une nationalisation du groupe qu'il dirige. « *Quelles sont les lacunes dans notre structure, dans notre gestion ou dans notre stratégie qu'un changement aussi radical de statut pourrait pallier ?* », s'est-il demandé, ajoutant : « *Si, au contraire, notre action s'est révélée utile à ceux qui dépendent de S.G.P.M. dans le monde, en quoi et comment l'État actionnaire peut-il espérer faire mieux (...) ? Si l'on nous accorde que ce groupe a bien servi la France, alors que l'on ne prenne pas le risque d'affaiblir son dynamisme et sa cohésion.* » — J.-M. Q.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou Dép −		DEUX MOIS Rep. + ou Dép −		SIX MOIS Rep. + ou Dép −	
$ E.-U. ...	5,5800	5,5850	+ 80	+ 110	+ 170	+ 215	+ 420	+ 590
$ can. ...	4,6410	4,6170	+ 15	+ 55	+ 20	+ 70	+ 25	+ 200
Yen (100)	2,5360	2,5410	+ 275	+ 305	+ 510	+ 550	+1300	+1410
DM	2,3825	2,3855	+ 140	+ 160	+ 270	+ 310	+ 640	+ 750
Florin ...	2,1390	2,1430	+ 145	+ 165	+ 265	+ 290	+ 640	+ 730
F.B. (100)	14,5690	14,5890	+ 540	+ 680	+ 950	+1160	+1650	+2300
F.S.	2,7270	2,7320	+ 250	+ 280	+ 450	+ 490	+1100	+1230
L. (1 000)	4,7720	4,7800	— 310	— 220	— 580	— 460	—1700	—1350
£	11,1460	11,1640	+ 740	+ 850	+1340	+1480	+2740	+3150

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM			12 5/16	12 9/16	12 3/8	12 3/8	12 7/16	12 11/16
$ E.-U....	18 1/2	18 3/4	17 13/16	18 1/16	17 5/16	17 9/16	16 1/2	16 3/4
Florin ...	11 3/8	11 7/8	11 1/2	12	11 1/2	12	11 5/8	12 1/8
F.B. (100)	14	15	16	17 1/2	16	17 1/2	16	17 1/2
F.S.	3 3/8	3 5/8	9	9 1/4	9 1/8	9 1/2	9 9/16	9 7/8
L. (1 000)	24	26	24	25	24	25	23	24
£	10 3/4	11 1/4	11 7/8	12 1/4	12 1/4	12 3/4	12 7/8	12 3/8
F. français	19	20	20 1/2	21 1/2	20	21	19	20

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré aux travaux préparatoires à l'exploitation du gisement de Ladrecht (Gard) dans *le Monde* du 16 juin, une coquille a fait écrire que le charbon américain rendu dans les ports français revenait à 6,80 F la thermie. Il fallait, évidemment, lire *6,80 centimes*.

SOCIAL

VOYAGE AU PAYS DES CHEFS D'ENTREPRISE

« Maintenant on va pouvoir se tutoyer. » Cette apostrophe d'un délégué syndical a fait sourire son patron. Sourire, sans plus. Au lendemain de l'élection présidentielle qui a vu la victoire de la gauche, un ouvrier a bien le droit de faire prévaloir « son » humour. Quant à renverser les rôles, il n'en est pas question. Pas ici, en tout cas, même si dans d'autres usines toute décision importante doit désormais passer par le comité d'entreprise.

Vérifiée ou non, cette information trouve écho dans le bureau directorial, où l'on vit non dans l'angoisse mais dans l'incertitude. Les milieux patronaux se montrent partagés entre le réalisme et l'amertume. Réalistes : *« Il y aura toujours de l'industrie et de l'économie »*, dit un chef d'entreprise méditerranéen. *« Dans l'immédiat, on craint les retombées de l'augmentation du SMIC, mais en même temps on peut bénéficier d'une certaine forme de relance. » « La vie continue »*, constate laconiquement un autre. Amers, et dans le souvenir de 36 : *« Leurs mesures vont nous coûter cher. Une fois de plus, les socialistes partiront quand les caisses seront vides. »* Pour les pessimistes, la catastrophe qui devait marquer les lendemains de l'élection se produira dans les dix-huit mois. Pourquoi ce délai ? On ne sait pas, mais elle se produira.

Les patrons que nous avons interrogés ne sont pas les P.-D.G. des grands groupes dits « nationalisables », dont le discours est connu. Ce sont des chefs d'entreprise de mille à deux mille personnes en moyenne, dont une partie seulement dépendent de ces grands groupes au futur indéterminé. Tous ne voient donc pas les nationalisations comme le mal absolu. Ceux qui seraient peu ou prou touchés par cette mesure se demandent tout de même s'il n'y aura pas quelques accommodements avec le diable

« On tuera le profit »

Témoin ce responsable d'un secteur de grand groupe : *« Si la nationalisation revient à modifier les influences politiques au sommet, cela peut avoir autant d'avantages que d'inconvénients. Mais si on tombe dans le fonctionnarisme, les plus dynamiques d'entre nous partiront. C'est tout l'esprit d'entreprise qui sera remis en cause. Une socialisation sans risques, c'est-à-dire sans sanction pour les industriels en cas de réussite ou d'échec, nous conduirait au marasme. Déjà la situation n'est pas brillante. Le choc pétrolier a empêché la croissance. Le bilan de la plupart des entreprises montre qu'elles sont exsangues. Si on met des fonctionnaires à leur tête, on tuera le profit. Le profit, voilà un mot qui fait peur, or — à moins d'être assisté — c'est la flamme de l'entreprise, c'est sa vitalité. »*

Propos classiques d'un homme hostile à la nouvelle majorité ? Pas nécessairement, et il s'en explique : *« La plupart des chefs d'entreprise ne manquent pas de générosité*, dit-il, *mais la raison les pousse à droite ; ils ne croient qu'à ce qui est possible. »*

« Que vont-ils faire ? »

Qu'est-ce qui va être possible maintenant ? Cette interrogation justifie l'inquiétude de nombreux directeurs ou cadres supérieurs de l'industrie, *« inquiétude proportionnelle à notre place dans la hiérarchie »*, dira l'un d'eux. Pour ceux-là, le téléphone est coupé, ils ont le sentiment d'avoir perdu leur tuteur en même temps que les représentants patronaux perdaient leurs rapports privilégiés avec l'Elysée et avec Matignon. En confidence, certains n'hésitent pas à affirmer que le pouvoir politique vient de leur échapper et que cela va se répercuter rapidement. Les exemples qu'ils fournissent sont significatifs : ici, on prévoit que les inspecteurs du travail mettront peu d'empressement à accorder des licenciements collectifs, là on est persuadé qu'en cas d'occupation d'usine ou de séquestration de dirigeants le recours à la force publique ne sera plus possible... On recommande la prudence et l'union des forces patronales de manière à ne se livrer ni à la provocation ni à la collaboration. Les chefs d'entreprise les plus « avertis » voudraient détourner leurs homologues des fausses illusions afin qu'ils ne rêvent pas à cette social-démocratie qu'incarnaient d'anciens leaders socialistes. M. Mitterrand, annoncent-ils, cherchera à appliquer le programme socialiste avec son cortège de nationalisations et l'octroi de droits syndicaux nouveaux sur lesquels on ne pourra plus revenir.

L'allusion aux droits syndicaux n'est pas innocente. Les anecdotes abondent pour montrer que le rapport de forces s'inverse, inquiétant fortement les milieux patronaux, surprenant les intéressés. Unanimement, de Lille à Marseille, les chefs d'entreprise parlent avec étonnement du calme syndical. Certains disent croiser des ouvriers « heureux », peu soucieux d'en découdre maintenant qu'ils sont persuadés que *« leur boîte ne fermera pas »* et que l'avenir n'est pas à une diminution du pouvoir d'achat. Mais la majorité restent persuadés que *« ça ne va pas durer longtemps »*, et disent ne pas redouter des débordements.

La légitimité mise en cause

Si ces mêmes patrons voulaient avoir confirmation de leur perte de pouvoir politique, il la trouveraient dans ces échanges que l'on nous a rapportés et dont voici le meilleur exemple. Devant le comité d'entreprise, un directeur fait état des difficultés qu'il rencontre avec le ministre de l'industrie. *« Téléphonez donc à Mauroy*, répondent les délégués syndicaux, *il va vous arranger ça. — Mais on ne téléphone pas comme ça au premier ministre ! — Si, si, faites-le, vous verrez, il est très gentil. »*

Humour involontaire, peut-être, mais humour dont un dirigeant disait qu'il marquait le sens du changement. Car si les patrons s'étonnent, d'une part, de la sérénité des syndicats, et prétendent, d'autre part, redouter l'extension de leurs droits, n'est-ce pas parce qu'ils ont perçu que le vrai pouvoir, celui auquel ils devront désormais s'affronter, est passé de ce côté ? Ils voient bien que le mouvement syndical se sent épaulé par le pouvoir politique et, d'expérience, ils savent ce que cela veut dire.

Un sociologue, consultant d'entreprises, M. Henri Vacquin, analyse ainsi le comportement patronal : *« Ce qui alimente le discours manifeste, c'est la crainte d'une extension du droit syndical, car, pensent les dirigeants, je suis patron du fait que je décide. La légitimité mise en cause provoque une psychose dont les chefs d'entreprise devraient se défaire s'ils veulent affronter l'avenir immédiat dans de bonnes conditions. »*

« Tout le monde attend, on ne fait pas de plans », souligne un directeur. Ces propos inquiètent le sociologue, qui considère que les patronats en général, et le C.N.P.F. en particulier, doivent prendre un virage à 90 % pour devenir une force de propositions. *« Un retour aux réalités de l'entreprise est non seulement nécessaire mais également possible*, affirme-t-il. *Il suppose un renversement des liens et un rapprochement patronat - syndicats, pour faire pendant au pouvoir politique. Encore faut-il qu'existe un patronat représentatif le permettant. »*

De toute façon, estime M. Vacquin, les problèmes ne pourront être valablement résolus que branche par branche, secteur par secteur. Le seul ennui, souligne-t-il, c'est que bien peu y sont préparés : ni le patronat, qui jouait sur l'appui de son mentor politique, ni le mouvement syndical, qui, *« faute de se faire reconnaître dans la négociation par son interlocuteur patronal, s'est vu contraint de gagner son identité par les conflits sur le terrain, et de rêver de remplacer le patronat dans sa relation privilégiée au pouvoir politique en changeant ledit pouvoir »*.

Paradoxalement, le sociologue prétend que la balle est maintenant dans le camp du patronat. *« C'est lui, pour l'essentiel*, affirme-t-il, *qui peut faire naître dans l'entreprise un sursaut nécessaire pour des gains de compétitivité, d'investissements, d'emplois. Le pouvoir donne des signes multiples de sa volonté de reconnaître les libertés patronales après avoir, dans l'opposition, lutté pour les libertés syndicales. Aux patrons maintenant d'occuper l'espace avant que les démons du politique ne reprennent le dessus. »*

Cette mise en garde contre les démons du politique, M. Vacquin n'hésite pas à la faire également à l'adresse des syndicats, qui ont le choix entre s'investir dans l'infléchissement du pouvoir ou prendre leurs distances afin de devenir une force de contre-proposition. Aujourd'hui, on en est plutôt à la confusion des genres, confusion que les représentants ouvriers dénonçaient quand elle était l'apanage du patronat.

FRANÇOIS SIMON.

Des syndicalistes dans le salon du ministre

Les temps ont changé. Il n'était, pour s'en persuader, que d'assister, la semaine dernière, à la conférence de presse que donnait la C.F.D.T. après son entrevue avec le ministre de l'industrie, M. Joxe. Pour la première fois, les syndicalistes, menés par M. Michel Rolant, tenaient audience dans le grand salon du ministère. Le ministre les y avait autorisés, montrant par là, selon le mot de M. Rolant, qu'il *« reconnaissait la compétence économique du mouvement syndical »*.

Cette reconnaissance se traduit par le fait que M. Joxe accepte de lever le secret sur les dossiers industriels et d'accréditer des représentants des fédérations syndicales de branches auprès des directions techniques correspondantes des ministères. Les organisations syndicales qui le désirent seront informées et consultées avant que les grandes décisions économiques et industrielles ne soient prises.

« Ainsi, a fait remarquer M. Rolant, *nous ne serons plus amenés à ne gérer que les conséquences sociales de restructurations que nous ne pouvions en aucun cas discuter. »*

Déjà, la veille, les représentants de la C.G.T., conduits par M. Krasucki, à la sortie de leur entretien avec M. Joxe, s'étaient félicités d'*« une convergence de points de vue »* sur les dossiers industriels abordés, et de l'*« esprit de coopération constructive »* dont a fait preuve le ministre.

La création d'emplois d'utilité collective

A « LA MAISON DU PAPIER RECYCLÉ »...

La création d'emplois d'utilité collective peut intéresser différents secteurs. Témoin cette S.A.R.L. qui commercialise des produits de papeterie faits de matière première récupérée.

Une scie grince dans le silence studieux de la Maison du papier recyclé, une boutique ouverte début mai à Paris et en cours d'installation. Sur les étagères s'amoncellent des cahiers d'écoliers, des blocs, des paquets d'enveloppes d'un gris pâle, frappées d'un petit chêne vert en écusson. Le comptable fait ses écritures, deux collègues étudient les commandes. Ils sont neuf entre vingt-cinq et trente ans, gagnent 2 600 francs par mois. Ailleurs, leur formation initiale leur garantirait un meilleur salaire. Mais leur vocation est autre : *« Papiers recyclés, arbres sauvés... »*, et emplois préservés. Ils sont actionnaires d'une S.A.R.L. parisienne qui commercialise des produits de papeterie faits de matière première récupérée par vente directe à des coopératives, des associations ou des comités d'entreprise, ou encore par vente par correspondance. La marge est faible, mais le prix est compétitif. Ils sont également fondateurs de l'Association pour la promotion du papier recyclé, qui fait de l'information sur le plan national.

C'est en mars 1979 que deux d'entre eux — les pionniers — décident, après quelques voyages à l'étranger, de faire ce qu'ils appellent aujourd'hui leur coup de poker. Ils font fabriquer cahiers et autres produits pour 100 000 F et en revendent la moitié au Salon Marjolaine, spécialisé dans le *bio*, qui se tient ce mois-là. En avril 1979, ils créent leur association, bénéficiant de la complicité des réseaux alternatifs, dont celui des Amis de la Terre. L'affaire est née. Les deux compères se lancent dans l'*agit-prop*. Ils organisent une collecte sauvage des vieux annuaires téléphoniques et vont les déposer devant la porte du ministre de tutelle d'alors, M. Norbert Segard. La provocation est payante. Six mois plus tard, le ministre lance une opération récupération sur l'ensemble des départements.

Dès octobre 1979, les deux pionniers obtiennent de la direction parisienne de la main-d'œuvre les subventions à la création d'emplois d'utilité collective pour deux postes, soit 24 000 francs par an et par poste. D'autres amis, sans emploi, se joignent à l'affaire. Une antenne autonome ouvre à Lille, dans les locaux de la Maison de la nature et de l'environnement : on y fait de l'information. Même scénario à Nice.

A Rennes, une autre antenne, L'Erable, tout aussi indépendante, se spécialise dans la distribution. La gamme des produits s'étend. Ainsi, la société obtient l'exclusivité d'un jeu pédagogique anglais où l'on apprend à faire soi-même son papier. La CAMIF, centrale d'achats des instituteurs, passe une grosse commande.

Juin 1981 : la boutique parisienne réalise un chiffre d'affaires de 80 000 francs par mois en moyenne, avec des hauts et des bas. En deux ans, sur l'ensemble des antennes, six postes ont été financés par les subventions d'emplois d'utilité collective, trois par les stages Barre. L'argent est mis en commun : salaire unique et rotation des tâches. Les subventions servent aussi bien à alimenter la trésorerie qu'à financer les investissements, telles la location des boutiques ou la formation des stocks. Sans elles, *« rien n'est possible »*, commente l'un des créateurs. Mais le capital reste inexistant : *« Il faut aider en capital les nouveaux entrepreneurs si on veut qu'ils survivent, ce que ne fait pas l'actuel système. »* Autre inconvénient, les subventions s'arrêtent trop brutalement ; le délai d'un an est insuffisant pour devenir apte à s'autofinancer. Enfin, l'avantage financier du stage Barre rémunéré à 90 % du SMIC paraît supérieur. L'employeur est en effet exempté des cotisations sociales et ne paie que 20 % du SMIC, l'Etat assurant les 70 % restants.

Les actionnaires de la Maison du papier recyclé aimeraient que leur affaire s'étende. En attendant des jours meilleurs, ils se paient mal et travaillent sans relâche. Mais, disent-ils, ils gardent la foi. A terme, leur choix n'est pas seulement écologique ; c'est l'arrêt des importations de papier étranger et la réanimation de l'industrie papetière française. Des milliers d'emplois seraient ainsi maintenus. Des économies en devises et en énergie seraient réalisées. Mais la France ne fonctionne pas encore au rythme de ces pionniers. Le prix du papier grimpe follement. Les grandes fabriques sont en crise. A défaut, dit-on à la Maison du papier recyclé, de s'équiper pour le désencrage et le recyclage de ce fameux papier...

DANIELLE ROUARD.



Le Monde

régions

Des défis pour le Sud

LE NUCLÉAIRE A GOLFECH

La centrale peut rapporter de l'argent ; elle apporte de l'inquiétude

De notre correspondante

TOULOUSE. — Les peupliers, les pêchers et les poiriers ont disparu. Sur 200 hectares, entre la nationale 113 et la Garonne, la terre est sèche, lisse, poussiéreuse, soulevée et écrasée par d'énormes caterpillars jaune et orange. « *Les travaux sont bien commencés, ce serait un désastre de les arrêter.* » L'agent E.D.F. fait le tour du propriétaire. Au milieu du site de la centrale nucléaire de Golfech, dans le Tarn-et-Garonne, un groupement foncier agricole s'est constitué et a construit une rotonde au milieu d'un champ. Ilot de verdure semé de coquelicots. Verrue détruite en trente secondes par les engins de terrassement dès que l'expropriation aura été ordonnée par voie d'huissier. A droite, au bord du plan d'eau, des hommes, une dizaine, pêchent à l'aide d'épuisettes des aloses, poissons migrateurs, pour les replonger en amont du barrage et les sauver. « *Et après ça, on dira qu'E.D.F. n'est pas écologiste !* » Au fond du paysage, la courbe du pont qui reliera la centrale à la route et à la voie ferrée est déjà bien amorcée.

Le 28 octobre 1980, l'enquête décrétait d'utilité publique la *construction de cette centrale de* quatre réacteurs de 1 300 mégawatts chacune. Le lendemain, le chantier était ouvert. Aujourd'hui, 1 200 000 mètres cubes de terrassement ont été effectués — soit plus d'un dixième de la totalité — à raison de 33 000 mètres cubes par jour. La drague qui extraira les graviers du lit de la Garonne est déjà en place, prête à *fonctionner*.

Les terrassiers employés par la société BEC sont choisis dans leur grande majorité parmi les gens de la région proche de Golfech. Dans les six années à venir, trois mille cinq cents personnes devront participer aux travaux de construction. Ces ouvriers habiteraient les trois cent cinquante appartements H.L.M. et les huit cents logements provisoires prévus pour eux par le comité interministériel d'aménagement du territoire grâce au « label grands chantiers ». Ces appartements seraient répartis sur une quinzaine de communes voisines, dont certains maires, d'abord opposés à la centrale, reconsidèrent la situation et entrevoient les avantages qu'ils pourraient en tirer. Et si les derniers propriétaires récalcitrants n'ont pas encore vendu leurs terres, c'est qu'ils en demandent plus d'argent qu'E.D.F. n'en propose.

Une pétition

Un « groupement populaire apolitique de défense des intérêts et des progrès de la commune de Golfech » s'est créé sur la base d'une pétition signée par cent quatre-vingts personnes. Selon M. Paul Lafont, le maire *farouchement* antinucléaire de Golfech (il a parrainé M. Brice Lalonde au premier tour de l'élection présidentielle et voté pour M. Mitterrand au second), ce groupement, formé essentiellement d'artisans et de petits commerçants, espère « *faire de l'argent grâce à la centrale* ». L'Association régionale pour la sous-traitance électronucléaire de la Garonne, l'A.R.S.E.N. — issue d'une concertation entre la chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers et les syndicats professionnels, — a installé aux portes du site un bureau chargé de mettre en relations les entreprises locales et le maître d'ouvrage.

Les retombées financières pourraient être estimées à 1 300 millions de francs de commandes directes et à 635 millions de francs dans le cadre de la sous-traitance. « *Une usine de cette importance n'était pas utile à Golfech.* » *M. Michel Anglade, délégué* régional de la C.F.D.T. à E.D.F., rappelle la position de son syndicat : le nucléaire n'est pas totalement rejeté, mais il faut l'employer avec prudence tant que les questions essentielles ne sont pas réglées : « *Nous n'avons pas l'assurance d'une sécurité absolue, et lorsque, dans quinze ou vingt ans, la centrale aura cessé de fonctionner, comment s'en débarrassera-t-on ?* » Les adhérents à la C.F.D.T. ne pourraient en aucun cas, et malgré leur désapprobation, boycotter le chantier. « *Ils travailleront, ne serait-ce que pour dénoncer les incidents, les fissures, par exemple, que la direction aurait sans doute tendance à dissimuler.* »

Dans les cafés de Saint-Nicolas-de-la-Grave ou de Valence-d'Agen, les gens, autour d'un verre de vin du pays, discutent. M. D..., commerçant, a été le premier à vendre les terrains de son épouse à E.D.F. : 60 000 francs l'hectare. Bonne affaire. « *J'ai été détesté par les gens du pays. Parce qu'ils ne voulaient pas du nucléaire, mais sûrement aussi parce qu'ils étaient jaloux. J'ai encore des appartements à vendre, et j'espère bien gagner de l'argent dessus. L'arrivée de tous ces ingénieurs et de tous ces techniciens va les revaloriser.* »

Les cafetiers, les commerçants, espèrent un regain d'activité pendant les dix années futures. *Il est pourtant important de* savoir qu'à Chinon, par exemple, les bonnes affaires effectuées pendant la durée du chantier sont vite retombées. Les cadres d'E.D.F. habitant les grandes villes de la région n'ont pas fait « *marcher le commerce* ».

Un instituteur, M. Jean-Pierre M..., a milité dès le début, en 1977, au comité antinucléaire. « *J'ai vite lâché quand j'ai senti qu'on perdait du temps dans des réunions d'où rien ne sortait. Je n'ai jamais vu d'action efficace, sauf peut-être une fête où les écologistes avaient arrêté voitures et trains pour distribuer des tracts.* » M. Jean-Pierre M... est décontenancé : « *A Plogoff, la population s'est battue. Ici les quelques écologistes venus de Toulouse ou de Montauban n'ont pas eu longtemps la population avec eux. Sans aborder les problèmes des dangers du nucléaire, je voudrais dire que j'ai peur des milliers d'ouvriers implantés là le temps des travaux, qui n'auront rien d'autre que les bars pour se distraire et les bagarres au couteau pour s'exprimer. Que vont devenir ces petits villages tranquilles avec cette concentration de travailleurs manuels et des forces de police renforcées pour éviter les heurts. Et que restera-t-il quand tout le monde sera parti ?*

» *Dans la vallée, les gens craignent pour leurs avantages, ils mettent leurs sous de côté, le pays ne vote pas tellement à gauche. C'est ce qui explique le score plus qu'honorable de Valéry Giscard d'Estaing au premier tour des présidentielles sur la commune de Golfech.* » M. Paul Lafont, le maire, qui s'occupe d'une petite exploitation agricole, analyse ainsi la situation et persiste à dire non au nucléaire. Il n'y aura pas de réalisations à Golfech, pas le moindre immeuble, pas le plus petit emplacement pour caravanes. « *De toute façon, ils font tout pour me déconsidérer, ils disent que je refuse de coopérer. C'est vrai. Mais ils n'ont pas acheté de terrains à la municipalité. Alors...* »

A Golfech, le soir du 10 mai, les écologistes ont tracé à la bombe des inscriptions sur les volets de l'agence de travail temporaire : « *On a gagné. E.D.F., fous-le-camp.* »

Le maire de Lamagistère, commune proche de Golfech, a porté plainte : sa mairie a été recouverte d'énormes graffiti hostiles et les dégâts ont été évalués à 1 million de francs. « *Il a été puni pour sa trop grande collaboration avec E.D.F., sans doute* », imagine M. Lafont.

Troisième voie

Le comité antinucléaire de *Golfech n'a pas dit son dernier* mot et demande haut et fort le gel des travaux ainsi qu'une nouvelle solution pour ce site. La publication mensuelle, *le Géranium enrichi*, qu'il édite est devenu l'organe de la campagne électorale du candidat écologiste pour le premier tour des législatives, M. Jean-Bernard Meynot. Le comité propose une solution de rechange : l'utilisation de ce terrain pour la création d'un centre de recherches appliquées aux énergies nouvelles et d'une distillerie où le « carburol » de M. Pierre Poujade pourrait être réalisé. D'ailleurs, le vendredi 5 juin, Mme Evelyne Jean-Baylet, présidente du conseil général de Tarn-et-Garonne, et mère du député sortant, M. Jean-Michel Baylet (M.R.G.), a réuni — dans les locaux de son journal *la Dépêche du Midi* — M. Jean-Pierre Lecomte, membre du groupement scientifique pour l'information sur l'énergie nucléaire, les écologistes du comité antinucléaire, M. Pierre Poujade et le maire de Golfech pour ébaucher cette reconversion.

« *Il ne s'agit plus de dire oui ou non au nucléaire. La solution est vers cette troisième voie* », déclare M. Yann Guyomard, suppléant du candidat écologiste, qui espère que « *cette alternative séduira M. François Mitterrand* ».

CATHERINE LAURENS.

UN LIVRE D'ALAIN TOURAINE SUR LES LUTTES OCCITANES

Les pays contre l'État

Le dernier ouvrage d'Alain Touraine, Zsuza Hegedus et Michel Wievierka *le Pays contre l'Etat, luttes occitanes*, représente un événement. Il est inattendu en effet que des responsables parisiens tiennent, en substance, aux gens d'Oc — aux Occitans — le discours suivant : « *Vous êtes des hommes sérieux, solides, intéressants, porteurs de signes, porteurs d'avenir.* »

Oui, ce langage-là est véritablement nouveau à entendre pour les hommes du Sud, qui, bien souvent (et pas toujours à tort), ont éprouvé le sentiment d'être à la fois niés et méprisés dans leur langue, leur accent et leur civilisation par les « gens du Nord », par « Paris », détenteurs de tous les pouvoirs et dispensateurs de toutes les réputations.

C'est toujours un bon travail que de rendre leur dignité aux gens. Rien que pour cela, il faut se féliciter de l'existence de ce livre, même s'il arrive parfois à l'équipe d'Alain Touraine de découvrir quelque peu... la Méditerranée...

Qu'il faille deux années de recherches sociologiques pour découvrir que les militants occitans de Montpellier, Narbonne, Toulouse, Limoges et autres lieux sont tout à fait estimables et porteurs d'idées intéressantes pour la société peut apparaître comme un paradoxe. Mais Alain Touraine et ses coéquipiers ne sauraient être tenus pour *responsables de la cécité centralisatrice*.

Tout au contraire, ce qu'ils révèlent avec clarté et une indéniable rigueur — grâce à la coopération étroite de divers groupes occitans avec lesquels ils ont travaillé selon une sorte de maïeutique dénommée « intervention sociologique », — c'est l'incroyable sous-développement *relatif de toute une partie de* la France. Et non pas seulement de la trentaine de départements du Midi, du Sud-Ouest, du plateau central et des Alpes méridionales — tout ce qui est au *sud de Blaye, de Poitiers, de* Moulins, de Saint-Chamond et de Grenoble — bref, ce qu'on appelle assez souvent l'Occitanie ou terre d'Oc. Même si les gens qui la peuplent ne se savent pas toujours « occitans ». Après tout, c'est encore *un* néologisme.

Sur la couverture du livre, on lit en gros caractères « *le Pays contre l'Etat* » et puis, en plus *petites lettres*, le sous-titre : « *Luttes occitanes* ». Les auteurs ont sans doute voulu montrer que leur étude est un cas concret dans les rapports Paris-province, dans la relation Etat-citoyens, mais non pas un cas unique. L'ouvrage a, en effet, une valeur générale. Bretons, Corses, Alsaciens, Catalans, Basques — et plus généralement les ressortissants de tout l'Hexagone — se découvriront en le lisant plus d'un trait commun avec les Occitans.

Mais l'Occitanie, c'est quoi ?

Un mythe ? une réalité historique ? une nation ? un simple projet? Avant tout, pour les auteurs — d'accord sur ce point comme sur beaucoup d'autres avec de nombreux militants d'Oc — *l'Occitanie est une idée* en mouvement, un devenir, une volonté collective grandissante.

Presque absente il y a un demi-siècle, l'idée d'Occitanie « *est aujourd'hui assez présente pour être reprise par des partis, des syndicats, des municipalités, des journaux et des publicités* ». Il y a, estiment les auteurs, une réalité de l'Occitanie, aire territoriale *des parlers* d'Oc (au demeurant fort menacés).

« *Toutefois, l'unité de l'Occitanie est faible : les régions qui la composent sont diverses et n'ont pas eu d'histoire commune.* » Il n'y a jamais eu d'Etat occitan. Il n'en est pas moins vrai que depuis plus de vingt ans des hommes et des femmes ont lutté sous le drapeau occitan pour défendre la langue ancestrale (le parler des troubadours et de Mistral), préserver les productions menacées — tout particulièrement la vigne, — enrayer la désindustrialisation et *revendiquer l'autonomie* politique. Mais « *ces luttes ont été faibles et séparées, en dépit d'une volonté tenace de se développer et de se rapprocher* ».

Ainsi, les militants occitans qui parlent dans ce livre définissent l'Occitanie avant tout en termes culturels, économiques et politiques. Leurs adversaires sont à la fois l'Etat français et les grands intérêts marchands et *industriels, qu'ils tiennent pour* « étrangers ».

Loin d'être des agitateurs par principe, ces militants « *défendent un passé, une culture qu'ils veulent transmettre. Ils s'opposent aussi à la chute de leur économie. Ils veulent acquérir la capacité de transformer leur société* ».

Mais alors, si ce que disent Touraine et les co-auteurs de cet ouvrage est vrai, l'Etat a fort mal agi envers le pays ! Il a tenu pour destructeurs des gens qui voulaient maintenir. Il a écarté des citoyens actifs et créateurs. Quel gâchis ! Est-il tellement involontaire ?

L'analyse des auteurs est tout à fait solide. Malgré tout, on *peut sans doute regretter de* leur part un excessif « languedocentrisme ». La Provence, l'Aquitaine, le Béarn, le Périgord, la Drôme, l'Ardèche, l'Auvergne, le Pays de Nice, ont été passablement négligés. On peut aussi se demander si les auteurs ont suffisamment insisté sur ce fait : la plupart des habitants du Sud considèrent qu'ils font partie intégrante, et de manière intangible, de la République française. Ils sont, bien sûr, souvent partisans d'une décentralisation et généralement conscients d'appartenir à la civilisation d'Oc, mais ne souhaitent pas pour autant une Occitanie autonome.

Très actuel, *le Pays contre l'Etat*. C'est un document sur le « ras-le-bol » de la majorité des régions. Une lecture à recommander aux ministres jacobins du P.S. Il y en a encore.

J.-P. RICHARDOT.

★ Le Seuil édit. 70 F environ.

DEMAIN UNE ESPAGNE « EUROPÉENNE »

Les chambres de commerce commencent à franchir les Pyrénées

De notre envoyé spécial

Castellon-de-la-Plana. — Les dirigeants de quarante-quatre chambres de commerce et d'industrie du Grand Sud-Ouest et ceux de trente-deux chambres de commerce, d'industrie et de navigation du nord et de l'est de l'Espagne viennent de se réunir en congrès à Benicassin, près de Castellon-de-la-Plana, en Espagne, sur la côte de la « Fleur d'oranger », pour définir une stratégie commune devant aboutir à l'admission de l'Espagne dans le Marché commun.

Animée en France par M. Marc Giacardy, en Espagne par M. Angel Mattéo Lopez, la CODEF, qui, depuis seize ans, rassemble des organismes consulaires des deux côtés des Pyrénées, a toujours cherché à nouer des liens étroits entre des partenaires aussi différents que petits et moyens *entrepreneurs*, importateurs, exportateurs et producteurs de produits alimentaires ou de machines. Beaucoup de problèmes restent encore en suspens, mais, malgré l'absence de représentants des chambres d'agriculture au sein de la CODEF, Français et Espagnols viennent de reconnaître l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. comme une nécessité dont les modalités restent à régler.

C'est en présence de M. Bassols, secrétaire d'Etat espagnol pour les relations avec la Communauté européenne, que M. Giacardy, président du collège français et président de la chambre de commerce et d'industrie de Tarbes, a dressé le bilan des activités de coopération entre ces organismes.

M. Giacardy a constaté que « *l'avenir doit prendre en compte une donnée nouvelle débouchant sur les échanges de technologie entre entreprises, car le marché espagnol reste difficile pour les entrepreneurs du Grand Sud-Ouest, ce qui freine les exportateurs. L'entrée de l'Espagne dans la C.E.E., si le traité était signé en 1985 (date envisagée), demandera certainement une période transitoire de dix ans. C'est donc peu avant le début de l'an 2000 que les échanges seront véritablement libéralisés.* »

Les partenaires des deux pays ont insisté pour intensifier les échanges de produits agro-alimentaires en établissant un calendrier de production, un contrôle des marchés et l'application très stricte des normes techniques et sanitaires.

Pour établir de meilleurs liaisons de part et d'autre des Pyrénées, du golfe de Biscaye au *golfe du Lion, les partenaires* de la CODEF souhaitent une accélération des travaux du réseau autoroutier français dans la desserte de la frontière (A-64), ainsi que de la rocade Tarbes-Toulouse, qui va être aménagée en voie rapide. On espère l'ouverture du tunnel du Cadi (entre les Pyrénées-Orientales et la province de Gérone), vers l'année 1984. Les tunnel de Viella, près des sources de la Garonne, en territoire espagnol, va aussi être amélioré et doublé par un second tunnel entre Bénasque et Luchon. L'axe routier Pau-Canfranc-Saragosse doit être réaménagé, de même que la route reliant la principauté d'Andorre à la Costa Brava.

Les représentants des entreprises françaises et espagnoles ont exprimé le souhait d'accroître leur coopération à l'égard des marchés internationaux. Il serait bon que Madrid favorise les investissements des P.M.E. françaises en Espagne. Un élan devra être donné pour adapter la législation ibérique à celle de la Communauté économique européenne en matière de propriété industrielle dans le domaine des marques, dessins, modèles et brevets d'invention.

LÉO PALACIO.

FAITS ET PROJETS

LOGEMENTS SOCIAUX AU CENTRE DE GRENOBLE.

Le préfet de l'Isère, M. Jean-Claude Aurousseau, a signé, le 12 juin, l'arrêté autorisant la réalisation d'un ensemble d'habitations sur les 8,9 hectares de l'ancienne caserne Hoche au centre de Grenoble. Souhaitée par la municipalité, la construction de 410 logements sociaux avait été refusée au *début de cette année* par l'ancien ministre de l'environnement et du cadre de vie M. Michel d'Ornano ; ce dernier ayant opté pour un programme plus modestes de deux cents logements, qu'il acceptait de subventionner si ces conditions étaient remplies.

Le maire de Grenoble, M. Dubedout, avait alors vigoureusement réagi en dénonçant notamment « *le fait du prince* » et le « *diktat parisien* » contre un projet qui fit pendant huit années l'objet de consultations publiques tout à fait exemplaires.

M. Jean Verlhac, premier adjoint et chargé des questions d'urbanisme au sein de la municipalité de Grenoble, a constaté que ce dossier avait pu en définitive être réglé très rapidement et au niveau local. « *Je constate la loyauté de l'autorité préfectorale à l'égard des directives du premier ministre et du ministre de l'intérieur qui portait notamment sur la pleine autonomie des collectivités locales. Dans ce cas précis le permis a été accordé sous la responsabilité entière d'une ville qui définit elle-même son urbanisme. Il me paraît indispensable que les décisions en la matière se prennent sur place.* »

Pour la municipalité de Grenoble l'enjeu du projet Hoche était également de faire prévaloir l'idée selon laquelle les logements sociaux ne doivent pas être irrémédiablement rejetés à la périphérie d'une ville mais pleinement intégrés dans celle-ci. La première tranche de construction des *logements prévus sur l'espace* Hoche devrait débuter avant la fin de l'année 1981. — *(Corresp.)*

FEU VERT POUR LA VOIE RAPIDE DE CHAMBÉRY.

Faute d'un accord entre le précédent ministère des transports et les collectivités locales savoyardes sur le financement de la voie rapide urbaine de Chambéry, les travaux de construction *de celle-ci, commencés* il y a sept ans et qui étaient sur le point de s'achever, avaient été mis en sommeil depuis décembre 1980.

M. Louis Mermaz, ministre de l'équipement et des transports, a indiqué le 11 juin au président du conseil général de la Savoie, M. Louis Besson (P.S.), que l'Etat était désormais disposé à rouvrir, au cours des prochains jours, les *discussions* avec les élus locaux sur la base des propositions faites par le Syndicat intercommunal de l'agglomération chambérienne et qui avaient été refusées par l'ancien ministre.

La facture de la voie rapide urbaine, qui s'élève à 350 millions de francs, devait être partagée entre la société des autoroutes alpines AREA 52 %, l'Etat 26 % et les *collectivités locales* 22 %, soit une somme de 80 millions de francs pour ces dernières.

Si, comme l'indique M. Mermaz, les négociations entre l'Etat et les collectivités locales *aboutissent*, la voie rapide urbaine chambérienne pourrait être utilisée sur deux voies dès le mois de septembre 1981, puis deux fois trois voies dès le début de l'hiver 1981-1982. — *(Corresp.)*

FESTIVAL CIBISTE A NIMES.

A l'occasion du premier Festival international de la C.B., qui vient de se dérouler pendant trois jours à Nîmes (Gard), l'un des animateurs du secteur audiovisuel du P.S., M. Giraud Descotils, a présidé, dimanche 14 juin, un forum à l'occasion duquel il a *précisé les positions* de son parti sur la pratique de la Citizen Band. Lorsqu'il était dans l'opposition, le P.S. avait prôné une libéralisation de la C.B., jugeant plutôt restrictives les mesures de légalisation adoptées par l'administration des P.T.T. (émetteurs d'une puissance maximum de 2 watts, trafiquant sur la bande des 27 MHz en modulation de fréquence et sur 22 canaux).

M. Descotils a déclaré que « *l'avenir de la C.B. passe par la concertation.* Les cibistes ont un intérêt commun, qui est un moyen de communication qui peut aller au-delà de l'appareil. Avec cette éventuelle possibilité d'inventer, ce n'est pas vraiment au gouvernement de décider s'il est bon ou non, mais aux cibistes », a conclu M. Descotils. — Corr.)

ÉQUIPEMENT

L'ACTION DES « AMBASSADES » DE LA DATAR

Les investissements étrangers en France ont créé près de 12 000 emplois en 1980

Au moment où il n'est question, sur toutes les lèvres, que de créations d'emplois, et puisque personne ne conteste que l'économie française est exposée, comme d'autres pays, aux lois du marché international, il faut se poser la question : les investissements étrangers en France peuvent-ils contribuer à la lutte contre le chômage et offrir des postes de travail durables et qualifiés ?

L'injection de capitaux étrangers dans l'industrie française porte sur des masses importantes : 3,5 milliards de francs — nets — en 1978 (dernières statistiques connues), mais ce chiffre ne représente que le tiers des investissements étrangers totaux, la majorité étant le fait de placements immobiliers ou mobiliers.

Ils touchent surtout la mécanique, l'automobile, les métaux, la chimie et la pharmacie, le secteur alimentaire. Les Etats-Unis arrivent en tête des principaux investisseurs, suivis du Benelux et de l'Allemagne. Enfin 14 emplois sur 100 dépendent d'entreprises industrielles étrangères (agro-alimentaire non compris), ce qui représente au total (en 1978), plus de 800 000 salariés.

M. Waline, chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire, qui cite ces chiffres, ajoute que les investissements étrangers apportent une pierre essentielle à la politique de rééquilibre des activités entre régions. De 1977 à 1980, la tendance de ces industriels à créer des emplois dans les zones qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les zones prioritaires de la DATAR, s'est accentuée. Le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine (où a sévi la crise de la sidérurgie, du textile et des mines), la zone Ouest-Atlantique et le Sud-Ouest — plus récemment — sont les principaux bénéficiaires de ces flux d'investissements.

En 1980, les investissements industriels en France décidés par des firmes étrangères représentent 11 846 emplois (11 756 en 1979), dont 4 313 par des entreprises américaines. En 1981, pour les quatre premiers mois, on arrive à 5 400 emplois.

Ces indications sont de nature, au moment où le conseil des ministres se consacre aux entreprises, non seulement à encourager la poursuite d'une politique économique favorable à l'accueil de ces investissements (ils sont utiles lorsqu'ils permettent le développement de nouvelles technologies ou l'ouverture sur de nouveaux créneaux et ils sont plus appréciés lorsqu'ils confortent l'industrie plutôt que lorsqu'ils alimentent la spéculation immobilière), mais aussi à conforter l'action de la DATAR à l'étranger. Depuis près de dix ans, en effet, selon une politique orginale lancée par M. Jérôme Monod, qu'il a été parfois difficile de défendre face au scepticisme de la Rue de Rivoli, du Quai d'Orsay ou de l'Elysée, la DATAR dispose, dans huit pays (1), d'antennes de démarchage des entreprises. But de ces ambassades : attirer en France — à Saint-Etienne ou à Valenciennes plutôt qu'à Orléans ou à Lyon — des capitaux et des usines qui contribueront à un meilleur aménagement du territoire.

RÉPARTITION RÉGIONALE DES CRÉATIONS D'EMPLOIS PAR DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

REGIONS	1978	1979	1980
Nord-Pas-de-Calais	10,6 %	17 %	8,3 %
Lorraine	23 %	13 %	16,7 %
Ouest-Atlantique	5,8 %	6 %	11 %
Massif Central	1,2 %	3 %	0,7 %
Grand Sud-Ouest	9,4 %	11 %	13,3 %
Autres régions	50 %	50 %	50 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %
(Dont en zones aidées, prioritaires pour la DATAR)	54 %	72 %	75 %

La « cible » des États-Unis

En 1981, la DATAR aura consacré 8,1 millions de francs à ses bureaux, ceux des Etats-Unis et de R.F.A. accaparant 64 % de cette somme et le Japon seulement 5 %.

Ce faisant, la DATAR ne fait d'ailleurs que se conformer à une politique développée par la plupart des Etats. La Belgique, la Grande-Bretagne, mais aussi Singapour, la Corée, l'Inde, Porto-Rico, l'Irlande, ont créé des bureaux à l'étranger pour attirer chez eux les investisseurs. Parfois même, ce sont les régions ou les Etats fédérés (aux Etats-Unis), voire même les villes, qui ouvrent des « ambassades » à l'étranger.

« La France n'échappe pas à cette dispersion avec la présence d'antennes permanentes de l'Alsace (Bas-Rhin) en Allemagne, de la région lyonnaise (Aderly) et du port du Havre aux Etats-Unis, de bureaux de la firme Rhône-Poulenc (SOPRAN) aux Etats-Unis (New-York et Los Angeles).

Les implantations étrangères sont particulièrement notables aux Etats-Unis (où soixante pays dont dix-neuf européens disposent de représentants permanents), en République fédérale d'Allemagne où quinze pays disposent d'une implantation permanente et spécialisée et où cinq Etats américains disposent en outre d'une représentation permanente susceptible de lancer des opérations ponctuelles à gros budget ; enfin au Japon, où onze Etats disposent d'une représentation permanente et où une vingtaine d'Etats américains organisent, en outre, directement et régulièrement, des missions de prospection », note un récent rapport remis au précédent premier ministre, M. Barre.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'Irish Industrial Development Authority (IDA) a, par ses actions, permis la création de 37 000 emplois en 1980 en Irlande dont 12 000 sont le fait d'entreprises américaines (2). L'IDA utilise 25 cadres à plein temps aux Etats-Unis, Singapour, la Grande-Bretagne 12 (compte non tenu des effectifs dont y disposent certaines régions britanniques en propre, comme l'Ecosse ou le Pays de Galles) et la DATAR seulement 7. En Espagne, notre voisine, la DATAR a 2 délégués, soit deux à trois fois moins de personnel que le Mexique, l'Irlande, Porto-Rico ou l'Argentine.

A un moment où l'on parle tant de créations d'emplois dans la fonction publique, serait-il injustifié d'en attribuer quelques-uns aux bureaux étrangers de la DATAR qui ont précisément pour seul but de créer des emplois en France ? En prenant soin, évidemment, de ne pas ouvrir, ou envenimer, des conflits de compétence entre les ministères des relations extérieures, de l'industrie, des affaires européennes, du commerce extérieur, et du plan et de l'aménagement du territoire.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Aux Etats-Unis, en R.F.A., en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie, en Suisse, au Japon, en Suède (pour la Scandinavie).

(2) L'IDA a un budget de prospection aux Etats-Unis dix fois plus important que celui de la DATAR.

CORRESPONDANCE

L'intérêt du canal Rhin-Rhône

M. Jean-Claude Delarue, président de la Fédération des usagers des transports, nous écrit :

Le Monde du 6 juin s'est fait l'écho des réactions de MM. Delatte, président du comité économique et social de Bourgogne et Soulier, adjoint au maire de Lyon qui, tous deux, critiquent les déclarations défavorables au projet de canal Rhin-Rhône faites par M. Alain Bombard.

MM. Delatte et Soulier affirment que la construction de ce canal jouerait un rôle très important dans le développement de leurs régions.

Je tiens à préciser que le comité des transports du VIIIe Plan — qu'on ne peut évidemment soupçonner de faire passer l'écologie avant l'économie — a émis de très sérieuses réserves à propos de l'intérêt réel du projet de canal Rhin-Rhône pour l'économie du pays.

Dans son rapport sur les « infrastructures de transport et leur financement », M. Emile Quinet, chef du service d'analyse économique du ministère des transports, écrit ainsi : *« Le groupe a souligné l'intérêt de réaliser, à l'horizon 1990, des études de rentabilité économique des liaisons inter-bassins intermodales, en particulier sur les liaisons à grand gabarit dont l'intérêt économique reste à démontrer. Ceci conduit à envisager le développement du réseau à grand gabarit avec une grande prudence, dans les années à venir. »*

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a rendu incompréhensible un passage de l'article consacré à la mise en règlement judiciaire du Touring Club de France (*le Monde* daté 14-15 juin). Il était indiqué que : *« Pas moins de sept services géraient 10 000 établissements de campings et 6 000 lits traditionnels. »* Il fallait lire : *« ...10 000 emplacements de camping... »*.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

EMPRUNT A TAUX VARIABLE OBLIGATAIRE DE F 350 000 000
en obligations de F 5 000 à coupons semestriels

INTERET :
- fixé au début de chaque semestre de l'emprunt et payé à l'échéance dudit semestre soit les 15 janvier et 15 juillet.
- premier coupon : F 445,- le 15 janvier 1982 correspondant à un taux annuel de 17,80 %.
- coupons suivants : taux égal à la moyenne des taux de rendements à l'émission, ou à défaut sur le marché secondaire, des emprunts garantis par l'Etat, majorée de 0,20 %.
  Minimum garanti : F 275,- par coupon correspondant à un taux annuel de 11,- %.

AMORTISSEMENT :
- au pair en totalité le 15 juillet 1989, sous réserve des rachats en Bourse réalisés notamment dans le cadre d'un fonds de rachats.

COTATION :
En Bourse de Paris.

PRIX d'EMISSION :
au pair, soit F 5 000 par titre.
Jouissance du 15 juillet 1981.

NOTE D'INFORMATION A LA DISPOSITION DU PUBLIC DANS LES BANQUES CHARGEES DU PLACEMENT ET AU SIEGE DE LA SOCIETE

Siège social à Paris, 6, rue Volney
S.A. au capital de 165 000 000 de francs — RCS Paris B n° 562 064 352 — APE 8905

VISA COB N° 81-81 DU 2 JUIN 1981 — BALO DU 15 JUIN 1981

VIEILLE MONTAGNE

L'assemblée ordinaire du 5 juin 1981 a approuvé le bilan et les comptes au 31 décembre 1980.

Elle a réélu administrateurs MM. Fernand Bodson et Charles Lejeune. M. Michel Bouchat a été élu administrateur, en remplacement de M. G. Assoignon.

M. Charles-Jean Delloye a été réélu commissaire, et M. Jacques Seron commissaire-réviseur.

L'assemblée extraordinaire du même jour a décidé de proroger la société pour un nouveau terme de trente années, jusqu'en 2011.

M. Jean André a été nommé directeur général en remplacement de M. A. Ghysens, nommé directeur général honoraire.

CESSATION DE GARANTIE

L'Union méditerranéenne de banques, société anonyme au capital de F 120 000 000, 50, rue de Lisbonne, 75008 Paris, informe que la garantie financière accordée le 9 avril 1981 à l'agence de voyages Trans Azur Karim, exploitée par M. Ouljda Ramdane, 74, avenue Edouard-Vaillant, à Pantin (93), pour un montant de F 40 000, à concurrence de :

— F 32 000 pour garantir les engagements contractés par les agents de voyages à l'égard de ses clients ;

— F 8 000 pour garantir les engagements contractés envers les prestataires de services visés par la loi n° 75-627 du 11 juillet 1975, cessera de produire ses effets à l'expiration d'un délai de trois jours suivant la publication du présent avis.

Un délai de trois mois est ouvert aux créanciers éventuels pour produire leur créance auprès de l'Union méditerranéenne de banques.

CESSATION DE GARANTIE

Par suite de démission, l'ASCOBATT — Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire, 26, rue Vernet, à 75008 Paris — fait savoir que la garantie conférée depuis le 1er août 1980 par la Compagnie Les Assurances du crédit, pour le compte de la société « La Provençale de prestations », 30, rue des Halles, à 13150 Tarascon, et au profit, d'une part, de la Sécurité sociale et des institutions sociales, et, d'autre part, des salariés temporaires, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. Obligations 10,60 % 1979

Les intérêts courus du 21 juin 1980 au 20 juin 1981 seront payables à partir du 21 juin 1981 à raison de 190,80 francs par titre de 2 000 francs nominal contre détachement du coupon n° 2 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,20 francs.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 31,78 francs, soit un net de 159,02 francs.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de nos 393 571 à 407 459 sortis au tirage au sort du 8 mai 1981 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 francs, coupon n° 3 au 21 juin 1982 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste et au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cedex 15.

Il est rappelé :

— d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;

— d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la C.N.T. dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

— enfin, que les titres compris dans la série de nos 370 069 à 383 957 sont remboursables depuis le 21 juin 1980.

JAEGER

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 26 mai 1981, sous la présidence de M. Pierre Picard, président-directeur général, et a approuvé les comptes de l'exercice 1980.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 8 F par action égal à celui de l'exercice précédent et correspondant, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), à un revenu global de 12 F.

Le rapport du conseil précise les éléments suivants :

I. — Bilan consolidé du groupe
● Situation nette (hors intérêts minoritaires) : 253 246 000 F, soit 331 F par action ;
● Marge brute d'autofinancement : 84 072 000 francs ;
● Résultat net : 17 936 000 F.

II. — Bilan de la société mère
● Situation nette : 169 146 000 F, soit 211 F par action ;
● Marge brute d'autofinancement : 40 374 000 F ;
● Résultat net : 6 385 000 F.

Le rapport souligne également l'importance de l'implantation à l'étranger du groupe (23,1 % du chiffre d'affaires consolidé a été produit et vendu hors de France) et la forte contribution des filiales à l'étranger aux résultats consolidés. Il indique également que les investissements du groupe, qui se sont élevés à 89 806 000 F, ont été couverts à plus de 90 % par la marge brute d'autofinancement.

***

L'Assemblée a ratifié la nomination de M. Raymond Abecassis en qualité d'administrateur et renouvelé le mandat de M. Pierre Quétard.

Elle a également donné au conseil, à toutes fins utiles, les pouvoirs nécessaires, qu'il pourra exercer pendant cinq ans, pour émettre des emprunts en France et à l'étranger.

L'assemblée extraordinaire qui a suivi a décidé de porter le capital de la société à 79 772 400 F par incorporation de réserves et élévation de 50 à 100 F de la valeur nominale des actions.

Elle a également décidé, dans le cadre de la loi du 24 octobre 1980, la distribution de 23 931 actions de 100 F au personnel de la société et de ses filiales françaises dont elle détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Elle a, en outre, autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote (A.D.P.S.D.V.) ou à émettre des obligations convertibles en actions.

Le conseil dispose désormais des autorisations nécessaires pour lui permettre de choisir la forme la plus opportune pour renforcer les fonds propres de la société, afin de faciliter le financement du programme de diversification qui lui assure de nouvelles possibilités de développement et conforte la résistance aux aléas conjoncturels et, en outre, réduire la charge financière.

MAISONS PHÉNIX

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 12 juin 1981 sous la présidence de M. J.C. Romain. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980.

GROUPE

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 2 799 millions de francs et correspond à la livraison de 15 979 maisons. Le chiffre d'affaires consolidé enregistre ainsi une progression de 9,1 % pour un nombre de maisons livrées en baisse de 2,8 %.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, le secteur de la maison individuelle a connu un ralentissement, l'évolution du marché ayant été affectée par des difficultés rencontrées au niveau de la mise en place des financements acquéreurs au cours de la seconde moitié de l'année 1980.

Au 31 décembre 1980, le portefeuille de commandes de l'ensemble du Groupe pouvait être estimé à près de 4 180 millions de F, soit environ 22 055 maisons.

Le bénéfice net consolidé s'élève à 107,3 millions de F, dont 98,5 millions de F représentant la part du Groupe. Ce résultat inclut pour la première fois environ 30 millions de F résultant de la consolidation par mise en équivalence de la participation de Maisons PHENIX dans U.S. Home.

SOCIETE MERE

Le bénéfice net de la société mère s'élève à 61,7 millions de F pour un chiffre d'affaires de 1 122,8 millions de F en 1980.

Les comptes de la Société ont supporté pleinement les charges résultant de l'effort de restructuration entrepris — en 1979, — les actions de développement ainsi que l'incidence financière d'un investissement exceptionnel de 166 millions de F dans U.S. Home.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende de 26,50 F par action assorti d'un avoir fiscal de 13,25 F soit un revenu global de 39,75 F. Le maintien du dividende sur un capital accru correspond à une augmentation de 20 % de la distribution globale.

Ce dividende sera mis en paiement contre remise du coupon n° 24 à compter du 7 juillet 1981.

Par ailleurs, le groupe poursuit la restructuration de ses activités à l'étranger et étudie notamment la mise au point de produits adaptés à l'exportation. Dans ce domaine, la filiale MAISON EVOLUTIVE a remporté des succès notables en Afrique, au Moyen-Orient et aux Antilles.

sdr Champex

S.D.R. de Champagne-Ardenne

Paiement d'un dividende de 16,42 F le 1er juillet

L'assemblée générale, réunie à Reims le 5 juin, a décidé le paiement, le 1er juillet prochain, d'un dividende brut de 16,42 F (impôt payé d'avance au Trésor : 2,42 F) contre 13,20 F (1,20 F) en 1980.

Elle a ratifié la nomination, en qualité de censeur, de M. Pierre Vitoux, président de la Fédération des industries de la maille.

L'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue à l'issue de la précédente, a décidé de procéder, conformément aux dispositions de la loi du 24 octobre 1980, à une augmentation de capital par création de quatre cent soixante-seize actions nouvelles de 100 francs qui seront distribuées gratuitement aux salariés de la société.

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice en cours, Champex a enregistré une activité soutenue :

Prêts à long terme : 44 millions de francs ; crédits à moyen terme : 27 millions de france ; concours sur fonds propres : 4 millions de francs ; prêts participatifs pour le compte de l'Etat : 14 millions de francs ; soit un total de nouvelles interventions de : 89 millions de francs.

Sur la place de Nancy, le titre de la société a fait preuve d'une bonne résistance à la récente crise boursière : le dernier cours coté est en effet de 128 contre 130 à la fin du mois d'avril. Dans une allocution à l'assemblée, le président du conseil d'administration, M. Romain-Jean Philouze, a tenu à souligner ce témoignage de la confiance que les épargnants régionaux portent à une institution qui, en 1980, a contribué à hauteur de 200 millions de francs au développement et à la modernisation de l'économie de Champagne-Ardenne.

UNION MINIERE

Extraits du Rapport annuel 1980 et de la Communication du Président, M. PAUL-ÉMILE CORBIAU à l'Assemblée annuelle du 29 mai 1981

FAITS SAILLANTS

- Résultats déficitaires à la mine de cuivre Thierry (Canada) et à Jersey Miniere Zinc (U.S.A.).
- Résultats bénéficiaires à la mine de diamant et or de Tejucana (Brésil).
- Reprise des travaux de recherches et de développement par Ocean Mining Associates (nodules océaniques) et d'exploration par Oracle Ridge Mining Partners (cuivre).
- Revenus de trésorerie en hausse sensible mais réductions de valeur importantes sur participations.
- Dividende net de 500 francs par part sociale (50 francs par dixième de part), identique à celui de l'exercice 1979.

PRINCIPAUX CHIFFRES

- Capital social : F.B. 8 milliards.
- Fonds propres : F.B. 20.706 millions.
- Contraction des résultats d'exploitation : F.B. 258,7 millions (contre 416,6 en 1979), découlant de la diminution des réalisations de métaux en stocks.
- Amélioration des produits financiers : F.B. 1 606 millions (contre 1 102,6 millions en 1979).
- Bénéfice net de l'exercice : F.B. 500,7 millions (contre 888 millions en 1979).
- Solde à répartir (avec le bénéfice reporté de 1979) : F.B. 693 millions (contre 720 millions en 1979).

Après ces précisions, le Président a passé en revue la situation actuelle des divers projets de la société :

ÉTATS-UNIS (Jersey Miniere Zinc)

Le complexe approche de l'équilibre de trésorerie et on espère voir cette meilleure orientation se confirmer dans le courant de l'exercice. Une amélioration suffisante du marché du zinc permettrait d'envisager la mise en production de la mine de Gordonsville.

Ocean Mining Associates (O.M.A.)
(Exploitation des nodules polymétalliques des fonds marins)

Relance, dès le début de 1981, du programme de recherche et de développement mis en veilleuse depuis 1979. L'Union minière estime, comme ses partenaires, que si l'issue des négociations futures de la conférence sur le Droit de la Mer est difficile à prévoir, la promulgation de législations nationales (comme aux U.S.A. et en R.F.A.) (avec une législation belge également souhaitée) devrait permettre d'envisager une exploitation industrielle des nodules dans un avenir raisonnable.

Oracle Ridge Mining Partners
(Gisement de cuivre en Arizona)

Poursuite de l'exploration du gisement en vue d'en déterminer définitivement le potentiel et d'étudier la rentabilité de l'opération.

PLATORO (Colorado)
Gisement de métaux précieux

La société dispose de l'ensemble des propriétés nécessaires à une exploitation minière éventuelle et poursuit la reconnaissance du gisement en vue de mettre en évidence, dans les meilleurs délais, des réserves de minerais qui justifieraient une mise en valeur rapide.

Charbonnage de Bicknell Minerals (Indiana)

Acquisition par notre filiale Union Mines. La capacité de production de 500 000 tonnes de charbon vapeur par an sera portée dans les prochains mois à 750 000 t/an. Cet investissement devrait normalement procurer un revenu à partir de l'année 1983.

BRESIL - Tejucana (diamants)

Les perspectives de résultats favorables restent bonnes. Achat d'une cinquième drague de grande dimension en vue de l'ouverture d'un chantier supplémentaire dès l'an prochain.

Paraibuna (usine à zinc)

Le stade de la production régulière a été atteint. Des démarches sont en cours auprès du gouvernement brésilien en vue d'une adaptation des mesures de contingentement et de fixation des prix du zinc permettant à la société de faire face au service de sa dette et de rémunérer son capital.

DES EXEMPLAIRES DU RAPPORT ET DE LA COMMUNICATION DU PRESIDENT PEUVENT ETRE OBTENUS, SUR DEMANDE, A :
UNION MINIERE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES
RUE DE LA CHANCELLERIE, 1
B-1000 BRUXELLES (BELGIQUE)
Tél. : (2) 513-60-00 (ext. 605) - Telex : 21.551 Um b

LES MARCHÉS FI…

16 JUIN

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 JUIN

Envolée des valeurs françaises

La timide – mais hautement symbolique – reprise observée au lendemain du premier tour des législatives (+ 0,78 %) a incontestablement fait bonne impression sur la Bourse.

Ce mardi, le mouvement s'est amplifié, puisque l'indicateur instantané, en hausse de 2,4 % à l'ouverture, gagnait ultérieurement jusqu'à 4,3 %, soit la plus forte reprise constatée au palais Brongniart depuis le scrutin du 10 mai.

Un redressement qui doit cependant être replacé dans son contexte ; technique autant que politique.

A défaut d'être complètement tari, le courant des ventes s'est sensiblement freiné et les professionnels signalent, au passage, la présence de certains rachats de la part de vendeurs « à découvert », les Sicav procédant également à des acquisitions de titres.

Prenant acte de la sanction des urnes et de la prépondérance socialiste, les opérateurs écartent de plus en plus nombreux l'hypothèse d'une présence communiste au futur gouvernement, un élément qui doit également être pris en considération pour analyser cette réaction du marché.

La cotation de près d'une quinzaine de titres a dû être initialement différée en raison d'un excédent d'ordres d'achats et quantité de titres font un bond en avant de 10 à 15 %, tels Nord-Est, Cetelem, Bis, CIT-Alcatel, Radiotechnique, Imétal, Matra, Dassault, Ciments Français.

Côté replis, très modiques, P.L.M. cède 4 % environ, quelques bancaires perdant près de 2 %.

Dans le même temps, la devise-titre revient à 6,39/41 contre 6,46/47 la veille, les étrangères subissant le contrecoup du regain d'intérêt suscité par les françaises.

Nouveau repli du lingot et du napoléon, respectivement à 93 800 F (– 2 700 F) et 839 F (– 21 F).

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON. – Des négociations sont en cours avec la société Logabax en vue de sa reprise éventuelle mais aucune décision n'a encore été prise, a indiqué le président de S.G.P.M., M. Roger Fauroux, au cours de l'assemblée annuelle de la société. Il a également confirmé que le groupe était en négociation avec de nombreuses entreprises dans le domaine des télécommunications afin d'intégrer les activités du groupe dans le domaine de l'informatique. Enfin, S.G.P.M. poursuit ses contacts avec Elf-Aquitaine dans la régulation du chauffage de l'habitat pour constituer un ensemble capable de rivaliser avec la firme américaine Honeywell dans ce secteur.

JAEGER. – La société a vendu pour 1,5 million de francs la participation qu'elle détenait dans le capital de la firme suisse Saphir, laquelle réalise un chiffre d'affaires annuel de 50 millions de F.S., l'acquéreur étant l'horloger suisse Vacheron Constantin. Le groupe allemand V.D.O. Schindling conserve toutefois la minorité de blocage dans Saphir. Cette cession témoigne bien de la volonté de Matra, principal actionnaire de Jaeger, de couper peu à peu tous les ponts avec V.D.O. dans l'horlogerie.

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENTS. – Le doublement du capital de la B.E.I. a été approuvé à Luxembourg par le conseil des gouverneurs de la banque, constitué des dix ministres représentant chacun des États membres de la C.E.E. Cette augmentation de capital va porter ce dernier à 14,4 milliards d'écus (15,2 milliards de dollars environ) et permettra à la B.E.I. d'assurer les financements à long terme de la C.E.E. et de continuer à développer ses opérations de prêts.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	12 juin	15 juin
Valeurs françaises	73,3	73,4
Valeurs étrangères	137,6	138,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	77,8	77,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 juin .... 20 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15/6	16/6
1 dollar (en yens)	221,75	219,70

NEW-YORK

En hausse

La diminution de 2,9 milliards de dollars de la masse monétaire américaine annoncée vendredi dans la soirée par la Réserve fédérale laissait la porte ouverte à une reprise de Wall Street, ce qui s'est concrétisé lundi.

Conséquence logique, l'une des grandes banques américaines, en l'occurrence la Chemical Bank, décidait d'abaisser d'un point son taux de base (prime rate) pour le ramener à 19 %, les autres établissements en étant encore à un taux de 20 %, si l'on excepte la Marine Midland Bank qui pratique 19,5 % depuis le 10 juin dernier.

Bien accueillie dans un premier temps, cette décision de la septième banque des États-Unis est restée un acte isolé puisque seule une petite banque, la Manufacturers de Los Angeles, a choisi de ramener également son taux à 19 %.

En hausse de près de dix points peu après l'ouverture, l'indice Dow Jones des industrielles voit son avance réduite de moitié en clôture, à 1 011,99 (plus 5,71 points), les gains l'ayant emporté sur les replis dans la proportion de 1 029 contre 633. A.T.T. est restée dans le peloton de tête des valeurs les plus actives de la séance, s'adjugeant 1/4 de point, à 57 7/8.

Légère progression du volume des transactions, à 63,35 millions d'actions contre 60,79 millions vendredi.

VALEURS	Cours 12 juin	Cours 15 juin
Alcoa	31 5/8	31 5/8
A.T.T.	57 5/8	57 7/8
Boeing	31	32
Chase Manhattan Bank	57	57 1/2
Du Pont de Nemours	54 3/4	55 1/4
Eastman Kodak	78 1/4	78
Exxon	33 1/2	34
Ford	25 3/8	24 7/8
General Electric	68 1/4	68 1/4
General Foods	30 3/4	31
General Motors	56 1/8	57 1/4
Goodyear	18	19 1/4
I.B.M.	59 1/8	59 7/8
I.T.T.	32	32 3/8
Mobil Oil	56	55 5/8
Pfizer	51 3/4	51 3/4
Schlumberger	93 3/4	90
Texaco	34 1/2	33 7/8
U.A.L. Inc.	29 3/8	27 7/8
Union Carbide	60 1/4	60 3/4
U.S. Steel	30 5/8	31 1/4
Westinghouse	29 1/8	32 1/2
Xerox Corp.	55 1/2	55

SICAV

16/6	Émission Frais inclus	Rachat net
1re catégorie	8256 32	7881 93
Actions France	129 51	123 64
Actions-Investiss.	174 03	166 14
Actions sélectives	190 89	182 23
Audificandi	215 38	205 61
A.G.F. 5000	151 41	144 54
Agfimo	245	233 89
Altefi	161 27	153 95
A.L.T.O.	155 88	148 81
Amérique Gestion	329 90	314 94
Bourse-Investiss.	161 24	153 93
C.I.P.	576 14	550 01
Convertimo	198 28	189 29
Cortexa	659 79	629 87
Credinter	256 10	244 49
Croiss. Immobil.	226 57	216 30
Drouot-France	168 42	160 78
Drouot-Investiss.	456 89	436 17
Energie	195 86	186 98
Epargne-Croiss.	946 06	903 16
Epargne-Industr.	264 09	252 11
Epargne-Inter	453 21	432 66
Epargne-Oblig.	131 35	125 39
Epargne-Unie	530 55	506 49
Epargne-Valeur	235 12	224 46
Euro-Croissance	242 24	231 26
Financière Privée	541 64	517 08
Foncier Investiss.	406 01	387 60
France-Épargne	274 29	261 85
France-Garantie	223 59	219 21
France-Investiss.	255 44	243 86
Fr.-Obl. (nouv.)	301 82	287 94
Francic	157 89	150 73
Fructidor	156 33	149 24
Fructifrance	263 71	251 75
Gestion Mobilière	336 82	321 55
Gest. Rendement	352 47	336 49
Gest. Sél. France	217 62	207 75
I.M.S.I.	236 06	225 36
Indo-Suez Valeurs	415 19	396 36
Interoblig.	6709 86	6405 40
Intersélect France	162 32	154 96
Intervaleurs Indust.	252 57	241 12
Invest. St-Honoré	444 07	423 93
Laffitte-France	123 66	118 04
Laffitte-Oblig.	120 70	115 23
Laffitte-Rend.	152 32	145 41
Laffitte-Tokyo	480 02	458 25
Livret portefeuille	298 58	285 04
Multi-Obligations	338 30	322 98
Multirendement	117 46	112 13
Mondial Investiss.	208 63	199 17
Natio.-Inter.	561 80	536 32
Natio.-Valeurs	316 51	302 16
Oblisem	124 08	118 45
Pacifique St-Honoré	.....	.....
Paribas Gestion	320 51	305 98
Pierre Investiss.	266 89	254 78
Rothschild Expans.	519 86	496 29
Sécur. Mobilière	323 39	308 73
Sélec. Mobil. Div.	235 35	224 68
S.P.I. Privinter	167 97	160 35
Sélection-Rendem.	120 65	115 18
Sélect. Val. Franç.	124 61	118 96
S.F.I. fr. et étr.	274 88	262 42
Sicavimmo	330 04	315 07
Sicav 5000	122 45	116 90
S.I. Est	685 01	653 96
Silvafrance	211 13	201 56
Silvam	197 02	188 09
Silvarente	163 76	156 33
Silvinter	293 62	280 31
S.I.G.	469 64	447 83
S.N.I.	700 38	668 62
Sogepargne	253 91	242 40
Sogevar	561 76	536 29
Soginter	683 97	652 96
Soleil Investiss.	311 22	297 11
U.A.P. Investiss.	214 36	204 64
Unifrance	145 12	138 54
Unifoncier	411 72	393 05
Unigestion	388 66	371 04
Uni-Japon	649 70	620 24
Univente	1287 04	1225 38
Valorem	250 03	238 69
Worms Investiss.	453 62	433 05

BOURSE DE PARIS 16 JUIN COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	28	2 129
5 %	43 30	1 863
3 % amort. 45-54	71	2 630
4 1/4 % 1963	85 30	3 371
Emp. N. Eq. 6 % 66	110	4 258
Emp. N. Eq. 6 % 67	96 50	0 263
Emp. 7 % 1973	6601	.....
Emp. 8,80 % 77	99 88	0 603
Emp. 9,80 % 78	75 50	9 129
E.D.F. 7,8 % 61	115 30	3 056
E.D.F. 14,5 % 80-92	88 10	0 479
Ch. France 3 %	202	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Acribail (obl. conv.)	155	....
Aciers Peugeot	84	86
Actibail	99 10	99
Agence Havas	473	473
A.G.F. (St Cent.)	731	731
A.G.P. Vie	2000	2000

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agr. Inc. Madag.	28	28 50
Air-Industrie	14 80	....
Alfred Herlicq	58	58
Allobroge	291	285

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bongrain S.A.	680	686
Bon-Marché	107	107
Bois	455	....
Bras. Glac. Int.	424	410

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.G.V.	130 50	125 30
Chambon (M.)	190	180
Chambourcy (M.)	454	454
Champex (Ny)	128	115 c

HORS-COTE

Compartiment spécial

Entrepose	136 20	132
Sicomer	140	137
Sofibus	251	246
Rodamco	310	307 90

Autres valeurs hors cote

Alser	130	....
Cellulose du Pin	25	....
Coparex	415	420
Isea Industries	13	....
La Mure	73	....
Métallurgique Minière	149	....
Océanic	26 60	13 70 d
Petrofigaz	421	....
Pronuptia	235	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	85	....
Ufimex	203	....
Voyer S.A.	2 75	....
Romento NV	336	332

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2430	4,5 % 1973	2284	2240	2228	2228
2858	C.N.E. 3 %	2842	2840	2850	2840
410	Air Liquide	383	388	383 50	386 70
350	Als. Superm.	300	300	300	297
132	A.L.S.P.I.	98	100	100	98
90	Alsthom-Atl.	90 50	94 90	95 50	93
165	Applic. gaz	125	131 60	135	129

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
235	Eurafrance	202	205 50	207 50	203 20
700	Europe n° 1	673	688	700	675
465	Facom	415	438	436	436
140	Finextel	113 20	114	114	116 40
105	Fives-Lille	105	106 80	106 80	108 10
87	Fonderie (Gén.)	85 60	89	89	90
33	Fraissinet	65	....	....	....

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
280	Pechiney	275	281	281	275 40
260	Pernod-Ricard	248	258	258	258
131	Pétroles (Fse)	124	124	125 80	124
147	– (obl.)	149	148	148	148
34	– (certific.)	31 50	32	34	32
77	Pétroles B.P.	82 90	84 30	85 30	84 30
151	Peugeot S.A.	124 60	130	131	128 10

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
130	U.F.B.	105	105	105 20	102 90
235	U.I.S.	250	282	265 50	266
115	U.C.B.	102	100 10	100 10	102
7	Usinor	7 10	7	7	7 05
91	– (obl.)	86	87 10	87 10	86 50
127	U.T.A.	127	131	131	130
255	Valéo	226 40	228	235	223 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
310	Gen. Motors	369 10	364 10	365	370 30
60	Goldfields	60 50	59 70	59 50	59 80
80	Harmony	93 50	87	87 50	87
16	Hitachi	20	20 45	20 35	20 30
305	Hoechst Akt.	354	338	338 c	338 c
34	Imp. Chemical	36 80	36 80	36 80	37 10
126	Inco. Limited	139	136 80	136 80	136 80

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 852	5 582	5 525	5 780
Allemagne (100 DM)	239 290	238 400	230	242
Belgique (100 F)	14 625	14 573	13 850	14 550
Pays-Bas (100 fl.)	214 840	214 250	206	217
Danemark (100 krd)	76 100	75 850	73	78
Norvège (100 k)	95 400	95 750	95	100
Grande-Bretagne (£ 1)	11 210	11 187	10 800	11 400
Grèce (100 drachmes)	9 780	9 765	....	....
Italie (1 000 lires)	4 794	4 779	4 646	5
Suisse (100 fr.)	274 880	272 880	267	280
Suède (100 krs)	112 150	111 620	108	113 500
Autriche (100 sch)	33 755	33 700	32 500	34 100
Espagne (100 pes.)	5 895	5 882	5 800	6
Portugal (100 esc.)	9 010	8 990	8 800	9 700
Canada ($ can 1)	4 701	4 636	4 620	4 850
Japon (100 yens)	2 559	2 638	2 380	2 490

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/6
Or fin (kilo en barre)	96000	93500
Or fin (en lingot)	96500	93800
Pièce française (20 fr)	860	839
Pièce française (10 fr)	498 90	499
Pièce suisse (20 fr)	789	778
Pièce latine (20 fr)	778 90	770
Souverain	919 50	917
Pièce de 20 dollars	4200	4150
Pièce de 10 dollars	2000	1961
Pièce de 5 dollars	1025	.....
Pièce de 50 pesos	4400	4240
Pièce de 10 florins	778 90	750

Le Monde

Le numéro du « Monde » daté 16 juin 1981 a été tiré à 1 084 075 exemplaires.

Les problèmes économiques au conseil des ministres

Le gouvernement examine la politique industrielle et les aides au développement des entreprises

Au conseil des ministres de mercredi, M. Delors présentera les dispositions destinées à aider les entreprises (lire p. 1). *De son côté, M. Joxe parlera des grands principes qui doivent présider à la mise en place d'une nouvelle politique industrielle.*

La formidable hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et le marasme de l'activité en France posent aux entreprises deux sortes de problèmes : le premier concerne le coût de l'argent emprunté par les firmes pour investir, mais aussi — mais surtout — le coût de l'argent emprunté à court terme ; le second porte sur le volume des crédits que les entreprises peuvent obtenir à des taux d'intérêt privilégiés.

Dans le but de procurer des fonds aux firmes françaises qui désirent investir, sera lancée prochainement, par l'intermédiaire du Crédit national, une première fraction de la partie française de l'emprunt « franco-allemand », qui, au total rappelons-le, doit atteindre d'ici à la fin de 1982 2,5 milliards de dollars, soit 15 milliards de francs.

Pour les entreprises qui éprouvent des difficultés à boucler les fins de mois, des avances de trésorerie, pouvant aller jusqu'à dix-huit mois, seront consenties cas par cas, et après examen par les CODEFI (comités départementaux pour le financement). Les crédits distribués comporteront un pourcentage variable selon les cas de prêts bonifiés à environ 10 %.

En outre, l'encadrement du crédit serait assoupli, mais uniquement pour l'échéance de fin juin 1981.

L'exemple de la machine-outil

En ce qui concerne le volume des crédits distribués hors encadrement et à conditions privilégiées, l'enveloppe de 13 milliards de francs prévue par le gouvernement Barre sera portée à 17 milliards de francs et distribuée par le Crédit national, les sociétés de développement régional, la Caisse d'équipement des petites et moyennes entreprises. Ce supplément de 4 milliards sera trouvé sur les marchés étrangers. L'Etat interviendra pour en bonifier les taux, qui seront stabilisés à 14,75 % ou même à 12,75 % pour les opérations concernant l'exportation, l'énergie et l'emploi.

M. Pierre Joxe devait, de son côté, définir à grands traits, au cours du conseil des ministres de mercredi, les quelques principes qui présideront à la mise en place de la politique industrielle du nouveau gouvernement. Au ministère de l'industrie, comme à Matignon et à l'Elysée, on estime que les actions des pouvoirs publics, que ce soit pour venir en aide aux entreprises en difficulté ou pour aider au développement de secteurs particuliers, devront être menées dans un cadre plus global. *« Il faudra éviter autant que faire se peut les solutions isolées, et tenter de résoudre les problèmes dans une perspective globale et cohérente des secteurs industriels concernés. »*

Un des premiers exemples de cette orientation devrait être fourni par Liné, cette entreprise de machines-outils qui a du déposer son bilan. Les pouvoirs publics estiment que le sort de cette entreprise ne peut être isolé de celui de l'ensemble de l'industrie française de la machine-outil. Certes, cette idée avait déjà fait son chemin parmi les hauts fonctionnaires du ministère de l'industrie, mais aussi au sein des milieux professionnels concernés. Toutefois, le dossier avait été quelque peu mis en sommeil ces dernières semaines. Il fallait donc que le nouveau gouvernement se fasse très vite une religion. C'est apparemment le cas.

Tout le monde semble d'accord pour considérer que le dossier machine-outil avec son prolongement, la robotique, est prioritaire et que le sort de Liné passera par la constitution d'une sorte de fédération regroupant les intérêts que détiennent diverses entreprises nationales dans ce secteur. Si l'administration paraît avoir défini son attitude, il reste maintenant à convaincre tous les acteurs de l'intérêt d'une telle solution et à mettre en place le cadre juridique et financier définitif. Ce qui pourra prendre un certain temps.

Autre secteur où l'on va s'efforcer de rechercher une solution d'ensemble : celui de la mini-informatique avec le sort de la société Logabax. Le dossier est cependant moins avancé que pour la machine-outil, et on ne fera vraisemblablement que l'évoquer à grands traits.

Le tribunal de commerce a donné lundi 15 juin un nouveau sursis à Logabax, le temps qu'une solution industrielle soit trouvée. On sait que deux propositions de « reprise » avaient été faites. L'une par Transac (groupe C.G.E.), l'autre par le tandem Olivetti-Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. A la fin de la semaine dernière, C.I.I.-Honeywell Bull, pourtant filiale de S.G.P.M., avait fait une offre de son côté. Sans doute fallait-il voir dans cette initiative du P.-D. G. de C.I.I.-H.B. l'illustration de ses rapports difficiles avec son actionnaire majoritaire.

Quoi qu'il en soit, C.I.I.-H.B. a finalement retiré son offre et seule subsisterait comme proposition sérieuse celle d'Olivetti-S.G.P.M. Cette solution, qui ne fait que s'ébaucher, laisserait cependant la porte ouverte, pour la suite, à un apport partiel de certaines des activités de Logabax à C.I.I.-H.B. Le dossier devrait être examiné, vendredi 19 juin, au CIASI (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), mais, ce n'est pas avant le mois de juillet que le sort de Logabax sera réglé. Tant il est vrai que le « dossier Logabax » s'étend à l'ensemble des problèmes que connaît actuellement l'industrie informatique en France.

RELÈVEMENT DE 3,3 % DES TRAITEMENTS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les syndicats estiment très insuffisante l'amélioration des bas salaires

Les traitements des quelque 2,5 millions de fonctionnaires seront relevés de 3,3 % le 1er juillet. En outre, pour les bas salaires, des augmentations mensuelles de 30 francs à 60 francs son prévues (+1,6% en moyenne). Ces mesures ont été annoncées le 16 juin, à l'issue d'une rencontre entre Mme Lalumière, secrétaire d'Etat à la fonction publique, et les sept fédérations de fonctionnaires (FEN, F.O., C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C. et autonomes).

Les syndicalistes sont sortis très déçus de la réunion, toutes les organisations estimant nettement insuffisantes les décisions qui concerne les bas salaires. La C.G.T. et la C.F.D.T. — non signataires de la convention salariale — se sont montrées les plus sévères à l'égard du gouvernement, parlant de « *continuité dans le changement* ». La C.G.T. a estimé que les mesures gouvernementales étaient « *très inférieures à l'effort fait pour le SMIC* ». De son côté, la C.F.D.T. a jugé que ces mesures contribueraient à « *accroître les inégalités, au lieu de les réduire* ».

Les autres organisations — FEN, F.O., C.F.T.C. et C.G.C. — se sont bornées à prendre acte des décisions, précisant qu'il s'agissait de « *mesures conservatoires* ». Elles ont exprimé le souhait que, lors de la prochaine réunion sur les salaires, prévue le 3 septembre, de véritables négociations puissent s'engager. Au cours de cette réunion, les organisations syndicales devraient commencer à discuter avec le gouvernement de la convention salariale pour 1982 dans la fonction publique.

L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ESTIME NÉCESSAIRE LE MAINTIEN DE STOCKS ÉLEVÉS DE PÉTROLE

La consommation de pétrole des pays membres de l'Agence internationale de l'énergie va continuer de décliner en 1981. Déjà réduite de 38,3 à 35,4 millions de barils par jour de 1979 à 1980 (— 7,60 %). Elle ne devrait plus être que de 34,2 millions de barils quotidiens en moyenne en 1981. Et comme la production dans les pays membres va passer de 1979 à 1981 de 14,4 à 15,1 millions de barils par jour, les importations de pétrole de l'A.I.E. auront décliné en deux ans de 18,8 % (passant de 24,5 à 19,1 millions de barils par jour).

Voilà qui explique largement « *l'amélioration de la situation des marchés pétroliers* ». Pourtant le conseil de direction de l'Agence — les ministres chargés de l'énergie dans les pays membres — réuni le 15 juin à Paris, estime la situation « *précaire* ». Comme l'ont souligné les responsables de l'énergie britannique et américain, l'équilibre actuel dépend de quelques grands pays producteurs et principalement de l'Arabie Saoudite.

A court terme, l'Agence juge indispensable le maintien de stocks élevés (alors que les taux d'intérêt élevés et la détente actuelle sur le marché poussent à déstocker). M. Edwards, le secrétaire américain à l'énergie a d'ailleurs donné en exemple la politique de constitution d'une réserve stratégique accentuée par l'actuelle administration.

A long terme, l'A.I.E. ne cesse de réitérer ses encouragements à l'exploitation du charbon et à l'énergie nucléaire, « *y compris les réacteurs de technologie avancée* ». Il est indispensable à l'équilibre énergétique mondial affirme l'Agence « *de faire mieux accepter par l'opinion publique l'énergie nucléaire* ».

Les suites d'un contrôle fiscal

LE SUICIDE D'UNE BOULANGÈRE DONNE LIEU DANS LE NORD A UNE MANIFESTATION DE COMMERÇANTS DU CID-UNATI

(De notre correspondant.)

Douai. — Deux cents personnes environ ont manifesté lundi 15 juin à Douai (Nord), après le suicide, mardi 9 juin, de Mme Françoise Vincourt, boulangère à Lallaing. Celle-ci s'était noyée à la suite d'un contrôle fiscal qui lui valait un redressement important.

Le défilé, calme, où l'on remarquait, à coté des représentants du CID-UNATI du Nord, des délégations venues de Paris, de l'Orne, de l'Eure-et-Loir, de Seine-et-Marne, s'est poursuivi par une manifestation devant l'hôtel des impôts de Douai. Les manifestants ont voulu y entrer de force, et, au cours de l'échauffourée, M. Gilbert Remous, secrétaire départemental du CID-UNATI de l'Orne, a été blessé à l'arcade sourcillière gauche. Le directeur départemental des services fiscaux, M. Davoine, a reçu une délégation des manifestants.

Les commerçants sont invités par le syndicat des boulangers à fermer leurs magasins jeudi 18 juin à partir de 15 heures, en ornant leur porte d'un crêpe en signe de deuil. Un cortège se rendra sur la tombe de Mme Vincourt.

LA TRANSAT EN DOUBLE

Remontée des Français

Les Britanniques Blyth-James (Brittany-Ferries) étaient toujours en tête de la Transat en double, lundi 15 juin à 21 heures G.M.T. (23 heures en France). Après un arrêt de deux heures lié à une déchirure du spinnaker, le trimaran, qui filait 15 à 20 nœuds à l'heure, se trouvait à 1 661 kilomètres de Newport où il pourrait arriver le prochain week-end si les conditions météorologiques ne changeaient pas.

Les Canadiens Birch - Greene (« Télé 7 jours ») se maintenaient en deuxième position à 1 964 kilomètres devant les Français Pajot-Ayasse (Elf-Aquitaine) qui ont effectué une réparation de fortune sur leur hauban mais n'ont pu être positionnés par le satellite. Les Français Loiseau-Mabire (Gauloises-IV) qui avaient choisi la voie la plus au sud où ils bénéficient de conditions très favorables, étaient remontés à la quatrième place (à 2 106 kilomètres) devant le premier monocoque des Italiens Bacilieri-Vallin (Faram Serenissima) qui se trouvait à 2 198 kilomètres de Newport.

NOUVELLE BAISSE DU DOLLAR : 5,58 F

La baisse du dollar sur les marchés des changes, amorcée lundi 15 juin, s'est poursuivie mardi 16 juin. Le cours de la monnaie américaine est revenu, à Francfort, de 2,3650 DM à 2,34 DM, contre 2,3970 DM à la veille du week-end, et, à Paris, de 5,65 F à 5,58 F environ, contre 5,72 F vendredi 12 juin en fin d'après-midi.

Ce repli est dû à un mouvement de baisse des taux aux Etats-Unis, où la Chemical Bank, sixième établissement américain, a ramené son taux de base (prime rate) de 20 % à 19 %. C'est la première grande banque qui suit, et au-delà, l'exemple de la Marine Midland, qui a, la semaine dernière, réduit son taux de base de 20 % à 19 1/2 %. La tenue du franc s'est quelque peu améliorée après le léger glissement enregistré au lendemain du premier tour des élections législatives : à Paris, le cours du mark, qui était monté lundi 15 juin à 2,3930 F, est revenu à 2,3850 F environ.

NOUVELLES BRÈVES

● *Le chancelier autrichien Kreisky* a été hospitalisé, lundi 15 juin. Agé de soixante-dix ans, il souffre de troubles respiratoires, mais les médecins estiment que son état ne présente pas de danger immédiat. — *(A.F.P.)*

● *Un réfugié haïtien*, M. Rémy Préval, a été condamné, le lundi 15 juin, par la vingt-troisième chambre correctionnelle à deux mois de prison avec sursis pour usage d'une fausse carte d'identité. M. Préval était en France depuis deux ans. Selon son avocat, Mᵉ Françoise Cotta, il appartient aux opposants au régime de M. Duvalier qui sont « *obligés de choisir entre la prison ou l'exil* » pour échapper aux violences des « tontons macoutes » dont le prévenu porte d'ailleurs traces. A ce propos, Mᵉ Cotta a évoqué les démarches d'un collectif des réfugiés haïtiens créé en avril, auprès de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, pour que les deux cents réfugiés politiques entrés clandestinement en France obtiennent la reconnaissance du statut de réfugié politique, jusque là refusé.

● *Manufrance : jugement en délibéré.* L'accord intervenu jeudi 11 juin, à Paris, entre M. Bernard Tapie, P.-D.G. de l'ancienne société Manufrance, et les représentants de la Société coopérative, officialisant le redémarrage de la firme stéphanoise, n'a pas encore été entériné par le tribunal de commerce de Saint-Etienne. Celui-ci a mis, mardi 16 juin, son jugement en délibéré. L'affaire étant très complexe il n'est pas impossible que le tribunal décide, avant de se prononcer, d'entendre auparavant les deux parties. — *(Corresp.)*

● *Manifestation arménienne à Marseille.* — A l'appel du comité de liaison des associations arméniennes de Marseille et des Bouches-du-Rhône, plus d'un millier de personnes se sont rendues en cortège, lundi 15 juin, à la préfecture des Bouches-du-Rhône, où une délégation a été reçue. C'est pour protester contre les attentats commis à Paris, le 28 mai dernier, contre un centre culturel arménien et, les 4 et 5 juin, contre deux églises arméniennes (*le Monde* du 6 juin), que cette manifestation avait été organisée.





A B C D E F G

